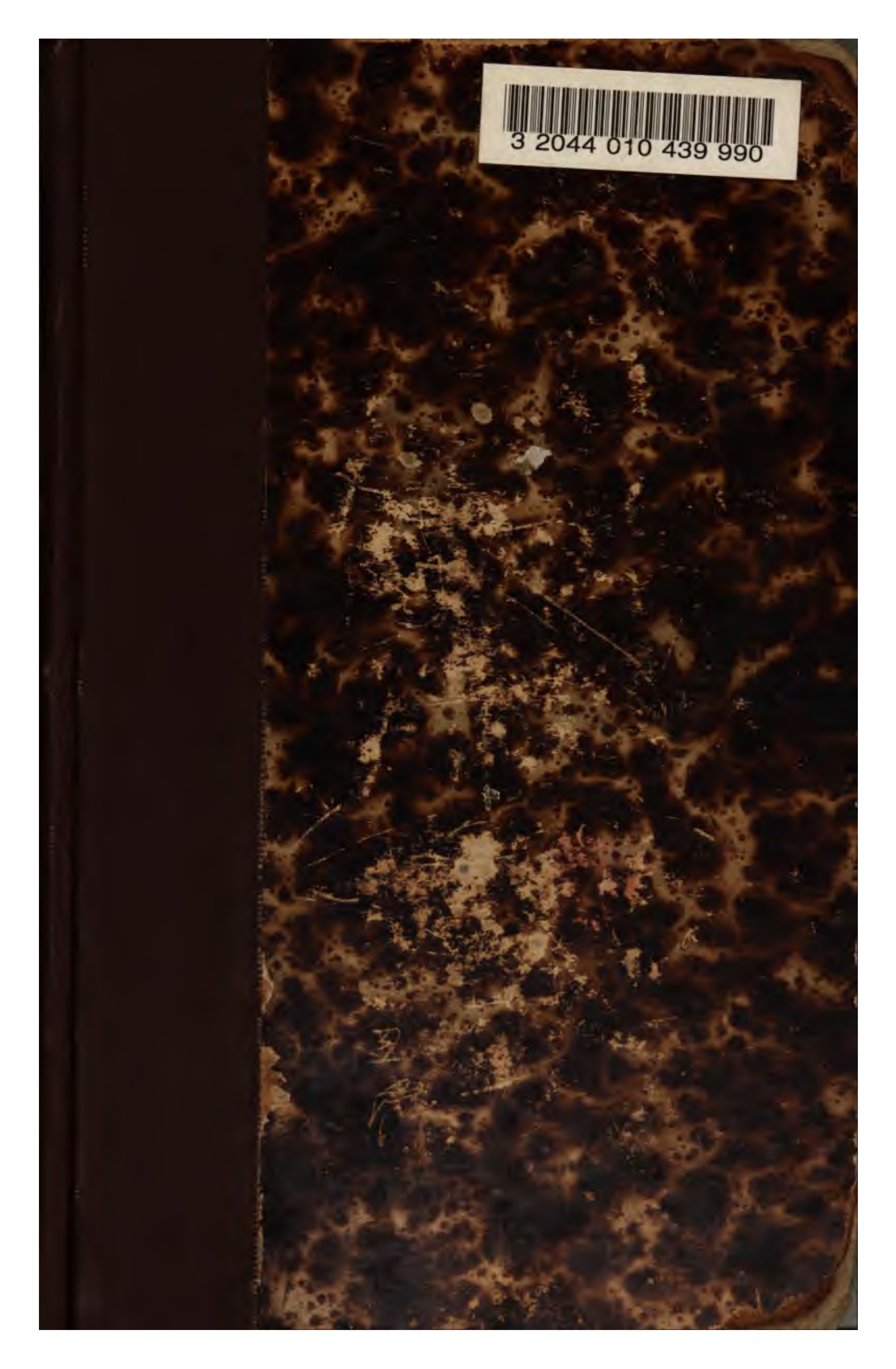


HISTOIRE

DE

L'EMPIRE OTTOMAN.

IMPRIMERIE DE GUIRAUDET ET JOUAUST,
rue Saint-Honoré, 315.

HISTOIRE

DE

L'EMPIRE OTTOMAN

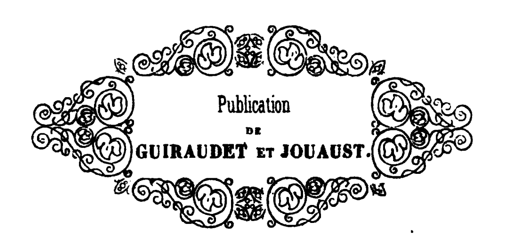
DEPUIS 1792 JUSQU'EN 1844,

PAR

LE B^ON JUCHEREAU DE S^T-DENYS,

MARÉCHAL DE CAMP, MINISTRE DE FRANCE EN GRÈCE EN L'ANNÉE 1828,
ANCIEN DIRECTEUR DU GÉNIE MILITAIRE DE L'EMPIRE OTTOMAN.

TOME IV.



PARIS.
AU COMPTOIR DES IMPRIMEURS-UNIS,
QUAI MALAQUAIS, 15.

1844

HISTOIRE

DE

L'EMPIRE OTTOMAN.

CHAPITRE LXI.

DERNIÈRE RÉVOLTE, CHUTE ET ABOLITION DES JANISSAIRES, EN 1826.

Nous avons vu dans le tableau historique des révolutions de Constantinople les désordres causés par les janissaires, qui, après avoir élevé l'empire ottoman par leur bravoure et leur discipline au plus haut degré de gloire et de puissance, l'avaient fait tomber par leur insubordination dans un état de faiblesse et de prochaine dissolution. Entravant fréquemment l'action de l'autorité souveraine, les janissaires avaient produit un relâchement général dans tous les ressorts du gouvernement, et donné naissance à la plupart des mouvements insurrectionnels des pachas et des peuples contre la Sublime-Porte. La force politique des janissaires consistait principalement dans la même cause qui avait produit leur dégénération militaire. Du moment qu'on avait permis à tout musulman de se faire inscrire sur les rôles de ce corps sans avoir l'obligation d'y faire un service régulier, cette milice avait acquis l'assistance de la majorité

du peuple; mais elle avait perdu son instruction, sa discipline et ses qualités guerrières.

Le sultan Sélim III tomba pour avoir attaqué les janissaires dans un temps où l'opinion de la nation leur était encore favorable. La même cause renversa le grand visir Moustapha-Baïractar, et fit échouer ses projets de réforme militaire.

Mais les derniers triomphes des janissaires dans les années 1807 et 1808 leur avaient inspiré un orgueil insolent, et avaient accru leur indiscipline, et leur obstination à refuser de s'instruire. Leur bravoure, autrefois si renommée, s'était affaiblie. Ils étaient devenus l'objet des moqueries des autres soldats dans les dernières campagnes contre les Russes, et surtout dans la guerre de l'insurrection de la Grèce (1).

Ne respectant aucun pouvoir, ils avaient tous les défauts des soldats indisciplinés. — Ils commettaient des vols, et s'abandonnaient à la débauche et à l'ivrognerie. Dans leurs excès nombreux, ils ne respectaient même pas les personnes et les propriétés des membres du corps des oulémas.

Au lieu de continuer à jouir de l'estime des peuples, ils étaient devenus pour la grande majorité des Osmanlis un objet d'horreur et de mépris.

Le sultan Mahmoud, tendrement attaché à la mémoire du sultan Sélim III, dont il avait adopté les idées relatives aux réformes à opérer dans l'administration et dans l'armée, désirait, depuis son avénement au trône, trouver l'occasion de se défaire de cette milice indisciplinée,

(1) Pehlevan-Baba-Pacha, distingué par sa valeur, les comparait à de vieilles femmes qui parlent sans cesse de leur ancienne beauté et ne sont bonnes à rien.

dont il n'était pas aimé. Cachant ses projets avec une adresse parfaite et une inébranlable fermeté pendant dix-sept ans, il n'avait pas fait voir ses intentions, et n'avait pas même donné lieu de les soupçonner.

Mais, convaincu en 1826 que la grande masse du peuple musulman était devenue hostile aux janissaires, et que même les oulémas, autrefois leurs zélés protecteurs, blâmaient leur conduite et leurs excès, il forma la résolution hardie d'entreprendre leur réforme ou de prononcer leur abolition.

Le dicton du prophète Mahomet que « *la guerre est un jeu au plus fin* » était alors répété dans le sérail et dans le corps des oulémas par les principaux dignitaires et serviteurs de l'empire et par tous les Osmanlis sages et éclairés. On interprétait ces paroles du prophète en disant qu'elles avaient pour but l'instruction militaire des troupes, et des chefs destinés à les commander. « Les chrétiens, disait-on, sont actuellement les plus fins dans la science de la guerre ; ils ne le seront plus du moment que nous suivrons les préceptes de notre saint prophète. »

Les circonstances étant devenues favorables, le sultan Mahmoud prit la ferme résolution de suivre l'élan de son cœur, et de reprendre la réforme projetée par son prédécesseur.

La tâche était difficile et dangereuse. Essayer de constituer d'autres corps de troupes offrait encore dans ces moments des difficultés qui paraissaient insurmontables. Chercher à soumettre tout le corps des janissaires à une réorganisation générale était un parti qui ne présentait aucune chance de succès. Présomptueux et ignorants, semblables à des masses brutes, les janissaires auraient repoussé comme auparavant toute mesure de

réforme et d'amélioration. — Leur intérêt du moment les disposait à conserver les abus introduits, qui leur permettaient de se livrer à l'indolence et à leurs penchants vicieux.

Après de longues délibérations et un mûr examen de toutes les circonstances favorables, les conseillers de la couronne adoptèrent l'idée de tirer de l'odjak même des janissaires des hommes qui, sous le nom d'*echkendgis* ou soldats actifs, formeraient un corps séparé qu'on instruirait à la discipline et aux exercices militaires.

On crut devoir consulter, relativement aux moyens d'exécution, Husseyn-Pacha, alors gouverneur des châteaux d'Europe sur le Bosphore. Husseyn avait été aga des janissaires. Pendant son commandement de cette milice insubordonnée, il avait donné au sultan Mahmoud des preuves de son dévoûment personnel. Ami de l'ordre et du repos des habitants, il avait fait décapiter ou étrangler un grand nombre de malfaiteurs appartenant à l'odjak des janissaires.

Ayant une connaissance exacte du caractère et des dispositions du personnel de ce corps, Husseyn-Pacha dit au sultan : « C'est dans la classe des officiers subalternes que gît tout le mal; c'est parmi eux que se trouvent des hommes qui s'enrichissent en s'emparant, sans peine et sans frais, des billets de solde. On remarque parmi ces derniers les administrateurs des casernes, les cuisiniers maîtres, des sous-officiers à la retraite, qui, tous uniquement occupés à manger et à consommer, sont les meneurs des autres, et reçoivent eux-mêmes des inspirations de quelques intrigants étrangers. Ces hommes n'écouteront jamais la voix du devoir, et travailleront sans cesse à exciter les soldats à la révolte pour empêcher toute espèce de réorganisation. C'est

dans les casernes de Constantinople qu'ils ourdissent leurs trames; il faut frapper d'un seul coup ces provocateurs, et détruire le foyer de leurs réunions. »

Cet avis était bon; mais, avant de le suivre, le sultan Mahmoud, qui voulait éviter tout reproche de tyrannie, prit la résolution de tenter la voie de la douceur et de la persuasion.

On commença par s'adresser à quelques personnages habiles et influents, entre autres à l'aga actuel ou chef du corps, au seymenbachy ou commandant en second, à l'intendant général, au chef des cuisiniers, au vice-intendant, et à un ancien cuisinier maître, Yousouf le Curde, qui était alors l'oracle des janissaires. — On réussit à les gagner par le moyen de l'or et des promesses.

Tous s'engagèrent à seconder avec zèle la formation des troupes qu'on se proposait d'instruire.

Informé des bonnes dispositions de l'aga et des principaux officiers des janissaires, le Grand-Seigneur jugea qu'il convenait de donner un caractère plus sérieux à l'engagement verbal pris par les chefs de l'odjak, et ordonna que leurs promesses seraient constatées par écrit dans un acte légal qui porterait leurs signatures et leurs cachets.

Afin d'exécuter avec solennité cet ordre souverain, un conseil fut convoqué chez le muphti pour le jour du 25 mai 1826 par ordre du grand-visir. On réunit dans ce conseil le grand-visir (Mohammed-Selim Pacha), le muphti, le grand juge de Romélie, le premier médecin du sultan, le cadi de Constantinople, le prédécesseur de ce dernier, le kiaya-bey ou ministre de l'intérieur, le defterdar ou ministre des finances, le reis-effendi, l'inspecteur de la monnaie, l'inspecteur de la

fonderie de canons de Tophana, enfin l'aga des janissaires.

On examina la question sous toutes ses faces dans ce conseil préparatoire. Quant à la partie religieuse, les oulémas, étant consultés, décidèrent à l'unanimité qu'il était du devoir des musulmans d'acquérir la science militaire.

Après cette déclaration, l'aga des janissaires prit la parole pour annoncer à l'assemblée que les officiers de l'odjak avaient promis leur coopération.

On décida alors à l'unanimité qu'une nouvelle assemblée générale aurait lieu trois jours après, dans l'hôtel du muphti, et qu'on y appellerait tous les ministres de la Porte, les principaux mudéris du corps des oulémas, les codjas ou professeurs du sérail, les ridjats ou grands fonctionnaires de l'empire, l'aga des janissaires, le seymenbachyi, les chefs de la division des benleckis et les administrateurs de la division des djémats. Yousouf le Curde fut invité à y prendre part.

Le grand visir ouvrit la séance par un discours dont nous présentons un extrait au lecteur.

« Depuis le règne des premiers sultans, la monarchie ottomane, forte de la protection du Ciel, riche en guerriers et en trésors, partout triomphante de ses ennemis, était redoutée des souverains de l'Europe. Les temps sont bien changés! Oubliant les lois divines qui commandent la soumission aux autorités, les soldats musulmans se sont livrés à un état de révolte permanente. Ils ont dégénéré de leur ancienne valeur, et on les a vus, conduits par des chefs faibles ou inhabiles, fuir et se disperser devant l'ennemi.

» La honte de nos défaites, la perte de sommes considérables et d'un matériel immense, ont plongé le cœur

de la nation dans la douleur et les regrets. Quel sujet amer de réflexions que le spectacle des Grecs, ces rayas insurgés, ces faibles roseaux que le torrent impétueux du courage mahométan aurait dû renverser en un instant, nous donne actuellement en résistant avec succès et en arrêtant nos efforts, sans que nous ayons pu jusqu'à ce jour éteindre le feu de leur rébellion!

» Les guerriers musulmans sacrifiaient autrefois leurs biens et leur vie pour la foi. Les janissaires surtout s'étaient acquis une haute réputation par leur discipline et leur bravoure. Ils ne sont plus ce qu'ils étaient. De misérables aventuriers, qui se sont introduits parmi eux, ont miné peu à peu les bases de leurs règlements et détruit ainsi l'édifice de leur organisation.

» Les rôles des janissaires sont surchargés de noms d'hommes à la solde de l'état; mais des hommes de guerre, on en cherche et on n'en trouve pas. Un oda est-il désigné pour faire une campagne, les officiers partent à la tête d'un ramassis de gens de toute espèce, qu'ils ont eu beaucoup de peine à rassembler et qui sont étrangers au métier des armes comme à toute idée de subordination et d'instruction militaire. Les espions de l'ennemi se cachent parmi eux.

» Ignorants et aveugles, les janissaires se laissent égarer par les insinuations perfides des agents secrets des ennemis de la Porte et se livrent sans examen aux plus étranges suppositions. Ils blâment les guerres entreprises, sous le prétexte qu'elles ne sont pas commandées par la nécessité, et qu'elles n'ont d'autre but que de faire tuer les janissaires et de détruire leur odjak. Ils accusent les ministres de recevoir l'or des infidèles et de leur vendre les provinces musulmanes. Ces imposteurs éten-

dent leur funeste influence sur les autres corps de l'armée et paralysent le zèle des braves.

» Les causes premières de la décadence de nos armes sont l'affaiblissement de l'esprit religieux et l'inobservation des anciens règlements militaires, sanctionnés par le suffrage des oulémas.

» Au temps du sultan Soliman, les janissaires s'exerçaient chaque jour au maniment de toutes les armes dont l'usage était alors connu ; l'odjak, au lieu de se recruter d'individus pris au hasard, se composait seulement d'hommes d'élite qui étaient constamment présents à leurs compagnies.

» Vous savez quelles sont les forces et les intentions des ennemis de l'Islamisme ; vous connaissez le désordre qui règne dans le corps des janissaires, désordre dont on n'oserait faire l'exposé trop fidèle, tant la blessure est profonde et douloureuse. C'est à cette assemblée qu'il appartient de décider aujourd'hui quel parti l'intérêt national nous commande de prendre. Chercher les moyens d'abaisser l'orgueil de nos ennemis et de venger la honte de nos désastres, tel est le sujet proposé à votre délibération ; parlez, montrez-nous la voie, et nous la suivrons avec empressement. »

Ces derniers mots invitaient les assistants à émettre librement leur opinion. Le premier médecin du sultan, après avoir rendu justice à la vérité du tableau tracé par le grand-visir, pria le ministre des affaires étrangères de donner quelques renseignements sur la politique extérieure de l'empire.

Répondant immédiatement à cette interpellation, le reis-effendi exposa à l'assemblée le tableau des prétentions formées par les divers gouvernements européens.

Il insista surtout sur leurs exigences dans l'affaire de l'insurrection grecque. « D'après le peu que je viens de vous dire, jugez, ajouta-t-il, ce que doit être ce que je ne dis pas. »

« Puisque telle est notre position, dirent unanimement les oulémas, il est du devoir de tous les musulmans de s'instruire dans la science militaire et d'obéir aux ordres du sultan, notre maître. »

L'intendant général des janissaires, loin de combattre les allégations du grand-visir contre les soldats de son odjak, les confirma par de nouvelles preuves. « Le corps des janissaires, ajouta-t-il, est aujourd'hui un mélange d'hommes sans aveu qui ne devraient pas en faire partie; s'il m'était ordonné de mener de pareilles troupes au combat, je croirais marcher à une déroute certaine. Entrons donc sans hésiter dans la voie des réformes nécessaires; c'est la seule manière de rendre à nos armes leur ancienne supériorité. »

Tous les officiers des janissaires présents à cette réunion déclarèrent hautement qu'ils partageaient l'opinion de l'intendant général de leur corps.

Satisfait de cette déclaration unanime, le grand-visir annonça qu'on allait communiquer à l'assemblée le rescrit impérial qui, faisant connaître les intentions du sultan, était accompagné de l'ordonnance relative à la nouvelle organisation régulière de l'odjak des janissaires.

Toute l'assemblée se leva à l'instant, et écouta debout et avec respect la lecture du rescrit impérial, faite par le ministre des affaires étrangères. Ce rescrit ordonnait l'exécution du khatty-chérif relatif aux réformes à faire dans l'odjak des janissaires et à la création des compagnies des echkendgis. Le mektoubchy ou secrétaire du grand-visir lut ensuite l'ordonnance suivante.

EXPOSÉ DES MOTIFS DE L'ORDONNANCE.

« Depuis la naissance de la monarchie ottomane, les sultans successeurs d'Osman se sont montrés zélés observateurs du principe divin qui commande de combattre les infidèles. La réputation des armées ottomanes a rempli le monde. Long-temps les ennemis qui se présentaient devant nos bataillons ont été la proie du glaive; long-temps les héros musulmans, chargés des dépouilles des nations, se sont pavanés dans l'arène de la gloire; long-temps les janissaires, ce corps institué dans un esprit de conquête pour la foi, ont été triomphants en toute rencontre.

» Mais depuis près d'un siècle des intrigants ont travaillé à affaiblir la discipline et ont rompu la chaîne de la subordination envers les chefs. Autrefois les janissaires étaient tous des soldats actifs (*echkendgis*), et touchaient eux-mêmes la solde portée en leur nom sur les rôles du corps. En campagne, ils se trouvaient sous les drapeaux prêts à exécuter les ordres de leurs supérieurs.

» Ce fut en l'année de l'hégire 1152 (1), lors de la guerre de la Morée et de la conquête de la forteresse de Nauplie, que les *echkendgis* obtinrent, quoique encore valides, des traitements de retraite en récompenses de leurs services, et commencèrent à introduire le funeste usage de vendre les billets de solde à des individus étrangers à l'armée.

» Cet abus s'est insensiblement accru au point que l'odjak des janissaires n'a compté qu'un petit nombre de véritables hommes de guerre, et n'a plus été qu'un

(1) L'an 1732 de l'ère chrétienne.

grand corps désorganisé. Nos ennemis, dont les espions ont trouvé les moyens de s'introduire dans ce corps, ont profité des désordres qui y régnaient, et ont porté une main audacieuse sur les provinces musulmanes.

» Vengeance, peuple de Mahomet! et vous, serviteurs zélés de cette monarchie qui doit durer autant que le monde, officiers de tout grade, défenseurs de la foi, venez à nous, unissons nos efforts pour réparer nos brèches et pour élever devant notre pays le rempart d'une armée aussi instruite que brave, dont les efforts glorieux parviendront à déjouer les inventions guerrières de l'Europe chrétienne!

» Les dispositions suivantes serviront de base à la formation du nouveau corps des echkendgis, tirés du corps des janissaires.

» 1° Les 51 odas de janissaires qui séjournent actuellement dans la capitale devront fournir chacun 150 hommes d'une origine connue et propres au service actif.

» 2° Chaque oda des nouvelles troupes aura les mêmes officiers que les anciens odas du corps des janissaires, c'est-à-dire un *tchiorbadgy* ou capitaine en premier, un *odabachy* ou capitaine en second, un *vekil-khardgy* ou lieutenant chargé des dépenses, un *baïractar* ou porte-drapeau, et pour sous-officier un *ousta* ou cuisinier-maître, un *bach-carakoulloudgy* ou premier marmiton, et un *sacca* ou porteur d'eau.

» 3° Les officiers supérieurs ne paieront plus à l'aga des janissaires, lors de leur nomination, la finance accoutumée dite *djaïzé;* les tchiorbadgys des compagnies jouiront du même avantage.

» 4° L'aga des janissaires ne paiera plus à son entrée

en fonctions la finance exigée par le grand-visir selon l'usage.

» 5° Aucune dérogation aux règles de l'avancement n'aura lieu désormais dans les odas.—Les officiers pourront s'élever graduellement jusqu'au rang d'aga des janissaires.

» 6° Les pensions de retraite assignées sur les douanes seront accordées aux officiers et soldats qui les auront méritées, et que l'âge, des infirmités ou des blessures, auront rendus invalides.

» 7° On donnera des soins attentifs et constants à l'instruction des echkendgys, puisqu'elle est le but de leur formation. Les exercices seront repris dans la place de l'Etmeidan, sous la direction des agas de l'odjak (officiers généraux du corps). L'exercice à feu aura lieu tantôt dans lavallée de Khiathana, tantôt dans la plaine de Davoud-Pacha.

» 8° Chaque compagnie aura un chirurgien habile et un iman ou aumônier choisi par le cadi de Constantinople. Les imans des compagnies feront tous les soirs des lectures du livre saint aux soldats réunis dans les casernes. Après cinq années de services, ces imans seront promus à des places élevées dans l'ordre judiciaire.

» 9° *Dispositions disciplinaires.* Sur dix hommes, il y aura un carakoulloudgy (cuisinier), chargé de maintenir la discipline. — Tout echkendgy coupable d'une faute qui exigera une punition sera amené devant l'autorité par le carakoulloudgy, qui le conduira en prison ou le mettra en liberté après que la peine aura été infligée ou l'absolution prononcée.

» 10° Dans la route et pendant le séjour des troupes au lieu de leur destination, on donnera des tentes et

des tapis aux officiers selon leur grade ; on distribuera les tentes aux soldats à raison de dix hommes (compris le carakoülloudgy) par tente.

» Le vekil-khardgy se fera délivrer par le dépôt la quantité de rations de vivres nécessaire à sa compagnie. Il en fera lui même la distribution à chaque carakoulloudgy pour son escouade de dix hommes. »

Armement, équipement, solde. « Chaque soldat echkendgy sera armé d'un fusil avec baïonnette et d'un sabre. La solde attribuée aux echkendgys sera distribuée à l'hôtel de l'aga des janissaires. — Cette solde sera payée à l'aga par le trésor public sur le pied de 88 1/2 aspres par jour pour chaque echkendgy. Mais le soldat ne touchera que 80 aspres. Les 8 1/2 aspres restants, et les successions des echkendgys morts sans héritiers, appartiendront à la caisse centrale, dont les fonds seront employés à fournir chaque jour aux soldats un supplément de nourriture, outre le pain et la viande que le gouvernement leur fera délivrer. »

Vente et cession des billets de solde. « La vente et la cession des billets de solde sont des actes proscrits par les lois religieuses. — Il est expressément défendu de vendre ces billets. Les propriétaires nominaux en toucheront seuls le montant pendant leur vie.

» Pendant l'absence des soldats qui auront obtenu la permission d'aller voir leur famille, leur paie journalière sera mise en dépôt dans la caisse du corps. Ils la toucheront intégralement à leur retour.

» Le traitement des officiers supérieurs, payable par trimestre, sera augmenté d'un quart relativement à l'ancien taux. Celui des officiers des compagnies recevra une augmentation d'un tiers.

» Les hommes des anciens odas qui se feront in-

scrire comme echkendgis pourront entrer dans telle compagnie nouvelle qu'il leur plaira de désigner.

» Dans les campements, les tentes des echkendgis, chacune de dix hommes, seront rangées sur une seule ligne par compagnie. Celle du capitaine sera placée en tête de la ligne; celle de l'odabachy et du vekil-khardgy au milieu de la ligne et celle du porte-drapeau et du premier cuisinier en queue. Chaque soir l'iman fera faire à la troupe assemblée la prière du Maghreb. On poussera ensuite le hourra des musulmans (Allah ! Allah ! ou Allah ekber !).

» L'inspection des echkendgis est confiée au secrétaire général des janissaires (yenischeri-efendisi). Ce dernier s'entendra avec l'aga des janissaires sur toutes les questions d'administration. Ils s'entendront l'un et l'autre pour rédiger les rapports qui devront être présentés au gouvernement, et y apposeront leurs signatures et leurs sceaux.

» La Sublime-Porte espère qu'avec les nouveaux règlements et avec l'aide du Ciel, les troupes ottomanes obtiendront désormais la supériorité sur les ennemis de l'islamisme. »

La lecture de cette ordonnance impériale fut suivie par celle que fit le muphti lui-même d'un fetfa spécial dans lequel il était dit que « la science militaire est un devoir religieux pour les vrais croyants. » S'adressant ensuite à l'odjak entier des janissaires, représenté par les officiers présents, le muphti s'écria : « Vous venez de l'entendre; les préceptes écrits et traditionnels de notre sainte loi imposent aux musulmans l'obligation d'acquérir l'instruction militaire pour combattre avec succès les infidèles. C'est une vérité aussi rigoureusement démontrée qu'un axiome élémentaire de mathématiques. Etes-vous franchement dé-

terminés à concourir à l'accomplissement des vues du sultan, notre maître, pour la formation des troupes disciplinées? En prenez-vous l'engagement formel?

» Oui, répondirent à l'instant les janissaires qui étaient présents, nous prenons cet engagement.

» Les fidèles musulmans, dit alors le grand-visir, qui obéiront aux ordres de Sa Hautesse, obtiendront la récompense de leur zèle. Mais il est des hommes méchants et aveugles que leur malice naturelle ou les suggestions de Satan portent à déverser le blâme et la critique sur les projets du gouvernement; ces hommes, quels qu'ils soient, ne méritent-ils pas d'être punis? »

Le muphti, répondant à cette question, qui lui était directement adressée, dit à haute voix : « Quiconque tient des discours malveillants et cherche à exciter des troubles mérite, suivant la loi, un châtiment sévère. » Après avoir prononcé ces mots, cet interprète suprême de la loi religieuse ordonna à l'archiviste des fetfas de mettre cette décision par écrit.

Après ces déclarations solennelles, après les prières récitées par les prédicateurs des principales mosquées de Constantinople, et après la lecture faite par le muphti du premier chapitre du Coran, l'acte d'engagement relatif à l'organisation du nouveau corps des echkendgys fut revêtu de la signature et du cachet de tous les membres de cette assemblée.

L'ordonnance impériale d'organisation, et l'acte d'engagement signé par les premiers personnages de l'empire, par les oulémas et par les chefs des janissaires, furent portés à l'hôtel de l'aga de cette milice par les signataires, et y furent lus en présence des officiers et de plusieurs soldats députés du corps.

Plusieurs mudéris du corps des oulémas parlèrent suc-

cessivement sur la nécessité de la discipline et de la connaissance de l'art militaire.

Après toutes ces allocutions, l'aga des janissaires prit la parole : « Le fetfa que vous venez d'entendre, lequel est l'expression des sentiments unanimes des oulémas, nous impose l'obligation d'acquérir l'instruction militaire. Le sultan, notre généreux maître, nous l'ordonne. Répondez. »

L'aga dut répéter plusieurs fois aux assistants l'invitation de répondre. Enfin, les chefs des compagnies, qui étaient au premier rang, et quelques anciens soldats de l'odjak, dirent : « Nous obéirons à l'ordre du sultan. »

Cette déclaration entraîna tous les assistants, qui promirent de signer l'engagement demandé. Le nombre des signatures s'éleva à 208 dans cette réunion.

L'apposition des cachets et des signatures étant terminée, l'aga se hâta d'en informer le grand-visir. Le cortége des oulémas revint à l'hôtel du muphti ; le grand-visir s'y trouvait. On remit à ce chef du divan ottoman le rapport de l'aga et l'acte d'engagement des janissaires. Ces deux pièces furent réunies aux fetfas qui autorisaient les exercices, et au nouveau fetfa qui déclarait digne de châtiments sévères tous ceux qui tiendraient des discours malveillants contre la nouvelle mesure.

Le sultan Mahmoud, à qui toutes ces pièces furent adressées, écrivit de sa propre main, en tête de l'acte d'engagement, ces mots : « Accomplir exactement les devoirs tracés par le présent acte, conforme à notre sainte loi, est une obligation religieuse pour les signataires et pour tous les vrais musulmans ; s'en écarter serait un crime. Cette pièce sera enregistrée au tribunal de Constantinople, et une copie en sera gardée dans les bureaux de notre divan impérial. »

On commença à inscrire aussitôt dans l'hôtel de l'aga les noms des janissaires qui s'enrôlaient comme echkendgis.

La nouvelle ordonnance impériale n'opérait aucun changement notable dans le corps des janissaires; elle lui conservait ses anciennes dénominations et ses privilèges utiles. Elle augmentait les traitements des officiers et des soldats; elle assurait leur avancement régulier depuis les derniers grades jusqu'au plus élevé. Elle délivrait tous les officiers généraux et supérieurs de l'obligation de payer finance au grand-visir et aux personnes à qui ils devaient leurs nominations. Elle faisait disparaître l'abus frauduleux que, depuis environ un siècle, des agioteurs avides faisaient des billets de solde, de vétérance et de retraite, achetés par eux à vil prix.— Elle renouvelait les statuts du Grand-Soliman, et obligeait les officiers et les soldats à faire deux ou trois fois par semaine les exercices d'instruction.

On ne pouvait donner à cette ordonnance les noms d'innovation ni de réforme, puisqu'elle ne n'accomplissait aucun changement matériel dans l'ancienne organisation, et qu'elle ne faisait que prescrire ce qui avait été déjà en usage. — L'abolition des abus était entièrement à l'avantage des officiers et des soldats, et n'était nuisible qu'aux intrigants qui vivaient de fraude, et qui suçaient avec avidité le sang des soldats.

Peu de jours suffirent pour préparer les armes et les vêtements qui devaient être donnés aux echkendgis. Le nombre des hommes enrôlés s'élevait à environ 5000.

Le lundi six de zilcadé (12 juin 1826), fut le jour désigné pour la distribution des armes et des vêtements, et pour commencer les exercices d'instruction des echkendgis. Quatre instructeurs musulmans, dont deux

avaient appartenu au corps des nizam-gedittes, furent chargés de donner aux nouveaux soldats les premières notions du maniment des armes et de la marche. Les officiers seuls y prirent part dans la première journée.

Les premières expériences devinrent le sujet de critiques amères. — La nouvelle ordonnance avait froissé les intérêts d'un grand nombre d'individus qui vivaient des abus du corps des janissaires, et spéculaient sur les billets de solde. Ces hommes oisifs et débauchés avaient coutume d'établir leur séjour dans les cafés. Les orateurs habituels de ces lieux publics remplissent à Constantinople, comme nous l'avons déjà dit, l'office de nos journalistes d'Europe.

Le blâme déversé sur le gouvernement à l'occasion de la nouvelle ordonnance commença dans les cafés, se répandit dans la ville et fut répété par mille et mille voix. On parlait déjà, comme du temps du sultan Sélim, de la nécessité d'arrêter les projets du gouvernement, qui voulait assimiler les musulmans aux infidèles.

Le grand-visir publia une proclamation pour expliquer la conduite du gouvernement, pour faire connaître les motifs qui le faisaient agir, et pour informer le peuple que dans cette circonstance rien n'avait été fait sans l'approbation du corps des oulémas.

Mais cette proclamation devint inutile. — Les officiers subalternes et les soldats des janissaires, espérant qu'un nouveau mouvement insurrectionnel de leur part aurait le même succès que dans les révolutions précédentes, résolurent d'employer la force pour faire abolir la nouvelle ordonnance impériale.

Un mois était à peine écoulé depuis l'apparition de l'ordonnance des echkendgis, quand tout à coup la sédition éclata. Ce fut dans la nuit du 15 juin 1826. Les

conjurés se rendirent isolément sur la place de l'Etmeidan, qui, de même que dans les séditions antérieures, avait été choisie pour leur rendez-vous général, et pour le centre de leurs opérations. — La place ne tarda pas à se remplir de rebelles.

L'aga des janissaires et les principaux officiers, en qui les soldats n'avaient pas de confiance, ne furent pas invités à cette réunion.

Les marmites furent portées sur cette place suivant l'usage, afin de servir de points de rallîment aux soldats des odas. — La nécessité de régulariser les mouvements porta la foule réunie à se donner des chefs.

Ces chefs improvisés envoyèrent un détachement contre l'hôtel de l'aga, qu'ils regardaient comme leur principal ennemi et comme un traître. Cet aga (1) se trouvait alors absent de sa maison. Ne pouvant attaquer sa personne, les soldats rebelles brisèrent les portes et les fenêtres de son hôtel, et y mirent le feu.

Lorsque l'aurore parut, les marmites de la plupart des odas étaient déjà rangées en ligne circulaire au centre de la place de l'Etmeidan. Mais quelques unes manquaient, entre autres celles des armuriers et des selliers; on les envoya chercher, et malgré la résistance des chefs on les enleva, et on les porta triomphalement sur la place.

Des carakoulloudgis se mirent à parcourir les divers quartiers de la capitale en faisant circuler la fausse nouvelle que le grand-visir, l'aga des janissaires et tous les grands fonctionnaires, avaient été pris ou tués. — On vit aussitôt accourir à l'Etmeidan, avec l'espoir du pillage, les portefaix, les porteurs d'eau et tous les merce-

(1) Il se nommait Djélaleddin.

naires qui remplissent les rues de Constantinople. Les rebelles formèrent bientôt une masse imposante.

Une troupe de ces factieux marcha sur l'hôtel du grand-visir ; une autre se dirigea vers la maison de l'agent du pacha d'Egypte. — Ce pacha était alors l'objet de la haine et de l'exécration des janissaires, parce qu'il avait créé dans ses provinces des troupes organisées et instruites à l'européenne.

Le grand-visir avait passé la nuit à sa maison de campagne sur le rivage asiatique du Bosphore. Ne le trouvant pas chez lui, les factieux pillèrent son hôtel, prirent des effets précieux, et enlevèrent environ six mille bourses d'argent. Les femmes de ce premier ministre, s'étant réfugiées dans un souterrain du jardin de l'hôtel, échappèrent aux regards et aux violences de ces brigands.

La maison de l'agent du pacha d'Egypte fut complétement pillée et dévastée. Les rebelles en enlevèrent des sommes considérables de la valeur de plus de 8000 bourses. Mais cet agent, qui se trouvait alors à la campagne, échappa à la mort que les janissaires voulaient lui infliger.

Les oulémas, qui avaient approuvé l'ordonnance impériale sur les echkendgis, et qui en avaient recommandé l'exécution, étaient devenus l'objet de la haine des janissaires. — Les insurrections de ces militaires avaient été jusque alors protégées par les hommes de loi ; mais cette milice dégénérée était vue alors de mauvais œil par ses anciens protecteurs.

Les rebelles qui parcouraient les rues criaient : « Mort aux donneurs de fetfas, aux écrivains d'actes juridiques, à toutes personnes portant *caouk* (1), et

(1) Le caouk était le bonnet distinctif des hommes de plume, des gens de loi et des fonctionnaires civils.

à tous ceux qui nous résisteront! Nous prendrons leurs femmes et leurs enfants. Les garçons et les filles seront vendus à raison de dix piastres par personne; que tous les marchands ouvrent leurs boutiques, nous les protégerons. Si un des nôtres fait au peuple le plus petit vol, nous le hacherons en pièces à l'instant.»

Le grand-visir, ayant appris à sa maison de campagne la nouvelle de la rébellion, monta dans une barque commune, et se rendit directement au sérail. Il avait fait avertir par son frère les deux pachas Husseyn et Mohammed, et leur avait envoyé l'ordre de se diriger immédiatement avec leurs troupes vers le palais impérial, et de s'arrêter au kiosk extérieur dit yali-kiosk.

Arrivé au sérail, le grand-visir chargea un de ses officiers de porter au sultan Mahmoud la nouvelle des événements qui troublaient Constantinople, et fit prier ce monarque de se montrer aux troupes, et de déployer à leurs yeux le drapeau du prophète.

Le muphti, averti par le grand-visir, ne tarda pas à arriver. Les deux pachas Husseyn et Mohammed hâtèrent la marche de leurs troupes, et se présentèrent bientôt avec elles au lieu qui leur avait été indiqué.

Des ordres furent aussitôt envoyés par le grand-visir aux ridjats de la Porte, au général de l'artillerie, à l'intendant de l'arsenal de la marine, aux deux chefs des bombardiers et des mineurs, pour leur enjoindre d'amener leurs troupes au sérail. Le muphti écrivit de son côté aux docteurs, aux maîtres et aux étudiants des colléges de Constantinople, pour les appeler tous, dans cette grande crise, à la défense du trône.

L'intendant général des janissaires, Hassan-Aga, qui

était en même temps le directeur du nouveau corps des echkendgis, s'était porté, au moment où il reçut la nouvelle de l'insurrection, à l'hôtel de l'aga. Mais, celui-ci ayant disparu sans donner aucun avis, et sans laisser aucune trace, Hassan-Aga s'installa dans l'hôtel et prit le commandement entre ses mains.

Sa première démarche fut d'envoyer auprès des rebelles le chef des écrivains du corps, Reschid-Effendi, pour connaître les motifs de leur rassemblement illégal et de leurs intentions définitives. Les rebelles s'écrièrent d'une voix unanime : « Nous ne voulons pas les exercices militaires des infidèles. L'ancien usage des janissaires est de tirer à balle sur des pots de terre et de couper avec le sabre des rouleaux de feutre. Nous ne voulons pas d'autres exercices. Nous demandons la tête de ceux qui ont conseillé l'ordonnance. »

Hassan-Aga s'empressa de faire porter au sérail par le même chef des écrivains cette réponse audacieuse au grand-visir. Ce grand dignitaire se trouvait alors avec le muphti, les autres chefs du corps des oulémas, les ministres, les deux pachas Mohammed et Husseyn.

Cette communication fut entendue avec indignation par le grand-visir, qui s'écria aussitôt : « Le nouveau système militaire est conforme à la loi religieuse et à la raison ; il a obtenu l'assentiment de tous les oulémas. C'est pour l'honneur et l'intérêt de la monarchie ottomane que nous voulons le faire exécuter. Nous ne souffrirons pas qu'il y soit fait le plus léger changement. Allez dire aux rebelles que nous allons tirer contre eux le glaive de la vengeance, et qu'avec l'assistance de Dieu nous parviendrons bientôt à les écraser. »

Après ces paroles énergiques, le grand-visir quitta le

yali-kiosk pour se porter dans l'intérieur du sérail avec toutes les personnes qui l'entouraient. Il vit bientôt arriver auprès de lui les principaux oulémas, les professeurs et les étudiants des médressés. Ceux-ci furent suivis par le topchy-bachy ou général de l'artillerie, avec un corps nombreux d'artilleurs, et avec une batterie d'artillerie à cheval, commandée par un intrépide capitaine, Ibrahim-Aga, surnommé l'Infernal à cause de ses nombreux et brillants exploits. — Les bombardiers et les mineurs, conduits par leurs officiers, arrivèrent et se rangèrent en bataille dans les vastes cours du sérail.

Tous désiraient que le sultan Mahmoud leur fît l'honneur de s'offrir à leurs regards et de leur donner ses ordres.

CHAPITRE LXII.

SUITE DES ÉVÉNEMENTS RELATIFS A LA DERNIÈRE RÉVOLTE ET A LA DÉFAITE ET ABOLITION DES JANISSAIRES. — NOUVELLE ORGANISATION DES TROUPES. — CRÉATION D'UNE ARMÉE RÉGULIÈRE. — CHANGEMENTS OPÉRÉS DANS L'ADMINISTRATION.

Le Grand-Seigneur se trouvait à Bechiktache, une de ses résidences d'été, lorsqu'il reçut l'avis de la rébellion des janissaires et de la réunion de ses fidèles et dévoués serviteurs dans l'intérieur du sérail. Il ordonna aussitôt de mettre en mer un des bateaux destinés à ses promenades incognito. — Tandis qu'on préparait l'embarcation, le sultan expédia son premier valet de chambre au grand-visir pour lui demander des détails précis et pour lui transmettre ses ordres.

Mais impatient, et entraîné par sa vivacité naturelle et

par son courage, le sultan Mahmoud n'attendit pas le retour de son valet de chambre.—Suspendant lui-même son sabre à sa ceinture, il monta dans son bateau avec son secrétaire particulier, et ordonna d'avancer rapidement à force de rames vers sa résidence impériale de Constantinople.

Débarqué dans le sérail, il se rendit aussitôt à la vaste salle dite *Sunnet-Odacy*, et y fit appeler auprès de lui le grand-visir, le muphti, les oulémas et tous les grands fonctionnaires. — D'une voix forte et imposante, il leur adressa la parole en ces termes :

« Vous savez tous combien, depuis l'époque de mon avénement au trône, j'ai mis de soins et de zèle à servir les intérêts de la religion et à faire le bien du peuple que la Providence m'a confié. Vous savez que les janissaires, par leurs mouvements séditieux, ont souvent attenté à ma couronne, et qu'au lieu d'être punis, ils ont trouvé en moi l'indulgence, afin d'éviter l'effusion du sang. Je leur ai pardonné; j'ai fait plus, je les ai comblés de faveurs sans y être contraint. Ils ont pris tout récemment l'engagement formel de se soumettre aux dispositions de la nouvelle ordonnance. Le refus qu'ils font actuellement d'exécuter leur promesse, la violation du contrat signé par eux et sanctionné par les autorités civiles et religieuses, l'exaltation furieuse qu'ils déploient, les prétentions insolentes qu'ils osent manifester, tout cela ne constitue-t-il pas une véritable révolte contre leur souverain? Pour repousser et punir ces traîtres, pour étouffer l'insurrection, quelles mesures jugez-vous convenables? Quelle est l'opinion des interprètes de la loi sur l'emploi de la force des armes? »

Les oulémas répondirent unanimement : « La loi ordonne de combattre les factieux. Le Coran dit : « Si

» des hommes injustes attaquent leurs frères, combattez » ces agresseurs et renvoyez-les à leurs juges naturels. »

« Notre ferme résolution, s'écrièrent tous les assistants, est de vaincre ou mourir pour le sultan, notre maître et notre père ; Dieu nous assistera. »

Animée par l'enthousiasme de la religion, par le sentiment du devoir et par le dévoûment, la foule pria le sultan de faire sortir le drapeau du prophète et de faire précéder par ce signe vénéré la colonne qui allait marcher contre les factieux.

« J'acquiesce à votre demande, répondit le sultan Mahmoud; et moi aussi je veux combattre au milieu des vrais croyants et punir les ingrats qui m'offensent. »

Craignant pour les jours précieux de leur souverain, tous les officiers s'empressèrent d'adresser au monarque leurs supplications pour le détourner de sa valeureuse résolution. Le sultan, après une longue hésitation, céda à leurs instances.

Avant que la colonne qui devait se mettre en marche contre les janissaires commençât son mouvement, l'ordre fut donné par le Grand-Seigneur de faire parcourir Constantinople, et les trois grands faubourgs de Galata, Péra et Scutari, par des crieurs qui étaient chargés d'inviter tous les musulmans à se ranger sous le drapeau du prophète. Cet ordre devait être transmis aux imans des mosquées et communiqué par eux au peuple.

Le peuple se leva en masse. Le sentiment de la haine contre les janissaires dominait alors dans toutes les classes de la population. Leur conduite licencieuse depuis leur dernier triomphe de 1808, et leur lâcheté durant la dernière guerre contre la Russie et durant la lutte actuelle contre les Grecs, avaient fait remplacer par l'éloi-

gnement et le mépris le sentiment d'intérêt qu'on leur avait témoigné jusque alors.

En moins d'une heure, on vit entrer dans les cours du sérail des habitants de tous les quartiers de Constantinople avec leurs magistrats et leurs imans à leur tête. De nouvelles troupes d'étudiants, dirigées par leurs professeurs, vinrent se réunir aux défenseurs du trône.

En voyant ce concours général, le sultan Mahmoud alla prendre lui-même le drapeau du prophète dans la salle où il est conservé, et le remit, en invoquant l'assistance céleste, au grand-visir et au muphti. Ces deux dignitaires le confièrent à une troupe choisie de braves guerriers, qui tous jurèrent de périr pour sa défense.

Des sabres, des fusils et des cartouches, tirés des magasins du sérail, servirent à compléter l'armement des défenseurs de l'autorité.

La colonne sortit du sérail en poussant les cris de *Allah! Allah!* et se porta à la mosquée du sultan Achmet (1), où elle s'arrêta après avoir planté au haut de la chaire le drapeau du prophète.

Le sultan, ayant promis de ne pas s'exposer aux dangers du combat, à moins qu'une crise inattendue ne rendît sa présence nécessaire, alla s'établir dans le pavillon situé au dessus de Bab-Humayoum ou Porte-Sublime, pour être plus à portée de recevoir promptement les nouvelles des événements et pour transmettre ses ordres.

Aussitôt que la grande colonne fut sortie du sérail, le grand-visir, le muphti, les ridjats et les oulémas, se ren-

(1) La mosquée du sultan Achmet est située sur la place de Sainte-Sophie (Hippodrome), à peu de distance du sérail.

dirent à la mosquée du sultan Mahmoud, où fut établi le quartier général.

Lorsqu'on commença à délibérer sur les directions d'attaque qu'il convenait de prendre, quelques officiers proposèrent de députer vers les rebelles des hommes sages et modérés, qui, par des paroles persuasives et conciliantes, tenteraient de leur dessiller les yeux et de les ramener à leur devoir.

« Mais vous connaissez, dit Mohammed-Pacha, l'esprit intraitable et l'entêtement de ces factieux ; ils n'écouteront aucune raison. Évitons de perdre du temps à parlementer ; ce n'est pas avec des arguments qu'on les ramènera à la raison : il faut trancher la question avec le sabre. »

Voulant diriger lui-même l'attaque, le grand-visir demanda ses armes. Mais on lui représenta que, comme lieutenant du sultan, il était plus convenable qu'il restât à la mosquée du sultan Achmet, afin de pouvoir, de ce point, diriger les opérations. Husseyn-Pacha et Mohammed-Pacha furent chargés de conduire les colonnes d'attaque et commencèrent aussitôt leurs mouvements contre les rebelles.

Les janissaires, au lieu de prendre l'offensive, comme ils avaient fait dans leurs insurrections de 1807 et 1808, se contentèrent de se tenir sur la défensive à la place de l'Etmeidan, et ne prirent aucune disposition pour arrêter les détachements isolés qui, pour se réunir au drapeau du prophète, étaient obligés de traverser Constantinople. Ils avaient cru qu'il était suffisant, pour leur sûreté, d'établir quelques postes avancés auprès de la mosquée du sultan Bajazet, au Marché-Long, dans la rue du Divan, et dans quelques autres rues qui aboutissent à la mosquée du sultan Achmet.

Mais, entendant les cris et les malédictions du peuple, et apprenant que la colonne d'attaque était en marche, ces postes se replièrent précipitamment et rejoignirent le gros des janissaires sur la place de l'Etmeidan.

Les deux pachas, à la tête de leurs colonnes, s'avancèrent en ordre et en silence contre les rebelles. Ils étaient précédés par deux pièces de canon que commandait le capitaine Ibrahim, dit l'Infernal.

Un parti considérable de janissaires, lequel avait été placé à la fontaine de Khor-Khor, voulut faire face contre les troupes des deux pachas; deux canonniers furent tués par leur feu. Mais, attaqués avec impétuosité et intimidés par la résolution des assaillants, les rebelles ne tardèrent pas à lâcher pied et allèrent se concentrer à l'Etmeidan. Ils en fermèrent la grande porte d'entrée, derrière laquelle ils établirent aussitôt une épaisse barricade de grosses pierres.

Renforcés par de nouvelles troupes qui leur arrivaient de tous côté, surtout par un fort détachement sorti de la caserne des Selliers, et par un corps que Nedjib-Effendi, agent du pacha d'Egypte, venant de la mosquée d'Achmet, avait amené à leur secours, les deux pachas Hussein et Mohammed firent cerner de toutes parts la place de l'Etmeidan et la principale caserne des janissaires.

Aux sommations qui leur furent faites de se rendre et d'implorer la clémence du sultan, les janissaires répondirent par des cris de fureur et par des imprécations. L'ordre fut alors donné par les deux pachas de commencer le feu.

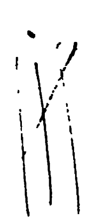
Un coup de canon brisa un des battants de la principale porte. Un canonnier nommé Moustapha (1) fran-

(1) Mohammed-Pacha fit remettre à ce canonnier une somme de 2000 piastres.



chit le premier la barricade et réussit à ouvrir l'autre battant. Le capitaine Ibrahim l'Infernal pénétra aussitôt dans l'enceinte de l'Etmeidan et fut suivi par l'aumônier du corps des artilleurs. Leur exemple fut imité immédiatement par les soldats.

Au lieu de se jeter en masse sur les premiers assaillants qui avaient pénétré en petit nombre dans la place, au lieu de profiter d'une blessure qu'avait reçue le capitaine Ibrahim, laquelle obligea ce brave guerrier à se retirer lentement en arrière, les rebelles ne songèrent plus qu'à fuir. Plusieurs volées de mitraille en firent tomber un grand nombre; leur caserne fut aussitôt prise et incendiée.



Cette courte lutte mit fin à l'insurrection des janissaires. Quelques coups de canon ont suffi pour anéantir un corps qui, après avoir été pendant près de quatre siècles la gloire et l'appui de l'empire ottoman, en était devenu la plaie et l'opprobre depuis soixante ans.

Un courrier à cheval fut expédié aussitôt au grand-visir pour lui annoncer la victoire remportée par les défenseurs du trône. Tous les ministres et les chefs des oulémas, qui étaient réunis dans la mosquée du sultan Achmet, et qui, durant le combat, avaient adressé de nombreuses prières au Ciel, se félicitèrent et s'embrassèrent, comme aux fêtes du Baïram. La joie se répandit bientôt au dehors; elle produisit les acclamations de tout le peuple.

Mais l'opinion générale faisait entendre que, pour éviter à l'avenir de semblables malheurs, le parti le plus sage était d'abolir à jamais le corps des janissaires. Ce projet existait depuis long-temps dans l'esprit du sultan Mahmoud; il attendait avec patience l'occasion favorable de l'exécuter. Voyant l'empressement du peu-

ple à défendre son trône ; encouragé par la victoire décisive remportée contre les janissaires, et apprenant en même temps que toutes les classes de la nation demandaient la suppression de ce corps, le sultan Mahmoud n'hésita plus. On entendit publier dans les rues et lire dans toutes les mosquées de Constantinople le khatty-chérif suivant :

« Tous les musulmans savent que c'est à la puissante influence de l'esprit religieux que la monarchie ottomane a dû sa fondation et ses développements, qui ont embrassé successivement l'Orient et l'Occident. Les janissaires, régulièrement organisés, ont rendu à l'état de grands services et ont souvent procuré la victoire à nos armes. Mais un mauvais esprit s'est introduit parmi eux. Leur obéissance s'est changée en insubordination. Depuis un siècle ils ont souvent refusé d'obéir aux ordres de leurs généraux, et, prenant la fuite, ils ont livré par leur lâcheté et leur indiscipline nos places fortes et nos provinces aux ennemis de la religion.

» Il était indispensable de mettre un terme à ces désordres et de créer des corps réguliers. Mais les janissaires n'ont pas voulu permettre qu'on formât des corps militaires capables de défendre l'empire et de les remplacer. Plusieurs sultans ont été les victimes de la fureur de ces soldats séditieux.

» Ayant égard à l'ancienneté de ce corps, on n'avait pas songé à le détruire. Mais quel a été le fruit de cette longanimité ? Les ennemis de la Turquie ne sont pas restés inactifs. Enhardis par nos désordres, ils nous menacent, ils nous pressent de toutes parts ; ils travaillent à nous écraser, et ils ne sont pas loin d'atteindre leur but. (Puisse le Ciel détourner ce malheur !)

» Ces considérations avaient été développées à une

assemblée générale tenue dans l'hôtel du muphti et composée de tous les visirs, des oulémas, des grands de la Porte et des officiers principaux des janissaires. D'après l'intime conviction que les troupes musulmanes ne peuvent remplir aujourd'hui leurs devoirs à la guerre et résister à la tactique des infidèles sans la discipline et l'instruction militaires, on a décidé à l'unanimité dans cette assemblée générale que, dans les odas actuels des janissaires, on lèverait un corps d'echkendgis soldés, qui recevraient l'instruction nécessaire et feraient un service actif sans cesser de faire partie de l'odjak. Aucun changement n'avait été opéré dans les anciens droits et les priviléges des autres janissaires et de tout le corps en général.

» La levée des echkendgis avait commencé; on avait procédé, il y a huit jours, aux exercices, et on avait fait aux nouveaux soldats une distribution d'armes et d'habits.

» Mais, sourds à la voix de la religion et méprisant leurs devoirs et leurs engagements, les janissaires se sont soulevés ces jours derniers, ont attaqué l'hôtel de leur aga, ensuite celui du grand-visir, et y ont commis toutes sortes d'horreurs et d'infamies.

» C'est aux cris de « A bas l'exercice! » qu'ils ont fait éclater leur fureur, et que, tournant contre le gouvernement les mêmes armes que celui-ci venait de leur confier, ils se sont mis en état de révolte contre leur souverain.

» Il a fallu déployer contre les rebelles l'étendard du prophète. Le peuple de Mahomet est accouru, plein d'ardeur et d'enthousiasme. Malgré le courroux général de la nation contre eux, les janissaires ont osé provoquer la guerre civile et se sont retranchés sur la place de l'Et-

meidan. Dieu les a précipités devant le glaive de la justice; ils ont été écrasés par le feu des soldats fidèles, leur caserne a été incendiée.

» Si l'on voulait conserver encore le corps des janissaires, quel moyen pourrait-on adopter pour réformer les abus? Aucun ne serait efficace; c'est une vérité incontestable, démontrée par les événements.

» En conséquence, le muphti, le grand-visir, les oulémas, et tous les ridjats de l'empire, réunis en assemblée générale auprès de l'étendard du prophète dans la mosquée du sultan Achmet, ont décidé à l'unanimité que l'odjak des janissaires serait aboli, que le nom de janissaire serait supprimé, qu'on organiserait, pour les remplacer, des troupes nouvelles qui, formées à la discipline et à l'instruction militaires, seraient capables de tenir tête à l'ennemi sur les champs de bataille.

» Les nouvelles troupes ont été créées sous le nom de soldats victorieux de Mahomet. L'illustre visir Husseyn-Pacha a été choisi pour être leur général en chef en prenant le titre de séraskier-pacha.

» Les titres de tous les grades d'officiers des janissaires sont entièrement abolis.

» Les officiers des janissaires qui n'ont pas pris part à la révolte recevront du sultan des bienfaits proportionnés à leur état; les anciens officiers supérieurs conserveront pendant leur vie, à titre de fiefs, leurs bénéfices militaires; le dernier aga, Djélaleddin, est nommé capidgy-bachy et grand-écuyer du monarque.

» Les billets de solde seront payés à l'avenir à leurs propriétaires légitimes, durant leur vie, sur leur présentation personnelle.

» Peuple de Mahomet, hommes de loi, hommes de guerre, ne perdez jamais de vue que vous êtes les mem-

bres d'une même famille ; regardez-vous comme frères et travaillez tous d'un commun accord à exalter la parole de Dieu et à faire fleurir la religion du coryphée des prophètes. Tout individu qui se permettra une action ou prononcera une parole contraire au vœu général sera frappé à l'instant par le glaive de la loi. »

Ce firman fut communiqué au cadi de Constantinople et à toutes les autorités des provinces musulmanes d'Europe et d'Asie.— Il était recommandé par le grand-visir aux pachas et autres gouverneurs des provinces, où se trouvaient des janissaires de faire enlever de leurs casernes les marmites, les ustensiles et les effets de toute sorte qui étaient la propriété de l'état, et non des odas, et d'envoyer tous ces objets à Constantinople. Ils devaient faire évacuer à l'instant tous les forts et édifices occupés par les janissaires, et mettre à leur place des soldats dévoués au gouvernement.

Le nom de janissaire ne devait plus être prononcé. On menaçait des peines les plus rigoureuses les personnes qui parleraient en leur faveur.

Les pachas et les gouverneurs de toute classe s'empressèrent d'exécuter les ordres du sultan Mahmoud relatifs à la suppression des janissaires. Ils ne trouvèrent aucune résistance. Le foyer central ayant été détruit à Constantinople, les janissaires quittèrent tranquillement leurs casernes, remirent leurs marmites, et se confondirent dans la masse du peuple.

Cette suppression était agréable aux pachas et aux commandants inférieurs, parce que, comme nous l'avons dit plus haut dans nos considérations générales, les janissaires, formant une seule corporation qui s'étendait dans les provinces de l'empire et qui dépendait directement du noyau central placé auprès de la Sublime-Por-

te, avait assez de force et de consistance pour résister aux gouverneurs.

La riche et importante province d'Égypte n'avait jamais connu les janissaires, parce qu'en se soumettant à Sélim Ier, les Mamelucks s'étaient réservé la défense et l'administration de tout le bassin du Nil. Cette circonstance a été l'une des principales causes de la grandeur promptement acquise par Méhémet-Ali.

On a beaucoup parlé en Europe de la destruction des janissaires, et on a blâmé le gouvernement ottoman d'avoir aboli cette ancienne corporation militaire, dont la dissolution devait, disait-on, affaiblir l'empire. On a montré une vive indignation au sujet des nombreuses victimes qui, dans cette circonstance, ont été sacrifiées à la vengeance du chef de l'état et des mandataires de l'autorité suprême.

Mais les janissaires, loin d'être, comme autrefois, un accroissement de force pour les armées turques, étaient devenus une cause de faiblesse et de disgrâces, parce que, se trouvant placés à la tête des troupes par leur ancienneté et leurs priviléges, ils donnaient aux autres corps militaires l'exemple de l'insubordination et souvent celui de la lâcheté dans les combats. Ils étaient devenus, sous ce dernier rapport, la risée de toutes les troupes ottomanes. L'indiscipline et le brigandage ne peuvent caractériser que de très mauvais soldats.

Comme les janissaires ne voulaient pas se corriger, leur suppression était devenue indispensable. On ne pouvait pas les empêcher de reparaître, si leur abolition n'était appuyée par les lois religieuses et politiques. On crut que la terreur était nécessaire pour détruire et disperser les éléments de ce corps dangereux, particulièrement dans les classes des officiers subalternes.

Les rebelles tombés au pouvoir des deux pachas furent amenés deux à deux sur la place de l'Hippodrome, devant la mosquée du sultan Achmet. On les enferma aussitôt dans une salle basse des bâtiments de cette mosquée.

Au coucher du soleil, sept des plus coupables furent étranglés, conformément au fetfa du muphti, et leurs corps furent jetés, pour servir d'exemple, au pied du grand platane qui s'élève au milieu de l'Hippodrome.

Appelés auprès du grand-visir, l'aga des janissaires, l'intendant général de ce corps, le seymen-bachy et les capitaines qui étaient restés à l'hôtel de l'aga, sans prendre part aux événements, arrivèrent à la mosquée sur les quatre heures de l'après-midi. On leur désigna une tente où ils restèrent renfermés jusqu'à ce que les intentions du sultan à leur égard se fussent manifestées.

Un grand nombre de janissaires avait perdu la vie dans le combat. Ceux qui avaient échappé au carnage étaient remplis d'inquiétude et d'effroi et se tenaient soigneusement cachés dans les divers quartiers de la ville. Une recherche générale fut ordonnée dans toutes les maisons.

Pendant cette opération, les portes de la ville et des faubourgs étaient gardées par des canonniers, des bombardiers, des marins, et par des compagnies d'habitants qui, sous les ordres de leurs magistrats et de leurs imans, fournissaient en outre des patrouilles.

Un fort détachement de canonniers et de bombardiers était stationné dans la mosquée du sultan Achmet et gardait le drapeau du prophète.

On trouva dans les anciennes casernes dites les Vieilles-Chambres un grand nombre de sous-officiers et de soldats janissaires qui s'y étaient retirés après la déroute de l'Etmeidan. Des officiers déguisés parcoururent avec

soin les divers quartiers de la ville et y firent de nombreuses arrestations.

Le grand-visir s'établit, le jour suivant, dans une des grandes salles de l'aile gauche de la mosquée du sultan Achmet. Les huissiers du divan, attentifs à ses ordres, formaient autour de lui un demi-cercle qui s'ouvrait pour laisser introduire, l'un après l'autre, les révoltés en sa présence. Après les avoir accablés de ses reproches, le grand-visir les envoyait successivement à la mort.

Parmi ces rebelles on distinguait le commandant des pompiers, lequel, après avoir pris une part active dans toutes les révoltes précédentes, avait trempé dans la dernière. Cet homme ne pensait qu'à s'élever et à s'enrichir aux dépens de l'état et des particuliers. « Aga, dit le grand visir, je te cite comme prévaricateur et comme rebelle devant le tribunal de la justice divine. Sors. » Aussitôt les bourreaux s'emparèrent du condamné, le conduisirent dans une chambre basse destinée aux exécutions, et lui passèrent autour du cou un lacet de peau de serpent. « Serrez, serrez, mes braves, disait à ses bourreaux cet homme aussi intrépide que criminel ; terminez promptement votre besogne. »

Son corps, jeté devant la porte, fut poussé à coups de pied jusque sous le grand-platane de l'Hippodrome.

Yousouf le Curde, qui avait été un des premiers à prendre l'engagement formel d'obéir à la Porte au sujet des exercices militaires, et qui avait figuré parmi les principaux instigateurs de la dernière révolte, subit le même sort. Moustapha, ancien seymen-bachy, un autre Moustapha, vice-intendant, plusieurs capitaines, officiers et soldats des janissaires, au nombre de 220, pé-

rirent dans la chambre basse par le cordon des bourreaux.

Husseyn-Pacha fit exécuter le même jour, à l'hôtel de l'aga des janissaires, 150 rebelles. Tous les cadavres des condamnés furent portés et entassés autour du grand platane de l'Hippodrome.

On estime que les janissaires rebelles qui périrent dans cette circonstance par les mains des bourreaux ne dépassèrent pas le nombre de 600. Ce fut sans doute une grande et affreuse boucherie et un terrible exemple de sévérité politique; mais ce nombre est considérablement inférieur à celui qui avait été annoncé par les journaux d'Europe. Ceux-ci, d'après des rapports mensongers, avaient porté l'exagération jusqu'à dire que 25 à 30 mille janissaires coupables de rébellion avaient été décapités et jetés dans le Bosphore par ordre du divan ottoman.

Tous les anciens officiers généraux et supérieurs des janissaires, qui s'étaient opposés à la révolte ou qui avaient refusé d'y prendre part, reçurent de grandes récompenses.

Le sultan Mahmoud, dirigé par une sage politique, se montra aussi généreux envers ceux qui avaient été fidèles à leurs devoirs que terrible et implacable à l'égard des ennemis de son autorité.

Lorsque tout fut terminé, des crieurs furent chargés de faire entendre dans tous les quartiers de Constantinople la proclamation que nous avons citée plus haut.

Le sandjak-chérif, qui, pendant quatre jours, était resté dans la mosquée du sultan Achmet, fut rapporté au sérail par le grand-visir à la tête d'un nombreux cortége, composé des principaux personnages de Constantinople. Le sultan vint à la rencontre de ce drapeau sacré. L'ayant

pris des mains du visir, il le planta lui même sur le fronton de la porte de Félicité.

L'ambre et l'aloès furent brûlés devant ce signe vénéré de tous les musulmans. Après qu'on eut récité pendant plus d'une heure des versets du Coran, ce drapeau fut replacé avec pompe dans la salle qui lui est destinée dans le palais du Grand-Seigneur.

Cet événement fut suivi d'une décision impériale qui abolissait à jamais le droit de confiscation et l'hérédité du souverain dans les successions des particuliers. Comme cette décision importante intéressait tous les sujets de la Porte, le sultan Mahmoud crut devoir y mettre une grande pompe, et l'annonça lui-même dans une assemblée des hauts dignitaires qu'il réunit dans la salle du sandjak-chérif, aussitôt après la rentrée du drapeau sacré.

Assis sur son trône, et ayant à sa droite le grand-visir et à sa gauche le muphti, le sultan Mahmoud prononça le discours suivant :

« Louange au Tout-Puissant, salut et bénédiction au prophète! L'arbitre suprême des événements de ce monde a daigné m'accorder une victoire refusée à mes glorieux ancêtres, dont le paradis est aujourd'hui le séjour. Il vous a fait à vous-mêmes la grâce de vous employer et de vous faire coopérer à ce grand événement. Je vous remercie de votre zèle. J'ai dû souffrir longtemps en silence les prétentions insolentes des janissaires et me montrer indulgent envers eux. Mais ils sont enfin détruits et marqués du sceau réprobateur de l'histoire. Les obstacles qu'ils opposaient à toute amélioration n'existent plus ; je veux désormais, secondé par vos efforts unanimes, ne plus m'occuper qu'à faire le bien de mes peuples, et à reconstruire sur les bases de la re-

ligion et d'après les principes de la loi, l'édifice qui doit assurer le bonheur et le repos de mes sujets.

» Les sommes excessives qui étaient absorbées par les janissaires avaient donné naissance à un usage par lequel le fisc s'emparait des successions des particuliers riches, quoiqu'ils n'eussent occupé aucune fonction rétribuée par l'état. J'abolis à l'avenir ces sortes de confiscation.

» Recherchez quelles sont les améliorations dont notre gouvernement est susceptible, je m'empresserai de suivre vos conseils. »

Le sultan ayant fait un signe après ces paroles, tous les assistants se levèrent, baisèrent le bas de sa robe, sortirent de la salle, et se rangèrent en haie à l'extérieur. Il passa au milieu d'eux, les salua affectueusement à droite et à gauche, et rentra dans ses appartements intérieurs. La joie brillait dans tous les yeux.

Afin d'exécuter les ordres du sultan relatifs au travail préparatoire des changements à opérer dans le système administratif et dans les corps armés, les membres du conseil qui avaient été réunis à l'occasion de la rentrée du sandjak-chérif se préparaient à se rendre chez eux. Mais, désirant que ce travail important fût promptement achevé, et convaincu par expérience que les questions n'auraient jamais de fin, ou qu'elles traîneraient beaucoup trop en longueur si elles étaient discutées dans des réunions successives, le sultan Mahmoud décida que les conseillers resteraient sur les lieux en séance permanente.

Par suite de cette décision souveraine, les ministres, les ridjals, et les principaux oulémas, durent camper dans les cours du palais du sultan. Le grand-visir et le muphti

furent les seuls qui obtinrent un logement dans les appartements occupés par l'intendant du trésor.

Des tentes de grandeurs diverses furent dressées dans les deux premières cours. Les hauts dignitaires reçurent l'ordre de s'y installer. — Ils pouvaient les quitter pendant le jour pour aller à Constantinople; mais ils devaient y rentrer au coucher du soleil pour être prêts à délibérer pendant la nuit.

Les questions soumises à ce conseil concernaient les changements les plus urgents à opérer dans le système administratif, l'organisation du nouveau corps destiné à remplacer les janissaires, les mesures à prendre pour chasser de Constantinople les hommes turbulents, la suppression des derviches bektachis, qui, comme disciples de Hadgy Bektache, étaient agrégés à l'odjak supprimé, l'abolition des spahis et autres anciens corps de cavalerie, la réorganisation des djébedjis, baltadgis. Ce conseil devait décider en outre quelles récompenses on devait accorder aux oulémas, aux étudiants, aux soldats et au peuple, qui avaient combattu contre les rebelles en faveur de l'autorité légale.

Les modifications à faire dans le régime administratif furent assez restreintes, parce qu'on pensait qu'il fallait attendre l'époque où l'autorité souveraine, sortie des entraves des janissaires, aurait acquis une plus grande force par l'appui des nouvelles troupes régulières.

La nouvelle armée disciplinée, destinée à remplacer les janissaires, fut organisée à l'européenne. On la partagea en divisions, brigades et régiments; chaque régiment contint trois et quelquefois quatre bataillons. — On créa des régiments d'élite pour composer la garde impériale.

L'état major des régiments et des bataillons fut créé d'après le système militaire de la France. — Tous les soldats et sous-officiers d'infanterie furent armés de fusils à baïonnette et de sabres, et reçurent des fournitments semblables à ceux des troupes européennes.

On leur donna pour uniforme des redingotes serrées au corps, des souliers-bottines, et des pantalons larges et droits, descendant jusqu'à la cheville. — Au lieu du turban, ou du long bonnet en drap rouge qui distinguait anciennement les nizam-gedittes, on leur fit délivrer de grandes calottes ou fez de drap rouge sombre, qui s'adaptaient à la tête.

A l'exception de ce couvre-chef, qui serre la tête et lui donne un air d'aplatissement, et qui ne la garantit pas suffisamment du soleil et de la pluie, tout le costume actuel des militaires turcs convient parfaitement au service qu'ils ont à faire, surtout en campagne.

A l'imitation de Pierre le Grand, empereur de Russie, le sultan Mahmoud ne se contenta pas de changer l'habillement de ses soldats; il ordonna que tous les employés civils de toutes classes se vêtiraient de la même manière que les troupes, et il n'excepta que les oulémas de cette mesure. — Quant aux autres classes de la population, il ne leur imposa aucune obligation sous le rapport du costume, et il laissa agir à cet égard le temps et l'exemple.

Le czar Pierre, qui sentait que sa nation n'acquerrait jamais la civilisation européenne tant qu'elle conserverait l'apparence extérieure des Asiatiques, fit usage des mesures les plus rigoureuses pour forcer ses sujets des plus hautes classes et ses employés de tout genre à abandonner l'ancien habillement. La conduite de ce monarque prévoyant et judicieux porta rapidement la

civilisation parmi les Russes, qui, par suite de leurs habits, forment encore deux classes distinctes : celle des hommes civilisés, dont le vêtement ressemble à celui des Européens, et celle des Russes demi-civilisés, qui se couvrent encore du bonnet et de la casaque tartares.

Quelques écrivains blâment le sultan Mahmoud d'avoir abandonné l'ancien costume ottoman. Mais ce dernier costume, copié d'après celui des Grecs dégénérés du Bas-Empire, était mis de côté par les militaires turcs en temps de guerre. Il gênait la marche, cachait les formes du corps, et donnait un air efféminé à ceux qui en étaient revêtus.

Les troupes ottomanes de la nouvelle organisation reçurent leur éducation militaire par le moyen d'instructeurs européens, ou bien par des Turcs élevés à l'école de ces derniers. Elles apprirent assez vite le manîment des armes et les manœuvres.

Les soldats qui composent l'armée turque sont généralement robustes, patients au travail et à la peine, et d'une grande bravoure. Leurs officiers commencent à se former et à montrer les qualités qui sont essentielles à des hommes destinés à diriger les autres et à les commander. — Mais leurs officiers supérieurs, et surtout leurs généraux, sont bien loin de se distinguer par leur instruction militaire. Ne possédant que faiblement les grands principes de la tactique et de la stratégie, ils se méfient d'eux-mêmes et n'inspirent pas à leurs subordonnés une entière confiance, qui est cependant la principale garantie de la victoire.

Il est fâcheux que, puisque le sultan Mahmoud avait consenti à prendre Pierre le Grand pour modèle, il n'ait pu suivre la même marche que lui pour le choix de ses généraux et des commandants de ses armées. C'était

avec des généraux étrangers, d'une religion différente de celle des Russes, que le régénérateur de la Russie était parvenu à écraser les strélitz, et à opérer ses premières conquêtes. Les grands triomphes des Russes vers le milieu du dix-huitième siècle sont dus au maréchal de Munich. C'est au comte Diébitsch, Allemand, que les Russes doivent leur passage des Balkans en 1829, et la prise d'Andrinople. Quelques uns des meilleurs diplomates de la Russie, entre autres le comte Pozzo-di-Borgo, étaient d'origine étrangère.

On dit que la religion musulmane s'oppose à ce que ses disciples soient commandés par des hommes d'une autre religion. — Cette assertion nous paraît erronée, car les Tartares mahométans de la Crimée obéissent aux Russes et servent utilement dans leurs armées. — Les mahométans composent dans l'Indostan la moitié des cipayes soldés par la Compagnie anglaise des Indes orientales. Les vaisseaux turcs ont été commandés quelquefois par des chrétiens.

La Turquie renfermant dans son sein beaucoup de populations chrétiennes dont la bravoure a été démontrée par les événements de l'insurrection de la Grèce, la Porte pourrait lever parmi ses sujets tributaires d'un autre culte des corps particuliers, qui, traités avec faveur et sur un pied de parfaite égalité avec les musulmans, pourraient rendre d'utiles services, exciter l'émulation parmi les soldats de toutes classes, et faire disparaître les haines qui proviennent de la différence des croyances religieuses.

L'artillerie, qui, sous le règne du sultan Sélim III, avait reçu un grand perfectionnement dans la composition du personnel et du matériel, a été mise sur le même pied que les nouvelles troupes; on a abandonné

pour tous les emplois hiérarchiques de ce corps les anciennes dénominations qui l'assimilaient aux janissaires.

Les bombardiers, qui, créés au commencement du dix-huitième siècle par les soins du pacha Bonneval, n'avaient eu, dans aucun temps, des rapports de similitude avec les janissaires, ont subi dans leur nouvelle organisation quelques changements utiles. Ce corps, toujours fidèle à l'autorité, a rendu des services très importants à la Porte dans les derniers événements qui ont décidé de l'existence des janissaires. Ils forment encore comme auparavant un corps spécial entièrement détaché de celui de l'artillerie.

Les ingénieurs militaires (muendis) se rapprochent plus que tous les autres militaires turcs de l'organisation et du mode de service des corps semblables dans les armées européennes. Les préjugés de religion ont peu d'influence sur ces officiers éclairés. Plusieurs des pachas qui commandent actuellement les provinces et les armées ottomanes sortent de l'école du génie militaire (1).

Lorsque nous avons fait connaître, dans nos considérations générales, les anciens corps de cavalerie nommés spahis, nous avons dit que, dégénérés complétement depuis très long-temps, et même avant les janissaires, ils servaient mal à l'armée, et excitaient souvent des désordres, en temps de paix, dans la capitale et dans les provinces.

Durant les premières années de l'existence de l'empire ottoman, les spahis avaient rendu des services utiles;

(1) Muendis-Hané, édifice situé auprès de la caserne des bombardiers, à l'embouchure des eaux douces, au fond du port de Constantinople.

les Osmanlis leur durent leurs premières conquêtes. Mais, fiers des faveurs qu'ils avaient obtenues et ennemis de la subordination, ils avaient donné le premier exemple de révolte contre le souverain. L'histoire de leurs excès est un tableau aussi lugubre que celui que présentent les janissaires. L'énergique Kuproli-Pacha fut le seul grand-visir qui, par des moyens extrêmement sévères, parvint en 1656 à les comprimer et à les tenir dans le devoir. On les vit en 1787 refuser d'obéir au général en chef qui les appelait au quartier général de Chiumla.

Indisciplinés et désorganisés, les spahis n'étaient plus propres à faire aucun service. Cependant leur solde et leur entretien coûtaient des sommes considérables à l'état. Le conseil général campé dans les cours du sérail proposa de les licencier et de les traiter comme les janissaires.

Le sultan approuva cette disposition, ordonna d'expédier des firmans dans toutes les provinces pour faire connaître que cette cavalerie inutile avait cessé d'exister. On créa de nouveaux corps de cavalerie, équipés et harnachés à l'européenne, à qui des instructeurs sortis des armées françaises (1) firent connaître l'exercice et les manœuvres des cavaliers français.

Les spahis pouvaient être supprimés sans inconvénient, parce que, semblables aux janissaires, ils refusaient d'apprendre et qu'ils avaient oublié ce qu'ils avaient su autrefois. Mais nous ne saurions trop recommander aux Turcs de conserver soigneusement leur cavelerie légère, qu'on pourrait dénaturer et affaiblir en voulant la perfectionner, et qui, dans son état actuel, avec des chevaux vifs et très maniables, peut rendre

(1) Parmi ces instructeurs, M. Coligno était un des plus distingués.

aux armées ottomanes d'aussi grands services que ceux que les troupes russes reçoivent de leurs Cosaques.

Les armuriers (dgébedgis) avaient été organisés militairement sous Soliman le Magnifique, et faisaient le service de soldats : car, dans les temps de leurs plus grands triomphes, les Turcs donnaient une organisation militaire à tous les employés à la suite des armées et à tous les gardes et serviteurs des palais impériaux, tels que les bostandgis (jardiniers), les baltadgis (bûcherons), les ekmedgis (boulangers) ; système que l'empereur Napoléon a renouvelé et a adopté de nos jours dans ses armées impériales.

Entraînés par les janissaires et par les spahis, les dgébedgis jouèrent le principal rôle dans la terrible insurrection qui renversa du trône le sultan Mustapha II en 1704. — Dénaturé par des abus de tout genre, le corps des armuriers était devenu nul pour le service.

Le conseil proposa de les supprimer et de leur donner une nouvelle organisation. Le sultan Mahmoud consentit à cette demande. Mais comme les officiers et les soldats des dgébedgis n'avaient pas trempé dans la dernière révolte des janissaires, ils furent généralement traités avec égards. Ceux qui sortirent du corps obtinrent des pensions de retraite.

Les dgebedgis forment actuellement à Constantinople deux divisions appelées aile droite et aile gauche. — Chaque division est commandée par un beuluk-bachy ou chef de bataillon, et par dix yuz-bachys ou capitaines de compagnies.

Les mekters ou gardiens des tentes conservèrent leur existence spéciale, et reçurent dans leur organisation quelques modifications semblables à celles qui avaient été faites dans le corps des dgébedgis.

Les bostandgis (autrefois jardiniers), qui étaient chargés de la garde des palais impériaux et des châteaux de plaisance du sultan, faisaient partie de sa maison militaire. Le temps avait introduit des désordres parmi eux; le nombre de ces gardes était considérablement diminué; ils ne pouvaient plus rendre à l'état les services qu'il devait en attendre. On les renforça par de nouvelles recrues; on leur donna la même organisation qu'aux nouveaux corps militaires, et on exigea d'eux la même instruction. — Leur chef conserva le titre de bostandgi-bachy, avec les fonctions et les privilèges attachés à cette place de confiance. Les baltadgis et les ekmedgis furent agrégés au corps de bostandgis, et reçurent une organisation semblable.

A la tête des janissaires se trouvaient quatre compagnies de solacs et une compagnie de péiks, qui appartenaient à la garde du sultan, l'accompagnaient à la guerre et l'entouraient dans les cérémonies publiques. Ces troupes, ainsi que la compagnie des adgem-oglans, de laquelle le Grand-Seigneur avait coutume de tirer ses pages, furent licenciées à cause de leur origine et de leur agrégation avec le corps principal qui venait d'être proscrit.

Mais on s'empressa de leur donner une nouvelle organisation militaire, basée sur celle des nouveaux soldats de Mahomet. — Leurs colonels furent nommés écuyers du sultan.

Durant le licencîment des divers corps militaires et leur réorganisation, et avant la formation et l'instruction des nouvelles troupes qui devaient remplacer les janissaires, la Turquie se trouva sans armée régulièrement constituée. Elle paraissait livrée à la merci de ses ennemis extérieurs.

Cependant le caractère belliqueux de ses habitants était encore pour elle une grande ressource, susceptible de procurer en peu de temps à la Porte des recrues nombreuses. Les corps particuliers soldés par les pachas restaient pour la défense de l'empire et pour la conservation de l'ordre intérieur. — Ils pouvaient devenir dans un très court délai des points de rallîment pour tous les musulmans que leurs habitudes et l'enthousiasme religieux portaient à la défense de l'état.

La prompte organisation des nouveaux régiments et l'amélioration des anciens corps qui avaient été conservés sont une preuve frappante de l'étendue des ressources militaires de cet empire, et de l'aptitude de ses peuples pour la profession des armes.

En voyant la suppression totale et subite du corps des janissaires, qui comptait près de 400000 noms sur ses registres, on crut généralement en Europe que la Turquie se trouverait pour long-temps sans force et sans ressources pour sa défense, et que, si elle était attaquée dans ces temps critiques par un ennemi formidable, elle ne pouvait pas manquer de périr.

On pense que ces sentiments étaient partagés par le cabinet de Saint-Pétersbourg lorsque, en 1828, n'ayant pas à redouter la France et l'Angleterre, devenues ses alliées, il déclara la guerre à l'empire ottoman, et l'envahit avec des forces considérables.

CHAPITRE LXIII.

NOUVELLE GUERRE ENTRE LA SUBLIME-PORTE ET LA RUSSIE. MANIFESTE DE GUERRE DE LA RUSSIE.

Lorsque les ambassadeurs des trois cours alliées quittèrent Constantinople le 8 décembre 1827, la Porte, qui voulait gagner du temps pour éviter les concessions qu'on lui demandait, vit tous ses projets dérangés par cette démarche décisive. A la première demande de leurs passe-ports, le reis-effendi leur représenta combien leur départ était impolitique dans un moment où les négociations avaient pris une marche active.

Mais les trois ambassadeurs répondirent que, d'après leurs instructions, ils ne pouvaient rester plus longtemps à Constantinople, à moins que la Sublime-Porte ne consentît à établir immédiatement un armistice entre ses troupes et celles de la Grèce.

Le divan ayant de nouveau rejeté cette proposition, les trois ambassadeurs se virent obligés de partir. Leur départ ne fut pas suivi de violences et d'outrages de la part de la populace de Constantinople à l'égard des sujets des trois puissances qui venaient de rompre leurs relations diplomatiques avec la Turquie. Ce calme et l'attitude passive du bas peuple dans ces circonstances critiques doivent être attribués à la police active et énergique que le sultan Mahmoud avait établie et su conserver dans la capitale de son empire, et surtout à l'absence des janissaires.

Un peu avant leur départ, les trois ambassadeurs avaient annoncé à la Porte que leur intention était de re-

Cependant le caractère belliqueux de ses habitants était encore pour elle une grande ressource, susceptible de procurer en peu de temps à la Porte des recrues nombreuses. Les corps particuliers soldés par les pachas restaient pour la défense de l'empire et pour la conservation de l'ordre intérieur. — Ils pouvaient devenir dans un très court délai des points de rallîment pour tous les musulmans que leurs habitudes et l'enthousiasme religieux portaient à la défense de l'état.

La prompte organisation des nouveaux régiments et l'amélioration des anciens corps qui avaient été conservés sont une preuve frappante de l'étendue des ressources militaires de cet empire, et de l'aptitude de ses peuples pour la profession des armes.

En voyant la suppression totale et subite du corps des janissaires, qui comptait près de 400000 noms sur ses registres, on crut généralement en Europe que la Turquie se trouverait pour long-temps sans force et sans ressources pour sa défense, et que, si elle était attaquée dans ces temps critiques par un ennemi formidable, elle ne pouvait pas manquer de périr.

On pense que ces sentiments étaient partagés par le cabinet de Saint-Pétersbourg lorsque, en 1828, n'ayant pas à redouter la France et l'Angleterre, devenues ses alliées, il déclara la guerre à l'empire ottoman, et l'envahit avec des forces considérables.

CHAPITRE LXIII.

NOUVELLE GUERRE ENTRE LA SUBLIME-PORTE ET LA RUSSIE. MANIFESTE DE GUERRE DE LA RUSSIE.

Lorsque les ambassadeurs des trois cours alliées quittèrent Constantinople le 8 décembre 1827, la Porte, qui voulait gagner du temps pour éviter les concessions qu'on lui demandait, vit tous ses projets dérangés par cette démarche décisive. A la première demande de leurs passe-ports, le reis-effendi leur représenta combien leur départ était impolitique dans un moment où les négociations avaient pris une marche active.

Mais les trois ambassadeurs répondirent que, d'après leurs instructions, ils ne pouvaient rester plus longtemps à Constantinople, à moins que la Sublime-Porte ne consentît à établir immédiatement un armistice entre ses troupes et celles de la Grèce.

Le divan ayant de nouveau rejeté cette proposition, les trois ambassadeurs se virent obligés de partir. Leur départ ne fut pas suivi de violences et d'outrages de la part de la populace de Constantinople à l'égard des sujets des trois puissances qui venaient de rompre leurs relations diplomatiques avec la Turquie. Ce calme et l'attitude passive du bas peuple dans ces circonstances critiques doivent être attribués à la police active et énergique que le sultan Mahmoud avait établie et su conserver dans la capitale de son empire, et surtout à l'absence des janissaires.

Un peu avant leur départ, les trois ambassadeurs avaient annoncé à la Porte que leur intention était de re-

d'informer tous les Osmanlis des dangers dont ils étaient menacés.

Ces petits moyens d'une politique craintive ne trompèrent pas les Russes et ne servirent qu'à leur fournir un puissant argument pour appuyer leur déclaration de guerre.

Nous avons déjà dit que la Porte, ayant lieu de craindre que, par la fermeture du Bosphore et de l'Hellespont par des flottes ennemies, la capitale, qui est l'âme de l'empire, et qui renferme une population très remuante, ne se trouvât exposée aux horreurs de la famine, avait mis un embargo général sur les bâtiments de toutes les nations chargés de céréales et d'autres subsistances dans le port de Constantinople. Cette mesure, dictée par les circonstances du moment, était prudente et indispensable. Elle fut représentée comme un grief par le gouvernement russe dans son manifeste contre la Porte.

Durant l'année précédente (1827), quelques difficultés s'étant élevées entre la Russie et la Sublime-Porte au sujet de la navigation dans les mers de la Turquie et du passage du Bosphore et de l'Hellespont, ainsi que sur l'accomplissement des traités relatifs aux deux provinces transdanubiennes et à la Servie, les deux cours avaient nommé, pour y mettre fin, des plénipotentiaires qui s'étaient réunis à Akerman. La convention arrêtée par ces agents diplomatiques avait été approuvée par les deux gouvernements.

Suivant cette convention les bâtiments russes pouvaient naviguer librement sur le Danube, dans la mer Noire et dans les autres mers de la Turquie; leurs cargaisons ne devaient dans aucun cas être séquestrées ou vendues contre la volonté des capitaines; les marchands russes avaient le droit de voyager dans toutes les posses-

sions de la Turquie, et d'y résider aussi long-temps qu'ils le jugeraient convenable. Les Serviens devaient jouir de tous les avantages qui leur étaient assurés par les derniers traités, et pouvaient profiter, sans aucun obstacle, de l'amnistie accordée par la Porte.

Les Turcs avaient respecté les conditions de la convention d'Akerman jusqu'au moment où les négociations entre les deux empires avaient pris un caractère qui annonçait une tendance immédiate à la guerre et jusqu'à l'époque des premiers mouvements des armées russes vers les frontières de la Turquie. Les Turcs n'avaient arrêté et séquestré les bâtiments russes et vendu leurs cargaisons en céréales que lorsque, par suite d'une guerre qui paraissait inévitable, Constantinople se trouvait exposé à mourir de faim. — Cette mesure avait été appliquée, non seulement aux Russes, mais encore aux navires de commerce de toutes les autres nations.

Le manifeste de guerre publié le 26 avril 1828 par le gouvernement russe, au moment où ses armées se mettaient en marche, contenait l'exposé suivant pour motiver la lutte qui allait s'engager entre les deux empires.

« La Porte, disait le manifeste russe, a violé plusieurs fois les traités conclus avec la Russie, et spécialement la convention d'Akerman, qui n'a pas encore une année d'existence. Malgré les engagements de cette convention, la Porte a chassé de ses états tous les sujets russes; elle a fermé le Bosphore à tous les navires russes dans les ports de la mer Noire et dans celui de Constantinople, et elle a vendu les cargaisons à des prix fixés arbitrairement par elle. Elle a montré sa fausseté et le peu de foi qu'on doit accorder aux traités conclus avec elle, disant dans sa dernière déclaration publique qu'elle

n'avait consenti à la convention d'Akerman qu'avec la réserve mentale de la rompre à la première occasion favorable.— Elle n'a pas rempli ses engagements à l'égard des deux principautés de Valachie et de Moldavie. A la demande de la Russie elle avait accordé une amnistie aux Serviens; cependant, malgré cet acte de clémence apparente, elle a fait envahir le territoire de cette province par les troupes ottomanes, et elle y a porté partout la désolation et la mort.

» La Russie avait garanti les priviléges de la Valachie et de la Moldavie. La Turquie les a violés en portant dans le gouvernement de ces deux provinces un système général de pillage et d'oppression.

» De concert avec ses alliés, la Russie avait interposé sa médiation entre la Porte et les Grecs, dont l'insurrection n'a pas été excitée par le gouvernement russe, et n'a reçu de lui aucune assistance. Mais les Turcs, loin de consentir aux propositions d'accommodement, continuèrent à traiter les Grecs avec la plus grande barbarie et manquèrent à leurs promesses et à leur parole, ce qui amena la bataille de Navarin.

» La Turquie a agi, durant la guerre de la Russie contre la Perse, comme si elle avait été l'alliée de cette dernière puissance. C'est à ses instigations que doit être attribué le refus du schah de Perse de ratifier les préliminaires de paix qui avaient été signés par des plénipotentiaires russes et persans.

» Le langage employé par la Porte à l'égard de la Russie dans sa dernière proclamation est offensant pour les Russes, qui y sont représentés comme les ennemis naturels de l'empire ottoman, et comme devant être des objets d'horreur et d'exécration aux yeux de tous les musulmans.

» En conséquence de ces griefs la Russie déclare la guerre à la Sublime-Porte pour l'obliger à observer les traités qu'elle a violés. — Elle annonce hautement que dans cette guerre elle n'a aucune intention d'augmenter ses possessions territoriales, attendu que les vastes contrées qu'elle possède lui sont plus que suffisantes et lui donnent assez de travail et de soins. — Elle exigera la liberté du Bosphore et une navigation libre dans la mer Noire. Elle demandera une indemnité pour ses sujets qui ont éprouvé des pertes par suite de la conduite spoliatrice et des vexations du gouvernement ottoman; enfin elle obligera la Turquie à rembourser au gouvernement russe toutes les dépenses que cette guerre va lui occasionner. »

CHAPITRE LXIV.

CONTRE-MANIFESTE DE LA PORTE. — CAMPAGNE DE 1828.

La Porte, dans son contre-manifeste, répondit ainsi :

«Toutes les accusations portées contre la Sublime-Porte par le gouvernement russe sont fausses et injustes; elles n'ont d'autre but que de couvrir l'amour insatiable de conquêtes et d'usurpations qui distingue le cabinet de Saint-Pétersbourg. Si des traités ont été violés, la Russie seule est coupable.

» A la paix de Bukarest, qui termina une guerre dans laquelle les Russes avaient été les agresseurs, le gouvernement de Saint-Pétersbourg s'était engagé à évacuer certaines forteresses de la frontière asiatique. Cependant il les avait gardées malgré les représentations répétées de la Porte, parce qu'il lui convenait de le

faire. Durant les conférences d'Akerman, une demande pour la restitution de ces forteresses fut renouvelée par la Porte; mais il lui fut répondu par le gouvernement russe que, puisqu'il les gardait depuis si long-temps, il pouvait les garder encore.

» Il avait été décidé entre les deux gouvernements que le tarif russe pour les droits d'entrée des marchandises serait renouvelé tous les deux ans; mais depuis vingt-sept ans, malgré toutes les sollicitations de la Porte à ce sujet, le tarif russe est toujours resté le même.

» Lorsque l'insurrection grecque éclata, Hypsilanti, sortant de la Russie, excita en Moldavie une révolte contre la Porte. — Ses partisans, après leur défaite, cherchèrent un asyle sur le territoire russe, et y furent accueillis.

» Les infractions imputées à la Porte sont sans fondement. L'amnistie accordée aux Seryiens après la paix de Bukarest a été scrupuleusement observée. Mais ce peuple, s'étant révolté de nouveau contre l'autorité du sultan, a reçu le châtiment qu'il méritait.

» Profitant du moment où la rébellion des deux provinces de Valachie et de Moldavie venait d'être comprimée et étouffée, et où l'insurrection des Grecs commençait à se répandre dans les provinces méridionales de la Turquie d'Europe, la Russie demanda que les troupes ottomanes évacuassent immédiatement tout le pays situé au nord du Danube. Cette demande fut accordée.— Voyant cette facilité de la Sublime-Porte à consentir aux exigences du gouvernement russe, lord Strangford, ambassadeur de la Grande-Bretagne, avait déclaré officiellement qu'il ne voyait plus aucune cause de discussion entre la Russie et le gouvernement ottoman.

» Quant à la saisie récente des grains sur les bâtiments russes et sur les autres bâtiments étrangers, cette mesure était devenue nécessaire pour empêcher Constantinople d'être envahi par la famine, attendu que la Russie et ses alliés avaient établi un blocus dans les mers du Levant, et que les blés des provinces ne pouvaient plus arriver à la capitale. Les blés séquestrés avaient été payés au prix courant du marché de Constantinople, et l'argent destiné au paiement de ces achats avait été remis entre les mains des capitaines des navires.

» Dans les conférences d'Akerman, les négociateurs russes avaient reconnu que la question grecque était une affaire intérieure de l'empire ottoman. Ils avaient déclaré dans le protocole que la Russie n'interviendrait pas dans cette lutte. Ce fut d'après cette déclaration que la Porte acquiesça aux demandes présentées par eux au nom de leur gouvernement.

» Ce fut alors que M. de Ribeaupierre arriva comme ambassadeur à Constantinople. Au lieu de répéter officiellement l'assurance donnée par le cabinet russe que la Russie n'interviendrait pas entre la Turquie et la Grèce, il annonça conjointement avec les ambassadeurs de France et d'Angleterre qu'un traité auquel le gouvernement russe avait adhéré venait d'être conclu à Londres pour faire valoir leur intervention collective, même par l'emploi de la force. La bataille de Navarin fut la conséquence immédiate de cette déclaration. L'histoire des nations ne présente dans aucun temps un fait aussi blâmable.

» Quant à l'accusation extraordinaire, lancée contre la Porte, d'avoir accepté la convention d'Akerman avec des restrictions mentales, il serait dificile de prouver

l'existence de ces restrictions et de démontrer comment elles peuvent devenir un motif de guerre.

» La dernière proclamation adressée par la Porte aux pachas, et aux agas des provinces, et qui est regardée comme un motif d'offense par le cabinet russe, ne présente que le caractère d'une communication particulière faite par la Porte à ses propres sujets. Elle ne concerne en rien les puissances étrangères, qui n'ont pu en avoir connaissance que par des voies indirectes. Si cette pièce avait donné de l'ombrage à la Russie, celle-ci aurait dû, en agissant loyalement, demander des explications aux ministres turcs, qui, par leurs réponses franches et précises, auraient levé immédiatement tous les doutes. Mais, loin de suivre cette marche loyale, la Russie a classé cette proclamation parmi ses plaintes contre la Porte et l'a désignée comme une des principales causes de la rupture.

» La Porte s'empresse de déclarer hautement que l'accusation portée contre elle d'avoir excité la Perse à continuer la guerre n'est qu'une pure calomnie. La Porte s'est toujours fait un devoir de garder une stricte neutralité entre les parties belligérantes. Les précautions prises par les pachas turcs voisins de la Perse n'ont été que des mesures prudentes adoptées par ces gouverneurs pour éloigner de leurs provinces les maux que pouvait causer le voisinage de deux grandes puissances qui se faisaient la guerre. »

Le contre-manifeste de la Porte fut généralement regardé comme étant écrit avec beaucoup de modération et de dignité, et comme présentant, dans son exposé, une assez puissante force d'argumentation. Mais cet écrit ne pouvait avoir aucun effet sur le gouvernement russe, qui avait résolu de faire la guerre.

Le manifeste du gouvernement russe fut immédiatement suivi par la marche de ses troupes, qui, depuis quelque temps, étaient réunies et concentrées dans la Bessarabie. Huit divisions d'infanterie et quatre divisions de cavalerie composaient l'armée russe, dont le général en chef était le feld-maréchal comte de Wittgenstein. L'empereur Nicolas avait donné à ce feld-maréchal, fatigué par l'âge, le comte de Diébitsch comme chef d'état-major de toute l'armée.

Cette armée était divisée en trois corps classés sous les numéros 3, 6 et 7.

Le troisième corps, aux ordres du général Radzewitch, avait un effectif de 50 500 hommes avec 228 bouches à feu.

Le sixième corps, commandé par le général Roth, se composait de 25 500 hommes et de 90 bouches à feu.

Le septième corps, dont le général Voïnof était le chef, comprenait 29 300 hommes et 144 bouches à feu.

Le total de l'armée russe était de 105 300 hommes. Elle traînait avec elle 462 bouches à feu de toutes espèces.

L'armée turque n'était pas encore réunie lorsque les Russes se présentèrent sur la rive gauche du Danube. Elle devait se composer d'environ 100 000 hommes en y comprenant toutes les garnisons des places turques du Danube et de la mer Noire. Des renforts d'Albanais, d'Asiatiques irréguliers et de cavalerie curde, étaient en marche pour renforcer l'armée ottomane. Cette armée avait pour chef le séraskier Husseyn-Pacha; c'était le même homme, intrépide et sévère, qui avait joué un rôle si actif contre les janissaires à l'époque de leur défaite et de leur abolition.

D'après le plan de campagne adopté par le gouverne-

ment russe, le troisième corps devait opérer dans la partie orientale de la Bulgarie, appelée Dobrusché, qui est comprise entre Silistrie, Chioumla, le Danube et la mer Noire. Ce corps, après avoir occupé tout le littoral de la mer, devait se réunir au septième corps pour entreprendre plus tard le siége de Chioumla et celui de Varna.

Après le passage du Pruth, le sixième corps, dirigé par le général Roth, se porta sur Yassy, s'en rendit maître, et fit prisonnier l'hospodar Jean Stourdza. — S'avançant ensuite à marches forcées sur Bukarest, Roth entra le 13 mai dans cette ville.

Le comte de Pahlen, arrivé à Bukarest avec l'armée, installa dans cette capitale de la Valachie le centre de l'administration des deux principautés. Cette administration fut chargée spécialement de lever des contributions de vivres, de fourrages et d'argent, pour la subsistance et les besoins des troupes russes. Devant mettre dans ses réquisitions une activité rigoureuse, elle ne put éviter de devenir incommode et vexatoire pour les habitants des deux provinces.

Après l'invasion des deux principautés et l'établissement du système administratif qui devait les régir, le sixième corps passa le Danube à Hirsova, et alla faire le siége de Silistria.

Le général Voïnof, commandant le septième corps, fut chargé d'attaquer et de prendre la place d'Ibraïl, située sur la rive gauche du Danube. On ne pouvait, sans commettre une grande imprudence, laisser en arrière une forteresse aussi importante.

Le grand duc Michel, frère de l'empereur de Russie, fut chargé de diriger les opérations de ce siége; il y déploya beaucoup de courage, d'intelligence et de fermeté.

Le général Radzewitch, commandant le troisième corps qui se trouvait à la gauche de toute l'armée, avait reçu l'ordre de passer le Danube à Isaktchy, entre Ibraïl et Ismaïl, et de pousser ses troupes en avant vers la mer Noire et vers le rempart de Trajan. Ce mouvement avait pour but d'occuper dans ces parties orientales quelques ports maritimes qui pussent assurer l'arrivée des vivres et des renforts que les Russes devaient recevoir par la voie de la mer.

La flotte russe, sous les ordres de l'amiral Greig, était alors maîtresse de toute la mer Noire, parce que les forces navales de la Turquie avaient été presque entièrement anéanties dans le combat de Navarin.

Au lieu de suivre les routes ordinaires à travers les provinces comme dans les guerres précédentes, les Russes, n'ayant pas de vaisseaux ennemis à craindre, avaient résolu de s'appuyer sur les rivages de la mer Noire, et d'y établir successivement les têtes de leurs lignes d'opération.

Le corps du centre et celui de la gauche de l'armée russe devaient, après la prise d'Ibraïl, se réunir et se porter ensemble contre les fortes positions de Chioumla et de Varna. Ces deux forteresses étaient les clefs de cette partie de la Turquie européenne.

Les troupes russes, après les avoir prises, avaient l'ordre de se diriger vers les sommités du mont Hémus (Balkans), et d'occuper les principaux défilés de la partie orientale de cette chaîne de montagnes. Si ces succès étaient obtenus avant la fin de la belle saison, le comte de Wittgenstein avait pour instruction de descendre des montagnes et de pénétrer dans les plaines de la Thrace.

Le corps de droite, sous le général Roth, ne trouva aucune difficulté à prendre possession des deux princi-

pautés. Il se trouvait dans un pays plutôt ami qu'ennemi, car les Valaques et les Moldaves ont la même croyance religieuse que les Russes, et leur ressemblent sous beaucoup de rapports.

Après avoir passé le Pruth et occupé Galatz, ville commerçante, mais sans importance militaire, le corps du centre (septième corps) mit le siége devant la place d'Ibraïl, qui, depuis la dernière guerre, avait reçu de grandes réparations dans ses fortifications, et qui, bien approvisionnée et contenant une garnison de 5000 hommes, avait été destinée à opposer une longue résistance à l'armée envahissante.

Arrivé devant Ibraïl avec un grand train d'artillerie, le grand duc Michel fit ouvrir le 15 mai la première parallèle, et chemina par un tracé régulier vers les remparts de la place. — Les ouvrages russes, exécutés avec activité, étaient arrivés le 21 mai à 100 toises des glacis.

Les Russes commencèrent alors à bombarder Ibraïl, et continuèrent leurs travaux de siége avec beaucoup d'audace et de célérité. Les Turcs leur opposaient plus de bravoure et de résolution qu'on n'en attendait d'eux. Les brèches faites par les canons ennemis étaient réparées avec promptitude. Des sorties fréquentes et nombreuses interrompaient les travaux des assiégeants, leur tuaient beaucoup de monde et les obligeaient à recommencer les retranchements renversés par les assiégés.

Le siége durait depuis un mois, lorsque, la brèche étant devenue praticable, le grand duc Michel résolut, le 15 juin, de donner l'assaut. Trois mines établies sous le rempart devaient faire explosion à la fois, et élargir la brèche. Une de ces mines sauta avant les deux autres, et empêcha de mettre le feu à la seconde, qu'elle couvrit

de terre. La troisième mine, ayant produit son explosion plus tard, donna une ouverture suffisante.

Les troupes russes montèrent aussitôt à l'assaut ; mais elles trouvèrent une vigoureuse résistance dans les défenseurs de la place. Deux autres attaques entreprises par escalade sur d'autres points furent également repoussées.

Obligés de se retirer, les Russes furent vivement attaqués dans leur mouvement rétrograde par les Turcs, qui firent une sortie générale. Mais l'arrivée de quelques renforts obligea les musulmans à rentrer dans la place, après avoir perdu beaucoup de monde.

Les Russes, d'après leurs propres rapports officiels, perdirent dans cette affaire 700 hommes tués et 1500 blessés ; deux officiers généraux restèrent sur la brèche.

Le commandant turc, qui avait éprouvé de son côté de très grandes pertes, demanda le 17 juin un armistice de dix jours en promettant de rendre la place si avant l'expiration de ce terme elle n'était pas secourue. Le grand duc Michel ne lui accorda qu'une suspension de vingt-quatre heures. Cette suspension étant finie, la place fut livrée entre les mains des Russes. Elle contenait, au moment de la capitulation, une grande quantité de canons et de munitions de guerre.

La petite place de Matchin, située vis-à-vis d'Ibraïl, sur la rive droite du Danube, se soumit après une faible résistance. La chute d'Ibraïl et celle de Matchin rendirent libre et facile le passage du Danube. Le même corps passa ce fleuve après avoir laissé une garnison dans Ibraïl, et s'avança rapidement dans la Bulgarie pour faire sa jonction avec le troisième, campé à Karassou.

Ce dernier corps avait traversé le Danube près de la place russe d'Ismaïl et avait pris position sur la rive

droite à peu de distance de la forteresse turque d'Issaktchy. Cette forteresse et celle de Hirsova ne tardèrent pas à se soumettre. Leurs commandants n'avaient pas le caractère ferme et résolu du gouverneur d'Ibraïl. La défense des villes de guerre dépend souvent du courage et des dispositions personnelles des hommes qui les commandent.

Dans le trajet entre Issaktchy et Toulkcha l'armée russe avait été obligée de construire une digue de plusieurs lieues de longueur, pour contenir le Danube, qui inondait la rive gauche et couvrait la route. La construction de cette digue avait duré un mois.

Après ce délai inévitable, les Russes prirent Toulkcha, petite place qu'Ibrahim-Pacha défendit pendant quelques jours avec la plus grande obstination. Ils soumirent bientôt après la ville maritime de Kustendgé. Ce fut leur premier point d'appui sur le rivage occidental de la mer Noire.

Les Russes se trouvaient alors maîtres des places turques d'Ibraïl, de Matchin, d'Issaktchy, de Toulkcha et de Kustendgé, et ils étaient parvenus à assurer, par l'occupation de cette dernière ville, leur communication immédiate avec leurs flottes.

Les Turcs, qu'on croyait sans force et découragés par suite de l'abolition des janissaires, avaient montré dans les derniers combats beaucoup de bravoure et de résolution. Ils avaient prouvé, aux yeux de l'Europe, qu'ils pouvaient lutter avec les Russes et que ces derniers n'arriveraient pas à Constantinople sans avoir livré de nombreux combats.

L'empereur Nicolas arriva auprès du troisième corps à l'époque où il passa le Danube et construisit la grande digue de retenue. Se mettant à la tête

des troupes, il les dirigea sur Bazardgik pour les porter ensuite contre la place de Varna.

Ce fut durant cette marche que le septième corps, qui venait de prendre Ibraïl et Matchin, fit à Karassou sa jonction avec le troisième. Les deux corps réunis entrèrent à Bazardgik, qui, ayant été démantelé durant la dernière guerre, n'avait pas été remis en état de défense.

L'empereur Nicolas y installa son quartier général.

Ce monarque séjourna à Bazardgik jusqu'au 15 juillet. Il attendait que le sixième corps, qui avait passé le Danube à Hirsova, eût commencé l'investissement de Silistria.—Ce fut de Bazardgik qu'une division aux ordres du général Suchtelen fut détachée pour mettre le siége devant Varna.

Durant cette halte de l'empereur Nicolas, un gros détachement de cavalerie turque, sous les ordres de Halil-Pacha, ayant rencontré un régiment des chasseurs de la garde russe, l'enveloppa et le mit en déroute. L'exagération orientale fit porter dans les bulletins turcs à 3000 hommes la perte de ce seul régiment de cavalerie dans cette affaire.

Deux plans de campagne fixaient alors l'attention de l'empereur Nicolas et de ses généraux. L'un consistait à tourner Chioumla et à descendre par Pravadi et Aydos dans les plaines d'Andrinople ; ce qui aurait forcé le séraskier Husseyn-Pacha à quitter sa forte position pour courir à la défense de l'empire ottoman, menacé au cœur; l'autre était d'assiéger Chioumla.

Mais les Russes pouvaient-ils sans danger, et sans s'exposer à de grands désastres, se porter alors vers Andrinople en laissant derrière eux l'armée turque, très nombreuse, qui se trouvait à Chioumla, ainsi que la place forte de Varna, qui n'était masquée alors que par une

simple division russe, et qui pouvait recevoir des secours par terre et par mer? Ce mouvement aurait été contraire au plan très sage qu'on avait adopté, et qui consistait à se porter en avant en opérant successivement la conquête des places et des postes maritimes.

Le projet d'assiéger Chioumla obtint la préférence. Les troisième et septième corps, ayant l'empereur à leur tête, se portèrent sur Chioumla, en passant par Kustendgé et Yéni-Bazar.

La place de Chioumla, qui est située sur le point central et dominant des principales communications de cette partie de la Bulgarie, contenait alors 45 000 hommes aux ordres du séraskier Husseyn-Pacha. Elle était entourée d'une enceinte d'une lieue et demie de longueur, flanquée de tours et de bastions.

Bâtie sur le versant d'une montagne dont la crête était couronnée de fortifications, cette ville s'étendait en amphithéâtre, et ne pouvait être abordée avec quelque facilité que par les hauteurs dominantes.

Un combat d'avant-garde, livré le 23 juillet, signala le jour de l'arrivée des Russes devant Chioumla. Ces derniers chassèrent les Turcs de quelques positions extérieures qu'ils occupaient sur les hauteurs, et en restèrent les maîtres. — Deux divisions russes, envoyées et stationnées sur les routes de Chioumla vers Silistria et vers Constantinople, coupèrent ces deux importantes communications.

Cependant les Turcs ne perdirent pas courage et firent chaque jour des sorties vigoureuses contre les Russes, quelquefois avec succès. Ils détruisaient dans ces attaques une partie des ouvrages de leurs ennemis. On put prévoir dès lors que le siége de Chioumla traînerait en longueur.

L'empereur, ayant appris que le siége de Varna, lequel, commencé par le général Suchtelen, était alors dirigé par le prince Mentchikoff, général habile dans l'art d'attaquer les places fortes, marchait très lentement à cause de l'insuffisance des moyens d'attaque, quitta inopinément le camp de Chioumla et se dirigea du côté de la place maritime assiégée. Ayant reconnu par lui-même que les troupes employées devant Varna avaient besoin de puissants renforts pour réussir, l'empereur retourna à Odessa pour hâter l'envoi des troupes qui devaient se rendre en Turquie ; il résolut même d'y faire passer une grande partie de sa garde impériale.

L'état de l'armée russe qui se trouvait devant Chioumla ne tarda pas à devenir déplorable. Les fièvres, et surtout la peste, qui s'était introduite dans le camp, y faisaient de grands ravages. La cavalerie turque, qui tenait la campagne, interceptait les convois. Le manque de fourrages se faisait vivement sentir.

Malgré la mortalité qui enlevait beaucoup de soldats et malgré le dénûment des troupes, le comte de Wittgenstein conserva avec fermeté toutes ses positions. Mais les Turcs, ayant fait une sortie générale le 28 août, s'emparèrent d'une grande redoute dont ils passèrent la garnison au fil de l'épée, et obligèrent le général Rudiger à abandonner la position d'Eski-Stamboul, où il interceptait la communication de Chioumla avec Constantinople.

La principale communication des Turcs avec la Thrace étant rouverte, le siége de Chioumla ne fut continué que pour la forme.

La place de Silistria avait été bloquée d'abord par le prince Scherbatoff, et plus tard par le général Roth, lorsque celui-ci eut terminé ses opérations militaires

dans les deux principautés. Mais ce général n'avait pas à sa disposition des moyens suffisants pour bloquer cette ville de guerre de tous côtés et pour couper ses communications avec Routschouk, d'où elle tirait ses subsistances.

Ne pouvant pas entreprendre contre Silistria les opérations d'un siége actif, Scherbatoff et Roth se contentèrent, durant leur commandement successif, de repousser avec succès plusieurs sorties que les Turcs tentèrent, tant pour rompre le cordon qui les entourait que pour chercher des ressources dans les cantons environnants.

Le mois d'août fut signalé par des combats acharnés, mais sans résultat décisif, devant Chioumla, entre les Russes et les Turcs. Les généraux Voïnof, Rudiger, et le prince Eugène de Wurtemberg, s'y distinguèrent.

Dans le mois de septembre suivant, l'arrivée d'une division de la garde impériale devant Varna donna les moyens de pousser avec plus d'activité et de vigueur le siége de cette place.

Les premières tentatives contre cette forteresse n'avaient pas été heureuses. A la suite d'une sortie de la garnison turque, le général Suchtelen, qui ne pouvait disposer que de sa seule division, s'était vu obligé de se retirer au village de Derbend, de s'y retrancher, et d'y attendre que la flottille de l'amiral Greigh, qui venait de prendre part à la prise de la forteresse asiatique d'Anapa, située à l'extrémité nord de la Grande-Abasie, vînt coopérer au siége de Varna.

Ce mouvement rétrograde du général Suchtelen avait permis au capitan-pacha Izzet-Méhémet de ravitailler Varna, et d'y entrer lui-même à la tête de quelques bataillons d'infanterie régulière. Il prit le commandement

sur Yousouf-Pacha, bey de Serès et ancien pacha dans la Morée durant l'insurrection des Grecs.

Venant d'Anapa avec les troupes qui avaient été employées à la prise de cette place, le prince Mentchikoff reprit l'offensive, serra la ville de Varna de très près, et coupa toutes ses communications. Mais, grièvement blessé par un boulet, ce général se vit bientôt contraint à renoncer à la direction du siége.

Chagriné de cet événement, qui lui enlevait les services d'un excellent officier, l'empereur Nicolas choisit le comte Woronzoff pour remplacer Mentchikoff. Le nouveau général russe arriva pour être témoin d'une furieuse sortie des assiégés, qui réussirent, le 31 août, à s'emparer de plusieurs redoutes et à détruire une grande partie des travaux exécutés par les assiégeants. Ce fut le lendemain seulement qu'après un combat terrible, les Russes parvinrent à reprendre les retranchements qu'on leur avait enlevés.

S'étant assuré que les renforts destinés à son armée avaient passé le Danube, l'empereur Nicolas arriva le 8 septembre devant Varna. Sa présence ranima les troupes et imprima une nouvelle activité aux travaux du siége.

La brèche était praticable le 14 septembre. — Le renversement de la contrescarpe vis-à-vis la brèche par l'explosion d'une mine rendait facile la descente du fossé.

L'empereur fit sommer le capitan-pacha de se rendre. Mais Izzet-Méhémet repoussa cette proposition sur l'avis que des renforts expédiés de Chioumla ne tarderaient pas à lui arriver. En effet, Husseyn-Pacha avait détaché de son camp au secours de Varna une forte division de

son armée et un corps de 10000 Albanais commandé par Omer-Vriones.

Un régiment russe qui avait été envoyé en reconnaissance du côté des troupes musulmanes venant de Chioumla ne sut pas se retirer à temps et fut en un instant enveloppé par elles et taillé en pièces. On ne put arrêter les secours qu'Izzet-Méhémet attendait qu'en envoyant contre eux une très forte colonne commandée par le général Bistrom.

Appréciant toute l'importance de la place de Varna, qui se défendait avec tant de vigueur, le sultan Mahmoud avait expédié de Constantinople son grand-visir Sélim-Pacha, à la tête de 12000 hommes. Si le lieutenant du sultan avait accéléré sa marche et n'avait mis que huit jours pour se rendre de Constantinople à Varna, comme il pouvait le faire, il serait arrivé à temps et il aurait pénétré dans la ville assiégée sans rencontrer de grands obstacles.

Mais le général Gollowkin venait de s'établir par ordre de l'empereur dans l'espace compris entre Varna et le lac de Devna, et s'y était fortement retranché lorsque le grand-visir parut dans le bassin du Kamtchik.

L'armée turque de secours venant de Constantinople avait été renforcée dans sa marche entre le Kamtchik et Varna par un corps de 8000 hommes, qu'Omer-Vriones lui avait amené. Mais dans le même moment une division russe détachée du camp de Chioumla par le comte de Wittgenstein arriva à propos pour renforcer les troupes commandées par Gollowkin.

Le grand-visir, ayant attaqué la position retranchée du général Gollowkin, fut repoussé avec une très grande perte. Cette tentative fut la seule de la part de ce lieu-

tenant du sultan. Il prit position en avant du Kamtchik, dans le voisinage des Russes, et se couvrit de nombreux retranchements.

Encouragés par cette attitude timide du grand-visir et d'Omer-Vriones, Gollowkin et le prince Eugène de Wurtemberg sortirent de leur camp et allèrent attaquer les Turcs le 18 septembre. Ils pénétrèrent sur quelques points dans le camp ennemi ; mais leur attaque, qui ne fut pas conduite et exécutée avec ensemble, échoua complétement. Repoussés sur tous les points, les Russes furent ramenés par les Turcs jusque sur leurs retranchements.

Après cette affaire le grand-visir et Omer-Vriones ne firent plus rien pour secourir Varna et abandonnèrent cette place à son malheureux sort.

Le feu constant des batteries et les explosions des mines continuaient leur action destructive contre les remparts de Varna. Cependant les défenseurs de cette ville se montraient résolus à mourir en défendant jusqu'aux derniers débris des murailles. Des combats continuels avaient diminué considérablement leur nombre ; cependant leur courage et leur activité n'étaient pas abattus.

Deux nouvelles mines, auxquelles les assiégeants avaient mis feu le 3 et le 4 octobre, avaient produit deux grandes brèches dans le corps de la place. Mais les Russes ne montèrent pas à l'assaut et attendirent la nuit du 7 octobre pour surprendre, à l'aide de plusieurs fausses attaques, un bastion qui avait été entr'ouvert par les feux souterrains.

On assure que dans l'assaut du 7 octobre quelques uns des tirailleurs russes entrèrent dans Varna. Mais, se réunissant à la hâte et se formant en masse, les dé-

fenseurs de cette place se ruèrent avec fureur contre leurs ennemis arrivés sur les remparts, et parvinrent à les chasser.

La perte des Russes dans cet assaut fut plus grande que celle des Turcs.

Pendant les deux jours suivants, les assiégeants renouvelèrent auprès des chefs de la garnison turque leurs sommations de rendre la ville. Mais le capitan-pacha fut constamment sourd à ces propositions.

Dans la journée du 10 octobre, Yousouf-Pacha, commandant en second, s'étant rendu dans la tente du général russe, lui déclara que la place n'était plus tenable; que cependant le capitan-pacha, commandant en chef, avait résolu de n'accepter aucune capitulation. Il ajoutait que, de son côté, se voyant mal vu par son supérieur, il avait quitté son poste pour se mettre sous la protection de l'empereur de Russie.

Les Russes firent un excellent accueil à ce déserteur, et s'empressèrent de faire connaître à la garnison de Varna que Yousouf-Pacha se trouvait au milieu d'eux, et qu'il avait été reçu comme ami. Les troupes particulières d'Yousouf, dont les officiers supérieurs connaissaient les intentions secrètes, quittèrent la place avec empressement, et passèrent en foule au camp des Russes pour se réunir à leur général.

Abandonné par la plus grande partie de sa garnison, le capitan-pacha se retira le 10 octobre dans la citadelle avec 300 hommes restés fidèles à leur devoir. Les Russes entrèrent aussitôt dans la ville.

Le capitan-pacha obtint deux jours après une capitulation honorable, et eut la permission de se retirer avec les faibles restes de ses fidèles soldats.

La conduite d'Yousouf-Pacha dans cette circonstance fut celle d'un traître (1). L'opinion presque générale en Europe fut que, comme la mauvaise saison approchait, les Russes, ayant peu d'espoir, à cause du courage et de la fermeté inébranlable des Turcs dans les derniers assauts, de pouvoir réussir à prendre cette ville par la force, avaient eu recours à l'emploi de l'or, et avaient acheté la défection d'Yousouf.

Si l'amour de l'or a dirigé la conduite de ce pacha, il fallait que les promesses faites par les Russes fussent très considérables, car cet homme était fort riche par lui-même, et possédait, dans le fertile district de Sérès, en Macédoine, des propriétés immenses, domaine héréditaire de sa famille.

Yousouf-Pacha se retira en Russie, où il vécut dans une honteuse splendeur.

Très mécontent de la perte de Varna et fortement irrité contre les auteurs de ce malheur, le sultan Mahmoud confisqua toutes les propriétés de Yousouf et ôta au grand-visir les sceaux de l'empire, à cause de son inactivité durant la dernière partie du siége. Il choisit pour lui succéder l'intrépide capitan-pacha Izzet-Méhémet, qui avait montré tant de courage et de fermeté dans la défense de cette ville (2).

La prise de Varna termina la campagne de 1828.

Quelques escarmouches eurent lieu sans résultat, le

(1) Yousouf-Pacha a prétendu qu'il n'avait quitté la place de Varna que pour se mettre à l'abri des dispositions sanguinaires d'Izzet-Pacha, son ennemi personnel, qui avait juré sa perte.

(2) Izzet-Méhémet devait son avancement à sa valeur. Il était encore cordonnier à Péra en 1819.

15 octobre, entre Omer-Vriones et la division du prince Eugène de Wurtemberg.

L'armée russe, qui avait été stationnée devant Chioumla, quitta ses positions et se concentra devant Varna. Mais, menacés sans cesse par le séraskier Husseyn-Pacha, les Russes réunis devant Varna commencèrent leur mouvement rétrograde vers le Danube, après avoir laissé une garnison à Varna et à Pravady.

Le général Roth se trouvait devant Silistria depuis le 21 juillet. — Les opérations des Russes contre cette place ne consistaient plus qu'à repousser quelques sorties. Mais aucun travail important de siége n'avait été commencé contre l'enceinte bastionnée de cette ville.

Cependant, lorsqu'il fut résolu que la grande armée quitterait la Bulgarie, où elle ne pouvait pas subsister pendant l'hiver, les troupes employées au siége de Silistria tentèrent de s'emparer de cette place avant de commencer leur mouvement de retraite. — Elles bombardèrent et canonnèrent la ville pendant deux jours et deux nuits. Mais ce feu n'effraya pas la garnison et les habitants, qui repoussèrent toutes les sommations de capituler et méprisèrent les menaces d'extermination qui leur furent adressées par leurs ennemis.

Le corps de Roth dut prendre, comme les autres, le parti de quitter la Bulgarie et passa le Danube le 10 novembre. Il perdit dans sa retraite à travers des chemins affreux beaucoup de chevaux et de bagages.

L'empereur de Russie, arrivé à Odessa le 20 octobre, se rendit en poste à Saint-Pétersbourg après avoir donné ses ordres tant pour les cantonnements d'hiver de son armée que pour les préparatifs de tout genre à faire pour la campagne de l'année suivante.

L'hiver de 1828 fut précoce et sévère comme celui de 1812. Ses rigueurs, qui aggravèrent les privations et les maladies, furent extrêmement préjudiciables à l'armée russe.

Pendant les grandes opérations des Moscovites dans la Bulgarie orientale, le général Geismar, qui commandait dans la Petite-Valachie, avait eu de fréquents combats avec le séraskier, pacha de Viddin. La plus remarquable de ces actions fut celle du 13 septembre, dans laquelle le pacha de Viddin, à la tête de 20000 hommes, attaqua, près de Tchiorlou, le général Geismar, qui n'avait sous ses ordres que 4000 combattants.

Ayant à combattre sur un terrain très accidenté des forces qui, bien supérieures aux siennes, étaient appuyées par une nombreuse cavalerie, le général Geismar forma ses troupes en petits carrés de deux compagnies chacun, et se défendit de cette manière pendant toute une journée. Mais pendant la nuit qui suivit cette défense, il fondit sur l'armée turque, qui ne s'attendait pas à cette attaque nocturne, lui tua et blessa plusieurs milliers d'hommes, lui fit 600 prisonniers, et lui enleva 7 canons et 26 drapeaux. Après cette déroute, les Turcs ne se montrèrent plus dans la Petite-Valachie pendant le reste de la campagne.

CHAPITRE LXV.

OPÉRATIONS DES RUSSES EN ASIE PENDANT LA CAMPAGNE DE 1828.

Asie ottomane. — La guerre de la Russie contre la Perse avait été terminée le 10 février 1828 par le traité de Tourkmanchaï. Les hostilités entre les Ottomans et les Russes commencèrent durant les premiers jours de mai dans les provinces caucasiennes. Le prince Mentchikoff, qui commandait les Russes dans cette partie de la Haute-Asie, avait conduit ses opérations avec une grande habileté. Ses forces étaient peu nombreuses; cependant il avait battu dans plusieurs rencontres les peuplades belliqueuses de l'Abasie, et était parvenu à s'emparer, après un siége peu pénible, de la petite forteresse d'Anapa, que sa position rend très importante.

Ce même général avait soumis un peu plus tard la ville forte de Poti, bâtie à l'embouchure du Phase. Ces deux conquêtes assuraient aux Russes les bouches du Phase, ainsi que l'entière occupation du littoral maritime de l'Abasie, de la Mingrélie et de l'Imérétie.

Le prince Mentchikoff ayant été rappelé en Europe avec la flotte russe pour entreprendre et diriger le siége de Varna, ce fut le comte Paskewitch, le vainqueur des Persans, qui fut chargé par l'empereur Nicolas de commander toutes les troupes russes qui devaient opérer dans les provinces turques du Caucase et dans l'Asie Mineure.

Ce général, remarquable par une activité prodigieu-

se, et dont l'habitude est de prendre toujours l'offensive contre les ennemis qu'il a à combattre, se montra en peu de jours sous les murailles de Kars. Cette place, considérée jusque alors comme inexpugnable, est entourée d'une triple muraille flanquée de tours. Une citadelle bâtie sur la crête d'un rocher élevé et très escarpé la protégeait et la dominait de toutes parts.

Après avoir attaqué et dispersé, le 19 juin, sous le feu même de l'artillerie de Kars, un corps de cavalerie de 5000 hommes qui ne reparut plus, Paskewitch enleva le lendemain tous les ouvrages avancés.

Après un assaut audacieux et terrible donné le 23, la citadelle et la ville de Kars capitulèrent au moment où un corps d'armée de 15 000 Turcs accourait pour leur porter secours.

2000 Ottomans furent tués à cet assaut; le pacha de Kars (Émir-Pacha) et 3000 hommes déposèrent les armes. Les Russes trouvèrent dans cette ville cinquante-et-une pièces de canon.

La peste s'étant manifestée dans les troupes du comte Paskewitch, ce général prit des mesures sages et énergiques et parvint à l'étouffer.

Ayant résolu de se rendre maître de la place importante d'Akalkalaki, Paskewitch se mit en marche le 16 juillet, traversa les gorges difficiles des montagnes de Tchildirsk et arriva le 23 devant la ville qu'il voulait prendre. Le lendemain elle était emportée d'assaut.

L'épouvante se répandit parmi les Turcs; la place de Kertvis se rendit sans se défendre.

Les Turcs étaient parvenus à réunir près d'Akhaltzikè une armée de 30 000 hommes. Les Russes dirigés par Paskewitch partirent d'Akalkalaki le 1er août, traversèrent une chaîne de montagnes qui s'étend vers le

Kour, passèrent par des sentiers affreux où l'on était obligé de faire descendre à bras l'artillerie de siége sur le bord des précipices et arrivèrent le 5 du même mois devant Akhaltziké.

Laissant devant la place cinq bataillons sous les ordres du général Mouravieff, et envoyant au général Popoff, qui suivait une autre route et venait par la vallée de Brocham, l'ordre de s'arrêter devant Akhaltziké, Paskewitch partit dans la nuit du 9 août avec huit bataillons, toute sa cavalerie et vingt-cinq pièces de canon. Il traversa des chemins que les Turcs croyaient impraticables et tomba inopinément sur le corps de 30 000 hommes qu'il cherchait.

Les Ottomans, en voyant ce petit nombre de Russes, sortirent de leurs retranchements pour les combattre, les envelopper et les détruire. Mais, repoussés par des feux de bataillons bien nourris et par des charges de cavalerie faites à propos et conduites avec la plus grande vigueur, les Turcs rentrèrent précipitamment et en confusion dans leur camp. Les Russes les y suivirent au pas de charge et donnèrent l'assaut. Culbutés, mis dans une déroute complète et poursuivis avec ardeur, les Turcs s'arrêtèrent à la distance de trente verstes du champ de bataille. Ils avaient perdu dans cette affaire 3000 hommes, 12 canons et 13 drapeaux. Des approvisionnements considérables étaient tombés entre les mains des Russes.

Retournant sur le champ sous les murs d'Akhaltziké, Paskewitch poussa le siége de cette place avec la plus grande activité. L'assaut fut donné le 15 août et la ville fut emportée après douze heures de combat et après une défense désespérée. La citadelle capitula le lendemain.

La ville et la citadelle d'Akhaltziké contenaient ensemble une garnison de 15 000 hommes; les habitants

avaient pris part au combat et s'étaient battus avec acharnement ainsi que les troupes. Sur 400 artilleurs turcs il n'en resta que 50; un corps d'élite composé de 2000 hommes fut réduit à 500; la perte des habitants s'éleva à 3000.

L'armée russe, qui s'était battue avec la plus grande valeur, éprouva aussi des pertes sensibles, principalement en officiers. Le butin militaire consista en 67 canons, 52 drapeaux et 5 queues de cheval.

Ne voulant pas donner à l'ennemi le temps de prendre haleine, le général Paskewitch détacha le général prince Vadbolski pour soumettre la petite place d'Artzkoura, qui fut prise sans coup férir. Bajazet, Ardagan, Toprakkalé, et le fort de Diadine, dans la vallée de l'Euphrate, se rendirent successivement après une courte résistance.

Avant de soumettre Bajazet, le général Tchefchévasef, qui était chargé de cette expédition, avait eu à soutenir un engagement avec un corps de cavalerie ennemie qu'il dispersa.

Les Curdes, qui habitent les plateaux entre l'Euphrate et l'Araxe, et qui sont renommés par leur férocité, firent aux Russes une guerre incommode, comme partisans audacieux et agiles. Vaincus dans plusieurs rencontres, ils furent battus complétement et dispersés dans un combat qui eut lieu le 18 octobre à Potnossa, à peu de distance de Toprakkalé.

Le froid, qui commença à se faire sentir à la fin de septembre dans ces hautes régions caucasiennes, obligea l'armée russe à prendre ses quartiers d'hiver. Paskewitch retourna à Tiflis le 4 octobre.

La campagne des Russes en Turquie pendant l'année 1828 offre des phases différentes : l'une extrêmement

brillante, mais d'une nature peu décisive, en Asie; l'autre, accompagnée de plus grandes difficultés en Europe, n'avait eu pour principal éclat que la prise de Varna et celle d'Ibraïl. Mais, malgré la valeur et le dévoûment constant des soldats, cet éclat avait été terni par les deux échecs que les Russes avaient éprouvés devant Chioumla et devant Silistria.

Le plan d'invasion que le gouvernement russe avait conçu au commencement de la campagne avait été arrêté dans son exécution par la bravoure des Turcs dans presque toutes les affaires et par leur résistance obstinée dans la défense des places fortes.

La résistance des Turcs semblait tenir du prodige, et étonnait d'autant plus qu'on ne s'y attendait pas. Un commencement de sympathie se manifestait en leur faveur en Europe. On admirait le sultan Mahmoud, si ferme dans ses projets civilisateurs; on le comparait à Pierre le Grand, et on faisait des vœux pour le succès de ses projets de réforme.

L'Angleterre, qui avait blâmé l'affaire de Navarin, prenait des dispositions pour assurer le salut de la Turquie. La France, qui avait envoyé en Morée un corps d'observation pour la délivrer complétement de la présence des Turcs, continuait à y laisser ses troupes, autant pour protéger le gouvernement local et conserver l'ordre dans le pays que pour observer les opérations militaires qui avaient lieu dans le bassin du Danube, et pour être prêtes à agir suivant les événements. L'Autriche portait alors à 80000 hommes son armée campée sur la frontière de la Hongrie, et contractait un emprunt de cent millions de florins, afin de coopérer utilement au salut de l'empire turc, si les circonstances l'exigeaient.

CHAPITRE LXVI.

SUITE DE LA GUERRE ENTRE LA SUBLIME-PORTE ET LA RUSSIE. CAMPAGNE DE 1829 EN EUROPE.

L'empereur Nicolas avait profité de l'hiver avec son activité accoutumée pour augmenter ses troupes, pour leur donner une nouvelle organisation convenable aux localités où elles devaient agir, et pour accroître considérablement leur matériel en chevaux et en artillerie. Il avait été à même d'apprécier pendant la campagne de 1828 l'insuffisance du nombre de ses troupes en infanterie et en cavalerie.—Il porta à environ 160 mille combattants l'effectif de l'armée russe qui devait opérer en Turquie dans la campagne de 1829.

Les Turcs envoyèrent aussi des renforts considérables à leur armée de Bulgarie. Ces renforts consistaient principalement en troupes de nouvelles levées, organisées et instruites d'après le système européen.

Mais, au lieu d'entasser 100 000 hommes dans le camp et dans le voisinage de Chioumla, ils auraient dû, d'après la connaissance du système de guerre des Russes dans la dernière campagne, occuper fortement le revers méridional de la vallée du Kamtchik, qui couvre au nord la partie orientale des Balkans, et mettre dans un état respectable de défense, tant par de nouveaux travaux que par l'augmentation des garnisons, toutes les places du littoral de la mer Noire. Ils auraient dû fortifier avec soin les cols de montagnes et les villes qui sont situées sur les routes que l'ennemi devait parcourir avant et après le passage de la chaîne montueuse qui sépare la Bulgarie de la Thrace.

Le Grand-Seigneur avait prescrit à ses généraux d'avoir constamment un œil attentif sur les villes de la côte maritime, d'en réparer les murailles et de les faire occuper par de fortes garnisons. Mais cette partie des instructions du monarque ottoman avait été totalement négligée. Ses pachas ne pensaient pas qu'abandonnant toutes les traditions et les systèmes suivis dans les guerres précédentes, les Russes s'approcheraient de la mer Noire pour pénétrer et opérer dans la Thrace.

La négligence des Turcs avait été si grande à cet égard, qu'une flotte russe commandée par l'amiral Kumany, ayant pris la direction du golfe de Bourgas, au sud des Balkans, s'était emparée le 4 février 1829 de la forteresse de Sizéboli et du petit fortin d'Aya-Oglou, situés l'un et l'autre sur les deux pointes opposées qui terminent et défendent cette baie spacieuse.

Furieux d'avoir perdu par surprise le fort important de Sizéboli, et craignant les effets de la colère du sultan, les Turcs, au nombre de 5000 hommes d'infanterie et de 1500 hommes de cavalerie, tentèrent, sous les ordres de Husseyn-Pacha, de reprendre cette position. L'assaut qu'ils donnèrent fut terrible. Malgré le feu des batteries russes qui tiraient à mitraille, les Turcs avaient pénétré jusqu'aux portes des premiers retranchements, et plusieurs d'entre eux avaient escaladé les remparts, lorsqu'une sortie vigoureuse d'une grande partie de la garnison russe les prit en flanc, et les força à céder le terrain et à se retirer sur Bourgas.

Malgré le mauvais succès de cette entreprise, le sultan Mahmoud, qui voulait rentrer en possession de Sizéboli, ordonna à sa flotte de sortir du Bosphore, de tenter de reprendre cette forteresse, et de combattre la flotte russe si elle se présentait.

Après leur entrée dans la mer Noire dans la journée du 20 mai, les vaisseaux turcs rencontrèrent une petite escadre russe composée de quatre frégates et d'un brick. Supérieurs, puisqu'ils étaient au nombre de vingt, les vaisseaux turcs attaquèrent les Russes, et leur prirent une frégate. Mais, ayant appris que toute la flotte moscovite avait mis à la voile, et venait les attaquer, ils virèrent de bord et rentrèrent dans le Bosphore avec leur prise.

Izzet-Mehemed-Pacha, qui avait été nommé grand-visir à la fin de la campagne de 1828, à cause de la bravoure héroïque qu'il avait déployée dans la défense de Varna, n'avait pas tardé à démontrer que la valeur seule ne suffit pas dans un général en chef. Plusieurs fautes stratégiques annonçaient en lui une très grande incapacité. On ne tarda pas à lui ôter les sceaux de l'empire pour les donner à Reschid-Pacha, qui s'était distingué durant les dernières années de la guerre contre les Grecs.

Le nouveau commandant en chef de l'armée russe était un autre homme que tous ces visirs qui, n'ayant reçu qu'une mauvaise éducation, et n'ayant d'autre mérite qu'une grande bravoure, ou bien la faveur des personnes les plus influentes du sérail, ignoraient complétement les grands principes de l'art de la guerre.

Le vieux feld-maréchal comte de Wittgenstein, à qui l'âge et les fatigues avaient enlevé une grande partie de ses forces physiques, et dont la dernière campagne avait détérioré la santé, venait d'être remplacé, sur sa demande, par le comte Diébitsch, son dernier chef d'état-major.

Le nouveau général en chef, quoique d'une santé as-

sez faible, possédait une très grande activité, et passait pour un capitaine habile et fort instruit. Il se montra digne de sa brillante réputation durant la campagne de 1829.

Les divisions de l'armée russe quittèrent leurs cantonnements d'hiver vers le milieu du mois d'avril. Ayant passé le Danube à Hirsova et sur d'autres points voisins, elles se réunirent dans le camp de Czernovada au commencement de mai. Des préparatifs pour entreprendre le siége de Silistria furent commencés immédiatement avec la plus grande activité.

Quoique malade et obligé de se faire porter en litière, le comte Diébitsch se mit en marche avec son quartier-général, le 13 mai, afin de diriger en personne les opérations. — Il avait avec lui vingt-et-un bataillons d'infanterie, seize escadrons de cavalerie et quelques régiments de Cosaques.

La marche des Russes, en quittant le Danube, fut lente et pénible à cause du mauvais état des routes, qu'une inondation du fleuve avait couvertes d'eau en plusieurs endroits. Ils arrivèrent le 17 mai à une lieue de Silistria sans rencontrer aucun corps ennemi.

Mais leur division d'avant-garde trouva le lendemain les Turcs postés sur une ligne de hauteurs en avant de la place, et dans des retranchements que les Russes avaient construits durant le siége de l'année précédente.

Une attaque partielle faite par un régiment de Cosaques contre une masse de cavalerie turque devint le signal d'une action générale. L'infanterie russe se porta rapidement en avant, chargea et rompit la ligne ennemie. En moins d'un quart d'heure les Osmanlis furent

chassés de toutes les hauteurs et des retranchements qu'ils occupaient au centre et à la gauche de leurs positions.

Mais la droite des Turcs, plus forte et mieux retranchée que les autres parties de l'armée ottomane, soutint les attaques de la colonne du général Krassofsky, et se maintint dans ses postes pendant plus d'une heure. Ce ne fut qu'après une halte et un repos d'environ trois quarts d'heure que, revenant à la charge, les troupes de Krassofsky enlevèrent deux fortes redoutes, et obligèrent les Turcs à se retirer précipitamment vers Silistria.

Cette place fut aussitôt complétement investie. Les travaux de siége commencèrent immédiatement. La première parallèle fut achevée le 26 mai.

Se voyant serré de près et inquiet sur la marche rapide des travaux de siége, le gouverneur de Silistria envoya demander des secours au grand-visir Reschid-Pacha, qui se trouvait à Chioumla avec une armée de 45000 hommes. La première idée du grand-visir fut de couper les communications entre l'armée de siége et les troupes russes qui, sous les ordres du général Roth, occupaient Varna et Pravadi.

Dans ce mouvement offensif, le grand-visir, qui avait pris 15000 hommes avec lui, rencontra à Eski-Arnautler le général Roth, qui n'en avait que 3000. Quoique attaqué par des forces cinq fois plus nombreuses, le général russe tint tête pendant quatre heures, et garda sa position. Ayant reçu successivement des renforts, il parvint par une attaque de flanc à vaincre l'armée ottomane et à la repousser.

Celle-ci avait commencé à battre en retraite, lorsque l'arrivée de nouvelles troupes venant de Chioumla

doubla le nombre des combattants ottomans, et mit le général Roth dans une position très critique.

Sans être effrayé du danger, Roth s'avança, avec huit bataillons et dix pièces d'artillerie contre le gros de la cavalerie ottomane, et fut immédiatement enveloppé par elle. Les Russes, formés en carrés, se défendirent avec le plus grand calme et repoussèrent toutes les charges. Mais ils auraient été écrasés par l'infanterie turque, qui marchait sur eux avec dix pièces de canon, si un puissant renfort n'était venu les dégager. Le combat, qui avait commencé à trois heures du matin, ne finit qu'à huit heures du soir. La perte fut considérable de part et d'autre. Le grand-visir s'étant retiré dans la vallée de Neutcha, et le général Roth s'étant replié au delà de Pravadi, les deux partis opposés s'attribuèrent la victoire.

Il paraîtrait cependant que, dans ce combat sanglant et obstiné, la victoire s'était déclarée pour les Turcs, puisque le grand-visir investit immédiatement la place de Pravadi et en commença le siége.

La nouvelle infanterie régulière des Turcs se fit remarquer d'une manière glorieuse dans ce combat, qui dura dix-sept heures. Dans sa lutte, elle fit un usage utile de la baïonnette, que, jusqu'à l'abolition des janissaires, les militaires ottomans avaient refusé d'adopter.

Les résultats de cette action firent sentir au comte Diébitsch que sa position sous les murs de Silistria n'était pas sûre, et que le général Roth n'avait pas assez de troupes pour empêcher le grand-visir d'avancer.

Informé, le 4 juin, que les Turcs avaient investi depuis dix jours la place de Pravadi, laquelle, faiblement fortifiée, ne pouvait pas opposer une longue résistance,

le comte Diébitsch quitta son camp de Silistria le 5 du même mois, et se porta avec le corps du comte Pahlen au secours du général Roth et de la place assiégée. Avant de partir, il avait chargé le général Krassofsky de continuer avec son corps d'armée le siége de Silistria.

Le comte Diébitsch montra dans cette opération beaucoup de prudence et d'habileté. Cachant la direction de sa marche par des mouvements qui semblaient annoncer son intention de se porter sur Chioumla, il parvint, sans obstacle et sans combat, à se réunir le 10 juin avec le général Roth.

Aussitôt après cette jonction, Diébitsch manœuvra pour s'établir sur la route de Chioumla, afin de couper la retraite du grand-visir. Dans le cas de la défaite de ce lieutenant du Grand-Seigneur, le camp de Chioumla se serait trouvé isolé et sans défense.

Le grand-visir, qui n'avait fait faire par ses troupes aucune reconnaissance profonde et qui n'avait employé aucun des moyens usités pour connaître les mouvements de l'ennemi, était dans une ignorance complète sur les opérations du général Diébitsch et sur son arrivée dans le voisinage de Pravadi.

Lorsque le chef de l'armée russe commença à manœuvrer pour couper les communications des Turcs avec Chioumla, Reschid-Pacha prit le corps du comte Pahlen pour une des divisions du général Roth. Abandonnant aussitôt l'investissement de Pravadi, il se mit en mouvement pour atteindre les défilés de Kulectscha, où il espérait arrêter et détruire cette division séparée.

Durant ce mouvement offensif, le grand-visir aperçut le général Diébitsch, qui, avec une forte reconnaissance de dix mille hommes, appuyés par une batterie d'artil-

lerie, s'avançait sur la direction de Marasch, afin de couper entièrement la retraite de l'armée ottomane.

Toujours persuadé qu'il n'avait affaire qu'au seul corps du général Roth, Reschid-Pacha envoya 3000 hommes pour attaquer la colonne ennemie qui se portait sur Marasch. Mais l'apparition successive des divisions russes qui marchaient en colonnes dessilla les yeux du grand-visir et lui fit connaître à l'instant dans quelle position dangereuse il se trouvait engagé.

Quoique surpris, le général ottoman ne montra aucune hésitation dans ses mesures ; ses troupes restèrent calmes et sans confusion. Toute l'armée turque s'avança en ordre ; elle était divisée en carrés réguliers qui étaient appuyés dans les intervalles par une nombreuse artillerie et par des colonnes de cavalerie.

Les deux armées étaient à peu près de la même force ; le combat qui s'engagea devint sanglant et obstiné. Le général Diébitsch fut obligé, dès le commencement de la bataille, de faire avancer sa réserve sur les points où la lutte était le plus acharnée. Cette manœuvre lui donna quelque supériorité, mais il ne put pas entamer la ligne ottomane.

Prévoyant le dénoûment de la bataille, et craignant d'être coupé entièrement dans ses communications avec Chioumla, le grand-visir réunit ses masses. Faisant un grand effort, il tourna la gauche de la ligne russe, et pénétra à Marasch, où il prit une bonne position en avant d'un bois.

Diébitsch ne s'opposa pas à ce dernier mouvement. Il profita de ce repos momentané pour recomposer sa réserve, et pour remplacer par des troupes fraîches celles qui, fortement engagées, avaient le plus souffert dans

la bataille. Après ces arrangements utiles, le chef de l'armée moscoviste se porta en avant pour renouveler le combat.

Les premières décharges de l'artillerie russe, qui contenait beaucoup d'obusiers, firent sauter plusieurs caissons de munitions de l'armée du grand-visir. Cet accident hâta la retraite des Osmanlis.

Poursuivis vivement par les Russes, les Turcs, après avoir fait feu de toute leur artillerie, se retirèrent précipitamment et en désordre vers le village de Marasch, et abandonnèrent 56 bouches à feu avec une grande partie de leurs bagages et de leurs munitions.

Leur retraite fut favorisée par les objets qu'ils laissaient derrière eux : car la route du bois, étant très étroite, ne tarda pas à être tellement encombrée, que les Russes se virent contraints d'envoyer un grand nombre d'hommes armés et de pionniers pour déblayer le passage.

D'après les rapports officiels des Russes, les Turcs perdirent dans cette bataille 2000 hommes tués, 3000 blessés et 1500 prisonniers. Ces rapports disent que le feu des Turcs fut vif, nourri et bien dirigé, et que la perte de l'armée de Diébitsch s'éleva à 2200 blessés ou tués. Dans ce nombre étaient compris 3 généraux et 61 officiers supérieurs et d'état-major.

Durant les deux journées qui suivirent la bataille, quelques divisions russes furent chargées de poursuivre l'ennemi. Elles ne purent le faire qu'avec lenteur, à cause du mauvais état des chemins et de la nécessité d'attaquer et de prendre plusieurs redoutes que, suivant un bon usage peu usité dans les armées européennes, les Turcs avaient élevées promptement et successivement pendant leur lente retraite vers Chioumla.

Le grand-visir rentra à Chioumla et eut ainsi le bonheur de sauver son armée d'une entière destruction. Ce résultat aurait été la conséquence immédiate de l'habile manœuvre de son adversaire, qui avait coupé la ligne d'opération des Turcs, si, par une inspiration heureuse, le chef de l'armée ottomane n'avait pas quitté le combat, au moment le plus critique, pour se retirer précipitamment sur Marasch, à travers une faible trouée qui lui restait encore.

La première démarche du comte Diébitsch, après la bataille de Kulectscha, que nous venons de décrire, fut de proposer au grand-visir d'entrer en négociation pour la paix. Ce moyen politique, souvent employé adroitement par les Russes au moment des opérations les plus actives de la guerre, a eu fréquemment le résultat d'abattre l'ardeur guerrière des Osmanlis, et de les faire retomber dans leur torpeur habituelle.

Cette proposition fut acceptée par le grand-visir, qui manifesta le désir que la paix fût rétablie à des conditions avantageuses aux deux empires. M. Fonton, conseiller d'état et ancien drogman de l'ambassade russe à Constantinople, fut envoyé au quartier général de l'armée turque, pour conférer avec les ministres de la Porte, et pour entrer en négociation.

Mais ces opérations diplomatiques n'eurent aucune suite; les négociateurs ne purent pas s'entendre et se séparèrent. Le projet de paix fut abandonné pour le moment.

Pendant ces négociations, le comte Diébitsch prit une position qui lui permettait d'observer Chioumla sans l'investir, et qui le mettait à même de secourir avec promptitude l'armée russe employée au siége de Silistria.

Les opérations de ce siége avançaient avec célérité,

quoique la garnison turque, qui s'élevait à plus de 8000 hommes, opposât une très forte résistance.

Au milieu du mois de juin, la troisième parallèle étant entièrement achevée, les batteries de brèche commencèrent leur feu. — Les canons des remparts de Silistria, démontés par l'artillerie russe, cessèrent bientôt d'être utiles; les défenseurs de cette place furent réduits à ne faire usage que de la mousqueterie.

Les assiégeants au contraire augmentèrent leurs batteries de brèche et commencèrent à employer la mine. Une grande mine surchargée, qui fit explosion le 30 juin, ouvrit une brèche considérable dans le corps de la place.

Le gouverneur de Silistria, ayant perdu tout espoir d'être secouru par le grand-visir, et regardant sa place comme ne pouvant plus être défendue, demanda au général Krassofsky à capituler. Les Russes refusèrent d'accéder à tous les articles de la proposition de ce pacha, et continuèrent le feu. Pendant qu'on expliquait aux envoyés du gouverneur ottoman les seules conditions auxquelles l'armée assiégeante pouvait consentir, des préparatifs furent faits ostensiblement pour donner l'assaut.

Cette démonstration suffit pour faire accepter par le pacha les conditions offertes par le général Krassofsky. La garnison de Silistria devint prisonnière de guerre, remit ses armes et ses munitions, et livra la flottille turque du Danube.

Le siége avait duré six semaines; il avait coûté aux Russes 1200 hommes morts et blessés.

La soumission de Silistria rendit disponible le corps russe qui avait été occupé au siége de cette place. Le comte Diébitsch, au lieu d'entreprendre l'attaque de Chioumla, dont le résultat était fort douteux, et n'ayant

rien à craindre de la place de Varna, prise à la fin de la campagne précédente, ni de celle de Silistria, qui venait de se soumettre, sachant d'ailleurs que la ville forte de Routschouck était réduite, pour sa défense, à une faible garnison et à ses seuls habitants, forma la résolution hardie de passer les Balkans dans le voisinage de leur extrémité orientale.

D'après cette idée, l'ordre fut envoyé au général Krassofsky de laisser une garnison peu nombreuse dans Silistria et de se porter devant Chioumla avec le reste de son corps d'armée.

Krassofsky arriva le 15 juillet au quartier général de l'armée russe devant Chioumla. Le mouvement vers les Balkans commença aussitôt après son arrivée.

Destiné à rester devant Chioumla avec 23 bataillons, 40 escadrons de cavalerie, 4 régiments de Cosaques, et une nombreuse artillerie, le général Krassofsky eut pour instruction d'observer et de contenir l'armée du grand-visir, et de couvrir les opérations des divisions russes qui devaient traverser les Balkans.

Les troupes russes qui devaient pénétrer dans la Thrace furent divisées en deux colonnes. Celle de droite, commandée par le général Rudiger, avait l'ordre de prendre la direction de Kiuprikeuy, dans le bassin du Kamtchik. Elle se composait de 14 bataillons d'infanterie, de 2 régiments de Cosaques et de 2 batteries d'artillerie. La colonne de la gauche, sous les ordres du général Roth, était forte de 18 bataillons, 16 escadrons, 2 régiments de Cosaques, et de deux batteries d'artillerie. Elle devait traverser le Kamtchik, au dessous et à l'est de Kiuprikeuy.

Le centre, mis en réserve, sous le comte Pahlen, devait suivre les deux colonnes à peu de distance, de

manière à les soutenir l'une ou l'autre, en cas de besoin. Cette réserve contenait 22 bataillons, 8 escadrons, 3 régiments de Cosaques, et plusieurs batteries actives et de réserve.

La première vue de tant de troupes concentrées autour de Chioumla avait porté le grand-visir à croire que cette place allait être sérieusement et vigoureusement attaquée. Croyant nécessaire de se renforcer, il avait appelé et fait venir dans son camp une grande partie des troupes turques qui avaient été stationnées dans la partie orientale de la Bulgarie. Il avait à cet effet considérablement affaibli le corps destiné spécialement à défendre le passage du Kamtchik.

Cette dernière faute décida du sort de la campagne.

Intéressé à tenir le grand-visir dans cette fausse appréhension, le comte Diébitsch fit filer successivement ses troupes en silence, durant la plus grande obscurité de la nuit, aussitôt qu'elles purent être immédiatement remplacées par les divisions russes venant de Silistria. La première division du corps du général Krassofsky remplaça devant Chioumla les troupes du général Roth dans la nuit du 14 au 15 juillet. La seconde division du même corps prit la place des troupes du général Rudiger dans la nuit du 15 au 16. Ce ne fut que le 17, dans le moment de la plus grande obscurité, que le comte Pahlen quitta le camp russe devant Chioumla, avec son corps de réserve.

Le chef de l'armée ottomane, qui n'avait eu aucun avis de ces mouvements mystérieux, se contenta d'envoyer en avant des Russes dans la matinée du 18 une reconnaissance de 1000 hommes de cavalerie qui s'arrêta devant les postes avancés des Cosaques.

Les colonnes des généraux Roth et Rudiger, suivies

de la réserve du comte Pahlen, avaient pris la direction du bassin du Kamtchik.

Cette rivière prend sa source dans le haut contré-fort qui couronne à l'ouest la position de Chioumla. Elle coule dans un bassin peu large, mais profondément encaissé, qui n'offre dans son cours qu'un très petit nombre de gués. Ces gués disparaissent à la première pluie. La rive droite de ce bassin commande considérablement la rive gauche, sur laquelle les Russes devaient se montrer avant de tenter le passage.

Les Turcs avaient construit des retranchements sur la rive droite en avant des gués et de tous les passages les plus abordables, et les avaient armés de canons. Mais le corps destiné à défendre cette vallée, si importante sous le rapport du passage des Balkans, avait été considérablement affaibli, comme nous l'avons dit plus haut, pour renforcer les troupes du grand-visir dans le camp de Chioumla.

Ayant appris qu'un corps de 3000 Turcs était posté à Kiuprikeuy pour y défendre le passage du Kamtchik, et ayant reconnu par lui-même qu'une attaque de front serait difficile et dangereuse, le général Rudiger envoya en avant de ce village deux bataillons d'infanterie de ligne et un régiment de Cosaques, avec ordre de faire une attaque simulée, tandis que lui-même, avec le reste de ses troupes, tenterait de tourner la droite des Turcs et de traverser le fleuve à une lieue plus bas, vis-à-vis le village de Caramaly.

Arrivés inopinément le 18 juillet à Caramaly, les Russes surprirent un rassemblement de 1000 Turcs qui se trouvaient sur ce point, et les dispersèrent en un clin d'œil. Ayant fait construire un pont durant la nuit, Rudiger passa le Kamtchik avec ses troupes, marcha contre

Kiuprikeuy et attaqua un pacha nommé Yousouf, qui avait été chargé, avec 3000 hommes, de défendre cette position importante. Yousouf et ses soldats, après s'être rangés en bataille et fait mine de résister, se retirèrent précipitamment à l'approche des Russes.

La colonne du général Roth, qui opérait sur la gauche, jeta plusieurs ponts au dessous des points fortifiés, occupés par les Turcs, tourna les troupes qui défendaient cette partie de la rive droite du Kamtchik, les attaqua avec vigueur et les dispersa en peu de temps.

L'avant-garde du général Roth arriva le 20 juillet à Palisbano; celle du général Rudiger parvint le même jour à Erketch. Palisbano et Erketch sont au pied du versant septentrional des Balkans.

Cette haute chaîne, qui était regardée comme le principal boulevart de la Thrace, fut traversée sans difficulté et sans trouver de résistance par les deux corps de Roth et de Rudiger, et par la réserve du comte Pahlen.

Le comte Diébitsch, qui, par la rapidité de ses mouvements, avait jeté la confusion et la terreur parmi les Turcs, ne leur donna pas le temps de se reconnaître. Attaquant et dispersant tous les corps ennemis qui se trouvaient sur son passage, il s'avança rapidement vers la mer, et se présenta le 22 juillet devant Messembria. Cette petite place maritime, située au sud des Balkans, ne fit aucune résistance, et fut immédiatement occupée par les Russes.

La division d'avant-garde du général Roth reçut l'ordre de se diriger, avec la plus grande célérité possible, vers la ville de Bourgas, située au fond du golfe de ce nom. On devait croire que, vu l'importance de ce golfe, qui, après le passage des Balkans, était de nature à devenir le rendez-vous général des flottes russes et le point

d'appui d'une nouvelle ligne d'opérations, le divan ottoman, averti déjà par la prise du fort de Sizéboli dans le mois de février précédent, aurait fait faire dans cette place de grands travaux défensifs, et y aurait réuni des forces considérables.

Mais les Russes n'y trouvèrent qu'une garnison insuffisante d'environ 2000 hommes. Le gouverneur turc, plus fougueux qu'intelligent, eut l'imprudence de sortir de la ville pour marcher à la rencontre de l'ennemi. La lutte fut de courte durée. Battus et poursuivis par les Russes, les Turcs rentrèrent dans Bourgas en fuyant dans le plus grand désordre, et ils sortirent par la porte du sud, tandis que leurs adversaires entraient par celle du nord.

Le comte Diébitsch avait tellement réussi à cacher au grand-visir son projet du passage des Balkans, que ce ne fut que le 21 juillet que ce généralissime des armées ottomanes envoya vers le Kamtchik un corps considérable pour renforcer et défendre le poste de Kiuprikeuy, par lequel les Russes avaient déjà passé le 19 du même mois.

Ibrahim, pacha à trois queues, et Méhémet, pacha à deux queues, commandaient le corps détaché par le grand-visir. Arrivés sur le Kamtchik, ces deux généraux apprirent que les Russes avaient déjà pris et occupé tous les forts et les retranchements de cette rivière.

Après s'être dirigés sur les villages de Tchengi et de Chuluko, où ils s'arrêtèrent dans l'incertitude du parti qu'ils devaient prendre, les pachas Ibrahim et Méhémet résolurent de passer les grands Balkans par le défilé de Nadir-Derbend, et de se rendre à Aïdos, où ils arrivèrent le 24 juillet.

Aïdos est une ville non fortifiée, située sur la rivière

du même nom, laquelle, prenant sa source sur les plus hautes sommités des Balkans, va se jeter dans le lac Mungris, qui communique avec le golfe de Bourgas.

Le général Rudiger reçut l'ordre de marcher le 25 juillet sur Aïdos et de prendre position à une lieue en avant de cette ville, en attendant l'arrivée et la concentration des troupes russes qui devaient être dirigées sur le même point. — Le général Roth se porta à marches forcées vers Aïdos, et se plaça avec son corps en seconde ligne derrière les troupes du général Rudiger. Le comte Pahlen s'établit avec la réserve à une demi-lieue en arrière.

Avant l'arrivée du comte Pahlen, les pachas crurent que le moment était favorable pour attaquer le corps de Rudiger, qui formait la tête de la colonne ennemie. — Une division d'infanterie et toute la cavalerie turque sortirent d'Aïdos et attaquèrent les Cosaques, qui se replièrent sur leur armée.

Le général Rudiger assaillit aussitôt le front de l'armée turque, et détacha en même temps une brigade de hussards pour prendre l'ennemi en flanc. — Renversés en tête et entamés sur leurs flancs, les Turcs se retirèrent dans le plus grand désordre dans la ville d'Aïdos.

Poursuivant les fuyards, les Russes trouvèrent en avant de la place un corps de 7000 hommes d'infanterie. Ceux-ci, attaqués immédiatement, se défendirent avec beaucoup de courage et d'opiniâtreté. — Mais, accablés par les troupes russes, dont le nombre grossissait à chaque instant, les Turcs furent rompus et forcés de se retirer par les rues étroites de cette ville.

Les Russes en firent un grand carnage et pénétrèrent dans Aïdos avec les fuyards. Les faibles restes de ce corps ottoman parvinrent à s'échapper par des sentiers

étroits des Petits-Balkans, dans la direction de la ville de Carnabat.

Ayant établi, après cette brillante victoire, son quartier général à Aïdos, le comte Diébitsch s'empressa de balayer tout le pays environnant, et donna des ordres pour occuper les positions importantes qui se trouvaient sur ses flancs ou sur la route qu'il avait à parcourir pour arriver à Andrinople. — Un corps russe, sous les ordres du général Chérémétof, fut envoyé à Carnabat. Placé dans une position centrale, au milieu des montagnes, Carnabat se trouve au point d'intersection de plusieurs grandes communications, entre autres celle de Chioumla à Andrinople. Le comte Pahlen se porta à Carabounar, à douze lieues au sud d'Aïdos, sur l'intersection de la route directe de cette ville vers Kirkkilissia (Quarante-Églises) et de celle d'Andrinople. L'avant-garde du comte Pahlen s'établit à Fakih.

Fakih, situé au pied des Petits-Balkans, au point de réunion des routes de Chioumla et de Bourgas, était une position de la plus haute importance. Les Turcs auraient dû l'avoir entouré d'une bonne enceinte. Une armée ottomane concentrée sur ce point aurait, à cause des avantages naturels de la position, pu arrêter les troupes russes venant d'Aïdos.

Tous ces mouvements des Russes furent exécutés sans que les Turcs y opposassent une résistance sérieuse.

Afin de mieux se couvrir contre les troupes ottomanes restées sous les ordres du grand-visir, au camp de Chioumla, le comte Diébitsch résolut de leur opposer 1° une ligne s'étendant au sud de cette position depuis Eski-Stamboul jusqu'à Marasch (cette ligne devait être composée des divisions du corps commandé par le général Krassofsky); 2° une seconde ligne, parallèle aux Bal-

kans et placée au sud de cette chaîne. Cette ligne occupait le pied méridional de ces montagnes depuis Sélimia jusqu'à Carnabat, en passant par Yamboli.

Le général Krassofsky exécuta la première de ces opérations en se portant de Marasch jusqu'à Eski-Stamboul, et en se plaçant à cheval sur la route directe de Chioumla à Andrinople.

Le grand-visir tenta d'empêcher ce mouvement en attaquant Krassofsky dans le voisinage de Marasch. Mais, vaincu après un combat long et sanglant, il fut obligé de se replier sur son camp de Chioumla.

Le général Chérémétof sortit de Carnabat, le 29 juillet, avec un fort détachement composé en grande partie de houlans et de Cosaques, pour se porter sur Yamboli. Il rencontra sur sa route un corps de 12000 Turcs, commandé par Halil-Pacha. Quoique les Russes fussent bien inférieurs en nombre aux troupes ottomanes, Chérémétof n'hésita pas à marcher sur l'ennemi, et, par une charge vigoureuse de sa cavalerie, parvint en peu d'instants à le mettre en déroute. Poursuivis jusqu'à la ville de Yamboli, les Turcs ne s'arrêtèrent pas dans cette place et se portèrent en désordre du côté de Sélimia.

Le grand-visir reconnut alors qu'en continuant à rester dans le camp retranché de Chioumla, il n'empêcherait pas les progrès victorieux des Russes vers Andrinople. Ayant perdu l'espoir de faire impression sur le corps de Krassofsky, qui se trouvait en communication immédiate avec le gros de l'armée ennemie, il résolut enfin de quitter sa position pour traverser les Balkans.

Se portant sur Sélimia avec le gros de son armée, le grand-visir s'y arrêta. Son intention était de menacer plus immédiatement de ce point dominant et très élevé

les flancs et les derrières des divisions du comte Diébitsch.

Sélimia, ville importante par sa position et son commerce (1), est située au haut d'une vallée arrosée par l'Islandgy, affluent du Tundja. Ce dernier cours d'eau se réunit à la Maritza (Hèbre), sous les murs même d'Andrinople.

Afin d'éviter l'ennemi en se rendant à Sélimia, le grand-visir avait été obligé de suivre une route tortueuse et avait passé près des sources des deux rivières du haut et du bas Kamtchik.

Informé du mouvement du grand-visir, malgré le mystère qui couvrait sa marche, mais ne pouvant empêcher ce généralissime de l'armée ottomane d'arriver à Sélimia avant lui, le comte Diébitsch résolut de l'attaquer aussitôt après son entrée dans cette ville. Il venait de recevoir par mer et par la voie de Sizéboli un renfort de 12000 hommes.

Ajoutant 18000 hommes à ce nouveau renfort, Diébitsch put, sans s'affaiblir sur aucun point et sans diminuer les garnisons des places fortes et des villes importantes dont il venait de se rendre maître, se porter à la tête de 30000 hommes contre l'armée du grand-visir.

Arrivé à Dragodonova, à trois lieues de distance de Sélimia, Diébitsch donna un jour de repos à ses troupes. Le lendemain, 12 août, il conduisit ses soldats au combat et attaqua l'armée ottomane, qui avait pris position derrière des retranchements construits en avant de Sélimia. Le combat dura peu; la victoire ne fut pas douteuse un seul instant. Après les premiers feux, les

(1) La foire annuelle de Sélimia est célèbre dans le Levant.

Turcs abandonnèrent leurs retranchements extérieurs et bientôt après la ville elle-même, et s'enfuirent dans toutes les directions.

Au lieu du courage bouillant qui les animait au commencement de la campagne, les Turcs ne montraient plus qu'une complète démoralisation produite par la terreur que leur inspiraient l'entreprise audacieuse du passage des Balkans et les succès multipliés des Russes depuis leur entrée dans la Thrace. Neuf pièces de canon, 3000 prisonniers, et une quantité considérable de vivres et de munitions de guerre, restèrent entre les mains des Russes après la bataille de Sélimia.

Toutes les troupes ottomanes qui avaient été chargées de la défense de la ligne du Danube et de la chaîne des Balkans ayant été battues et dispersées, aucun obstacle puissant ne pouvait arrêter le comte Diébitsch dans sa marche sur Andrinople. Les Russes se présentèrent le 19 août devant cette seconde ville de l'empire ottoman.

Situé au confluent de la Marizza et des deux rivières le Tundja et l'Arda, Andrinople était entouré d'une muraille haute, solide, et flanquée de tours. — Son fossé pouvait être facilement creusé, approfondi et rempli d'eau, à cause des trois rivières qui traversent la ville. Sa population s'élevait à plus de 80000 âmes, dont les trois cinquièmes étaient mahométans. Une garnison de 15000 hommes, dont les trois quarts consistaient en troupes régulières, s'y trouvait rassemblée; un grand nombre de bouches à feu garnissaient les remparts.

On espérait qu'avec de telles ressources cette grande ville, qui renfermait dans son sein une mosquée célèbre et un palais du Grand-Seigneur, opposerait aux Russes ne résistance au moins aussi longue que celle de Rout-

schouck dans la guerre terminée en 1812, ou celles de Varna, d'Ibraïl et de Silistria, dans la guerre actuelle.

Mais la surprise et la terreur avaient paralysé le courage des troupes et des habitants de cette ville. Ils ne montraient aucune disposition ni pour se retirer ni pour combattre.

Aussitôt que l'armée russe eut pris position devant Andrinople, des parlementaires expédiés par les pachas vinrent proposer une capitulation au comte Diébitsch. Mais la réponse de ce général fut « que les armes, l'artillerie, les étendards, les vivres et les munitions de guerre, enfin tous les objets appartenant au gouvernement ottoman, seraient livrés aux Russes, et qu'après cette remise, les pachas et leurs troupes auraient la liberté de s'en retourner dans leurs foyers, sans pouvoir prendre toutefois la route de Constantinople; que tous les habitants et les soldats irréguliers qui remettraient leurs armes seraient autorisés à rester dans la ville; que toutes les affaires civiles et commerciales resteraient sous la protection des Russes et des lois du pays, et que les tribunaux actuels seraient conservés et respectés.

« Si ces conditions, ajoutait le comte Diébitsch, ne sont pas acceptées demain, avant neuf heures du matin un assaut général sera donné à la ville. »

Le lendemain, 20 août, les commissaires turcs étaient arrivés à la tente du comte Diébitsch avant l'heure fixée. Ils sollicitaient pour obtenir des conditions plus favorables. Mais, le général russe ayant donné, pour toute réponse, l'ordre à ses troupes de commencer immédiatement l'attaque, les Turcs effrayés cédèrent à l'instant.

L'armée russe entra dans Andrinople et en prit possession sans avoir tiré un seul coup de fusil.

Quelle honte pour une nation si fière qui avait fait trembler autrefois toute la chrétienté !!!

Dans la même journée où Andrinople tombait entre les mains des Russes, la ville de Kirkkilissia (Quarante-Eglises) était occupée par une division ennemie, à laquelle la garnison et les habitants n'avaient opposé aucune résistance.

Placé sur le sommet d'un contre-fort occidental des Petits-Balkans, entre les vallées de Salsdéré et de Tékédéré, Kirkkilissia domine et protége la route directe qui de Chioumla se rend à Constantinople par Fakih. Cette route, au point de Kirkkilissia, se trouve à dix lieues à l'est de la ville d'Andrinople, qu'elle laisse à droite.

La flotte russe, sous les ordres de l'amiral Greigh, en longeant le littoral occidental de la mer Noire, s'était tenue à la hauteur des armées russes à mesure qu'elles avançaient vers le sud. Elle s'était emparée successivement des villes maritimes de Vasilikos, d'Agathopolis (actuellement Aktéboli), et d'Aïnada.

Connaissant toute l'importance de la ville maritime d'Enos, située près de l'embouchure de la Maritza, dans la mer de l'Archipel, Diébitsch y envoya un fort détachement qui en prit possession. Enos se soumit sans opposer de résistance.

Afin de lier Enos avec Andrinople, les Russes occupèrent Démotica et Ipsala, villes assez importantes, situées, l'une au nord et l'autre au sud du défilé de Trajanopolis, par lequel la Maritza traverse le mont Rhodope, avant de se jeter dans la mer de l'Archipel.

La position des Russes était alors vraiment militaire et très forte. Leur aile gauche s'appuyait à la mer Noire, leur aile droite se prolongeait jusqu'à l'Archipel; leur centre, établi à Andrinople, était couvert en avant par

la ville Kirkkilissia et par celle de Tchatal-Bourgas, sur la route directe de Constantinople. Les deux extrémités de cette ligne étaient appuyées par la flotte russe de l'Archipel et par celle de la mer Noire.

Les Russes n'étaient éloignés que de quelques journées de marche de Constantinople. Aucune armée turque ne se trouvait en avant d'eux; toutes les populations mahométanes et chrétiennes paraissaient résignées à subir la loi du vainqueur.

Cependant Constantinople, comme nous l'avons démontré dans nos considérations précédentes sur la géographie physique et politique de cet empire, était capable, par la force de sa position, par sa population guerrière, et en profitant des moyens nombreux de défense que la nature a réunis dans l'espace compris entre cette ville et les étangs de Tchkmedgé, non seulement d'arrêter l'armée de Diébitsch, mais même de combattre et de repousser des forces bien supérieures. Une longue résistance de cette métropole n'aurait pas manqué d'appeler à son secours les flottes et les armées des grandes puissances européennes intéressées à la conservation de l'empire ottoman.

Mais les Turcs n'étaient plus ce qu'ils avaient été dans les années précédentes; la terreur paraissait dominer toute la population de Constantinople et de la Thrace.

CHAPITRE LXVII.

OPÉRATIONS DES RUSSES DANS L'ASIE-MINEURE PENDANT LA CAMPAGNE DE 1829.

Quittons pour le moment la Turquie d'Europe pour nous occuper des opérations des Russes qui, sous les ordres du comte Paskewitch, combattaient dans les provinces du nord-est de la Turquie asiatique.

Les Turcs dans cette seconde campagne avaient pris eux-mêmes l'offensive en Asie. Dans le commencement de mars 1829, avant que les corps russes fussent réunis, 20 000 Turcs, sous les ordres d'Ahmet-Pacha, tentèrent de reprendre la ville d'Akalziké, qui leur avait été enlevée dans la campagne précédente. La garnison russe de cette place n'était composée que de huit compagnies.

Arrivés dans les faubourgs, les Turcs avaient tenté immédiatement l'assaut par escalade, et avaient réussi à s'emparer de la première enceinte. Mais, repoussés définitivement, après une longue lutte, ils avaient transformé le siége en blocus.

Informé que les Turcs venaient d'investir Akalziké, le comte Paskewitch envoya aussitôt au secours de cette place deux forts détachements sous les ordres des généraux Mouravieff et Bourtzoff, qui prirent deux routes différentes pour arriver au camp des assiégeants. Un autre corps, commandé par le général Hesse, eut l'ordre de se porter du côté de la Gourié, contre la ville et la province d'Adjara, dont Ahmet-Pacha, chef des assiégeants d'Akalziké, était gouverneur. — C'était une adroite diversion en faveur de cette dernière place.

Le général Bourtzoff, à la tête de deux régiments d'infanterie et d'un régiment de Cosaques, avec dix pièces de canon, fut obligé de passer deux fois le Kour dans une gorge étroite, où ce fleuve est resserré entre deux montagnes. Ce fut après le second passage que les Cosaques de son avant-garde rencontrèrent l'ennemi.

Les Turcs, qui étaient venus l'attaquer, montrèrent d'abord beaucoup d'ardeur, et gravirent les montagnes, d'où ils lançaient des pierres contre les soldats russes. Mais, passant le Kour sur des radeaux, Bourtzoff prit les assaillants par derrière et les dispersa complétement.

Apprenant l'arrivée des secours, les Turcs qui assiégeaient Akalziké n'osèrent pas les attendre, et abandonnèrent le 15 mars leurs travaux de siége avec précipitation. Ils furent poursuivis par les troupes réunies de Bourtzoff et de Mouravieff et par le commandant d'Akaltziké à la tête d'une partie de sa faible garnison. Le corps d'Ahmet-Pacha perdit, dans sa fuite désordonnée, toute son artillerie, son train d'équipages et plusieurs drapeaux. — Les Cosaques ramenèrent deux mille prisonniers.

Le général Hesse, qui, d'après les ordres du général en chef, se dirigea vers la province d'Adjara, rencontra le 16 mars à Limani l'armée de Kaïa-Oglou, venue de Trébisonde. Retranché dans cette position avec 8000 Turcs, le pacha y attendait un renfort de 10000 soldats pour envahir la partie russe de la Gourié.

A la tête de 4000 hommes, le général Hesse attaqua le corps turc avant la jonction de ce dernier avec le renfort considérable qui lui était annoncé, et parvint, après un combat opiniâtre de plus de quatre heures, à le battre, à lui enlever une grande partie de son artillerie et de ses bagages, et à le disperser dans les forêts.

Ce combat dégagea entièrement le flanc droit de l'armée russe.

Le nouveau séraskier d'Erzeroum, Salek-Pacha, que la Porte venait de donner pour successeur à l'ancien séraskier, dont elle était mécontente, déployait une activité inusitée, afin de mériter l'approbation du sultan.

Il avait expédié son kiaya ou lieutenant à Livana, afin de réunir dans ces contrées guerrières le plus de troupes possible et d'armer les hardis montagnards de cette partie du Caucase. Le kiaya avait pour instruction d'appuyer les troupes d'Ahmet-Pacha dans le siége d'Akalziké, et d'arrêter le corps russe du général Bourtzoff.

Un corps turc commandé par Coustchy-Oglou avait reçu l'ordre de se porter à la rencontre du général Hesse, et de pénétrer ensuite dans la Gourié russe.

Le séraskier lui-même se proposait de traverser les monts Saganlouk et de tomber sur Kars, qu'il se flattait d'enlever aux Russes.

Le pacha de Vari devait de son côté bloquer la place de Bayazet.

Ce plan du séraskier Salek-Pacha était bien conçu, et annonçait un homme de talent; mais l'exécution ne répondit pas à son attente.

Le comte Paskewitch, qui n'avait reçu que de très faibles renforts pendant la saison du repos, n'avait pas à sa disposition les moyens nécessaires pour faire face aux nombreux ennemis qui le menaçaient de tous côtés.

Après avoir ordonné aux troupes qui composaient les deux ailes de son armée de se teuir sur la défensive, il réunit ses principales forces au centre, entre Kars et Ardagan, et les renforça par trois bataillons d'infanterie et un régiment de Cosaques qu'il tira de Bayazet et des environs d'Erivan.

De sa position centrale d'Ardagan le comte Paskewitch observait attentivement les mouvements des armées turques, et se tenait prêt à tomber sur celle qui, par sa masse, lui paraîtrait la plus importante.

Pendant ce temps, les généraux Bourtzoff et Mouravieff battaient en diverses rencontres et dispersaient les troupes turques rassemblées par le lieutenant du séraskier.

Ayant appris qu'une armée ottomane de 20 000 hommes, sous les ordres de Haky, pacha à trois queues, était sortie d'Erzeroum, et qu'une autre armée de 30 000 hommes la suivait sous le commandement direct du séraskier, le comte Paskewitch réunit ses forces au village de Cotanli, au pied du mont Saganlouk, et fit ses dispositions pour attaquer l'ennemi.

Les tronpes de l'armée russe consistaient en quatorze bataillons d'infanterie, deux régiments de cavalerie de ligne, cinq régiments de Cosaques, trois mille hommes de milice asiatique, et soixante-dix pièces de canon.

Voulant tourner le camp ennemi, s'ouvrir un point d'attaque sur les derrières des Turcs, et opérer avec plus de succès le passage des monts Saganlouk, le comte Paskewitch fit une fausse démonstration le 12 juin, du côté de l'armée de Haky-Pacha. Il avait donné l'ordre au général Bourtzoff de se porter, le 14 du même mois, avec une partie de sa brigade dans la même direction, et d'inquéter le camp ottoman par de forts détachements de cavalerie.

S'étant mis à la tête de ses troupes, le comte Paskewitch traversa à marches forcées les gorges des montagnes de Saganlouk, fit trente verstes dans une nuit par des chemins couverts de neige et sillonnés de profonds ravins, et arriva le 14 juin au bord de la rivière Ingis, sur le flanc de la position de Haky-Pacha.

Les journées des 15 et 16 juin furent employées à reconnaître les positions des Turcs.

Ayant reçu le 17 la nouvelle qu'Osman-Pacha, qui commandait un corps avancé du séraskier d'Erzeroum, s'était déjà montré à la vue des avant-postes russes, le comte Paskewitch envoya contre lui deux régiments d'infanterie et deux régiments de cavalerie.

Choisi pour commander ce détachement, le général baron Frédérichs s'avança avec rapidité, atteignit les troupes d'Osman-Pacha près du village de Bardoussi, les défit et leur prît quelques drapeaux.

Ayant passé la rivière de Unguen-Sou, Paskewitch parvint à tourner entièrement la position de Haky-Pacha. Mais, au moment où il allait commencer son attaque, le séraskier, qui arrivait d'Erzeroum avec 30 000 hommes pour se réunir à Haky-Pacha, déboucha par une gorge étroite près du village de Zavina.

Placé entre les deux corps turcs de Haky-Pacha et du séraskier d'Erzeroum, le comte Paskewitch prit aussitôt la résolution audacieuse et sage de marcher directement contre ce dernier. Il l'aperçut au village de Kinli.

Sans attendre l'attaque des Russes, la cavalerie du séraskier se précipita impétueusement sur l'aile droite, que le comte Paskewitch conduisait lui-même.

Arrêtée par un feu vif et très bien dirigé, cette cavalerie turque, après quelques charges infructueuses, fut prise en flanc par la réserve que commandaient les généraux Mouravieff et Pankratieff, et ne tarda pas à être mise en déroute.

Le général Bourtzoff vint prendre part à ce combat un peu avant l'entrée de la nuit, et compléta la victoire.

Après la défaite de cette cavalerie, le général Bourt-

zoff fut envoyé du côté de Haky-Pacha pour l'observer et le contenir.

Le comte Paskewitch, continuant son mouvement, contre le séraskier, s'avança avec dix bataillons, huit escadrons, deux régiments de Cosaques, et seize pièces d'artillerie.

L'armée attaquante était divisée en trois colonnes : celle de droite, commandée par le général Mouravieff, et forte de quatre bataillons, avait l'ordre de tourner le flanc gauche de l'ennemi, en s'élevant sur le revers de la montagne ; la colonne de gauche, sous les ordres du général Pankratieff, composée de trois bataillons, devait tourner et attaquer le flanc droit des Turcs. Les bataillons restants formaient la troisième colonne, placée au centre sous le commandement du général Raïefsky.

Cette dernière colonne avait pour instruction d'attendre, avant de se mouvoir, le résultat des attaques des deux autres.

Les brigades commandées par les généraux Mouravieff et Pankratieff obtinrent un grand succès. Assaillis sur leurs flancs, les Turcs fléchirent peu à peu, et se rapprochèrent de leur camp, dans la crainte que leur retraite ne fût interceptée.

Voyant ce mouvement rétrograde de l'ennemi, le comte Paskewitch fit avancer ses troupes de toutes parts. — La cavalerie, l'infanterie, l'artillerie légère, s'élancèrent en avant. — Portées sur la crête d'une montagne voisine, plusieurs pièces d'artillerie firent un feu terrible sur les colonnes turques, et transformèrent bientôt leur retraite en une fuite générale et précipitée. Les Russes poursuivirent leurs ennemis avec acharnement jusqu'à neuf heures du soir, et en firent un affreux car-

nage. — Toute l'artillerie des Turcs fut prise ; on trouva dans leur camp un très riche butin.

Les Russes campèrent pendant la nuit dans la vallée de Zavina, près du champ de bataille, à quinze verstes en arrière de la position occupée par Haky-Pacha.

Le corps du séraskier étant battu et dispersé, le comte Paskewitch prit ses dispositions pour attaquer et anéantir l'armée d'Haky-Pacha, qu'il avait empêchée de prendre part au combat de Kinli.

Les divisions russes se mirent en mouvement le 20 juin, de très grand matin. Après avoir franchi de nouveau les montagnes, elles se trouvèrent avant midi à la vue de la position occupée par Haky-Pacha et son corps d'armée.

Des prisonniers turcs amenés par les Cosaques firent savoir que Haky et ses soldats ignoraient entièrement l'approche de l'armée du séraskier et son entière défaite.

On a de la peine à concevoir que des généraux turcs pussent porter l'oubli de leurs devoirs et des intérêts de leurs troupes jusqu'à négliger les moyens de reconnaissance et d'espionnage dont on a coutume de faire usage dans les armées européennes, et jusqu'à ignorer, dans leur propre pays, les mouvements des autres corps ottomans, leurs combats et leurs défaites. Doit-on s'étonner de leurs nombreux revers? Désirant détromper les Turcs et leur faire connaître qu'ils n'avaient plus d'assistance à espérer, le comte Paskewitch fit relâcher quelques uns de ses prisonniers et les renvoya au camp de Haky-Pacha.

Aussitôt que Haky eut appris la trite nouvelle de l'entière défaite du séraskier d'Erzeroum, il demanda à capituler et fit cesser le feu. Mais, regardant cet avis trans-

mis indirectement par les Russes comme un stratagème de guerre, les soldats turcs exigèrent qu'on recommençât le combat; leurs batteries tirèrent de nouveau avec une extrême vivacité.

Ayant divisé ses troupes en cinq colonnes, le comte Paskewitch donna le signal de l'attaque.

La colonne principale, conduite par le général en chef en personne, alla droit à l'ennemi; la seconde, sous les ordres du général Pankratieff, prit en flanc la position des Turcs. Les trois autres colonnes, commandées par les généraux Sacken, Mouravieff et Léonos, se portèrent sur les routes de Midgingard et de la vallée d'Andjar, afin de couper aux Turcs leur ligne présumable de retraite.

Les deux premières colonnes pénétrèrent dans le camp d'Haky-Pacha, mirent ses troupes en déroute, prirent leurs canons et les tournèrent aussitôt contre les fuyards. Haky-Pacha tomba en fuyant entre les mains des soldats du général Pankratieff.

Les trois colonnes qui devaient couper entièrement la retraite des Turcs trouvèrent sur leur chemin des ravins profonds et des forêts épaisses et ne purent empêcher que beaucoup d'Osmanlis ne se sauvassent dans les bois et ne parvinssent à gagner le bassin de l'Araxe.

La perte des Turcs en morts et blessés dans cette affaire fut très considérable. On leur fit 1200 prisonniers; on leur prit 31 pièces de canon et 16 drapeaux. Leur camp, avec tout son riche appareil, tomba au pouvoir des vainqueurs.

C'est ainsi qu'avec un faible corps d'armée Paskewitch parvint à anéantir en deux jours deux grandes armées turques. Il donna dans cette circonstance des preuves d'une activité prodigieuse et d'une très grande habileté.

Ayant eu deux fortes armées à combattre, il avait tourné leurs positions et s'était placé de manière à empêcher leur réunion. Profitant de la distance qui les séparait, il les avait attaquées successivement et était parvenu à les battre complétement et à les disperser.

Prévoyant le découragement que ses dernières victoires devaient produire sur les soldats turcs et sur les habitants de l'Arménie, Paskewitch ne donna aucun repos à ses divisions et se mit en marche avec elles sur Erzeroum.

Cette ville, capitale de toute l'Arménie, est de la plus haute importance sous les rapports militaires et commerciaux, parce que, entourée d'un pays riche et fertile, elle est le point central des principales communications des grandes vallées de cette partie de l'empire turc. Placée à la naissance du grand bassin de l'Euphrate, elle a déjà et aura bien plus par la suite une immense influence sur le commerce et les destinées de l'Indostan, puisque le grand fleuve qui la traverse aboutit dans le golfe Persique, à une faible distance de la présidence anglaise de Bombay.

C'est sur l'Euphrate que le gouvernement russe devrait porter sa principale attention, car entre ses mains ce fleuve deviendrait bientôt la grande voie des relations commerciales de l'Europe avec les Indes orientales. Devenue maîtresse de l'Euphrate, la Russie obtiendrait en peu de temps l'argent qui lui manque pour être la première puissance de l'univers.

Mais une fausse politique dispose le cabinet russe à diriger ses plus grands efforts du côté de l'Occident, où il a craindre la jalousie et la résistance des grandes puissances européennes, et où ses soldats sont exposés à ressen-

tir l'influence des idées révolutionnaires qui tourmentent l'Europe occidentale.

En marchant vers Erzéroum, sur les traces des fuyards, l'armée russe ne se reposa pas un instant. Elle ne fit halte qu'à Kiprikeuy, et c'est là qu'elle apprit que le séraskier avait été vu à Hassan-Kalé, ancienne forteresse qui est regardée comme la clef d'Erzeroum.

Se mettant aussitôt en route avec un régiment de carabiniers, deux régiments des milices caucasiennes, dix-huit bouches à feu et presque tous les Cosaques de son armée, Paskewitch se porta rapidement sur Hassan-Kalé.

Mais le séraskier n'y était plus; il s'était déjà replié sur Erzeroum.

La garnison de Hassan-Kalé, influencée par la peur que les succès rapides des Russes répandaient dans toute l'Asie ottomane, se rendit à la première sommation. Les Russes y trouvèrent 29 pièces de canon et des approvisionnements considérables.

Arrivé le 25 juin, dans la matinée, devant Erzeroum, le comte Paskewitch proposa au séraskier de se rendre, pour éviter l'effusion du sang humain. Les Turcs entrèrent aussitôt en pourparlers; mais plusieurs de leurs généraux s'opposaient avec obstination à la cession d'une ville aussi importante.

Ayant fait une reconnaissance aux environs de cette grande forteresse, le général russe fut convaincu que, pour accélérer la reddition d'Erzeroum, il devait se rendre maître des hauteurs dites Top-Dagh, qui dominent, à moins d'une portée de canon, cette ville et sa citadelle. Une simple batterie sans retranchements protégeait cette position dominante.

Résolu de prendre les hauteurs de Top-Dagh et de s'y établir, Paskewitch dirigea ses troupes sur ce point important, l'attaqua avec la plus grande audace, prit la batterie avec cinq canons et occupa toute la montagne.

Les remparts d'Erzeroum ouvrirent aussitôt contre les Russes le feu de leur nombreuse artillerie. Ceux-ci y répondirent par les grosses pièces de leurs batteries de réserve, écrétèrent les parapets des remparts et tuèrent du monde. Après cette canonnade, la garnison d'Erzeroum demanda à capituler. Elle se rendit avec le séraskier, le 27 juin, au comte Paskewitch, et lui livra 150 bouches à feu, des munitions de tout genre et des approvisionnements immenses.

L'empereur Nicolas apprit avec une vive satisfaction cette glorieuse et utile conquête, et s'empressa d'envoyer au chef de l'armée victorieuse le cordon de la plus haute classe de l'ordre militaire de Saint-Georges.

Mais pour obtenir la soumission complète de tout le gouvernement d'Erzeroum, il restait aux Russes l'obligation de soumettre tous les sandgiacats de cette grande province et les principaux pachaliks du voisinage.

Le sandgiacat de Knys se soumit sans résistance à la première sommation qui lui fut faite. Le pacha de Van, qui, depuis le commencement de cette seconde campagne, assiégeait avec 10 000 hommes la place de Bayazet, où les Russes avaient placé une très faible garnison, s'empressa de lever le siége pour aller défendre le chef-lieu de son gouvernement, lorsqu'il apprit qu'Erzeroum venait de tomber entre les mains de l'ennemi.

Le général Bourtzoff emporta d'assaut, le 19 juillet, la place forte de Baïbourt, dont la possession était d'autant plus utile aux Russes qu'on trouve dans son voisinage des mines de cuivre très riches, dont l'exploitation

procure annuellement à la Porte un revenu très considérable.

Craignant la redoutable colère du sultan au sujet de la perte de Baïbourt et des mines importantes qui en dépendent, les Turcs firent de nombreuses tentatives pour reprendre cette forteresse. Les Lazes, montagnards belliqueux, qui habitent le littoral maritime du pachalik de Trébisonde, furent les premiers à marcher au secours de Baïbourt. Mais, attaqués par le comte Paskewitch, qui marcha précipitamment à leur rencontre, ils furent, en peu d'instants, complétement battus et mis en déroute.

Les Kurdes de Terdjan tentèrent aussi de harceler les Russes sur leurs derrières, afin de faire une diversion utile en faveur des troupes turques qui voulaient reprendre Baïbourt. Mais ils furent bientôt battus et dispersés; leur forteresse d'Otta fit sa soumission.

Le général Hesse, qui avait été chargé de surveiller la Gourié turque, rencontra le 6 août un corps ottoman de plus de 15 000 hommes, que commandait Touschy-Oglou, un des principaux feudataires asiatiques de la Porte. Les Turcs, complétement battus, se débandèrent de toutes parts.

La forteresse de Kintzich tomba alors entre les mains des Russes. Ces succès et cette conquête assuraient complétement du côté du Caucase les derrières et les communications de l'armée de Paskewitch.

Le colonel prince Dolgorouky, qui avait été chargé de reprendre le château d'Olta, que, par un mal entendu, les Russes avaient évacué après l'avoir pris, s'en rendit maître après un combat dont il sortit vainqueur. Ce qu'il y eut de plus remarquable dans cette dernière expédition c'est que les troupes commandées par le prince Dolgorouky se composaient presque entièrement de

cavalerie musulmane levée parmi les sujets mahométans de la Russie.

Le pacha de Trébisonde, ayant réuni sous son commandement des forces considérables, s'avança également vers Baïbourt pour en chasser les Russes. Mais le général Bourtzoff, qui commandait dans cette ville, dont il avait fait lui-même la conquête, marcha au-devant du pacha, qu'il rencontra le 30 juillet près du village de Chartz.

Le nombre des Turcs était trois fois plns considérable que celui des Russes. — Le combat fut terrible. Enveloppés de toutes parts, les Russes se battirent avec le plus grand courage. Mais leur chef, le général Bourtzoff, ayant été tué, ils se virent contraints de se replier sur Baïbourt.

Informé de cet échec, le comte Paskewitch marcha, sans perdre de temps, contre le pacha de Trébisonde avec le gros de son armée.

L'armée turque, attaquée dans la position de Chartz, qu'elle avait enlevée au général Bourtzoff, se défendit avec la plus grande opiniâtreté, et résista pendant les journées du 8 et du 9 août aux assauts répétés des Russes. — Mais, dans la soirée du 9, les soldats de Paskewitch, dirigés par leur général en chef, pénétrèrent dans le village de Chartz, et en chassèrent l'ennemi après en avoir fait un grand carnage.

Les troupes ottomanes se replièrent sur Trébisonde dans la plus grande confusion. Cette dernière province, qui avait constitué autrefois le royaume du Pont, aurait fini probablement par tomber au pouvoir des Russes, si un courrier, porteur des conditions du traité de paix d'Andrinople, n'avait mis fin aux hostilités.

Les nombreux succès obtenus par les armées de Diébitsch

et de Paskewitch auraient dû faire sentir aux Turcs, dès le milieu de juillet, tant en Europe qu'en Asie, que, dans la lutte terrible où ils se trouvaient engagés, une plus longue résistance pouvait avoir pour eux les résultats les plus funestes. Cependant ils continuèrent longtemps à se montrer aveugles et obstinés.

CHAPITRE LXVIII.

ÉVÉNEMENTS MILITAIRES ET POLITIQUES QUI ONT ACCOMPAGNÉ ET SUIVI LA PRISE D'ANDRINOPLE PAR LES RUSSES. — NÉGOCIATIONS ENTRE LA SUBLIME-PORTE ET LE COMTE DIÉBITSCH. CONCLUSION DÉFINITIVE DU TRAITÉ DE PAIX D'ANDRINOPLE. CONDITIONS DE CE TRAITÉ.

Nous allons reprendre le récit des opérations du comte Diébitsch en Europe, après son occupation d'Andrinople et d'une grande partie de la Thrace.

Maître d'Andrinople, d'Enos, des Quarante-Eglises, et de toutes les places maritimes de la mer Noire, depuis le golfe de Bourgas jusqu'à l'entrée du Bosphore, le comte Diébitsch continuait sa marche victorieuse, et s'approchait de Constantinople. On s'attendait à voir bientôt les colonnes russes au pied des murailles de cette capitale.

La vue d'un danger certain et imminent fit disparaître tout à coup l'obstination et l'orgueil des ministres turcs. Dans leur position critique, ils demandèrent l'assistance et les conseils des ambassadeurs de France et d'Angleterre (1), ainsi que de l'envoyé de Prusse. Ceux-ci ne

(1) L'ambassadeur d'Angleterre était alors sir R. Gordon, qui avait succédé à sir Strafford Canning.

pouvaient que leur recommander de faire la paix le plus tôt possible.

Cédant à ces conseils, la Porte s'empressa d'envoyer à Andrinople auprès du comte Diébitsch deux négociateurs turcs, qui arrivèrent le 27 août au quartier général russe. La première demande des envoyés de la Porte fut de suspendre les hostilités sur toute la ligne pendant la durée des négociations; le comte Diébitsch y consentit à l'instant.

Commencée le 1er septembre, la négociation avait été continuée jusqu'au 8 du même mois, sans éprouver de difficultés. Mais une nouvelle proposition du général russe embarrassa beaucoup les envoyés du divan. Ils représentèrent que, cette question n'étant pas comprise dans les instructions qu'ils avaient reçues, ils ne pouvaient pas faire autrement que de consulter leur gouvernement à ce sujet. Diébitsch leur accorda un délai de cinq jours.

Mais ce général, ayant fait faire, pendant ce délai, quelques mouvements à ses troupes d'avant-garde, la terreur s'empara de nouveau des ministres de la Porte, ainsi que de toute la population de Constantinople.

Le reis-effendi pria alors avec instance les ambassadeurs de France et d'Angleterre et l'envoyé de Prusse de se rendre au quartier général de l'armée russe, pour agir comme médiateurs, et pour représenter au comte Diébitsch que le gouverment ottoman était prêt à accepter toutes les conditions proposées.

N'ayant pas été autorisés par leurs cours à offrir leur médiation, le comte Guilleminot et sir Robert Gordon refusèrent de se charger de la mission délicate qui leur était offerte. Mais ils réunirent leurs efforts à ceux du reis-effendi pour engager M. Von Royer, envoyé de

Prusse, à se rendre de sa personne à Andrinople, afin d'aplanir les difficultés qui s'opposaient à la conclusion de la paix.

La mission de M. Von Royer eut un plein succès. Toutes les objections des négociateurs turcs cessèrent. Le traité de paix fut signé définitivement le 14 septembre 1829.

Suivant ses promesses au commencement de la guerre, l'empereur de Russie se montra très modéré dans ses prétentions relatives au territoire. Il rendit à la Sublime-Porte les deux principautés de Valachie et de Moldavie, la Bulgarie, la Romélie, et toutes les forteresses que les armées russes avaient conquises pendant la guerre. Le Pruth continua à être en Europe la limite entre les deux empires, depuis le point où il entre sur le territoire de la Moldavie jusqu'à son confluent avec le Danube; depuis ce confluent jusqu'à l'embouchure du canal Saint-Georges, la frontière russe devait s'appuyer sur la rive droite du Danube, de manière que toutes les îles formées par les diverses branches de ce grand fleuve furent déclarées appartenir à la Russie. Du côté de l'Asie, les pachaliks de Kars, de Bayazed, d'Erzeroum, et une grande partie de celui d'Akalziké, furent rendus aux Turcs. La Russie ne se réserva dans ce dernier pachalik qu'un faible district qui est enclavé dans la partie supérieure du bassin de Kour, et renferme la place d'Akalziké. Les négociateurs russes appelaient cette cession, exigée par eux, un simple redressement de frontières.

Il fut stipulé dans ce traité que les principautés de Valachie et Moldavie conserveraient leurs droits et privilèges garantis par les traités antérieurs. La Porte s'obligeait en même temps d'exécuter, dans le terme d'un mois, toutes les conditions du traité d'Akerman relatives aux Serviens.

Une liberté entière de commerce était assurée aux sujets de la Russie dans toute l'étendue du territoire ottoman. La Turquie s'obligeait de payer une indemnité de 1 500 000 ducats de Hollande ou environ 16 millions de francs pour indemniser les pertes que les marchands russes avaient éprouvées durant la guerre actuelle. — Aucune disposition législative ou administrative du gouvernement ottoman ne devait entraver ou modifier à l'égard des Russes la jouissance complète de leur liberté commerciale.

Les sujets russes résidant ou voyageant en Turquie devaient dépendre uniquement de la juridiction et de la police des ambassadeurs et des consuls de Russie. —Aucun bâtiment russe ne pouvait être visité par les autorités turques, soit en mer, soit dans les ports appartenant à la Sublime-Porte.

Il fut stipulé que le passage du canal de Constantinople et de celui des Dardanelles serait libre pour tous les bâtiments marchands de toute grandeur portant le pavillon russe, soit qu'ils fussent chargés ou sur lest, soit qu'ils allassent de la mer Noire dans la Méditerranée, ou soit qu'ils retournassent de la Méditerranée dans la mer Noire. Il fut déclaré en outre que la même faveur serait accordée aux bâtiments marchands de toutes les nations qui ne seraient pas en guerre avec la Sublime-Porte.

Le Grand-Seigneur promit aussi de ne jamais arrêter ou retenir les bâtiments marchands russes ou de toute autre nation non hostile à la Turquie, dans leur passage à travers les Dardanelles et le Bosphore.

Dans le cas d'infraction des stipulations précédentes et dans le cas où les réclamations de l'ambassadeur de Russie à ce sujet ne recevraient pas une prompte et en-

tière satisfaction, la Porte reconnaissait d'avance au gouvernement russe le droit de guerre immédiate contre l'empire ottoman.

La Russie recevrait, comme devant servir d'indemnité pour ses dépenses durant la guerre, une somme d'argent qui serait fixée dans une convention particulière.

Les armées russes ne devaient évacuer les territoires turcs dont elles étaient alors en possession que lorsque les articles relatifs aux nouvelles frontières d'Europe et d'Asie, et aux priviléges des provinces de Moldavie, de Valachie et de Servie, seraient considérés comme ayant reçu leur complète exécution. — L'administration et l'ordre de choses établis par le gouvernement russe dans les provinces transdanubiennes devaient rester en force. La Porte renonçait à tout droit de s'en mêler et d'y prendre part.

Quant aux affaires de la Grèce, la Sublime-Porte déclarait qu'elle accordait son entière adhésion aux stipulations du traité signé à Londres dans le mois de juillet 1827 entre la France, la Grande-Bretagne et la Russie, ainsi qu'à la convention conclue entre ces mêmes puissances le 22 mars 1829.

Aussitôt après l'échange des ratifications du présent traité de paix, la Sublime-Porte devait nommer un plénipotentiaire pour s'entendre et se concerter avec les plénipotentiaires de la France, de la Grande-Bretagne et de la Russie, relativement aux dispositions à prendre pour l'exécution des stipulations et arrangements arrêtés dans ce traité relativement à la Grèce.

Le traité d'Andrinople, dicté par la Russie triomphante, et accepté par la Turquie battue et humiliée, était marqué au coin d'une très grande modération de la part du

vainqueur sous le rapport du territoire, puisqu'il n'enlevait aux Turcs qu'une partie peu considérable du pachalik asiatique d'Akalziké.

Mais deux actes supplémentaires étaient attachés au traité principal. Ils pesaient durement sur les Turcs. Le premier concernait l'indemnité qui devait être payée aux marchands russes pour les pertes qu'ils avaient éprouvées au moment de la rupture et pendant la guerre. Cette indemnité avait été déjà fixée à 1 500 000 ducats de Hollande par le traité principal.

Le second acte supplémentaire portait à la somme considérable de 10 millions de ducats de Hollande ou de 125 millions de francs l'indemnité qui devait être payée au gouvernement russe pour ses dépenses pendant la guerre.

L'indemnité due aux marchands russes devait être payée en quatre termes successifs et rapprochés. Celle que réclamait le gouvernement russe pour lui-même devait être acquittée par parties égales en dix années, à raison de 12 500 000 francs par an.

Après le paiement du premier terme, la ville d'Andrinople devait être évacuée. Après le second paiement, les troupes russes devaient se retirer au delà des Balkans. Elles n'avaient l'obligation de repasser le Danube et d'évacuer la Bulgarie qu'après le troisième paiement. Les Russes ne s'obligeaient à sortir définitivement de l'empire ottoman qu'après le dernier paiement de la somme totale de 125 millions de francs.

Les Russes avaient donc le droit d'occuper pendant dix ans les deux provinces de Valachie et de Moldavie.

Quant au sort politique et administratif de ces provinces, il fut décidé que leurs hospodars posséderaient leur dignité pendant leur vie entière, à moins d'une ré-

vocation arrêtée et consentie par le gouvernement russe et par la Sublime-Porte.

Les hospodars et leurs divans particuliers devaient avoir le droit de gouverner leurs principautés comme ils l'entendaient, sans que la Porte ou ses agents pussent intervenir.

La Porte devait renoncer à toutes les contributions en nature ou en argent qu'elle avait coutume de tirer de ces deux provinces. Il était stipulé seulement que, pour l'indemniser de cette perte, les deux principautés lui remettraient annuellement une somme convenue, dont le paiement ne commencerait que deux ans après leur évacuation totale par les troupes russes, c'est-à-dire après le long terme de douze ans.

Par ce traité, la Porte devait abandonner à la Russie tout ce qu'elle avait possédé jusque alors au nord de la rive gauche du Danube, les villes, les forteresses et les terres.

Aucun sujet musulman de la Porte ne pouvait résider dans les deux principautés. Ceux d'entre les Turcs qui possédaient par héritage ou qui avaient légalement acquis des propriétés rurales ou autres dans la partie concédée à la Russie devaient s'en défaire dans le terme de dix-huit mois.

Il ne restait au Grand-Seigneur sur cette ancienne partie de la Turquie que le titre nominal de souverain, sans aucun droit réel de souveraineté.

CHAPITRE LXIX.

MÉCONTENTEMENT DU SULTAN MAHMOUD CONTRE LE VICE-ROI D'ÉGYPTE A CAUSE DE L'INVASION DE LA SYRIE PAR CE DERNIER. — LONGUE DÉFENSE DE SAINT-JEAN-D'ACRE CONTRE IBRAHIM-PACHA, GÉNÉRALISSIME DES TROUPES ÉGYPTIENNES EN SYRIE. — VICTOIRES D'IBRAHIM SUR LES OTTOMANS : 1° A DAMAS, 2° A HOMS, 3° A BEYLAM. — TOUTE LA SYRIE EST SOUMISE A L'AUTORITÉ DU VICE-ROI D'ÉGYPTE.

La Porte, jusqu'en 1832, avait trouvé dans Méhémet-Ali, pacha d'Egypte, une grande soumission. Elle en avait reçu des services utiles et importants, particulièrement durant la guerre de la Grèce. Mais elle avait excité son ambition en lui concédant l'île de Candie. Elle eut bientôt des motifs de se plaindre de l'avidité ambitieuse de son vassal, devenu trop puissant. La guerre éclata enfin entre ce dernier, et le sultan Mahmoud, son maître. En parlant de l'Egypte, nous avons expliqué comment Méhémet-Ali, qui n'était arrivé dans cette province que comme un simple palicare macédonien, était parvenu par sa bravoure et son adresse à se constituer chef de la milice albanaise, et à se faire nommer par la Porte pacha de toute la vallée du Nil. Il avait détruit la milice des Mamelouks, qui gouvernait l'Egypte depuis plus de mille ans, et il avait réussi à réunir dans sa personne le pouvoir de vice-roi avec les droits politiques et les propriétés immenses que possédaient les chefs militaires qu'il venait d'anéantir.

L'Egypte n'avait pas, comme les autres provinces turques, un corps de janissaires qui pût résister à la volonté du pacha, et qui fût en état, par ses relations

directes avec Constantinople, de nuire aux projets de ce gouverneur et d'entraver ses opérations.

Asservis depuis dix siècles à l'autorité d'une milice étrangère, ne possédant par eux-mêmes ni droits politiques à défendre, ni terres à conserver, ne sachant que travailler et obéir, regardant comme un bienfait tout ce que leurs maîtres avides leur laissaient des produits de leurs travaux, les Egyptiens étaient devenus le peuple le plus soumis et le plus docile de la terre.

Cependant, forts, robustes, laborieux, et susceptibles de devenir très braves par le sentiment d'une religion qui promet les joies du Ciel aux hommes morts pour la défense de la foi et de la patrie, les Égyptiens étaient propres à devenir d'excellents soldats.

D'après les dispositions de ce peuple, Méhemet-Ali avait résolu, comme nous l'avons expliqué plus haut, de se servir des fellahs égyptiens pour se procurer une armée régulière, et il avait fondé avec raison sur leur bravoure et leur docilité l'espoir de sa puissance et de son agrandissement.

Ses compatriotes macédoniens et albanais avaient été les premiers auteurs de sa grandeur personnelle. Ils lui avaient servi à exterminer les Mamelouks, à expulser les Anglais en 1807, et à défendre son autorité politique contre les tentatives des ambitieux et des intrigants qui étaient excités et favorisés par les ministres de la Porte.

Mais ces palicares européens étaient, comme les janissaires, ennemis de toute discipline. Ils ne servaient que par l'amour de l'or et du pillage. Facilement irritables et prompts à se révolter, ils mettaient fréquemment en danger l'autorité de leur maître.

Cependant le pacha d'Égypte ne pouvait penser à se

délivrer de ces défenseurs incommodes et inquiétants qu'en leur substituant des troupes régulières. Il commença par organiser des bataillons de nègres qu'il remplaça par des soldats indigènes, auxquels il donna pour instructeurs des officiers européens.

Ces nouveaux soldats, qui, par habitude, étaient toujours prêts à faire ce que désiraient leurs maîtres, apprirent en peu de temps les marches militaires, le maniment des armes et les manœuvres des troupes européennes (1).

Nous avons expliqué, dans nos considérations générales, par quels efforts successifs Méhémet-Ali parvint à organiser une infanterie nombreuse et disciplinée, une cavalerie instruite et bien montée, une excellente artillerie, ainsi que des corps auxiliaires non réguliers. Nous avons fait connaître que, pour rendre son armée complétement disponible, et pour contenir, durant son absence, l'Égypte dans un état de soumission et de repos, il avait adopté la sage mesure d'organiser militairement la garde nationale des villes. Nous avons ajouté que, ne négligeant rien pour fortifier sa puissance et satisfaire son ambition, il avait soumis au régime et à l'instruction militaires les nombreux ouvriers de ses fabriques industrielles.

Maître d'une armée considérable et d'une excellente marine, pouvant disposer de grands capitaux qu'il devait à ses droits de propriété sur la plus grande partie des terres de l'Egypte, retirant des profits considérables de son commerce exclusif et de son monopole indus-

(1) L'amiral de Rigny et l'amiral Hugon virent manœuvrer ces troupes six mois après leur première organisation, et ils furent contents de leur instruction.

triel, ayant annexé à ses états le Sénaar, le Cordufan et l'Arabie, après la défaite et la dispersion des Wechabis, possédant l'île de Candie en vertu d'un firman de concession de la Sublime-Porte, Méhémet-Ali se trouva trop à l'étroit en Egypte, et résolut de s'étendre au nord et de conquérir la Syrie.

Plein de déférence dans ses écrits et ses discours à l'égard de la Sublime-Porte, mais agissant avec liberté et indépendance dans tous ses actes politiques et administratifs, Méhémet-Ali commença par se montrer prétentieux, fier et prépondérant envers tous les pachas de son voisinage, et particulièrement à l'égard de ceux de la Syrie.

Le pachalik de Saint-Jean d'Acre, le plus voisin des frontières de l'Egypte, était gouverné en 1832 par Abdalla-Pacha. — Prenant avec ce pacha un ton à peu près semblable à celui d'un souverain vis-à-vis de son vassal, Méhémet-Ali prescrivit à Abdalla plusieurs dispositions humiliantes et désagréables pour un homme qui se croyait son égal.

Mécontent de la résistance que lui opposait le pacha de Saint-d'Acre, Méhémet-Ali envoya une armée puissante qui était chargée d'attaquer et de prendre cette forteresse. La guerre éclata entre ces deux rivaux sans que la Porte eût avis du motif de cette agression.

Mais aussitôt que le divan de Constantinople fut informé d'une manière certaine de l'entrée des troupes égyptiennes sous les ordres d'Ibrahim-Pacha en Syrie, et que le siége de la forteresse de Saint-Jean-d'Acre était commencé, un khatty-chérif du Grand-Seigneur fut adressé à Méhémet-Ali pour lui enjoindre de renoncer immédiatement à son entreprise, et de faire rentrer ses troupes en Egypte. — Les deux pachas reçurent en

même temps l'ordre de porter leurs plaintes respectives au pied du trône du sultan, qui leur ferait connaître sa décision et ses volontés.

Des commissaires du gouvernement ottoman furent envoyés sur les lieux pour surveiller l'exécution des ordres du Grand-Seigneur.

Mais Méhémet-Ali, qui n'avait pas l'intention d'obéir, et qui se sentait assez fort pour résister à la Porte, répondit d'une manière évasive et fit continuer les attaques.

N'ayant plus de confiance dans la fidélité de son vassal, l'empereur ottoman fit marcher vers la Syrie des troupes et une flotte pour combattre les Egyptiens et pour punir Méhémet-Ali comme rebelle.

Ces dispositions menaçantes de la Porte et ses mouvements hostiles irritèrent au plus haut degré le vice-roi d'Égypte. S'étant emparé de Gaza, Jaffa et Caïffa, il poussa avec la plus grande activité ses attaques contre Saint-Jean-d'Acre.

Abdalla défendit avec courage et persévérance le chef-lieu de son pachalik. Ce fut en vain qu'Ibrahim-Pacha bombarda cette place pendant trois mois, tant par terre que par mer.

Saint-Jean-d'Acre n'était plus qu'un monceau de ruines. Cependant sa garnison refusait de se rendre et repoussait tous les assauts.

Attendant des secours de Constantinople, Abdalla-Pacha montrait une fermeté inébranlable. Les secours arrivèrent à la fin à Tripoli, sous les ordres d'Osman-Pacha; mais ils n'étaient pas suffisants pour obliger Ibrahim à abandonner son entreprise.

Loin de s'effrayer de l'approche des soldats ottomans, le général égyptien marcha avec une partie de ses for-

ces au devant de l'armée de secours. Osman-Pacha ne l'attendit pas. Cédant au sentiment de la terreur, il s'empressa, sans combattre, d'abandonner son camp, ses munitions, son artillerie et ses magasins de vivres, et se retira précipitamment vers Alep.

Bloqué rigoureusement par les Égyptiens, Abdalla-Pacha tint encore pendant quelque temps. Mais, pressé par la faim et ne recevant aucun avis qui lui annonçât un nouveau secours, il se soumit enfin à la nécessité et rendit Sain-Jean-d'Acre par capitulation, dans le courant du mois de mai.

Si le vice-roi n'Égypte n'avait eu d'autre prétexte, en commençant les hostilités, que de punir un pacha voisin dont il était mécontent et qu'il représentait comme son ennemi personnel, la prise de Saint-Jean-d'Acreaurait dû le satisfaire. Mais, ayant conçu le projet de soumettre toute la Syrie à sa domination, il résolut de ne pas s'arrêter à moitié chemin, et fit continuer par son fils Ibrahim ses opérations offensives contre cette province.

Ne cessant pas de montrer par ses paroles et ses écrits le plus profond respect pour le sultan Mahmoud, mais prétendant que tous les ministres de la Porte, entre autres Kosrew-Pacha, étaient ses ennemis personnels, Méhémet-Ali résolut de continuer à agir hostilement contre le divan de Constantinople, et déclara qu'il ne s'arrêterait que lorsqu'il aurait reçu une satisfaction convenable. La satisfaction qu'il désirait était la concession entière des quatre pachaliks de la Syrie.

D'après les ordres de son père, Ibrahim-Pacha quitta Saint-Jean-d'Acre le 8 juin et se dirigea sur Damas. Il arriva le 14 du même mois à la vue de cette grande ville et trouva un corps considérable d'infanterie et de cava-

lerie ottomane, lequel, rangé en bataille sous les murailles, attendait les Égyptiens pour les combattre.

Au premier choc entre les deux armées, les troupes ottomanes prirent la fuite. Le pacha gouverneur et les principales autorités locales s'empressèrent de quitter Damas. Les Égyptiens prirent tranquillement possession de cette ville importante.

Après quelques jours de repos, Ibrahim-Pacha, voulant profiter de l'effet de sa victoire, mit ses troupes en marche vers le nord de la Syrie et traversa le pachalik de Damas pour se rendre à celui d'Alep.

En suivant la rive droite de l'Oronte, les Égyptiens trouvèrent à Homs, le 18 juillet, une armée turque qui, d'après les bulletins ottomans, était forte de 20 000 hommes, dont 7000 consistaient en détachements tirés des nouveaux régiments réguliers que la Porte avait organisés après l'abolition des janissaires.

Cette armée turque était commandée par le pacha d'Alep, qui avait sous ses ordres les deux pachas de Damas et de Tripoli avec leurs contingents.

En apercevant les Égyptiens, les Turcs se mirent aussitôt en mouvement et commencèrent l'attaque. Le feu de l'artillerie égyptienne suffit pour les repousser. L'infanterie d'Ibrahim, profitant de ce premier avantage, aborda hardiment la ligne ennemie, la rompit et y causa la plus grande confusion. La cavalerie égyptienne, ayant fait une charge générale dans ce moment critique, mit les Ottomans dans une déroute complète.

Dans son rapport au vice-roi d'Égypte, Ibrahim-Pacha dit que la défaite de l'ennemi avait été prompte et presque immédiate, et que, s'il rencontrait 200 000 hommes de pareilles troupes, il n'hésiterait pas à les attaquer avec la certitude de les vaincre.

La perte des Égyptiens dans cette affaire était de 102 hommes tués et de 162 blessés. Celle des Turcs s'élevait à 5000 hommes dont 2000 avaient péri dans l'action.

Les tentes, les munitions, les vivres et 20 bouches à feu, restèrent entre les mains des Égyptiens. Onze pièces de canon que les Turcs avaient emmenées avec eux après la perte de la bataille restèrent sur les routes et furent prises dans la journée suivante par les troupes d'Ibrahim-Pacha.

Entraîné par ses soldats, le pacha d'Alep n'eut pas même le temps d'emporter sa correspondance particulière avec les ministres de la Sublime-Porte. La lecture de ces papiers porta au plus haut degré l'irritation de Méhémet-Ali et de son fils contre les ministres ottomans et leur donna à connaître ceux d'entre les membres du divan qui étaient leurs plus violents ennemis.

La victoire d'Homs ouvrait à l'armée égyptienne l'entrée des parties septentrionales de la Syrie et lui soumettait la ville d'Alep. Ibrahim s'empressa de se diriger vers le nord de la Syrie pour profiter de ses succès.

La Porte, animée par l'esprit de vengeance et craignant pour l'Asie-Mineure, avait fait les plus grands efforts pour lever des troupes et était parvenue à réunir au débouché des défilés de la Caramanie une armée formidable. Husseyn-Pacha, l'exterminateur des janissaires, la commandait.

Cette armée, forte de 36 000 hommes, avait pris position à Béilan, entre Antioche et Alexandrette, afin de couvrir les défilés qui traversent le mont Taurus. On ne pouvait approcher de l'armée ottomane que par un chemin étroit et difficile, qui était commandé par de nombreuses batteries placées sur les hauteurs.

Connaissant la force numérique des Turcs et ayant reconnu les avantages de leur position, Ibrahim ne s'effraya pas des difficultés qu'il avait à vaincre et résolut de les attaquer de front.

Les dispositions d'attaque furent faites par les Égyptiens dans la matinée du 29 juillet. Ibrahim commença par un feu vif et bien dirigé de son artillerie, et parvint à réduire au silence les batteries des Turcs. L'infanterie égyptienne s'ébranla et se porta rapidement en avant, aussitôt que le feu de l'artillerie ennemie eut été ralenti. Les hauteurs furent enlevées de vive force; la plus grande confusion se mit parmi les Ottomans; leur prompte retraite devint bientôt une déroute complète et désordonnée.

L'artillerie, les bagages et une quantité considérable de vivres qu'un convoi de soixante transports venait de débarquer à Alexandrette, tombèrent entre les mains des Égyptiens. L'armée turque fut tellement dispersée, qu'après la bataille, son commandant en chef eut beaucoup de peine à réunir 10 000 hommes.

Cette victoire donnait à Méhémet-Ali la domination entière de la Syrie. Ce pacha, rendu audacieux par ses succès, demanda le gouvernement général des quatre pachaliks syriens. Mais la Porte, ne se croyant pas assez affaiblie pour recevoir la loi, refusa d'acquiescer à cette proposition, et les hostilités continuèrent.

Le sultan Mahmoud, qui ne cessait pas de faire dans l'administration et dans l'armée, avec son activité énergique, les réformes qu'il avait conçues, était vu de mauvais œil à cette époque par la grande majorité des Osmanlis, que des préjugés religieux et l'ignorance attachaient à leurs anciens usages et à leurs vicieuses institutions.

Méhémet-Ali, en créant en Égypte une armée régulière, avait été également un objet de haine pour les fanatiques et les dévots de toutes classes. Nous avons vu, dans l'histoire de la dernière lutte des janissaires contre la Porte, que les partisans de cette milice s'étaient déclarés contre le pacha d'Égypte et avaient attaqué et pillé la maison de son agent à Constantinople.

Mais cet homme, qui avait poussé moins loin que le sultan Mahmoud les réformes dans les institutions et surtout dans le costume des militaires et des employés ottomans, était devenu, en 1832, l'objet de l'affection des peuples. Loin de le redouter comme un conquérant ambitieux et avide, les Osmanlis de l'Asie-Mineure et les habitants de la capitale l'attendaient sans inquiétude et même avec satisfaction. Cependant, sans passions et sans zèle, ils s'abandonnaient au cours des événements et se résignaient avec patience à la volonté du destin.

Le divan de Constantinople tremblait, mais le sultan Mahmoud restait inébranlable. Se refusant avec obstination aux demandes du pacha d'Égypte, il ordonna la levée d'une nouvelle armée, et appela à Constantinople Reschid-Pacha, qui, après avoir vaincu les rebelles de l'Albanie, avait réuni auprès de lui un corps nombreux de ces valeureux montagnards. Les sceaux de l'empire furent confiés à ce visir, qui obtint en même temps le commandement général des armées ottomanes réunies sur le plateau central de l'Asie-Mineure.

———

CHAPITRE LXX.

ENTRÉE DES ÉGYPTIENS DANS L'ASIE-MINEURE. — COMBAT DÉCISIF D'ICONIUM, DANS LEQUEL LE GRAND-VISIR RESCHID-PACHA EST BATTU ET FAIT PRISONNIER PAR LES ÉGYPTIENS. — LES MINISTRES TURCS TOMBENT DANS LE DÉCOURAGEMENT. — LA POPULATION OTTOMANE SE MONTRE PEU FAVORABLE AU SULTAN MAHMOUD. — CE PRINCE SE VOIT CONTRAINT A DEMANDER L'ASSISTANCE DU GOUVERNEMENT RUSSE POUR ARRÊTER IBRAHIM-PACHA DANS SA MARCHE VICTORIEUSE.

Ibrahim-Pacha reçut de son père l'ordre de quitter la Syrie, de passer le mont Taurus et de s'établir avec ses troupes dans la Caramanie.

L'empire ottoman paraissait arrivé au moment critique de sa chute prochaine : car, si Méhémet-Ali arrivait à Constantinople et détrônait le sultan Mahmoud, pour remplacer la dynastie ottomane par la sienne, l'anarchie se serait établie immédiatement dans ce vaste empire. Les provinces d'Europe n'auraient pas tardé à se déclarer contre un nouveau souverain qui aurait dû son élévation à des troupes africaines et asiatiques. Le sultan Mahmoud, réduit à fuir devant un rebelle victorieux, n'aurait pu faire autrement que de se mettre sous la protection de la Russie. Une conflagration générale ne pouvait guère manquer d'arriver en Europe, par suite de cet événement, qui intéressait au plus haut degré toutes les puissances européennes.

La décision de cette affaire paraissait devoir dépendre du résultat du conflit qui allait avoir lieu entre le grand-visir Reschid-Pacha et le généralissime de l'armée égyptienne.

Redoublant d'activité en employant tous les moyens possibles pour organiser une nouvelle armée, le sultan Mahmoud réussit à réunir du côté de Kutaya environ 60 000 hommes, dont tous les régiments de sa nouvelle infanterie régulière et 25 000 Albanais faisaient partie.

Reschid-Pacha avait acquis en Grèce, en Albanie et contre les Russes, une grande expérience et une certaine habileté dans la guerre des montagnes. — Mais la conduite d'un grand ensemble d'hommes de toutes classes, dont quelques uns n'avaient qu'une instruction imparfaite, était un fardeau au dessus de sa capacité.

Ignorant lui-même les grands principes de la science stratégique, Reschid-Pacha manœuvra avec une extrême imprudence. Plein de confiance dans ses troupes, qui elles-mêmes n'en avaient aucune dans leur propre courage et marchaient avec inquiétude, il crut devoir s'avancer immédiatement contre les Egyptiens, dont l'armée était numériquement inférieure à la sienne.

Chargé de faire une guerre défensive et d'arrêter la marche d'Ibrahim-Pacha, Reschid aurait agi plus sagement si, sur le terrain inégal et montueux qui se trouve entre Kutaya et Iconium, il avait choisi une position naturellement forte, où il lui aurait été facile de repousser avec sa nombreuse armée les attaques offensives des Égyptiens. Il fit tout le contraire.

Ibrahim-Pacha avait pris position au sud de la ville d'Iconium et en arrière de plusieurs défilés dangereux que les Turcs étaient obligés de traverser pour arriver jusqu'à lui. — D'après le plan de Reschid-Pacha, le corps principal de l'armée ottomane devait attaquer le centre de l'armée égyptienne, pendant que deux fortes divisions de cavalerie de 6 000 hommes chacune se seraient portées sur les deux ailes des Egyptiens. L'ordre

donné à ces deux divisions était de charger avec la plus grande impétuosité les ailes de l'armée ennemie, de les enfoncer, de les disperser et d'assurer la victoire.

Mais les deux corps de cavalerie turque, pendant leur long mouvement de flanc, ne pouvaient se prêter aucune assistance, et n'avaient aucune communication avec leur grand corps d'armée, composé presque entièrement d'infanterie.

Connaissant la force de sa position, couverte sur son front par des défilés; mais craignant pour ses, ailes qui pouvaient être tournées, Ibrahim-Pacha ne laissa devant le passage qu'une force suffisante pour le défendre. Lui-même avec le reste de ses troupes, divisées en deux forts détachements d'infanterie et de cavalerie, se dirigea vers les ailes de l'armée ottomane, qu'il rencontra en marche. A peine les eut-il atteintes, qu'il les attaqua avec la plus grande vigueur.

Les ailes de l'armée turque, étant composées exclusivement de cavalerie, et se trouvant déjà détachées et séparées de leur corps d'armée, furent rompues en un instant par les divisions mêlées d'infanterie et de cavalerie d'Ibrahim-Pacha.

Le général égyptien se porta aussitôt sur le grand corps de l'infanterie turque qui s'obstinait à vouloir forcer le passage du défilé. — Ayant en tête les troupes laissées par Ibrahim pour défendre ce passage, et se trouvant inopinément attaquées sur leurs flancs et sur leurs derrières par les corps égyptiens qui venaient de battre et de mettre en fuite la cavalerie ottomane, le grand-visir et ses soldats se trouvèrent dans la position la plus dangereuse.

Ralliant un corps nombreux d'Albanais et de Bosniaques, Reschid se précipita à leur tête contre les masses

les plus serrées des Egyptiens. Mais cette attaque fut sans succès. — Les montagnards de l'Albanie et de la Bosnie, ayant été repoussés, se dispersèrent à travers quelques intervalles qu'on avait eu la prudence de leur laisser ouverts, et gagnèrent la campagne.

N'ayant plus autour de lui qu'un détachement peu nombreux, dont sa garde personnelle faisait partie, Reschid-Pacha se battit long-temps avec le plus grand courage. Mais, tombé de cheval et blessé, il devint le prisonnier des Egyptiens.

La bataille d'Iconium dura six heures, et coûta cher aux deux partis. Mais, elle produisit la dissolution totale de l'armée ottomane.

L'artillerie, les munitions, les vivres de cette armée, tombèrent entre les mains des Egyptiens; mais ce qui était encore plus déplorable, on vit des corps entiers de l'armée de Reschid-Pacha déserter les drapeaux du Grand-Seigneur, et se réunir aux troupes d'Ibrahim.

L'opinion de la grande majorité des Osmanlis, surtout dans l'Asie-Mineure, se montrait alors favorable à la cause de Méhémet-Ali par suite des motifs que nous avons expliqués plus haut.

La défaite des Osmanlis à Iconium jeta Constantinople dans la consternation, et paralysa l'action du gouvernement ottoman. Le sultan Mahmoud seul conserva son énergie; mais ses ministres, accablés par ces coups funestes, ne savaient quel parti prendre.

Il n'existait entre la Caramanie et le Bosphore aucun obstacle qui pût arrêter la marche des Egyptiens. — Ibrahim s'était arrêté à Iconium; mais l'arrivée prochaine d'un renfort de 15000 hommes qu'il attendait était le seul motif de cette halte.

La population ottomane ne montrait aucun intérêt pour la cause du sultan. — Celui-ci n'avait d'assistance pour attendre que de la part des nations européennes.

Mais la France et l'Angleterre n'avaient alors ni flottes ni armées dans les parages du Levant, et ne pouvaient se rendre utiles au sultan Mahmoud que par la médiation de leurs ambassadeurs. La Russie, qui avait en observation dans ses ports de la mer Noire une flotte et une armée, pouvait seule, en arrivant promptement et à temps sur les rives du Bosphore, arrêter Ibrahim et sauver Constantinople.

Mais les secours de la Russie ne pouvaient pas être agréables à la Sublime-Porte, et devaient nécessairement exciter l'inquiétude et la jalousie des grandes puissances européennes. L'Autriche elle-même prévoyait avec déplaisir que la Porte, après avoir été délivrée du danger actuel par l'assistance de la Russie, resterait nécessairement sous l'influence et la protection de cette puissance colossale.

La première chose à faire était d'arrêter la marche d'Ibrahim-Pacha, et de chercher à faire conclure un armistice entre le divan ottoman et le généralissime de l'armée égyptienne. Les Russes eux-mêmes se prêtèrent à ces arrangements politiques, et envoyèrent à Alexandrie le général Mouravieff, qui devait, de concert avec le consul général d'Autriche, chercher à obtenir de Mehémet-Ali un ordre, adressé à son fils, d'arrêter sa marche et de suspendre ses opérations hostiles, en attendant la conclusion d'un traité de paix dont on allait immédiatement s'occuper.

La Porte envoya en même temps, de son côté, Halil-Pacha auprès du vice-roi d'Egypte pour lui faire des propositions pacifiques. Mehémet-Ali répondit avec

une prudente modération aux demandes qui lui étaient faites, et reçut avec beaucoups d'égards l'envoyé de son souverain. Sans arrêter les bases d'un armistice, il adressa à son fils l'ordre de suspendre toute opération militaire jusqu'à ce qu'il reçût de nouvelles instructions de sa part.

Mais, pendant que le courrier portait à Ibrahim-Pacha les ordres de son père, l'avant-garde de l'armée égyptienne avait fait un mouvement du côté de Brousse. Des agents égyptiens s'étaient répandus dans les principales villes de l'Asie-Mineure. — Au lieu d'être arrêtés, ils avaient été accueillis par les populations de cette partie de l'empire.

Un aventurier audacieux, qui se disait porteur d'ordres secrets d'Ibrahim-Pacha, avait réussi à tromper les habitants de Smyrne, et avait pris, au nom du vice-roi d'Egypte, le gouvernement de cette ville importante.

Se voyant trahi et abandonné, et craignant un soulèvement dans Constantinople, le sultan Mahmoud prit le 2 février 1833 la résolution désespérée de s'adresser à la Russie pour lui demander son assistance par mer et par terre.

Le cabinet de Saint-Pébersbourg s'empressa d'acquiescer aux désirs du monarque ottoman. Une flotte assez considérable partit de Sébastopol, et jeta l'ancre, dès le 20 février, à l'entrée du Bosphore.

Mais pendant que cette flotte russe était en marche pour arriver sous les murs de Constantinople, la Porte avait reçu l'avis direct que le vice-roi consentait à la paix.

Les ministres turcs supplièrent alors l'ambassadeur de Russie d'écrire immédiatement pour que la flotte russe ne quittât pas le port de Sébastopol, et pour que

l'armée de secours s'arrêtât, et prît des cantonnements temporaires.

Le représentant de la Russie, qui savait que son souverain ne voulait donner alors aucune inquiétude aux grandes puissances de l'Europe, eut égard aux demandes des ministres ottomans, et écrivit pour faire ce qu'ils désiraient. Mais ces arrangements devinrent inutiles par l'arrivée inopinée de la flotte russe, qui, étant déjà à la voile, n'avait pas pu recevoir à temps le contre ordre de départ.

Le nouvel ambassadeur de la cour des Tuileries, l'amiral baron Roussin, arriva de France à Constantinople dans ces circonstances critiques. — Mécontent de voir la Turquie sous la protection immédiate et unique du cabinet de Saint-Pétersbourg, il insista auprès de la Porte pour que la flotte russe fût renvoyée sans délai.

Mais, inquiet sur les mouvements d'Ibrahim-Pacha, et sur les dispositions des peuples, le sultan Mahmoud fit répondre que, puisque, contre son attente, la flotte russe était déjà mouillée dans les eaux du Bosphore, il ne pouvait pas, sans imprudence, se priver de ce secours, qui servait également à contenir dans le devoir les nombreux mécontents de la capitale. Mais il promettait d'exiger le départ immédiat des Russes aussitôt que des arrangements pacifiques auraient été définitivement arrêtés entre ses ministres et le pacha d'Egypte.

Cependant, à la suite de quelques négociations, on convint que l'escadre russe irait mouiller au premier vent favorable à Sizépoli, qui est le port turc le plus voisin de Constantinople, afin qu'elle pût rentrer promptement dans le Bosphore à la première oc-

casion où sa présence serait requise. La grande armée russe venant par terre reçut l'ordre de s'arrêter sur la rive gauche du Danube.

CHAPITRE LXXI.

L'AMIRAL ROUSSIN, AMBASSADEUR DE FRANCE, OFFRE SA MÉDIATION POUR FAIRE CESSER LES HOSTILITÉS ENTRE LA PORTE ET LE PACHA D'ÉGYPTE. — SES PREMIÈRES PROPOSITIONS SONT REPOUSSÉES PAR MÉHÉMET-ALI. — IBRAHIM-PACHA REPREND SA MARCHE SUR CONSTANTINOPLE. — LA FLOTTE RUSSE RETOURNE DANS LE BOSPHORE. — UN SECRÉTAIRE DE L'AMBASSADE FRANÇAISE, M. DE VARENNES, EST ENVOYÉ AUPRÈS D'IBRAHIM-PACHA POUR OFFRIR, AU NOM DE LA PORTE, LES PACHALIKS D'ALEP ET DE DAMAS. — LE GÉNÉRAL ÉGYPTIEN EXIGE QU'A CETTE CESSION LE PACHALIK D'ADANA SOIT AJOUTÉ. — LE SULTAN MAHMOUD Y CONSENT. — LA PAIX EST RÉTABLIE. — LES ÉGYPTIENS RENTRENT EN SYRIE ET LA FLOTTE RUSSE RETOURNE A SÉBASTOPOL.

L'amiral Roussin, après cette convention, s'offrit comme médiateur entre la Porte et le pacha d'Egypte. Etant d'accord avec le représentant de l'Angleterre, il arrêta de concert avec le reis-effendi les propositions suivantes qui devaient être adressées au vice-roi d'Egypte.

1° Ibrahim-Pacha évacuera immédiatement les parties de l'empire ottoman qui sont désignées comme devant rentrer par la paix sous la domination de la Sublime-Porte. 2° La flotte russe quittera le Bosphore. 3° Méhémet-Ali obtiendra, comme une addition à son gouvernement d'Egypte, les districts de

Saint-Jean-d'Acre, de Jérusalem et de Tripoli. 4° Il continuera à reconnaître le sultan Mahmoud comme son souverain et lui prêtera un nouveau serment de fidélité. 5° La Porte facilitera, par tous les moyens en son pouvoir, le retour de l'armée égyptienne. 6° La France s'engage à employer toute son influence pour établir entre la Sublime-Porte et Méhémet-Ali un arrangement basé sur les conditions précédentes.

Méhémet-Ali devait rendre par cet arrangement une partie considérable de ses dernières conquêtes, entre autres les pachaliks d'Alep et de Damas, ainsi que les provinces d'Iconium et d'Adana, dans l'Asie-Mineure.

Un aide de camp de l'amiral Roussin fut expédié immédiatement à Alexandrie pour porter au vice-roi d'Egypte les nouvelles propositions consenties par la Porte, en faisant connaître à ce pacha que, s'il les repoussait, il devait s'attendre à être attaqué par une flotte combinée de vaisseaux français et anglais.

Méhémet-Ali refusa sans hésitation d'accepter le traité qui lui était proposé. Dans sa réponse, datée du 8 mars à l'ambassadeur français, il déclara que, dans ses rapports avec la Sublime-Porte, il voyait avec peine l'intervention des cours étrangères, qu'il était surpris qu'on limitât à quatre districts insignifiants ses droits de réclamation à l'égard de la Syrie entière, dont ses armées victorieuses venaient de le rendre maître; quant aux menaces de faire attaquer les côtes maritimes de l'Egypte par les escadres combinées de France et d'Angleterre, il déclara qu'elles ne changeraient pas sa résolution.

« Quel droit, ajoutait-il, avez-vous, Monsieur l'ambassadeur, de m'imposer de tels sacrifices? J'ai pour moi toute ma nation. Il ne dépend que de moi de soulever la Romélie et l'Anatolie entière. Réuni à tout le

peuple ottoman, je peux opérer de grands changements.

» Possesseur de tant de provinces, victorieux sur tous les points, je me suis contenté de la possession de la Syrie, et, plein de confiance dans cette promesse, j'ai fait arrêter la marche de mes armées, afin d'épargner à la Turquie une plus grande effusion de sang humain. Pour récompenser ma modération, on me demande actuellement l'abandon des pays que j'occupe. N'est-ce pas prononcer contre moi par cette décision une sentence de mort politique?

» Mais j'ose espérer que la France et l'Angleterre ne refuseront pas de me faire rendre la justice qui m'est due et qu'elles feront reconnaître mes droits; leur honneur s'y trouve intéressé. Cependant, si mon attente est trompée, je me soumettrai à la volonté de Dieu, je préférerai la mort à l'ignominie, et je me dévouerai avec joie jusqu'à mon dernier soupir à la cause de ma nation; telle est ma décision invariable.

» J'espère que Votre Excellence, en reconnaissant la justice de mes droits, recommandera à la Porte d'accepter les dernières propositions que je lui ai faites par la voie de son mandataire Halil-Pacha. »

Dans cette lettre, Méhémet-Ali se déclarait le défenseur de la nation ottomane et annonçait qu'il faisait cause commune avec elle. Tel est, suivant les circonstances, le langage des ambitieux. Cependant il consentait à abandonner la cause de cette même nation si le sultan daignait lui accorder la Syrie entière avec le district d'Adana, situé au pied du Taurus.

En adressant cette réponse à l'amiral Roussin, Méhémet-Ali envoyait en même temps à son fils Ibrahim l'ordre d'avancer et de ne conclure aucun armistice ni

aucun traité de paix, à moins que la Porte ne consentît à accepter ses propositions transmises par Halil-Pacha.

En recevant les ordres de son père, Ibrahim-Pacha concentra ses forces à Kutaya, et se porta en avant dans la direction de Scutari et de Constantinople.

L'assistance des Russes devenait alors indispensable. Le divan ottoman s'empressa de la réclamer. Comme les Russes étaient préparés à ce résultat, leur flotte et les troupes embarquées sur les vaisseaux arrivèrent dans le Bosphore avant la fin du mois d'avril. Quinze mille soldats russes débarquèrent à Scutari d'Asie et prirent position entre le Bosphore et l'armée égyptienne.

Intéressés à faire cesser le plus tôt possible le protectorat de l'armée russe, les ambassadeurs des grandes puissances européennes renouvelèrent leurs instances pour engager la Porte à éloigner de Constantinople un secours aussi dangereux.

C'était bien à contre-cœur que le sultan Mahmoud avait consenti à demander l'assistance des baïonnettes russes; mais il y avait été contraint, parce que les ambassadeurs français et anglais n'offraient pour le servir que l'emploi de leurs depêches et de leurs vaines menaces, dont son vassal victorieux faisait assez peu de cas.

Cependant, désirant être délivré à la fois de la protection des troupes russes et du voisinage dangereux de l'armée égyptienne, le sultan Mahmoud consentit à accorder à Méhémet-Ali une partie de ses demandes, et lui donna les deux pachaliks d'Alep et de Damas. M. de Varennes, premier secrétaire de l'ambassade de France, fut chargé de porter cette nouvelle à Ibrahim-Pacha, en l'invitant à arrêter sa marche jusqu'à l'arrivée des réponses de son père.

Ibrahim ne fut pas complétement satisfait et insista

sur la cession du pachalik d'Adana. Il savait que son père avait besoin de ce pays, abondamment boisé, pour ses constructions navales et pour couvrir la Syrie. C'était pour ce même motif que le sultan Mahmoud refusait de concéder Adana.

Cependant, cédant aux observations de M. de Varennes, Ibrahim consentit à arrêter sa marche et promit de rester dans sa position actuelle, à l'ouest de Kutaya, jusqu'au retour de ce secrétaire de l'ambassade de France avec de nouvelles instructions de la Porte.

Prévoyant et redoutant les conséquences d'une collision entre les Russes et les Égyptiens, collision qui aurait mis la Porte dans une plus grande dépendance de la cour de Saint-Pétersbourg si les Russes étaient vainqueurs, ou qui, dans le cas d'une victoire remportée par les Égyptiens, aurait produit infailliblement une révolution dans Constantinople, le sultan Mahmoud prit de lui-même la résolution de céder Adana.

Par cette cession libre et spontanée, datée du 5 mai, à laquelle les ministres étrangers ne prirent aucune part directe, le sultan Mahmoud accorda à Méhémet-Ali le pachalik d'Adana et toute la Syrie, pour en jouir comme tous les autres pachas des provinces ottomanes. Cette cession fut accompagnée d'un acte d'amnistie générale pour tous les habitants qui, par leur conduite contraire à leurs devoirs et aux intérêts de la Porte, s'étaient compromis pendant l'expédition d'Ibrahim.

Possesseur incontrôlé de vastes provinces qui s'étendaient depuis les sommets du Taurus jusqu'aux sources du Nil; ayant en outre sous sa domination immédiate l'île de Candie, l'Arabie-Pétrée, ainsi que les villes saintes de La Mecque et Médine avec leurs dépendances et leurs ports sur la mer Rouge, Méhémet-Ali était devenu

un prince beaucoup plus puissant que le monarque dont il était le vassal.

Son pouvoir était d'autant plus abhorré et redouté par la Porte, qu'il venait de faire trembler son souverain jusque dans l'intérieur de son sérail.

Aussitôt que la paix fut conclue et ratifiée, Ibrahim-Pacha commença avec ses troupes son mouvement rétrograde vers la Syrie et repassa les montagnes vers la fin de juillet. Arrivé à Adana, il envoya ses ingénieurs militaires dans les défilés du Taurus pour les fortifier.

Lorsqu'on eut appris à Constantinople l'évacuation de l'Asie-Mineure par les Égyptiens, les Russes remplirent avec exactitude la promesse qu'ils avaient faite. Ils embarquèrent leurs troupes et quittèrent le Bosphore pour retourner à Sébastopol. La marche de la grande armée russe qui devait traverser le Danube, la Bulgarie et la Thrace, pour arriver à Constantinople, fut en même temps contremandée.

Les Russes, dans cette circonstance, qui leur était favorable, se montrèrent prompts à accourir au secours du Grand-Seigneur et arrivèrent dans le moment le plus critique. La conduite des soldats russes pendant leur séjour dans le voisinage de la capitale fut sage et tranquille ; elle donna aux Turcs une haute idée de leur discipline militaire.

L'empressement du cabinet russe à secourir son allié et son exactitude à quitter le pays aussitôt après le départ d'Ibrahim-Pacha devaient nécessairement exciter la reconnaissance du sultan Mahmoud et diminuer sa méfiance à l'égard de son redoutable voisin.

Ces sentiments influèrent sur la conclusion du traité de Hunkiar-Skelessi, qui fut signé quelque temps après entre la Russie et la Sublime-Porte. La Russie s'enga-

geait par ce traité à défendre la Turquie contre tous ses ennemis intérieurs et extérieurs, et le gouvernement turc promettait de fermer les Dardanelles, dans des circonstances stipulées, à tous les bâtiments de guerre des autres nations maritimes.

Le droit d'intervention que la Russie acquérait par ce traité dans les troubles intérieurs de la Turquie lui donnait sur le divan de Constantinople un ascendant qui pouvait devenir dangereux à l'empire ottoman.

La fermeture du canal des Dardanelles aux marines militaires des autres nations était un privilége dangereux dont le gouvernement de Saint-Péterbourg pouvait abuser et devait être vue d'un œil jaloux et inquiet par les autres puissances européennes.

La France et l'Angleterre, qui avaient chacune une escadre dans le voisinage de la mer de Marmara, se plaignirent qu'un tel traité eût été conclu sans leur participation. Mais leurs remontrances ne furent point écoutées. Après quelques pourparlers sans résultat, le traité de Hunkiar-Skelessi resta en force et ne fut pas modifié. Les deux flottes anglaise et française quittèrent le voisinage des Dardanelles et retournèrent à leurs anciennes stations.

La cour de Russie, qui avait rendu à la Turquie, dans des moments opportuns, des services réels et très utiles, obtint dans cette circonstance des avantages matériels qui augmentaient son ascendant sur la Porte et donnaient un motif valable à son droit de protection sur l'empire ottoman.

La France et l'Angleterre, qui s'étaient contentées d'agir en faveur de la Porte, dans ces mêmes circonstances, par des notes diplomatiques et par de simples menaces non appuyées, eurent le désagrément de voir que

la Russie venait d'obtenir pour elle seule des avantages politiques dont les autres grandes puissances se trouvaient exclues.

CHAPITRE LXXII.

NOUVELLES ENTREPRISES DE MÉHÉMET-ALI CONTRE LA SUBLIME-PORTE. — S'ÉTANT ADRESSÉ A QUELQUES UNES DES GRANDES PUISSANCES DE L'EUROPE POUR ÊTRE RECONNU COMME PRINCE INDÉPENDANT ET N'AYANT PU OBTENIR LEUR ASSENTIMENT, IL INSISTE POUR QUE LA PORTE LUI CONCÈDE A PERPÉTUITÉ, POUR LUI ET SES DESCENDANTS DIRECTS, LE TITRE ET LES POUVOIRS DE PACHA DANS TOUTES LES PROVINCES ALORS SOUMISES A SON AUTORITÉ. — CETTE PRÉTENTION DEVIENT LA CAUSE DE NOMBREUSES NÉGOCIATIONS, ET DONNE LIEU A UNE RUPTURE ET A UNE NOUVELLE GUERRE ENTRE LA PORTE ET LE PACHA D'ÉGYPTE.

La convention de Kutaya, en 1833, avait fait accorder à Méhémet-Ali le gouvernement de la Syrie, dont ce dernier était déjà maître par la force des armes. Mais le sultan Mahmoud avait trop perdu par ce traité pour ne pas désirer la restitution d'Adana et de la Syrie. Le vice-roi d'Égypte avait trop gagné pour ne pas exiger davantage.

Non content de l'accroissement de sa puissance personnelle, Méhémet-Ali voulait assurer ses conquêtes à sa famille au moyen de la reconnaissance, par la Sublime-Porte, d'un droit héréditaire dans sa descendance directe.

Il n'avait pas encore osé aspirer à la souveraineté absolue, à cause des obstacles qu'il aurait rencontrés dans la position de la dynastie ottomane, identifiée avec toutes les institutions de cet empire, comme nous l'avons

démontré dans nos considérations générales. Il connaissait trop bien les peuples soumis à son autorité ; il savait que les Syriens et les Égyptiens, qui parlent tous la langue arabe, n'ont aucune analogie entre eux, et que, divisés en populations rivales, les premiers sont depuis douze cents ans sous la domination des étrangers.

Méhémet-Ali lui-même n'a jamais gouverné les habitans de l'Egypte et de la Syrie que comme un maître étranger, sans s'identifier avec eux. Au lieu de s'unir à eux, il avait toujours employé des agents nés hors du pays, pour les conduire, les instruire et les maîtriser.

Le gouvernement désastreux des pachas, qui a causé tant de mal dans la Turquie européenne et dans l'Asie-Mineure, avait été encore plus nuisible à la Syrie. Éloignée de Constantinople, cette dernière province s'était moins ressentie de la protection du gouvernement central.

Les plaines et les vallées de la Syrie, que l'histoire ancienne nous a représentées comme jouissant de la plus grande fertilité, s'étaient changées, en beaucoup d'endroits, en solitudes presque incultes. Ses peuples persécutés avaient quitté les plaines pour se réfugier dans les montagnes, où des rivalités perpétuelles les empêchaient de s'entendre et de se réunir, comme ils auraient dû faire, pour réussir, à l'instar des Espagnols du temps de Pélage, à délivrer leur patrie du joug des étrangers.

Peuplée de six millions d'habitants et possédant vingt mille villages au moment où elle passa sous la domination des Turcs, la Syrie ne présentait, au commencement du 19e siècle, que des cités en ruines, des villages abandonnés, et une population malheureuse qui s'élevait en totalité à 1 800 000 âmes.

Assez fort pour faire respecter son autorité, Méhé-

met-Ali aurait dû s'occuper d'améliorer le sort des Syriens. Depuis long-temps les ports maritimes de la Syrie avaient été presque abandonnés par le commerce européen. Alep, qui était autrefois l'entrepôt principal du commerce de l'Asie occidentale, de la Perse et de l'Indostan, avec la Méditerranée, était tout à fait déchu de son ancienne importance, qui avait passé à Smyrne. Damas avait beaucoup perdu de ses richesses et de son industrie manufacturière.

Dans son intérêt et dans celui des peuples de la Syrie, Méhémet-Ali n'avait pas manqué de travailler à rendre à ce pays une partie de son ancienne importance commerciale et industrielle. Alep, Alexandrette et Latakié, faisaient déjà, en 1839, un commerce d'importation évalué à trois millions de francs et un commerce d'exportation de plus de deux millions et demi. Les relations commerciales de Damas s'étaient élevées à la même époque à cinq millions pour les importations et à dix millions pour les exportations.

Ces avantages, que la Syrie devait à Méhémet-Ali, lui auraient attiré la reconnaissance des populations syriennes. Mais, pressé de jouir et obligé de chercher à affermir sa nouvelle autorité, précaire et violente, Méhémet-Ali étendit à la Syrie l'application de trois mesures qui lui avaient réussi en Égypte, mais qui n'étaient pas en harmonie avec les dispositions des Syriens.

Ces mesures étaient le désarmement, le ferd-el-raz et la conscription militaire.

Le désarmement déplut généralement à toutes les populations musulmanes, et principalement aux montagnards du Liban, qui avaient coutume de regarder leurs sabres et leurs armes à feu comme leurs compagnons inséparables, soit pour l'ornement et la protection de

leurs personnes, soit pour la défense de leur indépendance politique. Ce désarmement fut une des principales causes de la haine des Druses, des Maronites, des Mutualis et des Naplousins, contre le vice-roi d'Égypte,

D'après les ordres de Méhémet-Ali, le ferd-el-raz ou capitation frappa les mahométans aussi bien que les chrétiens et les juifs. Comme la capitation ou karadge n'était payé autrefois que par les rayas, et comme les disciples de l'islamisme n'avaient pas à supporter ce fardeau, les Syriens musulmans furent indignés de se trouver assimilés aux infidèles, et regardèrent Méhémet-Ali comme un novateur audacieux et impie, qui foulait aux pieds la loi du prophète.

La conscription, établie sur toutes les classes de la population par l'administration égyptienne, devint le plus grand fléau de la Syrie. Le vice-roi d'Égypte abusa de ce moyen de recruter son armée, tant par la fréquence de ses levées que par les terribles exactions de son service militaire.

Mécontent de la perte de la Syrie, le sultan Mahmoud attendait avec impatience l'occasion favorable de la faire rentrer sous son autorité immédiate en profitant des premiers soulèvements qui éclateraient parmi les Syriens contre leur nouveau maître. Dès le printemps de 1834, quelques symptômes de mouvements insurrectionnels s'étaient montrés dans les montagnes du Liban.

Voulant être prêt à en profiter, le sultan Mahmoud réunit, en mai 1834, un corps de troupes à Sivas, sur le haut plateau de l'Asie-Mineure. Reschid-Pacha, le même grand-visir qui avait été vaincu à Iconium, reçut l'ordre d'en prendre le commandement.

Les Égyptiens prirent, de leur côté, des mesures qui, par l'invasion de quelques villages placés sur la frontière

du territoire ottoman, annonçaient l'intention de commencer des opérations hostiles.

Le district de Raka, sur l'Euphrate, et celui d'Orfa, au delà de ce fleuve, furent occupés par des troupes égyptiennes envoyées sur ces points par Ibrahim-Pacha, sous le prétexte de combattre quelques tribus insubordonnées de Turcomans et d'Arabes, qui commettaient des ravages dans cette partie de la Haute-Asie.

Au lieu de conserver les apparences et de payer avec exactitude les tributs fixés par la convention de Kutaya, Méhémet-Ali n'envoyait pas au trésor impérial les sommes qu'il lui devait et que celui-ci ne cessait de réclamer avec instânce.

Une insurrection partielle et peu dangereuse ayant éclaté parmi les montagnards de Naplouse, de Jérusalem et d'Hébron, l'armée impériale du sultan Mahmoud fit un pas en avant.

La Porte, se fiant plus à la Russie, qui l'avait assistée utilement en 1833, qu'aux autres grandes puissances de l'Europe, regardait la fameuse convention de Hunkiar-Skelessi comme sa meilleure sauvegarde.

Ce fut en vain que l'Angleterre et la France manifestèrent de nouveau leur mécontentement contre cet arrangement politique, qui paraissait livrer la Turquie aux projets ambitieux de la cour de Saint-Pétersbourg.

Méhémet-Ali, qui ne cessait de blâmer l'alliance des Russes, proposa alors à la France, à l'Angleterre et à l'Autriche, de le reconnaître comme entièrement indépendant à l'égard de la Sublime-Porte. Il promettait d'employer ses forces de terre et de mer pour combattre l'influence du cabinet de Saint-Pétersbourg,

et pour arrêter les troupes russes qui envahiraient le sol ottoman.

Mais ces trois puissances, qui voulaient éviter la guerre, et qui craignaient qu'un commencement de collision entre les Egyptiens et les Russes n'entraînât un incendie général, repoussèrent les propositions de Méhémet-Ali, et lui recommandèrent de rester fidèle à ses devoirs envers son souverain, de remplir avec exactitude les obligations que les derniers traités, consentis par lui-même, lui avaient imposées, et d'évacuer sans retard les districts de Raka et d'Orfa, que les troupes égyptienes venaient d'occuper injustement, et sans aucun motif de provocation.

Les trois puissances avaient bien l'intention alors de s'opposer aux empiétements de la Russie, et d'empêcher autant que possible l'application du traité de Hunkiar-Skelessi. Mais, désirant avant tout conserver la paix, elles se montrèrent irritées contre Méhémet-Ali, qui, par ses propositions ambitieuses et intempestives, ne tendait à rien moins qu'à exciter le mal qu'elles voulaient éloigner.

Dans cette circonstance, le cabinet français se montra encore plus mécontent que les cabinets d'Angleterre et d'Autriche contre le vice-roi d'Egypte, et lui fit connaître son opinion par une lettre pleine de reproches et de blâme, que le consul général de France, M. Cochelet, fut chargé de lui remettre en mains propres.

Repoussé par les grandes puissances que nous venons de nommer, et connaissant les dispositions hostiles de la Russie à son égard, Méhémet-Ali se retourna, en vassal soumis, vers la Sublime-Porte, et

espéra, par des témoignages éclatants de dévoûment et par des moyens corrupteurs auprès des ministres ottomans, pouvoir obtenir la reconnaissance de son indépendance politique, avec l'obligation d'une alliance offensive et d'un tribut annuel.

Ce fut à peu près à cette époque que dans le premier mois de 1836 Méhémet-Ali envoya à Constantinople la veuve de son fils Ismaël-Pacha (1) pour intriguer dans l'intérieur du sérail et parmi les ministres, afin d'obtenir des conditions favorables à ses projets.

Quoique les femmes soient considérées en Turquie comme devant être tout à fait étrangères aux intrigues du gouvernement, et même à toute affaire hors des habitudes ordinaires du sérail, on voit souvent celles du harem impérial prendre un intérêt direct et actif aux négociations politiques, et surtout aux changements et à la conservation des pachas. L'or et les bijoux sont les meilleurs moyens de réussir avec elles.

Sous les sultans d'un caractère froid et peu amoureux, comme était le sultan Sélim III, les intrigues des femmes du harem et même de la favorite n'avaient pas une très grande importance. Le cœur fier et élevé du sultan Mahmoud, et son caractère énergique et inflexible, l'auraient rendu peu accessible aux séductions de ses femmes et de ses eunuques, si au nombre de ses passions ardentes n'avait pas figuré l'amour passionné du beau sexe.

La bru de Méhémet-Ali, la belle et spirituelle Zehra, reçut un excellent accueil dans le sérail. Ses pré-

(1) Cette dame était fille d'Arif-Effendi, cadisasker de Romélie.

sents accrurent en sa faveur l'intérêt que ses bonnes manières, ses promesses et son langage séduisant, avaient fait naître dans les dames du harem, et surtout parmi les sultanes préférées.

Mais la haine que le sultan Mahmoud avait conçue contre Méhémet-Ali l'empêcha de tomber dans le piége, malgré tous les genres de séductions dont ce monarque se vit entouré. — Le voyage de la cadoun Zehra devint par conséquent inutile ; le plan de la négociation dont elle était chargée échoua complétement.

L'ambassadeur de France, l'amiral Roussin, tenta alors de faire faire un arrangement entre le sultan Mahhoud et son vassal. Mais ce dernier désirait obtenir son indépendance politique, et insistait du moins pour que les gouvernements de l'Egypte et de la Syrie fussent assurés héréditairement à sa famille.

Voulant que la Syrie lui fût restituée en cédant en partie aux instances de l'ambassadeur français, l'empereur ottoman avait fini par consentir à abandonner l'Egypte à Méhémet-Ali à titre de gouvernement héréditaire dans sa famille ; mais rien ne put le faire démordre de ses droits souverains sur la Syrie.

N'ayant pu réussir dans son projet de devenir indépendant, ni dans celui d'acquérir d'une manière héréditaire les gouvernements de la Syrie et de l'Egypte, Méhémet-Ali redoubla d'efforts, et multiplia ses intrigues pour faire renverser le chef du ministère ottoman, Kosrew-Pacha, qu'il regardait comme son ennemi personnel.

Un parti puissant, à la tête duquel se trouvait Pertou-Pacha, alors ministre des affaires étrangères, favorisa Méhémet-Ali dans ses poursuites contre Kosrew, et

parvint à renverser ce séraskier, chef du ministère ottoman, sous le prétexte de son grand âge et de son avidité insatiable.

L'attitude guerrière et menaçante que le sultan Mahmoud et le vice-roi d'Egypte continuaient à garder l'un vis-à-vis de l'autre tendait à les faire périr d'une lente agonie par les dépenses immenses de leurs préparatifs de guerre. Cette paix, que les deux partis supportaient avec impatience, devait nécessairement arriver en peu de temps à son terme fatal.

L'amiral Roussin fit offrir au sultan, par la voie de Vassif-Effendi, un des secrétaires intimes de ce monarque, la médiation de la France en vue d'un arrangement avec Méhémet-Ali. Voyant que l'Europe entière s'opposait à un nouvel appel aux armes, le souverain de la Turquie accepta la proposition de l'ambassadeur français, et répondit qu'il se réservait de conduire lui-même la négociation.

Les conférences confidentielles entre l'empereur des Ottomans et l'amiral Roussin eurent lieu à Defterdar-Bournou, dans un kiosque situé sur la rive européenne du Bosphore, à peu de distance du palais de Beckik-Tach.

Ce fut par suite de ces conférences que le sultan avait consenti à accorder à Méhémet-Ali un grand avantage inconnu jusque alors en Turquie, c'est-à-dire à lui abandonner l'Egypte à titre héréditaire.

Cette concession importante ayant été obtenue, l'ambassadeur de France crut qu'en insistant il pourrait procurer la Syrie, en tout ou en partie, à Méhémet-Ali, à titre de fief héréditaire à perpétuité. Il regardait cette dernière faveur comme étant le meilleur moyen d'éviter

la guerre et d'assurer la tranquillité générale de l'Europe.

Mais le sultan Mahmoud se montra inébranlable dans sa résolution, qu'appuyaient des nouvelles, fréquemment transmises à Constantinople, sur des soulèvements partiels dans les régions les plus montueuses de la Syrie. Il ne cessait de répéter, en réponse à toutes les nouvelles exigences, qu'il insistait sur la restitution de la Syrie, et que c'était assez récompenser les longs services de Méhémet-Ali que de lui accorder l'hérédité de l'Egypte.

Ayant perdu l'espoir de pacifier l'Orient, l'amiral Roussin renonça à son rôle de médiateur.

N'ayant pu réussir à ramener l'ambassadeur français à son opinion, le sultan Mahmoud reprit de lui-même ses négociations directes avec le pacha d'Egypte.

La belle-fille de Méhémet-Ali demandait à retourner auprès de son beau-père. On avait tardé à lui accorder l'autorisation nécessaire pour son retour en Égypte.

Le sultan lui fit dire qu'elle pourrait partir quand elle voudrait, et lui envoya comme une marque de son estime une montre en or avec une chaîne en diamants. Il ordonna en même temps de faire distribuer une somme assez considérable aux marins du bateau à vapeur que le vice-roi d'Egypte avait envoyé pour ramener sa belle-fille à Alexandrie.

Non content d'avoir préparé la bru de Méhémet-Ali à seconder ses vues auprès de ce pacha, le sultan Mahmoud résolut de faire partir pour l'Egypte un agent confidentiel qui pût donner un caractère prompt et décisif aux négociations commencées.

Le choix du sultan tomba sur Ahmet, qui depuis longues années, jouissait de sa confiance. Le vice-roi d'E-

gypte désirait, de son côté, que le même homme lui fût adressé, parce qu'il le regardait comme appartenant au parti anti-russe.

Mais Ahmet, ayant été l'ami de Khosrew-Pacha, ne plaisait pas aux ministres qui avaient réussi à renverser ce vieux séraskier, quoique, par une ingratitude inexcusable, il eût pris part à la chute de son ancien patron.

Pertou-Pacha, ministre des affaires étrangères, osa dire dans un divan où le choix du négociateur qui devait se rendre en Egypte fut mis en délibération, que Ahmet ne convenait pas à une opération aussi difficile, et que c'était mettre un jeune agneau aux prises avec un vieux loup.

Influencé par cette observation, le divan proposa de remplacer Ahmet-Pacha, quoique favori du sultan, par Sarim-Effendi, beylikchi ou vice-chancelier des affaires étrangères.

Le sultan Mahmoud ne se formalisa pas de cette décision contraire à sa première idée, et approuva le choix de Sarim-Effendi.

Les conférences entre Méhémet-Ali et le beylikchi commencèrent au Caire le 7 janvier 1837. Après quelques discours vagues et quelques propositions qui ne prirent aucun caractère décisif, Sarim finit par proposer au vice-roi de se rendre lui-même en personne à Constantinople pour y traiter directement de ses affaires et les terminer en peu de temps.

Trop sage et trop prudent pour se fier aux promesses et aux cajoleries du sérail de Constantinople, Méhémet-Ali s'empressa de répondre que sa joie la plus vive et son plus grand désir seraient d'être admis à baiser le bord du manteau impérial; mais que ses devoirs, comme pacha unique des provinces d'Egypte, de Syrie, de

Candie, et de l'Arabie, et l'exigence des circonstances, l'obligeaient à rester dans ses gouvernements.

Ne pouvant réussir à engager Méhémet-Ali à se rendre de sa personne auprès du sultan Mahmoud, Sarim lui proposa d'envoyer un agent spécial à Constantinople. Mais le vice-roi ne voulait, dans aucun cas, prendre ni subir l'attitude désagréable d'un suppliant. « Cessons toutes ces démarches inutiles et toutes ces insinuations insidieuses, dit Méhémet-Ali à Sarim-Effendi; je désire que la Porte, qui, dans cette affaire, doit prendre l'initiative, parle franchement et articule ses propositions. »

Mis au pied du mur, Sarim dut s'expliquer plus catégoriquement. Il déclara qu'il était autorisé à offrir la concession à perpétuité du gouvernement de l'Égypte, mais que, pour ce qui concernait la Syrie, le sultan Mahmoud, leur généreux maître, daignerait lui concéder les pachaliks maritimes d'Acre et de Tripoli, en reprenant ceux d'Alep et de Damas, ainsi que la province d'Adana dans l'Asie-Mineure. Par cet arrangement, le Taurus et l'Euphrate devaient cesser d'être les limites septentrionales des possessions égyptiennes; les populations belliqueuses du Liban devaient se trouver de nouveau sous la dépendance directe de la Sublime-Porte.

A ces propositions peu acceptables par le pacha d'Egypte celui-ci se contenta de répondre qu'il était content de sa position actuelle et qu'il n'était pas pressé de la changer. Sarim, qui craignait d'être retenu en Égypte, fit espérer à Méhémet-Ali que la Porte, influencée par ses observations, ne refuserait pas d'acquiescer à sa demande et de lui conserver héréditairement la Syrie entière.

Séduit par les promesses et les paroles flatteuses de Sarim-Effendi, Méhémet-Ali le combla de présents, le

laissa partir, et annonça à ses amis et même aux consuls des nations étrangères que, par suite de cette négociation, il acquerrait, sans rien perdre, l'hérédité des pachaliks de l'Égypte et de la Syrie.

Mais ses espérances furent bientôt détruites. Sarim était à peine arrivé à Constantinople, lorsqu'une lettre du divan ottoman annonça à Méhémet-Ali que, d'après la proposition de son négociateur Sarim-Pacha, la Porte lui accordait l'hérédité de l'Égypte, de l'Arabie et deux pachaliks syriens de Tripoli et de Saint-Jean-d'Acre.

Quoique surpris et très irrité, Méhémet-Ali sut se contenir. Sa réponse à la Porte fut respectueuse et modérée. Il se contenta d'observer que sa demande avait pour but l'intérêt même du Grand-Seigneur, « puisque j'abandonnerai, disait-il, toute inquiétude, en voyant assurer ma position personnelle et celle de mes descendants ; je n'aurai plus à penser qu'à mettre à la disposition de la Sublime-Porte toutes mes forces de terre et de mer, et je deviendrai, pour le sultan mon maître, un soutien puissant et utile. » Il ajoutait que, « si on ne trouvait pas qu'il fût convenable d'acquiescer à toutes ses propositions, il désirait que rien ne fût changé dans l'état actuel des choses. »

CHAPITRE LXXIII.

LE VICE-ROI D'ÉGYPTE S'OBSTINANT A NE RIEN CÉDER DE SES PRÉTENTIONS, LA GUERRE DEVIÈNT INÉVITABLE. — LE SULTAN MAHMOUD A RECOURS A LA FORCE. — HAFIZ-PACHA EST DÉSIGNÉ POUR REMPLACER LE GRAND-VISIR RESCHID, QUI VENAIT DE MOURIR, DANS LE COMMANDEMENT DES TROUPES RÉUNIES A SIVAS. — TOUTES LES GRANDES PUISSANCES S'ACCORDENT A RECOMMANDER A MÉHÉMET-ALI DE RESTER TRANQUILLE ET DE NE PAS SORTIR DE LA LIMITE DE SES DEVOIRS. — NOUVEAU TARIF DES DOUANES NÉGOCIÉ ET ADOPTÉ PAR LA FRANCE ET L'ANGLETERRE. — TOUTES LES NÉGOCIATIONS ET LES INTRIGUES SONT SUSPENDUES PAR UN VOYAGE QUE MÉHÉMET-ALI ENTREPREND POUR RECONNAÎTRE DES MINES D'OR DANS LE SENNAAR. — LES DEUX PARTIS AUGMENTENT LEURS FORCES MILITAIRES.

Tout se trouva donc remis en question entre la Porte et le vice-roi d'Égypte. Les menaces, les promesses et les négociations, n'ayant eu aucun effet sur l'esprit de Méhémet-Ali, le sultan Mahmoud se crut obligé de recourir à la force et donna des ordres pressants pour grossir son principal corps d'armée, qui était déjà réuni à Sivas.

Le grand-visir Reschid-Méhémet-Pacha venait de mourir d'une fièvre cérébrale, après avoir achevé la soumission du Kourdistan. Hafiz-Pacha avait été désigné pour le remplacer dans le commandement des troupes campées à Sivas.

Furieux d'avoir été trompé, Méhémet-Ali négligea d'envoyer à Constantinople les tributs qu'il avait promis. Il augmenta considérablement ses troupes par des recrutements et des levées forcées, les concentra dans la Syrie

septentrionale, et donna des ordres pour mettre dans le meilleur état de défense possible les défilés du Taurus et les ouvrages fortifiés qui défendaient les principaux passages de ces montagnes.

Se rejetant de nouveau sous la protection des grandes puissances de l'Europe, il employa leur médiation, non pour demander, comme auparavant, son indépendance politique, mais pour obtenir par leur moyen l'hérédité de sa famille dans les gouvernements de toutes les provinces qui étaient alors soumises à son autorité. Il leur faisait observer que l'affaire de l'hérédité avait été déjà consentie par le sultan pour l'Égypte, l'Arabie et une moitié de la Syrie, et qu'une concession entière aurait pour résultat d'éloigner toute cause de querelle et d'assurer d'une manière certaine et permanente la paix de l'Orient.

Les réponses des puissances européennes furent unanimement négatives. Le consul général de France, M. Cochelet, fut chargé par son gouvernement d'adresser au vice-roi d'Egypte des représentations sévères et de le menacer de la colère des grandes puissances s'il persistait dans ses desseins.

Une note remise dans ces circonstances par le comte Medem, consul général de Russie, disait que, dans le cas où le vice-roi insisterait sur ses prétentions exorbitantes, les flottes de France et d'Angleterre étaient chargées par les cours alliées de le punir et de bloquer les côtes de l'Égypte et de la Syrie; qu'en conséquence de cet arrangement, la Russie s'était engagée à rester neutre; mais que le cabinet de Saint-Péterbourg mettrait en mouvement ses forces de terre et de mer pour secourir le sultan Mahmoud, conformément au traité de

Hunkiar-Skelessi, si les Français et les Anglais n'agissaient pas dans ce cas contre le pacha d'Égypte.

Le colonel Campbell, consul général de la Grande-Bretagne, écrivit dans le même sens que ses collègues de Russie et de France, et déclara formellement au vice-roi que, si, par malheur pour lui, il essayait de mettre à exécution ses projets annoncés, la Grande-Bretagne s'opposerait à ses entreprises et défendrait la légitimité des droits du sultan.

La France et l'Angleterre, en intimant à Méhémet-Ali la défense de toucher au *statu quo* actuel de l'Orient et en lui ordonnant de rester dans l'inaction, étaient conseillées par la crainte que, sous le prétexte de défendre le sultan, le gouvernement russe n'intervînt dans la lutte, conformément aux conditions du traité de Hunkiar-Skelessi, dont ces deux puissances n'avaient pas approuvé les dispositions.

Obligé d'obéir et de rester dans une inertie complète, Méhémet-Ali oublia sa réserve ordinaire et eut l'imprudence de déclarer publiquement, et même en présence des consuls étrangers, que, si, fatigué de tant de contrariétés, il envoyait ses troupes sur le territoire ottoman, tous les sujets de la Porte l'accueilleraient à bras ouverts, et que partout il serait proclamé le libérateur de l'empire. Il ajoutait que, si le divan de Constantinople persistait à repousser ses demandes, il ne paierait plus de tribut à la Sublime-Porte.

Convaincu que la guerre seule pouvait terminer la question, et voulant éviter, autant que possible, l'intervention des puissances européennes, le sultan Mahmoud expédia renfort sur renfort à l'armée de Hafiz-Pa-

cha, que l'entière soumission du Kourdistan venait de rendre tout à fait disponible.

Cependant la France et l'Angleterre avaient, dès l'année 1836, commencé des négociations avec la Porte au sujet du renouvellement du tarif des douanes, qui allait bientôt expirer.

L'amiral Roussin, et son successeur temporaire, le marquis d'Eyragues, avaient dirigé cette opération, en ce qui les concernait, d'une manière très habile et conforme à l'esprit des anciens traités de commerce, sans nuire aux intérêts de la France ni à ceux de la Turquie.

Mais lord Ponsomby, alors ambassadeur d'Angleterre, vit dans ce traité commercial un moyen d'accroître son influence auprès du sultan et d'attaquer avec avantage le vice-roi d'Égypte. Les anciens tarifs, fondés sur les capitulations primitives, accordaient à la Sublime-Porte la faculté d'exiger dans ses états un droit de douanes de 3 pour 100 sur les marchandises de tout genre importées ou exportées. Nous avons fait connaître les conditions du nouveau tarif dans nos considérations générales sur le commerce de la Turquie. Une des plus importantes dispositions de ce traité était que les monopoles de tout genre sur la vente des produits du pays seraient entièrement supprimés dans toute l'étendue de l'empire.

Le sultan Mahmoud et lord Ponsomby, également animés d'une haine violente contre Méhémet-Ali, virent dans la suppression des monopoles, qui fut intercalée dans le traité des tarifs, un moyen assuré de porter un coup terrible et peut-être mortel à la puissance de l'odieux pacha. Ils croyaient que celui-ci serait réduit à une banqueroute éclatante s'il s'y soumettait, et ils considéraient que, dans le cas d'un refus de sa part d'obéir à la nouvelle loi, il encourrait l'indignation

générale comme rebelle à son souverain, et qu'il serait en outre exposé au mécontentement et à la vengeance des nations européennes signataires du nouveau traité.

Plein de confiance dans les résultats de la nouvelle loi sur les douanes, et comptant sur l'appui des nations européennes qui devaient en profiter, le sultan Mahmoud pensa que le moment était arrivé de satisfaire sa vengeance et de réaliser ses plans offensifs contre le pacha d'Égypte.

Pendant ces dernières négociations, Méhémet-Ali, trompé par des déclarations mensongères et exagérées, avait entrepris témérairement, à 300 lieues de sa capitale, un voyage dans le Sennaar, pour y visiter des mines aurifères qu'on lui disait exister dans la province de Fazoklo, entre les 10e et 11e degrés de latitude nord.

S'éloigner du Caire à une si grande distance, dans les circonstances difficiles de l'époque, pour visiter des mines d'or dont l'existence était problématique, c'était montrer une avidité insatiable et une grande puérilité de croyance; c'était s'exposer aux dangers menaçants d'une longue absence. Son voyage le détrompa, fit évanouir ses espérances et le couvrit de ridicule.

Ayant appris à son retour que dans le nouveau traité de commerce les monopoles de tout genre étaient entièrement supprimés, Méhémet-Ali sourit à l'idée de l'erreur dans laquelle, disait-il, le sultan Mahmoud et lord Ponsomby étaient tombés à son égard.

En supprimant les monopoles, les signataires du tarif avaient oublié que c'était à titre de propriétaire de la plus grande partie du sol égyptien que Mehémet-Ali s'était constitué le monopoleur des produits de l'Egypte, et que, quant à la portion des denrées qui devait rester entre les mains des fellahs cultivateurs, ces

derniers, toujours endettés envers le pacha pour les vivres et les avances pécuniaires qu'il leur faisait remettre pendant la durée de la culture et avant la récolte, se verraient contraints, comme auparavant, à lui vendre leurs produits.

La suppression des monopoles devait être très utile à l'agriculture et au commerce extérieur dans les autres provinces de la Turquie, mais elle ne pouvait avoir que de faibles résultats dans la vallée du Nil.

La rupture était devenue imminente; la guerre était désirée par les deux partis; les hostilités devaient commencer dans le printemps de 1839.

Le contre-amiral de la flotte ottomane, ayant été chargé d'escorter jusqu'en Egypte les présents destinés à la Mecque, eut l'ordre d'exiger le paiement intégral du tribut dû par Méhémet-Ali.

Ce fut alors que les Turcs crurent devoir augmenter les ouvrages défensifs des Dardanelles; mais ils se contentèrent d'ajouter aux vieux châteaux quelques batteries à fleur d'eau, basses et non casematées. Elles auraient été insuffisantes pour arrêter des vaisseaux de guerre favorisés par le vent.

Une levée de 60000 hommes fut décrétée dans tout l'empire par un khatty-chérif du sultan. On appela pour la première fois à la défense de l'empire les sujets non musulmans. Les Grecs devaient fournir 15000 soldats et les Arméniens 10000. Mais on gâta cette mesure, qui aurait pu avoir les résultats les plus favorables pour l'avenir de la Turquie, en permettant aux populations non musulmanes de se racheter, par un contingent pécuniaire, de cette obligation insolite de servir activement dans les armées.

Les bans des levées féodales de cavalerie et d'infanterie qui se trouvaient encore en Syrie reçurent l'ordre de quitter cette province, et de se mettre en marche pour rejoindre l'armée ottomane dans l'Asie-Mineure.

Les grandes puissances de l'Europe, n'étant pas encore revenues de l'étonnement, mêlé d'inquiétude, que leur avait inspiré la révolution opérée en France en 1830, avaient abandonné l'Orient à lui-même, et n'avaient pas empêché autant qu'elles auraient dû le faire la lutte qui éclata en 1832 entre le sultan Mahmoud et son ambitieux vassal Méhémet-Ali.

Mais leur attention, dirigée vers cette partie du monde, fut d'autant plus vive en 1838 que la France, l'Angleterre et l'Autriche, avaient vu d'un œil mécontent et jaloux le traité de Hunkiar-Skelessi, qui tendait à mettre la Turquie sous la protection immédiate du gouvernement russe.

CHAPITRE LXXIV.

LA COUR DE VIENNE PROPOSE UN CONGRÈS A LONDRES OU A VIENNE POUR RÉGLER LES AFFAIRES D'ORIENT. — LE SULTAN MAHMOUD REFUSE D'Y PRENDRE PART. — DISPOSITIONS DES GRANDES PUISSANCES DE L'EUROPE A L'ÉGARD DE LA PORTE ET DU PACHA D'ÉGYPTE. — L'ARMÉE OTTOMANE S'ÉTABLIT A MALATHIA EN 1838. — IBRAHIM-PACHA CONCENTRE SES TROUPES A ALEP. — LES IMPÔTS DE LA SYRIE SONT AUGMENTÉS PAR ORDRE DE MÉHÉMET-ALI. — LES ÉMISSAIRES DE LA PORTE TRAVAILLENT A SOULEVER LES POPULATIONS SYRIENNES CONTRE LE VICE-ROI D'ÉGYPTE. — PASSAGE DE L'EUPHRATE PAR LES OTTOMANS.

On avait commis la faute en 1815 de ne pas appeler la Turquie au congrès de Vienne, pour débattre ses intérêts par ses représentants, et pour faire garantir par l'Europe ses droits politiques et son indépendance nationale. On voulut réparer en 1838 la faute commise en 1815, et on proposa de réunir à Londres ou à Vienne un nouveau congrès pour fixer le sort de l'empire ottoman, et pour mettre fin aux querelles existantes entre le sultan Mahmoud et le vice-roi d'Egypte.

Observant que tous les congrès convoqués à l'occasion des affaires de la Turquie lui avaient été funestes, que c'était dans une réunion de cette nature que l'émancipation de la Grèce avait été prononcée par les trois premières puissances de l'Europe, et que des mesures avaient été prises par elles pour assurer le triomphe des révoltés, le sultan Mahmoud repoussa la proposition qui lui fut faite en 1838 de prendre part à un nouveau congrès, destiné, disait-

on, à régler d'une manière définitive les affaires de l'Orient.

Le gouvernement russe se trouvait, par suite du traité de Hunkiar-Skelessi, dans l'obligation d'assister son allié, si les événements rendaient cette assistance nécessaire. — La guerre entre le sultan Mahmoud et Méhémet-Ali ne pouvait guère manquer d'amener des événements qui auraient produit l'intervention de la Russie en faveur de la Porte.

C'était ce que les cours de Londres, de Paris et de Vienne, désiraient empêcher. On pensait que la Prusse, qui, par son éloignement et ses relations, n'avait pas un intérêt bien direct dans les affaires d'Orient, se désisterait par sagesse et par prudence de toute médiation dans la querelle actuelle entre la Porte et l'Egypte. — Mais, ne jouant depuis vingt-six ans que l'humble rôle de satellite de la Russie, la Prusse n'excita aucun étonnement en suivant dans cette affaire l'impulsion qui lui fut imprimée par le cabinet de Saint-Pétersbourg.

Cependant la cour de Russie, à qui la nouvelle guerre pouvait être agréable, et qui aurait pu regarder cet événement comme devant hâter l'époque de l'exécution de ses projets ambitieux, donna dans cette occasion une nouvelle preuve de sa sagesse diplomatique. Loin d'envenimer la querelle, elle montra par ses démarches et ses déclarations qu'elle avait autant que les autres grandes puissances le désir que la paix fût conservée.

Continuant à suivre, à l'égard de la Turquie, une politique sage, temporisante et réservée, et voulant consolider sa domination dans ses états du Caucase, et affermir dans ces provinces méridionales l'action

rapidement améliorante de ses nouveaux règlements administratifs et de ses institutions locales, la Russie désirait alors éviter une conflagration générale qui aurait pu lui occasionner les plus grands embarras, et qui n'aurait pas manqué de fortement entraver et peut-être même d'anéantir son profitable commerce de la Méditerranée.

Cette puissance engagea le sultan Mahmoud à éviter la guerre avec le pacha d'Egypte, et fit de pressantes instances, accompagnées de menaces, auprès de ce dernier, pour l'engager à se tenir dans les bornes du respect et de l'obéissance envers son souverain, et à lui payer ses tributs arriérés.

Amis sincères de la p ix, les ambassadeurs de France et d'Autriche ne cessèrent pas un instant de faire des démarches tant auprès du sultan Mahmoud qu'auprès de Méhémet-Ali pour qu'ils renonçassent l'un et l'autre à tout projet de guerre et de collision.

L'Angleterre, qui craignait que la Russie, profitant du traité de Hunkiar-Skelessi, n'appesantît son bras puissant sur l'empire turc, aurait dû désirer, comme la France et l'Autriche, que la paix d'Orient ne fût pas troublée. Mais, n'ayant pas trouvé dans Méhémet-Ali la soumission entière et absolue qu'elle exigeait de lui pour l'exécution de ses projets de communication avec ses possessions indiennes, elle l'avait pris en aversion.

Ce sentiment de haine contre Méhémet-Ali dominait principalement dans le cœur de lord Ponsomby, ambassadeur d'Angleterre. Quoique parlant officiellement et continuellement de paix aux ministres de la Porte et aux autres ambassadeurs ses collègues, ce diplomate ne cessait pas de chercher tous les moyens

d'irriter le sultan Mahmoud contre son vassal, et de le disposer à faire la guerre pour reprendre la province d'Adana et toute la Syrie.

Ferme dans ses résolutions, et implacable dans sa haine contre le pacha d'Egypte, qui lui avait enlevé les provinces conquises par Sélim I[er], et celles qui avaient été le berceau de la maison ottomane, le sultan Mahmoud n'avait pas besoin d'être stimulé pour entreprendre la guerre contre Mehémet-Ali.

Cependant, voulant cacher ses intentions, ce monarque ne manquait jamais de dire à l'amiral Roussin, ambassadeur de France, et à M. le baron Sturmer, internonce d'Autriche, qu'il remplirait ses promesses et qu'il éviterait la guerre.

Les cinq puissances, la France, l'Angleterre, l'Autriche, la Russie et la Prusse, étaient d'accord en apparence pour vouloir la paix. — Mais l'ambassadeur de Russie, M. de Boutenieff, prudent et discret, ne faisait rien pour hâter les événements, et se contentait d'engager son gouvernement à se tenir prêt à agir suivant les circonstances. L'ambassadeur anglais, lord Ponsomby, ne manquait pas de parler en faveur de la conservation de la paix et des avantages qui devaient en résulter pour le repos de l'Europe. Mais ses éloges assez ridiculement ampoulés sur l'excellence des troupes turques, et ses insinuations malicieusement répétées contre le caractère et les intentions de Méhémet-Ali, avaient pour effet de faire naître la guerre.

Les ministres du divan ottoman, ayant une connaissance exacte de l'état réel de leur armée d'Asie, et jugeant de l'avenir par le passé, désiraient que des arrangements à l'amiable pussent avoir lieu, et que la paix fût conservée.

Ce n'était que dans le sultan lui-même, et dans les courtisans qui entouraient ce prince, qu'on trouvait des partisans de la guerre. — Le capitan-pacha de cette époque, Ahmet, favori du sultan, était, parmi les principaux dignitaires de l'état, l'homme qui se montrait le plus zélé pour commencer les hostilités. Les autres membres du ministère ottoman tentèrent vainement de le faire remplacer dans ses hautes fonctions de capitan-pacha. Le sultan avait résolu d'envoyer Ahmet à son armée d'Asie pour inspecter les troupes, pour indiquer dans un rapport spécial l'état et les dispositions des officiers et des soldats, et pour reconnaître s'il était convenable de les faire entrer immédiatement en campagne.

Le rapport de cet inspecteur devait décider la paix ou la guerre. Les ministres amis de la paix trouvèrent le moyen d'empêcher qu'Ahmet ne reçût cette mission importante. — En sa qualité de ministre de la guerre, Saïd-Pacha, gendre du sultan, proposa pour cette tournée Tayar-Pacha, qui était alors président du conseil de la guerre, et parvint à réunir sur ce candidat la majorité des membres du ministère.

Courtisan astucieux, Tayar promit au sultan de seconder ses vues. Il s'engagea en même temps envers les ministres à faire tout ce qui serait en son pouvoir pour conserver la paix.

L'armée, d'abord réunie à Sivas, avait été envoyée, sous les ordres du dernier grand-visir Reschid-Pacha, contre les beys rebelles du Kourdistan. Elle avait fini par prendre position à Malathia, près de l'Euphrate, dans le mois d'avril 1838, lorsque les Kurdes, battus et effrayés, eurent fait leur soumission.

Le nouveau chef de cette armée, Hafiz-Pacha, s'était vu contraint, tant par les fièvres typhoïdes qui assiégeaient ses troupes que par le manque de fourrages et de subsistances, de disséminer ses divisions sur une surface de plus de quatre-vingts lieues carrées, dans laquelle les villes de Diarbékir, Orfa, Sévarek et Malathia, se trouvaient comprises.

Quoique dispersée dans ces vastes cantonnements, cette armée présentait une force imposante. Soliman, chef kurde, qui avait levé un corps dans le district de Marach, devait appuyer au sud-est l'armée de Hafiz-Pacha. Hadgi-Ali-Pacha devait, avec des troupes réunies à Konieh, attaquer les Égyptiens par leur flanc gauche, en suivant les routes de Tarsous et d'Adana. Une quatrième armée s'organisait à Angora sous la direction d'Izzet-Méhémet-Pacha.

Quoique n'ayant sous ses ordres que des officiers et des soldats imparfaitement instruits et disciplinés, et sous ce rapport inférieurs aux Egyptiens, Hafiz ne cessait décrire au sultan Mahmoud qu'avec les moyens qu'il tenait à sa disposition, et avec le zèle et la valeur qui animaient ses troupes, il était sûr de vaincre Ibrahim-Pacha et de le forcer bientôt à évacuer la Syrie. Mais ces espérances présomptueuses n'étaient pas partagées par les officiers prussiens Mulbach, Moltke, Laoué, Fischer et Vinke, qui, destinés à donner des conseils utiles aux généraux turcs, près desquels ils se trouvaient en mission, ne jouissaient pas de la confiance qu'on aurait dû leur témoigner.

Couvert au nord-ouest par la chaîne du Taurus et par les défilés d'Adana, et au nord par le mont Amanus, Ibrahim-Pacha devait s'attendre à être attaqué par Bir et la vallée de l'Euphrate. La position même des troupes

ottomanes à Malathia et à Orfa annonçait que c'était vers le point de Bir que le mouvement principal des Ottomans devait se faire contre les Egyptiens.

Devant se mettre en garde contre les corps turcs qui, venant de l'Asie-Mineure et de la vallée de l'Euphrate, devaient agir contre lui, et ayant à redouter au sud-est, c'est-à-dire sur son flanc droit et vers ses derrières, les troupes des pachas de Mossoul et de Bagdad, le généralissime de l'armée égyptienne ne s'effraya pas du nombre de ses ennemis, qui, avec un effectif total d'environ 150000 hommes, manœuvraient de toutes parts pour l'envelopper. — Il concentra la plus grande partie de ses forces dans Alep; il augmenta la garnison d'Aïntab; il fit fortement occuper les défilés de Kulek-Boghaz, situés entre la Caramanie et la Syrie; il plaça à Hama une partie de sa cavalerie et ses hanadis (cavalerie bédouine venue de l'Egypte), et il donna l'ordre à l'émir Beschir, chef des Druses et des Maronites, de prendre position à Homs avec ses montagnards du Liban.

Manquant d'argent (les mines de Fazoklo dans la Nubie avaient trompé ses espérances), et ne pouvant plus tirer de nouvelles ressources pécuniaires de l'Egypte, trop foulée et déjà épuisée, Méhémet-Ali écrivit à son fils de contracter en Syrie des emprunts si c'était possible, ou bien de doubler pour cette année les contributions ordinaires.

En conséquence de cet ordre, le ferd-el-raz fut augmenté et perçu deux fois; la taxe sur les domestiques fut sextuplée; les salaires des employés éprouvèrent une forte diminution, et plusieurs emplois furent supprimés; les fonds de la banque d'Egypte, dans laquelle les fonctionnaires supérieurs avaient déposé leurs économies, furent versés dans les caisses publiques pour le service

de la guerre. Le capital de cette banque s'élevait à 30 millions de piastres turques, ou à 7 500 000 francs.

Ces moyens tyranniques de faire de l'argent irritaient toutes les populations, surtout celles de la Syrie, contre l'avide administration de Méhémet-Ali.

Les consuls généraux accrédités auprès du vice-roi d'Egypte faisaient à son égard des démarches semblables à celles des ambassadeurs auprès du sultan, pour le contenir et empêcher la guerre. Méhémet-Ali ne cessait de répéter qu'il se contenterait de se tenir en observation, et que dans aucun cas on ne pourrait l'accuser d'avoir commencé les hostilités.

Les assurances pacifiques de Méhémet-Ali ne furent pas démenties par le fait. Il n'en fut pas de même du sultan Mahmoud. Ce fut le 21 avril que les troupes ottomanes commencèrent leur mouvement offensif, et traversèrent l'Euphrate, qui, sur ce point, constituait la frontière.

L'agression des Turcs réjouit le cœur de Méhémet-Ali. Elle le dispensait d'aller chercher ses ennemis et jetait sur ces derniers le blâme d'avoir commencé la guerre.

Hafiz-Pacha avait fait précéder son mouvement offensif contre les Egyptiens par quelques dispositions contraires aux intérêts commerciaux de la Syrie. D'après les ordres directs du sultan, il avait suspendu toute relation commerciale de la Turquie avec la Syrie, et avait arrêté la marche des caravanes. Ces interdictions avaient pour but d'accroître le malaise des Syriens et d'exciter leur haine et leur éloignement pour le gouvernement égyptien.

L'arrivée de Tayar-Pacha auprès de Hafiz-Pacha arrêta pendant quelques jours les mouvements offensifs

déjà commencés par les Turcs, parce que le sultan voulait éviter aux yeux des ambassadeurs étrangers le reproche d'avoir été l'agresseur.

Nous allons présenter quelques détails sur le général en chef de l'armée ottomane. La carrière de Hafiz avait de grands rapprochements avec celle de Reschid-Pacha, qui, en qualité de grand-visir, avait commandé les Ottomans à la bataille décisive de Konieh. Tous deux étaient nés dans le Caucase; tous deux avaient réussi à réprimer les troubles de l'Albanie; tous deux avaient été investis du pachalik de Kutaya dans l'Asie-Mineure. Hafiz avait terminé la guerre du Kurdistan, qui avait été commencée par Reschid.

Au lieu de craindre les résultats funestes d'une nouvelle bataille qui pouvait être semblable à celle d'Iconium, Hafiz, se confiant dans ses talents militaires et dans la supériorité numérique de ses troupes disciplinées à l'européenne, disait hautement qu'il était sûr de venger sur les Egyptiens la victoire qu'ils avaient obtenue en 1832 sur son compatriote Reschid.

Les émissaires nombreux envoyés par la Sublime-Porte dans la Syrie travaillaient à remuer les populations et à les soulever contre la domination de Méhémet-Ali. La province montueuse du Haouran, qui occupe à l'est du Liban la partie supérieure du bassin du Jourdain, et dans laquelle est compris le lac de Tabarieh, s'était déjà révoltée en 1838 contre le pacha d'Egypte. Elle n'avait pu être réduite que par l'emploi d'une grande partie des troupes égyptiennes, qui, dans le cours de cette insurrection, avaient perdu près de 10000 hommes.

Ce n'avait été qu'en concédant aux habitants du

Haouran, dont une partie appartient par affiliation à la population druse, plusieurs avantages particuliers, tels que la suppression de la conscription, des corvées et d'une grande partie des impôts, et en leur permettant de choisir eux-mêmes leurs scheiks, qu'Ibrahim-Pacha était parvenu à ramener le calme dans ces cantons montueux, que le voisinage de Damas rendait très importants.

Une sourde agitation existait parmi les autres parties de la population druse, ainsi que parmi les Maronites et les Mutualis.

Ibrahim-Pacha chercha à gagner les chefs de ces peuplades belliqueuses, soit par des présents, soit par des promesses brillantes. Il eut l'air de leur témoigner une extrême confiance, en chargeant 8000 Maronites de la défense de la vallée de Balbek, située dans le centre des deux chaînes du Liban et de l'Anti-Liban, et en remettant à l'émir Beschir le commandement de la garnison de Damas. L'ancien chef des insurgés du Haouran (Scheby-Ariam) était devenu un des plus zélés serviteurs du vice-roi d'Égypte, après avoir été son plus cruel ennemi.

Non content de tromper les cabinets européens sur ses intentions à l'égard de Méhémet-Ali, le sultan Mahmoud jouait le même rôle envers ses propres ministres et entretenait une correspondance mystérieuse avec Hafiz-Pacha. Ce dernier commençait par exécuter une opération concertée avec son maître et n'en rendait compte au ministère que lorsqu'elle était terminée, en attribuant à des circonstances locales, comme la température des lieux et le manque de subsistances, la cause de ses mouvements militaires.

Trompé lui-même, Nouri-Effendi, ministre des af-

faires étrangères, entretenait les représentants de l'Europe dans la persuasion de la paix. Il persista à tenir le même langage lorsque les troupes ottomanes eurent traversé l'Euphrate.

Méhémet-Ali s'engageait formellement de son côté vis-à-vis des consuls généraux accrédités en Égypte à éviter les hostilités et à ne pas dépasser les limites de ses possessions.

Ce fut le 17 mai que les troupes ottomanes de l'armée d'invasion traversèrent l'Euphrate. Grossi par la pluie et par la fonte des neiges, ce fleuve limoneux, dont la largeur ordinaire est de 208 mètres devant Bir, présentait alors dans le même lieu une nappe d'eau dont le développement, d'une rive à l'autre, était de plus de 1000 mètres.

Les troupes ottomanes mirent dix-sept jours à opérer ce passage sur douze gros bateaux, informes et lourds, dont plusieurs accidents diminuèrent bientôt le nombre et la solidité. Si Ibrahim-Pacha n'avait pas été arrêté par les instructions de son père, il aurait pu attaquer avec succès et rejeter dans l'Euphrate les troupes ottomanes, à mesure qu'elles abordaient lentement et successivement sur la rive droite du fleuve.

Retourné à Constantinople le 19 mai, Tayar-Pacha, qui avait été envoyé par le sultan Mahmoud pour commencer la guerre et par le divan ottoman pour consolider la paix, n'annonça dans ses rapports officiels aucune décision définitive. Mais, afin de calmer toutes les craintes, il ne cessait de répéter que les troupes du Grand-Seigneur campées près de l'Euphrate étaient nombreuses, pleines d'ardeur, admirables dans leur tenue. Il terminait ses discours en disant qu'il fallait en finir avec Méhémet-Ali.

Dès lors les amis de la paix reconnurent que leur cause était perdue. Dès lors les ambassadeurs des grandes puissances revinrent de leurs illusions et furent convaincus que le sultan Mahmoud les avait trompés.

Le capitan-pacha Ahmet triomphait. Suivant le caractère des intrigants qui réussissent, il travaillait à renverser les principaux chefs du parti de la paix, même après l'arrivée de Tayar et le passage de l'Euphrate.

Khosrew était la principale victime qu'il voulait abattre.

Mais le sultan Mahmoud, connaissant la franchise de Khosrew, et se rappelant les bons services que cet homme d'état avait rendus pendant sa longue carrière, ne consentit pas à la ruine de ce vieux serviteur et le fit même avertir de se tenir en garde contre les embûches de ses ennemis.

Cependant l'arrivée soudaine à Constantinople de Halil-Pacha, gendre du sultan, qui venait d'être nommé ministre du commerce, établit dans le harem un contrepoids à l'influence de Ahmet-Pacha. Halil avait été disgracié pendant quelque temps par l'effet des intrigues de son rival Ahmet. On l'avait relégué à Nissa, dont il avait été nommé pacha; mais les larmes de son épouse, la belle sultane Salibé, avaient obtenu de la tendresse paternelle le rappel de son mari.

La nouvelle du passage de l'Euphrate par les Ottomans ébranla l'union pacifique des ambassadeurs étrangers. Les représentants de la France, de l'Autriche et de la Russie, manifestaient leur mécontentement. Mais lord Ponsomby, tout en continuant de prêcher la paix avec une apparente modération, ne cessait de stimuler l'ardeur belliqueuse du sultan et des partisans de la guerre, et déclarait hautement que, d'après les rapports qu'il

avait reçus, l'armée turque était excellente et bien supérieure à celle du vice-roi d'Egypte.

Comptant trop légèrement sur l'assistance de l'Angleterre, qui pouvait faire une diversion utile en leur faveur, tant sur les côtes de la Syrie que dans la mer Rouge, où elle occupait déjà la ville importante d'Aden, les partisans de la guerre prièrent lord Ponsomby, dans une conférence tenue à Kélender le 23 mai, de travailler à obtenir la coopération de son gouvernement. Mais cet ambassadeur, qui voulait bien jeter la Porte dans les embarras d'une guerre, n'était pas assez imprudent pour s'engager, au nom de son pays, à assister les troupes ottomanes contre les armées égyptiennes.

L'infatuation des Turcs pour l'alliance anglaise était si grande, que Reschid-Pacha, qui avait été chargé d'une mission à Londres et à Paris, entra en négociation dans la première de ces deux capitales pour contracter avec le cabinet anglais une alliance offensive et défensive. Les ministres anglais n'acceptèrent pas cette proposition. Le divan ottoman aurait dû reconnaître dès lors combien étaient trompeuses les promesses de lord Ponsomby.

L'avant-garde ottomane s'était avancée le 22 mai jusqu'au village de Nézib; elle n'était plus qu'à deux lieues de distance de la dernière frontière de la Syrie. Les nombreux espions envoyés en Syrie par Hafiz-Pacha lui faisaient espérer que des soulèvements éclateraient de toutes parts aussitôt que les Ottomans auraient mis le pied sur le territoire syrien.

Ce fut le 24 mai que les troupes ottomanes commencèrent les premières hostilités en passant la rivière de Sadjour, qui indiquait sur ce point la limite septentrio-

nale de la Syrie, et qu'elles s'emparèrent de 14 villages de la province d'Aïntab.

CHAPITRE LXXV.

IBRAHIM-PACHA SORT D'ALEP AVEC SON ARMÉE LE 29 MAI. SOLIMAN-PACHA (SÈVE) EST SON MAJOR GÉNÉRAL. — LA GUERRE EST PROCLAMÉE LE 7 JUIN CONTRE MÉHÉMET-ALI PAR LE DIVAN OTTOMAN. — LA FLOTTE OTTOMANE SORT DE CONSTANTINOPLE, MAIS ELLE S'ARRÊTE AUX DARDANELLES. IBRAHIM-PACHA PASSE LE KHARSIN ET ARRIVE A NÉZIB.—BATAILLE DÉCISIVE DE CE NOM.—MORT DE LA CÉLÈBRE ESTHER STANHOPE, NIÈCE DE PITT, SURNOMMÉE LA REINE DE PALMYRE.

La guerre était commencée, et cependant le reis-effendi ne cessait de faire à l'ambassadeur de France des protestations rassurantes sur la conservation de la paix. Mais l'amiral Roussin ne fut pas la dupe de ces insidieuses déclarations, et répondit au ministre turc qu'il savait à quoi s'en tenir à ce sujet, et qu'il était inutile de pousser plus loin cette puérile comédie.

Craignant la guerre entre la Porte et le pacha d'Egypte, et n'ayant pas perdu l'espoir de l'empêcher d'éclater; croyant, dans le cas d'une rupture, se trouver encore à temps pour en arrêter les fatales conséquences, le ministère français du 12 mai expédia pour le Levant deux officiers d'état major, MM. Stoltz et Caillé, aides de camp du maréchal Soult. L'un d'eux devait se rendre à Alexandrie, et l'autre avait l'ordre de se diriger vers Constantinople.

Loin d'être disposé à rétrograder vers l'Egypte, comme le disaient les émissaires turcs et comme l'espéraient

les ministres ottomans, Ibrahim-Pacha avait concentré ses forces et se tenait prêt avec elles à marcher contre Hafiz-Pacha.

Afin d'apaiser les murmures de ses soldats, le chef de l'armée égyptienne fit payer à toutes ses troupes quatre mois de solde sur dix-huit mois d'arriéré.

Loin de redouter les corps ennemis qui marchaient contre lui dans des directions séparées entre elles par des distances considérables, par des chaînes montueuses, par des fleuves, et en plusieurs lieux par des déserts, Ibrahim retira de Hamah sa réserve de cavalerie, et se contenta de faire couvrir par des Arabes soldés les frontières orientales de la Syrie contre l'agression, peu inquiétante à ses yeux, des pachas de Bagdad et de Mossoul.

En apprenant l'occupation par les Osmanlis de quatorze villages du district d'Aïntab, Ibrahim n'avait plus à craindre le reproche d'avoir commencé les hostilités. Il s'empressa de partir d'Alep le 29 mai avec son avant-garde de cavalerie et d'artillerie légère, et se fit suivre, à courte distance, par tout le gros de son armée.

L'armée entière d'Ibrahim (infanterie, cavalerie et artillerie), s'étant mise en marche, il ne resta à Alep qu'un faible détachement de soldats égyptiens.

Soliman-Pacha (Sève) exerçait alors auprès d'Ibrahim-Pacha les fonctions de major général. — Né à Lyon de parents pauvres, Sève n'avait reçu qu'une éducation imparfaite qu'il avait perfectionnée dans les écoles régimentaires, et ensuite par des études assidues. Il n'était parvenu qu'au grade de capitaine lorsque l'empire tomba. Habile à exécuter les manœuvres de bataillon, il n'avait pas eu le temps et l'occasion d'étudier et d'apprendre les grands principes stratégiques de la guerre,

et particulièrement ceux de l'attaque et de la défense des places fortes.

Ce fut comme instructeur qu'admis dans l'armée égyptienne il fit rapidement son avancement. Mais il ne serait pas sorti de la position humble et peu avantageuse d'instructeur, s'il n'avait pas abjuré la foi de ses pères pour embrasser l'islamisme.

Plus habile que les autres musulmans dans l'art de la guerre, il ne tarda pas à devenir colonel avec le titre de bey ou prince et général avec le rang de pacha. Il avait coopéré utilement au succès de la bataille d'Iconium.

Estimant sa bravoure, son intelligence et son dévoûment, Ibrahim-Pacha l'avait pris pour son major général, en 1839, avec le consentement de son père. Nous verrons dans le cours de cette histoire ce que Soliman-Pacha a fait à la bataille de Nézib, et ses dispositions en 1840 pour la défense du littoral maritime de la Syrie.

Après plusieurs mouvements dans les deux armées, qui, à la suite de quelques empiétements passagers sur le territoire de la partie adverse, rentraient presque aussitôt dans leurs lignes respectives; après quelque correspondance entre Ibrahim-Pacha et Hafiz-Pacha pour se demander des explications qui furent données sans aigreur, mais d'une manière confuse et évasive, les deux corps opposés s'approchaient petit à petit, et les hostilités paraissaient inévitables.

Pendant ce temps la flotte ottomane sortait du Bosphore sous les ordres du capitan-pacha, Ahmet-Zevzi, qui, né dans la dernière classe du peuple, devait à sa belle figure, à sa souplesse, à ses intrigues et à son enthousiasme apparent pour les nouvelles réformes militaires, l'avancement rapide qu'il avait obtenu.

Regardé comme la créature du sultan, Ahmet-Zevzi

réunissait en sa personne les titres de général en chef de la garde impériale et de capitan-pacha. Dénué de tout sentiment national, il n'avait d'autres principes de conscience que la volonté du Grand-Seigneur. Il demandait la guerre parce que son maître la voulait.

La guerre contre Mehémet-Ali fut enfin proclamée à Constantinople le 7 juin, dans un divan auquel furent réunis tous les ministres, les grands dignitaires de la Porte, les principaux membres des oulémas et le scheik-islam lui-même. — Ce dernier écrivit à cette occasion un fetfa qui prononçait l'extermination de Méhémet-Ali et de toute sa famille.

Mais, par un reste de dissimulation à l'égard des ambassadeurs étrangers, on ne publia pas cette décision, que le sultan s'empressa d'approuver.

Le lendemain, 8 juin, la première division de la flotte ottomane mit à la voile. Elle fut suivie le jour suivant par la deuxième division, dont le vaisseau amiral le *Mahmoudié*, de 140 canons, faisait partie.

Ce grand et magnifique vaisseau était monté par Ahmet-Zevzi-Pacha.

Dans la même journée que la flotte turque quittait le port de Constantinople, Méhémet-Ali écrivait à son fils Ibrahim que « l'agression des Ottomans avait dépassé toutes les bornes, qu'une plus longue patience devenait nuisible aux intérêts de l'Egypte, et qu'il était nécessaire de marcher sur eux et de les écraser. Comme l'agression, ajoutait-il, vient de leur part, les grandes puissances de l'Europe nous excuseront et nous donneront raison. Chassez de notre territoire les troupes ennemies, et marchez sur leur grande armée, à laquelle vous livrerez bataille. Si la victoire se déclare pour nous, vous n'entrerez pas dans l'Asie-Mineure; mais

vous marcherez sur Malatia, Karpous, Orfa et Diarbekir. »

Hafiz-Pacha, après avoir porté son quartier général dans une enceinte retranchée près de Bir, sur l'Euphrate, avait quitté cette position, et s'était avancé avec toutes ses troupes jusqu'à peu de distance de Nezib, où il avait établi un nouveau camp laborieusement fortifié. — Cependant, en apprenant la marche de l'armée égyptienne, il avait pensé à reprendre sa première position près de Bir, où, appuyées sur l'Euphrate, ses troupes ne pouvaient pas être tournées.

Les officiers prussiens qui se trouvaient en mission auprès de lui l'engageaient à retourner à Bir. Mais les Oulémas, qui, malgré la réforme, conservent en Turquie un grand ascendant sur les opérations politiques et militaires, représentèrent à Hafiz que son changement de position pour retourner à Bir serait considéré comme une retraite; que, d'après les fastes de l'histoire, les Osmanlis avaient toujours avancé et jamais reculé, et que d'ailleurs les calculs astrologiques donnaient lieu d'espérer que les environs de Nézib seraient favorables aux Ottomans.

Cédant à des considérations fondées sur des pronostics astrologiques, Hafiz rejeta les conseils des officiers prussiens, et resta dans sa position actuelle.

Marchant avec son avant-garde, composée de cavalerie légère et de quatre batteries d'artillerie, Ibrahim-Pacha arriva au pont d'El-Kharsin. Cette avant-garde, s'étant aventurée à une grande distance de son corps d'armée, se trouvait compromise. Mais Ibrahim, ayant fait faire halte à ses soldats, prit une attitude menaçante, et contint par ce moyen les Turcs, qui, au lieu de l'attaquer en masse, restèrent immobiles dans leur camp.

Ce ne fut que vers les dix heures du soir, après quelques escarmouches, que l'armée égyptienne se trouva réunie sur la rive droite du Kharsin. Le passage de ce cours d'eau, qui est large et profond, fut aussitôt ordonné. Ce passage aurait pu être dangereux, si les Ottomans, qui, du haut de leur camp, voyaient les Egyptiens, les avaient attaqués lorsque ceux-ci, harassés par une longue marche, se seraient trouvés coupés en deux sur les deux rives du Kharsin.

Dans la nuit qui suivit le passage, l'artillerie égyptienne fut disposée en éventail pour couvrir le bivouac du corps égyptien. Mais, pendant cette même nuit, Hafiz-Pacha faisait exécuter à ses troupes une contre-marche générale par l'aile droite. Renonçant aux avantages de sa position fortement retranchée, il établit sa ligne sur un nouveau front qui aboutissait à droite à de profonds ravins, et à gauche à un terrain accidenté et planté d'oliviers. Les deux armées, au moment du combat, étaient à peu près égales en nombre.

L'armée ottomane comptait 30 000 hommes d'infanterie répartis en 57 bataillons, dont 11 appartenaient à la garde impériale. Elle contenait en outre 5000 hommes de cavalerie et 3000 artilleurs, en tout 38 000 hommes.

L'armée égyptienne était composée de 3 régiments de la garde du pacha, 17 régiments d'infanterie de ligne, 8 régiments de cavalerie, et 4 régiments d'artillerie. Toutes ces troupes étaient régulières, instruites et parfaitement disciplinées. On ne voyait dans cette armée aucun corps irrégulier, excepté les Hanadis ou cavaliers arabes venus de l'Egypte, et soldés par Méhémet-Ali.

Assemblage hétérogène de troupes régulières et irrélières de Turcs et de Kurdes, l'armée ottomane man-

quait d'homogénéité. Quelques régiments exécutaient assez bien les manœuvres de la tactique européenne ; mais l'ensemble de toute la masse était impropre à des mouvements réguliers. Toutes ces troupes ne pouvaient s'ébranler sans tomber dans la confusion.

L'armée égyptienne avait une meilleure position. Mieux disciplinés que leurs adversaires, plus propres à la fatigue des marches, habitués aux privations et rompus aux manœuvres par de fréquents exercices, les soldats d'Ibrahim-Pacha connaissaient leur supériorité, et montraient une confiance qui était le prélude de la victoire.

Les officiers supérieurs de l'armée turque devaient presque tous leurs grades à l'intrigue et à la faveur. C'était par leurs services personnels que les officiers de la même classe dans l'armée égyptienne avaient acquis leur rang et leur commandement.

Cette grande différence devait avoir nécessairement une influence immense sur les résultats des opérations. Jaloux entre eux, et organes des coteries dont ils dépendaient, les généraux turcs n'avaient ni affection ni confiance pour leur généralissime.

Les victoires d'Ibrahim-Pacha, son courage personnel, l'énergie de son caractère, tenaient toute l'armée égyptienne dans un respect profond et dans une obéissance absolue pour son général en chef.

Dans la nuit du 23 au 24 juin, Hafiz-Pacha, ayant été informé que plusieurs compagnies de Syriens qui se trouvaient dans l'armée d'Ibrahim étaient disposées à déserter, résolut de faire une attaque inattendue durant les plus fortes ténèbres de la nuit, afin de faciliter la désertion de ces transfuges.

Quatre batteries d'obusiers, accompagnées d'une bri-

gade d'infanterie, sortirent silencieusement du camp ottoman et vinrent se placer vis-à-vis la gauche de l'armée égyptienne. — Leur feu inattendu excita d'abord une grande confusion parmi les soldats égyptiens; mais bientôt, éveillés et montant à cheval, Ibrahim-Pacha et son major général Soliman-Pacha se portèrent au milieu du danger, rassurèrent les troupes et firent marcher leur formidable artillerie.

Le feu des Turcs fut bientôt éteint. Après avoir jeté 300 obus dans le camp des Egyptiens, les artilleurs ottomans se retirèrent précipitamment et presque en désordre.

Cette attaque de nuit n'eut pas le résultat qu'Hafiz-Pacha en attendait; les Egyptiens ne perdirent que 7 hommes tués et 30 blessés; une centaine de soldats syriens parvinrent à fuir et à se ranger dans les rangs ottomans. Deux bataillons du 3e régiment de la garde égyptienne composés de Syriens avaient tenté de se diriger vers le camp d'Hafiz-Pacha. Mais, rencontrés par Ibrahim-Pacha, ils retournèrent à leur poste et prétendirent s'être égarés. Ibrahim se contenta de changer leurs officiers.

Déployée sur des hauteurs voisines de son camp, l'armée ottomane présentait deux premières lignes d'infanterie et une troisième de cavalerie. Sa droite, protégée par des ravins profonds, était d'un abord très difficile; son centre était couvert par des redoutes; sa gauche, qui s'étendait au delà de Nézib, n'avait pour appui qu'un bois d'oliviers, dont les arbres clairsemés laissaient entre eux de grands intervalles.

C'était par ce dernier point, qui était le plus faible, qu'Ibrahim-Pacha avait résolu d'attaquer les Turcs. Il s'était placé entre eux et l'Euphrate. Mais, pour arriver

à ce point d'attaque, le général égyptien se trouvait obligé de longer, par un mouvement de flanc, le pied de la ligne des hauteurs occupées par les Ottomans.

Ce mouvement de flanc fut exécuté par lignes et en colonnes.

Cette marche était dangereuse, parce que les Turcs auraient pu attaquer les Égyptiens pendant leur long mouvement de flanc au pied des hauteurs. Mais Hafiz-Pacha et son armée restèrent immobiles et se contentèrent de regarder leurs adversaires qui défilaient imprudemment devant eux.

Un mamelon dominant et isolé se trouvait à la hauteur de l'aile gauche des Turcs. Hafiz-Pacha aurait dû l'avoir occupé et retranché. Mais ce site important, négligé par les Turcs, tomba, au moment du combat, entre les mains des Égyptiens, qui s'empressèrent d'y placer une batterie de canons de gros calibre. Cette batterie, qui servit durant la bataille de point d'appui aux Égyptiens, devint une des principales causes de leur victoire.

Arrivé sur le flanc gauche de l'armée ottomane, Ibrahim-Pacha prit ses dispositions pour attaquer. Mais, trop confiant dans son courage et dans la supériorité de ses soldats, il aborda l'ennemi avec une faible partie de ses troupes.

Les Turcs firent pleuvoir sur leurs assaillants trop peu nombreux une grêle de projectiles. Les Égyptiens étonnés s'arrêtèrent et bientôt reculèrent. Ce fut en vain qu'Ibrahim, déployant un grand courage, chercha à arrêter le mouvement rétrograde de ses soldats; il fut lui-même entraîné par les fuyards.

Mais, dans ce moment critique, Soliman-Pacha (Sève), faisant ouvrir, tant contre les Turcs que contre les

fuyards égyptiens, le feu de la grosse artillerie placée sur le mamelon isolé, parvint à contenir les Turcs et arrêta la retraite désordonnée des soldats d'Ibrahim.

Le feu des Égyptiens recommença avec une nouvelle et plus grande vivacité. L'aile gauche des Turcs ne tarda pas à être ébranlée.

Les Kurdes furent les premiers à lâcher pied. Leur exemple fut suivi par les bataillons turcomans qui avaient été levés dans le voisinage de l'Euphrate. Ce fut en vain que Kaled-Pacha et Ibrahim-Bey (ce dernier avait reçu son éducation militaire à Paris) cherchèrent à ramener leurs soldats. Ils ne purent y réussir et périrent bravement l'un et l'autre.

La cavalerie turque, au lieu de soutenir les colonnes d'infanterie et de chercher à ramener les fuyards, se retira du champ de bataille avec un honteux empressement.

La première et la seconde lignes de l'armée égyptiennes, accompagnées de leur artillerie, s'élancèrent à la poursuite des Turcs, qui reculèrent vers leur camp. Toutes les positions des Ottomans ayant été promptement enlevées, leurs troupes se désorganisèrent, se débandèrent et jetèrent leurs armes.

Hafiz-Pacha, qui, pendant le combat, s'était exposé bravement à tous les périls, se vit ainsi arracher la victoire qu'il avait promise au sultan. Ses efforts pour rallier ses troupes furent vains. Épargné par la mort qu'il avait cherchée au milieu des boulets ennemis, il fut réduit à fuir et se retira sur Marasch.

Le camp turc tomba intact entre les mains des Égyptiens. Tous les effets des Ottomans étaient restés dans leurs tentes ; le soldat arabe put assouvir son amour du pilla-

ge. Ibrahim alla s'établir et se reposer dans la tente magnifique de Hafiz-Pacha.

La bataille avait duré quatre heures. Le canon fut l'instrument décisif dans cette action. La perte des Turcs avait été plus considérable, parce qu'ils furent longtemps exposés au feu bien supérieur de l'artillerie égyptienne.

Les produits de la victoire en faveur des Égyptiens furent 20 000 fusils laissés dans le camp ou sur le champ de bataille ; 169 pièces de canon, dont 35 de gros calibre, avaient été abandonnées dans les redoutes.

Désirant profiter de son triomphe et arracher au sultan des concessions utiles à l'affermissement de l'Égypte, Ibrahim-Pacha alla prendre possession du premier camp que les Ottomans avaient établi à Biledgik, près de Bir, sur la rive droite de l'Euphrate. Il dirigea en même temps un de ses lieutenants, Madgioun-Méhémed-Bey, vers la ville d'Orfa, avec ordre de s'y établir.

Après avoir donné des instructions à Osman, à Ahmet-Menikli et à Soliman, pour envahir l'Asie-Mineure sur les deux points de Malatia et de Konieh, Ibrahim partit en personne, le 27 juin, pour faire rentrer Aïntab dans la soumission.

Ce fut alors que le capitaine Caillé, aide de camp du maréchal Soult, arriva au quartier général de l'armée égyptienne. Il était porteur d'une lettre de Méhémet-Ali, qui, à la demande de la France, ordonnait à son fils de suspendre les hostilités. Venu par mer et débarqué à Alexandrette, le capitaine Caillé avait dû traverser plusieurs contre-forts du mont Amanus pour se rendre à Alep, où il apprit la victoire remportée par les Égyptiens près de Nézib.

Arrivé trop tard pour empêcher la guerre, M. Caillé devait chercher à en prévenir la continuation. Il quitta aussitôt Alep pour se rendre auprès d'Ibrahim-Pacha.

Ce fut le 29 juin que cet officier parvint à rejoindre les troupes de Méhémet-Ali. Il avait une tâche délicate et difficile à remplir auprès d'Ibrahim-Pacha; un général victorieux n'aime à recevoir l'ordre de s'arrêter dans sa marche triomphante.

Le capitaine Caillé attendit prudemment l'instant favorable pour remettre à Ibrahim-Pacha l'ordre de ne pas commencer les hostilités, ou de les discontinuer si l'on n'avait pas pu les éviter. « C'est trop tard, répondit le généralissime égyptien, il m'est impossible d'obéir en ce moment aux ordres de mon père; il ne les aurait pas donnés s'il avait connu l'agression des Turcs et la victoire éclatante que nous venons de remporter. Je me suis reproché de m'être arrêté à Kutaya en 1833, je dois réparer cette faute. »

A ces réflexions dictées par l'orgueil de la victoire M. Caillé opposa, d'un ton modeste : 1° l'opposition de l'Europe entière à la guerre entre la Porte et le vice-roi; 2° la crainte d'une intervention étrangère dans les affaires de la nation ottomane; 3° le nom de la France, à laquelle l'Égypte avait des obligations; 4° les ordres formels de Méhémet-Ali.

Après une conférence de quatre heures, dans laquelle le capitaine Caillé parvint, par son langage modéré et sa puissante argumentation, à diminuer les exigences prétentieuses du vainqueur de Nézib, Ibrahim-Pacha consentit à ne pas entrer de sa personne dans l'Asie-Mineure et à ne pas faire occuper par ses troupes la ville importante de Konieh, capitale de la Caramanie; mais il insista sur la nécessité de la prise de possession de la ville

de Malatia et de toute la province qui en dépend. Cependant, sans l'abandon du projet d'occuper Malatia, la négociation du capitaine Caillé n'obtenait qu'un demi-succès, puisqu'en pénétrant dans l'Asie-Mineure, le généralissime de l'armée égyptienne offrait à l'Europe un motif d'intervenir par des secours en faveur de la Sublime-Porte, et donnait aux mouvements militaires des Égyptiens un caractère d'agression et l'apparence inquiétante d'une invasion semblable à celle de 1833.

Le lendemain de sa grande conférence et au moment où Ibrahim-Pacha se préparait à partir pour se diriger vers Malatia, le capitaine Caillé revint à la charge, et, appuyant ses arguments par les noms vénérés de Méhémet-Ali et de la France, il parvint à ébranler le chef de l'armée égyptienne, et finit par obtenir de lui la promesse formelle qu'il ne passerait pas la chaîne du Taurus et qu'il se contenterait d'occuper dans la Haute-Asie les villes de Marach et d'Orfa, dont il avait besoin pour subvenir à la subsistance de ses troupes.

Après cet engagement, Ibrahim fit rétrograder toutes les troupes égyptiennes qui se portaient sur Malatia. Laissant la chaîne du Taurus entre son armée et l'Asie-Mineure, il se dirigea vers Marach, où il s'arrêta et établit son quartier général.

C'est ainsi que la mission ordonnée par le maréchal Soult, au moment de son entrée en fonctions comme président du conseil des ministres, eut l'effet heureux de suspendre la guerre entre la Porte et le vice-roi d'Égypte, et d'arrêter, dans l'intérêt du gouvernement ottoman, les funestes conséquences de la bataille de Nézib.

L'autre aide de camp du maréchal Soult, M. le capitaine Stoltz, était arrivé à Constantinople le 14 juin, au

moment même où Méhémet-Aly-Bey, second secrétaire du sultan, quittait cette ville sur un bâtiment à vapeur pour se rendre à Sansoun, ville maritime du rivage méridional de la mer Noire, pour se diriger ensuite vers le quartier général de Hafiz-Pacha.

Le secrétaire du sultan était chargé de remettre à Hafiz le khatty-chérif qui lui conférait le titre de chark-séraskir ou de maréchal de l'empire, avec le commandement suprême de l'armée d'Orient. Dans un autre khatty-chérif, Sadullah-Pacha était désigné comme muschir ou lieutenant d'Hafiz, et comme devant le remplacer en cas de mort ou d'accident.

Une somme de douze millions de piastres turques ou de trois millions de francs devait être remise à Hafiz-Pacha par le même secrétaire du sultan, afin de faciliter l'exécution de la grande expédition qui allait être entreprise. Des ordres pressants étaient transmis par la même occasion à Hafiz-Pacha de ne pas différer ses mouvements militaires contre l'armée égyptienne.

Renouvelant ses instances pour la conservation de la paix, l'amiral Roussin fit demander au réis-effendi un passe-port pour le capitaine Stoltz, afin que cet officier pût se rendre immédiatement auprès d'Hafiz-Pacha. La Porte, sans s'opposer directement à la mission pacifique du capitaine Stoltz, inventa mille prétextes pour différer l'expédition du passe-port. La maladie qui assiégeait alors le sultan Mahmoud était le principal motif. On ne voulait pas envoyer le capitaine Stoltz auprès de Hafiz-Pacha sans avoir l'autorisation du monarque ottoman, et l'on ajoutait que ce prince était en ce moment trop malade pour qu'on lui parlât d'une pareille affaire.

Le sultan Mahmoud, qui, non content de vouloir imiter les Européens dans leurs institutions militaires et

politiques, avait cru devoir s'assimiler à eux pour l'usage des vins et des liqueurs fortes, était tombé, sous ce dernier rapport, dans les plus déplorables excès.

Les médecins turcs n'avaient pas su démêler sa maladie; un médecin autrichien, le docteur Neuner, appelé en consultation, avait cru reconnaître dans l'indisposition du sultan tous les symptômes d'une phthisie tuberculeuse.

Malgré sa faiblesse physique et les maux dont il était affligé, Mahmoud avait assisté en personne au départ de sa flotte et il continuait à diriger par lui-même toutes les opérations militaires et politiques de son empire. Sa haine contre le vice-roi paraissait croître en raison de l'affaiblissement de sa santé.

La flotte ottomane, réunie aux Dardanelles dès le 16 juin, y avait été retenue par les ordres du sultan; ce ne fut que le 22 du même mois qu'elle reçut l'ordre de mettre à la voile, après que la Porte eut été informée du commencement des hostilités et de la prise d'Aïntab par les Turcs.

Sortie d'Alexandrie vers le milieu de juin, la flotte égyptienne, composée de 10 vaisseaux de ligne, de 5 frégates et de plusieurs navires de guerre de moindre dimension, se tenait à peu de distance des côtes de l'Egypte. Louvoyant dans les parages voisins, elle attendait les événements, afin d'éviter le reproche d'avoir commis la première agression.

L'amiral Lalande, qui commandait la station française du Levant, avait résolu de surveiller les mouvements de la flotte ottomane, et d'empêcher autant qu'il dépendrait de lui, sans employer la violence, tout conflit entre les deux flottes rivales.

A cette époque importante, l'escadre britannique, au

lieu de se trouver dans le voisinage des Dardanelles, se promenait entre Malte et la Sicile. Un seul de ses vaisseaux de ligne, *le Vanguard*, arrivé le 18 juin dans la rade de Bechika, à l'embouchure du canal de l'Hellespont, s'y tenait à l'ancre.

Mais la flotte ottomane ne sortit pas des Dardanelles malgré l'ordre formel qui lui en avait été donné. Des intrigues secrètes empêchèrent son départ. Ce n'était pas par mer, mais par terre, que la question devait être décidée.

Au moment de la solution de ce grand problème la fameuse Esther Stanhope, nièce de Pitt, laquelle était connue dans le Levant sous les noms de reine de Palmyre et de Jérusalem, finit sa carrière aventureuse.

Depuis son arrivée dans la Syrie, où elle avait jeté de l'éclat par ses libéralités fastueuses et par ses inspirations prophétiques, elle n'avait cessé de s'annoncer comme devant être la libératrice de cette province, comme devant entrer un jour triomphalement dans les murs de Jérusalem, et comme devant y opérer la réunion de l'Europe et de l'Orient.

Les promesses belliqueuses d'une femme ayant peu d'influence dans les pays de l'Asie, lady Stanhope n'avait pas manqué de déclarer que, pour commander ses armées et opérer les grandes révolutions qu'elle annonçait, elle attendait un époux-roi, pour lequel une jument était uniquement réservée et toujours prête dans ses écuries.

Mais son ascendant sur les Syriens, et principalement sur les chrétiens du Liban, s'était considérablement affaibli depuis que sa beauté éclatante avait été remplacée par les rides de la vieillesse, et depuis que sa fortune, mal dirigée et peu économisée, ne lui permettait plus

d'étaler aux yeux des habitants de cette partie de l'Orient la magnificence fastueuse qui les avait éblouis dans les commencements.

Négligée par Méhémet-Ali et par son fils, qui ne la regardaient que comme une visionnaire, elle s'était déclarée hautement en faveur du sultan et faisait des vœux pour la cause de la légitimité et pour le triomphe des armées ottomanes; mais elle mourut avant de connaître le résultat de la bataille de Nézib.

CHAPITRE LXXVI.

DERNIÈRE MALADIE DU SULTAN MAHMOUD. — DISPOSITIONS PRISES PAR SES MINISTRES POUR CONSERVER L'ORDRE ET COMPRIMER LES FACTIEUX. — MORT DE CE MONARQUE ET AVÉNEMENT DE SON FILS AÎNÉ LE SULTAN ABDUL-MEDGID. — CARACTÈRE DU SULTAN MAHMOUD EXPLIQUÉ PAR SA CONDUITE ET PAR LES PRINCIPAUX ÉVÉNEMENTS DE SON RÈGNE PENDANT TRENTE-ET-UN ANS.

Lorsque la nouvelle de cette bataille arriva à Constantinople, le sultan Mahmoud se mourait. Doué d'un tempérament robuste et sain, ce prince n'avait jamais été sérieusement malade depuis son avénement au trône. Ayant pris le goût du vin en 1827; il s'y était livré avec fureur. Ses ivresses journalières avaient émoussé en lui l'effet des vins les plus énergiques, et il avait cherché un stimulant dans le rhum et l'eau-de-vie.

Ses inquiétudes journalières, causées par les événements politiques, accroissaient l'effet délétère produit par les liqueurs fortes et détruisaient progressivement sa bonne constitution.

Ce genre de vie avait duré près de douze ans sans détruire en lui l'amour du travail du cabinet, auquel il consacrait régulièrement six à sept heures par jour. Mahmoud possédait au plus haut degré la force héréditaire et la constitution de fer de la plupart des princes de la maison ottomane.

Il résista long-temps aux effets pernicieux de l'usage immodéré du vin et des liqueurs fortes; mais au commencement de 1839 son moral ne tarda pas à être altéré. Tantôt, triste et rêveur, il restait plusieurs heures sans se mouvoir et sans parler; tantôt, cédant à une agitation violente, il quittait ses appartements, montait à cheval et courait en divers lieux.

Cependant la tête du sultan survivait à l'anéantissement successif de son corps : ce prince prétendait tout voir, tout embrasser, tout dominer, tout régir. Il voulait être au courant de tout ce qui se passait, dictait ses dépêches et donnait des ordres qu'il oubliait ou changeait le lendemain.

Plusieurs médecins furent appelés pour soigner la santé du malade. L'hékim-bachy, ou chef des médecins de l'empire, était d'avis que la maladie du sultan n'était qu'un rhume violent. Il avait proposé d'abord l'usage de boissons mucilagineuses et du lait. Mais, reconnaissant bientôt l'inutilité de ces moyens curatifs, il avait recommandé d'employer les vins de Tokay et d'absinthe, attendu, disait-il, qu'il était dangereux de priver tout à coup de stimulants un corps habitué à une surexcitation constante. — Un médecin grec, Cara Théodore, partageait l'opinion de l'hékim-bachy, mais il ne voulait employer que des émollients.

Un médecin allemand, le docteur Neuner, avait dé-

claré, comme nous l'avons déjà dit, que le monarque était atteint d'une phthisie tuberculeuse; mais, pour s'en assurer, il demandait à pouvoir palper toutes les parties souffrantes. Cette proposition, contraire à l'étiquette du sérail et à tous les usages établis, avait excité l'étonnement et des murmures.

Consulté à ce sujet, Mahmoud ne fit aucune objection et soumit sans répugnance son corps au toucher et aux pressions du médecin allemand.

Mais tous les remèdes indiqués n'avaient pas soulagé les douleurs et n'avaient pu arrêter les progrès du mal.

Le monarque, à qui le repos était indispensable, avait accru les progrès de sa maladie en se rendant en personne, malgré toutes les instances, aux prières publiques dans une mosquée située à une demi-lieue de sa résidence (1).

La sultane Esma, sœur du monarque, proposa alors à son frère de se faire voir par le docteur Millingen (2), médecin anglais, qui jouissait d'une haute réputation. Mahmoud approuva cette offre.

Ce médecin avait été souvent témoin en Angleterre des ravages affreux que cause sur le corps humain l'usage immodéré des liqueurs alcooliques.

Après avoir expliqué l'origine et la marche du mal qui affligeait alors le sultan, et présenté des détails qui, au grand étonnement des courtisans, coïncidaient parfaitement avec ce que le monarque avait éprouvé, le docteur Millingen se contenta de prescrire l'emploi de

(1) Il résidait alors au sérail de Tchatlidgé, sur le Bosphore.

(2) Le docteur Millingen était venu dans le Levant à la suite de lord Byron, dont il avait été le médecin.

quelques gouttes de laudanum dans une infusion de valériane. Ce calmant diminua les douleurs et ranima un peu la vitalité presque éteinte dans le corps du sultan.

Ce mieux apparent avait déjà excité la joie dans l'intérieur du sérail. Mais le désordre des facultés intellectuelles ne tarda pas à paraître. Les extrémités supérieures tremblaient; des soubresauts fréquents se manifestaient dans tous les tendons.

Cependant les scheiks des principales mosquées et les astrologues du sérail annonçaient que le sultan survivrait à ses maux actuels, et qu'avant sept jours il pourrait se rendre à cheval aux prières publiques du vendredi.

Mais, dans la soirée du 30 juin, Mahmoud se trouvait à la dernière extrémité. Ayant perdu tout espoir, le docteur Millingen annonça à Halil-Pacha, gendre du sultan, et à Khosrew-Pacha, chef du ministère, que le monarque n'avait pas vingt-quatre heures à vivre.

Cependant des bulletins rassurants continuèrent à être envoyés d'heure en heure aux ministres de la Sublime-Porte, et des extraits de ces avis médicaux étaient répandus dans la nombreuse population de Constantinople et de ses faubourgs.

La crainte de l'énergie terrible de Mahmoud retenait les factieux dans le devoir; ils attendaient, disait-on, sa mort avec impatience pour se montrer à découvert et pour chercher à exciter des soulèvements dans la populace.

Pendant que le sultan Mahmoud était à l'agonie sur son lit de mort, ses deux gendres Halil et Saïd, ses deux chambellans Izzet et Riza, s'étaient réunis en conseil particulier avec Khosrew-Pacha pour statuer sur les me-

sures qui devaient être adoptées après la mort du monarque.

Les talents et l'expérience de Khosrew-Pacha étaient nécessaires au commencement du nouveau règne. La nouvelle sultane mère estimait Khosrew, qui depuis long-temps avait cherché à gagner ses bonnes grâces. Le prince héréditaire, que son père avait élevé dans les principes de la réforme, avait une grande confiance dans ce vieux ministre, qui s'était constamment montré le partisan zélé des nouvelles institutions.

Persistant dans son intention de dissimuler ses souffrances, Mahmoud avait renoncé à faire ses adieux à sa cour et même à ses femmes et à ses enfants. Il mourait dans la solitude, au milieu de son palais.

Cependant, malgré ses ordres formels, Khosrew-Pacha, Halil-Pacha et le chambellan Riza-Bey, pénétrèrent dans la chambre du monarque expirant. C'était trop tard; Mahmoud n'avait pas encore rendu le dernier soupir, mais il ne parlait plus et ne faisait aucun mouvement.

Sous le prétexte de diriger les troupes comme ministre de la guerre, afin de contenir, en cas de besoin, les mouvements séditieux des anciens janissaires et de leurs partisans, Saïd, quoique gendre du sultan, fut éloigné du sérail dans ces moments importants. Restés maîtres du terrain, Khosrew et Halil se concertèrent avec le prince héréditaire et avec sa mère pour faire proclamer le nouveau souverain de l'empire aussitôt que le monarque actuel aurait cessé de vivre.

Après une agonie qui dura toute la nuit du dimanche au lundi et durant laquelle Mahmoud resta constamment plongé dans un assoupissement pénible, ce prince

expira le 1er juillet, à sept heures et demie du matin. Il venait d'achever la 54e année de sa vie et la 31e de son règne.

Le plus grand calme régna à Constantinople dans ces moments critiques. Aucun désordre n'accompagna la cérémonie des funérailles. Le sultan Mahmoud fut enterré, comme il l'avait désiré, dans un lieu consacré, appartenant à sa sœur Esma, et à peu de distance de la célèbre colonne brûlée, qui, construite en pierres assemblées dans les temps du Bas-Empire, a résisté à l'action destructive de nombreux incendies dont elle porte les traces.

On avait prétendu que des complots avaient été ourdis dans les derniers jours de juin, lorsque la mort de Mahmoud était imminente, et que des mudéris ou professeurs attachés à des mosquées impériales et leurs disciples y avaient pris part. Ces complots, disait-on, devaient être appuyés par les débris de la milice des janissaires.

Mais personne n'osa remuer; l'ombre terrible du sultan Mahmoud pesait sur les mécontents; le scheik-al-islam ou grand-muphti, redoutant les conséquences de nouveaux troubles dans ces moments dangereux, seconda le gouvernement et travailla à déjouer les projets des conspirateurs. Le vigilant Khosrew avait un œil attentif sur toutes les menées des ennemis de l'ordre. On connaissait son énergie inflexible et son courage. Le terrible exterminateur des janissaires, Husseyn-Pacha, fut appelé dans ces circonstances à Constantinople, et s'empressa de quitter Viddin, dont le pachalik lui avait été confié, pour se rendre dans la capitale auprès du nouveau sultan.

Le salutaire effroi qu'inspiraient ces deux hommes,

dont l'énergie sanguinaire avait paru d'une manière si terrible à l'époque de l'abolition des janissaires, détruisit toute velléité d'émeute.

Pour mieux caractériser ce prince, nous allons présenter le tableau sommaire des principales opérations qu'il accomplit pendant son règne.

Ce monarque est un des réformateurs les plus extraordinaires qui aient figuré dans l'histoire des nations. Né au sein de la mollesse et dans la captivité du sérail, il montra une force d'âme et une énergie de caractère qu'on ne pouvait guère attendre à cette époque d'un membre de la dynastie ottomane. Une constitution robuste et une force physique extraordinaire soutenaient l'énergie de ses passions, la fermeté de sa volonté et la persévérance de ses résolutions.

Resté seul de toute la dynastie ottomane en 1808, à l'époque de la révolution qui fit périr le sultan Sélim III, le sultan Moustapha IV et le grand-visir Moustapha-Baïractar, il tira un immense avantage de sa position isolée.

Détesté par le parti victorieux, il aurait péri infailliblement, si sa mort, en éteignant la dynastie régnante, n'avait fait disparaître en même temps l'empire ottoman, dont le sort et les institutions sont, comme nous l'avons dit plus haut, intimement et inséparablement liés avec cette famille souveraine, qui en est la fondatrice et l'appui.

Dès le commencement de son règne Mahmoud déploya une activité infatigable et entreprit de gouverner par lui-même. Mécontent de sa dépendance à l'égard des janissaires, il forma la résolution de s'en défaire aussitôt qu'il le pourrait; mais, aussi prudent qu'énergi-

que, il eut de grands ménagements apparents pour cette milice dangereuse, et il s'efforça de gagner la faveur des oulémas.

Ne pouvant écraser à cette première époque ses ennemis les plus redoutables, il s'attaqua aux usurpateurs des droits de sa souveraineté hors de sa capitale. Il demanda à un des plus indépendants d'entre eux, à Soliman, qui était le pacha des deux provinces réunies de Bagdad et de Bassora, un compte exact des trésors provenant de la succession des anciens pachas. Sur son refus, une sentence de condamnation fut prononcée contre cet orgueilleux gouverneur.

Hallet-Effendi, chargé de l'exécution de cette décision souveraine, trouva le moyen de réussir par la puissante séduction de l'argent et des promesses. Abandonné par ses propres officiers, Soliman avait cherché un asyle sous les tentes des Arabes bédouins. Mais les chefs de ces hordes errantes avaient été gagnés par l'or. — Les lois sur le respect de l'hospitalité leur parurent moins sacrées que l'obéissance due aux ordres du sultan. Après avoir assassiné Soliman-Pacha, ces misérables scheiks remirent la tête du rebelle entre les mains de Hallet-Effendi, qui s'empressa d'aller déposer ce trophée à la porte du sérail de Constantinople.

Le succès de cette mission dangereuse fut la première cause de la fortune de Hallet-Effendi. Ancien derviche de l'ordre des *Mevlevi*, Hallet détestait, depuis sa première jeunesse, par rivalité de corps, les derviches bektachis, qui étaient affiliés à la milice des janissaires (1). Il avait de l'éloignement pour les oulémas, dont

(1) Nous avons déjà dit que Hadgy-Bektache, fondateur des derviches bektachis, avait été chargé par le sultan Amurath Ier de donner aux janissaires leur nom et leurs premières institutions.

les intrigues et les efforts contre l'autorité souveraine devaient déplaire à un homme qui attendait sa fortune des faveurs du sultan.

Des missions diplomatiques l'ayant fait voyager en Europe, il avait vu et admiré le système de gouvernement établi en France par l'empereur Napoléon. Il avait particulièrement accordé son admiration à la discipline des armées françaises, qui, quoique victorieuses, ne connaissaient d'autre volonté que celle de leur général, devenu empereur. Ses éloges continuels de Napoléon et de ses armées avaient fortifié dans le cœur du sultan Mahmoud le désir d'imiter ce monarque européen, en disciplinant les soldats ottomans et en détruisant les entraves qui gênaient l'exercice de l'autorité souveraine.

Ne voulant pas avoir à combattre à la fois les Russes et les Anglais, Mahmoud était entré de bonne heure, après son avénement au trône, en négociation avec la cour de Londres, et avait conclu la paix avec elle le 5 janvier 1809. — La fermeture du canal des Dardanelles contre les vaisseaux de guerre de toutes les nations étrangères fut stipulée dans ce traité.

L'or des Russes et la lâcheté des principaux chefs de l'armée ottomane ayant procuré au cabinet de Saint-Pétersbourg le traité, si avantageux pour lui, qui fut signé à Bukarest le 28 mai 1812, le sultan Mahmoud avait refusé long-temps de le ratifier; mais les janissaires et leurs puissants amis avaient obligé le Grand-Seigneur, par leurs cris et par leurs menaces outrageantes, à consentir aux conditions de cette paix (1).

Cet événement ne pouvait pas manquer d'accroître la

(1) Il fit périr plus tard les négociateurs turcs qui avaient signé ce traité. Demetrius-Morusi fut massacré ; son frère Constantin fut décapité plus tard.

haine violente qui depuis long-temps fermentait dans le cœur du sultan Mahmoud contre les janissaires. Il eut aussi pour résultat immédiat de diminuer considérablement l'estime de la population ottomane pour cette milice, autrefois si glorieuse et actuellement si dégénérée.

Dans le congrès de Vienne de 1815, où l'on avait admis pour principe l'établissement de l'équilibre européen, la Turquie n'avait pas été appelée à concourir aux résolutions de cette assemblée, quoique le Levant dût être considéré comme une des bases principales de cet équilibre.—Profitant des idées religieuses qui firent donner à cette assemblée le titre singulier de *congrès de la sainte-alliance*, le cabinet de Saint-Pétersbourg fit repousser de ce grand conseil européen les mandataires de la Sublime-Porte comme étant musulmans. Il se réservait par cette exclusion le droit d'agir en toute liberté à l'égard de l'empire turc.

Délivré de la guerre de Russie et devenu étranger aux grands arrangements des principales puissances de l'Europe, le sultan Mahmoud s'occupa du repos intérieur de l'empire et travailla à rétablir l'unité du pouvoir dans ses états. — Plusieurs pachas et quelques puissants ayans se trouvaient en état de rébellion à l'égard de la Porte; d'autres montraient peu de déférence pour ses ordres. Plusieurs seigneurs feudataires transmettaient, par droit d'hérédité, à leurs descendants, des portions considérables de l'Asie-Mineure et de la Turquie d'Europe.

Mahmoud, en excitant des rivalités et des querelles entre tous ces hommes qui lui donnaient ombrage, parvint à les affaiblir les uns par les autres, et finit, moyennant son intervention directe, par les faire tous disparaître. Les Tchiapan-Oglou et les Caraosman-Oglou,

riches et puissants feudataires dans l'Asie-Mineure, perdirent alors leur influence féodale et furent contraints à accepter dans d'autres provinces de l'empire les fonctions de pachas.

La Servie, révoltée contre la Porte, était devenue une plaie dévorante et un fardeau onéreux pour le gouvernement ottoman. Cédant aux circonstances et aux principes d'une sage politique, Mahmoud avait accordé à ces peuples, de son plein gré et contre l'avis de la majorité de ses ministres, une liberté qu'il ne pouvait plus leur refuser. Leur donnant des institutions convenables à leur état de civilisation et à leurs besoins, il avait fini par faire des Serviens des hommes tranquilles et des sujets dévoués à leur souverain.

La secte des Wachabis, qui avait commencé à paraître vers le milieu du 18e siècle, attaquait dans leurs principes les deux grandes sectes musulmanes des Sunnites et des Schiites, et menaçait d'établir dans ces régions brûlantes un fanatisme ardent, basé sur le plus rigoureux puritanisme. Aucune image ni aucun monument n'étaient sacrés aux yeux des Wachabis. Ces fanatiques avaient pillé les villes saintes, avaient outragé la Kaaba et avaient interrompu pendant plusieurs années le pèlerinage de la Mecque.

Mahmoud était parvenu à battre et à disperser les corps nombreux et continuellement mobiles des Wachabis, et avait acquis par ces succès une grande popularité parmi les mahométans de toutes classes, qui voyaient ces novateurs avec horreur et appréhension. — Mais ce n'était qu'avec les troupes disciplinées de Méhémet-Ali que le sultan Mahmoud avait obtenu ces décisifs et utiles avantages.

Ali-Tébélen, pacha de Janina, était devenu un vassal

trop puissant ; son insolence et son indocilité méritaient un châtiment exemplaire. Ses richesses, acquises par la plus épouvantable tyrannie, étaient trop considérables pour rester entre les mains d'un particulier. Mahmoud, comme calife, le déclara *firmanli* en 1819, et, profitant des haines violentes que la conduite sanguinaire et spoliatrice de ce tyran avait excitées parmi tous ses voisins, il parvint à l'écraser et à le faire périr. Il mit dans cette longue lutte une persévérance et une fermeté inébranlables, qui furent la cause de ses succès.

Favorisée par la guerre de la Porte contre Ali-Pacha, l'insurrection de la Grèce, commencée en 1821, avait fait des progrès et avait pris de la consistance. — Ce n'était plus une lutte contre des pachas et des ayans rebelles, c'était une nation tout entière qu'il fallait vaincre et faire rentrer sous la domination de la Porte.

Égaré par les conseils sanguinaires des ministres du divan, entre autres par Pertew-Pacha, ministre des affaires étrangères, Mahmoud avait permis d'abord qu'on déployât contre les chrétiens insurgés une sévérité barbare, et qu'on fît périr et outrager le chef et les membres du synode métropolitain. En adoptant contre les Grecs le système de la terreur, les ministres ottomans pensaient que ces hommes, énervés par un esclavage de quatre siècles, ne seraient pas susceptibles de persévérance dans leur audacieuse entreprise.

Mais ces ministres se trompaient ; la fureur et le désir de la vengeance animèrent tous les habitants chrétiens de l'ancienne Grèce lorsqu'ils apprirent les nombreux massacres commis sur leurs coreligionnaires par ordre du gouvernement ottoman.

La lutte devint terrible entre les deux partis ; les Grecs, par leur persévérance inébranlable et par l'audace

de leurs entreprises, se montrèrent dignes de leurs ancêtres. Cependant, affaiblis par leurs divisions intérieures, ils auraient fini par succomber sous les attaques continuellement renouvelées d'après les ordres du sultan Mahmoud, qu'aucun revers ne pouvait ébranler, si les trois premières puissances de l'Europe (la France, l'Angleterre et la Russie) n'avaient pas pris le parti de s'entendre pour sauver cette population chrétienne des dan gers qui la menaçaient.

Malgré cette intervention formidable, le sultan Mahmoud ne voulut pas céder; il s'exposa aux dangers d'une nouvelle guerre contre les Russes plutôt que d'accepter les propositions des trois cours alliées. Les revers inouïs de la campagne de 1829 et la prise d'Andrinople par les Russes purent seuls ébranler la fermeté de ce monarque et l'obliger à reconnaître l'indépendance de la Grèce.

Durant la longue et sanglante lutte des Turcs contre les Grecs, les janissaires s'étaient plusieurs fois déshonorés par leur lâcheté et leur indiscipline; ils avaient été la principale cause des nombreux revers éprouvés par les armées ottomanes. — Il n'y avait qu'un cri de réprobation contre eux dans tout l'empire. Les séraskiers et les autres chefs des armées n'en voulaient plus avoir sous leurs ordres, à cause du mauvais exemple de leur conduite indisciplinée.

Le moment parut favorable au sultan Mahmoud d'exercer enfin sur cette milice tombée dans le mépris public, et qu'il abhorrait, sa terrible vengeance différée depuis dix-huit ans.

Cependant dans cette affaire le sultan agit avec une prudence consommée. Il se contenta d'abord de proposer de choisir dans le corps des janissaires un certain

nombre de volontaires, qui seraient instruits dans les exercices de la tactique européenne, et fit approuver cette résolution par le corps entier des oulémas, par les grands dignitaires de l'empire et par les chefs des corporations de Constantinople.

Ayant, par leurs excès et leurs crimes de tout genre, détaché leur cause de celle des hommes de loi et de la grande majorité du peuple mahométan, les janissaires ne trouvèrent aucun appui, et disparurent en un clin d'œil.

Cet ancien corps fut à jamais aboli. Le sultan ne prononça contre les coupables aucune sentence de mort, mais il laissa à ses ministres et à ses généraux l'application des peines prescrites par les lois outragées; il se réserva, au contraire, à lui seul la distribution des récompenses dont il combla ceux qui l'avaient bien servi dans cette dernière lutte, ainsi que les officiers des janissaires qui n'avaient pas pris part à la criminelle entreprise de leurs soldats.

Mahmoud accordait volontiers sa confiance aux ministres qui lui paraissaient habiles et fidèles, mais il ne se laissait jamais dominer par eux. Hallet-Effendi, après avoir été long-temps son confident, reçut la mort par ses ordres, parce que ce prince avait fini par reconnaître d'une manière évidente que cet agent tantôt ostensible et tantôt secret de son autorité souveraine avait abusé de sa confiance et s'était rendu coupable des plus honteux excès.

Pertew-Pacha, long-temps ministre des affaires étrangères, avait montré pendant un grand nombre d'années des talents supérieurs et une probité incorruptible; mais cet homme était un musulman fanatique. Ses funestes conseils avaient fait périr les chefs de l'église grecque et

les principaux personnages de cette nation à l'époque de l'insurrection de la Grèce; son obstination, fondée sur sa haine contre les chrétiens, avait fait rejeter toutes les propositions des grandes puissances européennes relativement à l'émancipation des Grecs; elle avait été la principale cause de la dernière guerre avec les Russes. — Mécontent du fanatisme de cet homme, dont il appréciait cependant les talents et la probité, Mahmoud avait fini par prononcer son arrêt de mort.

Ces actes d'une sévérité cruelle, quoique excusés par la politique, avaient été peu nombreux depuis que ce prince avait pris la glorieuse résolution de réformer son peuple pour le régénérer.

Ayant senti qu'il fallait modifier l'action de son despotisme, afin de faciliter le rapprochement de ses sujets avec la civilisation européenne, il avait renoncé presque entièrement à exercer l'autorité prévôtale, qui, d'après les anciennes lois de l'empire, appartient au monarque régnant.

Il avait fait plus: malgré les embarras fréquents de son trésor impérial, il avait aboli la confiscation, et il avait cessé de séquestrer à son profit les biens de ses serviteurs morts à son service.

Autrefois les ministres disgraciés perdaient la vie avec leurs dignités; Mahmoud se contentait, dans les derniers temps, de les punir par un changement de résidence ou par un simple bannissement.

La haine de Mahmoud contre le vice-roi d'Égypte tenait à son principe favori d'établir l'unité du pouvoir dans toute l'étendue de son vaste empire. Mais les circonstances difficiles où il s'était trouvé lui avaient fait commettre la faute de permettre à son lieutenant en Égypte d'acquérir des richesses immenses, et de créer

des armées et des flottes considérables, ce qui rendait ce vassal presque égal à son maître.

Quelques observateurs ont admiré le génie de Méhémet-Ali, qui avait réussi en peu de temps à organiser des armées et des flottes, et à acquérir un revenu considérable. Ils ont cru reconnaître une moindre capacité dans le sultan Mahmoud, parce qu'il a mis beaucoup plus de temps à obtenir les mêmes résultats, et qu'il n'y est même parvenu que d'une manière imparfaite. Mais Méhémet-Ali avait trouvé en Égypte un peuple docile, laborieux et soumis, et le sol le plus fécond de la terre! Il n'avait eu à combattre, dans l'exécution de ses projets, ni janissaires ni oulémas.

Mahmoud, au contraire, avait rencontré de très puissants obstacles dans son peuple indocile et remuant, dans le corps des janissaires, qui avait détrôné tant de sultans, et dans les oulémas, que leur influence religieuse, leurs richesses et leurs prétentions, fortifiées par le temps, avaient rendus extrêmement redoutables à l'autorité souveraine.

Né dans une classe inférieure de la société, Méhémet-Ali n'avait cherché qu'à réunir entre ses mains le pouvoir absolu et l'avait exercé avec une rigueur inflexible; rapportant tout à lui-même, il s'était peu occupé du bonheur des peuples soumis à sa domination.

Mahmoud, né sur le trône, avait consenti, dans l'intérêt de ses sujets, à relâcher le pouvoir arbitraire que les lois lui accordaient. Après avoir supprimé les confiscations des biens et le droit d'hérédité du souverain à l'égard de ses serviteurs, il avait mis fin aux monopoles qui avaient pour but d'accroître les revenus du trésor public et ceux de son trésor particulier.

Loin de concentrer tous les pouvoirs en lui-même,

comme Méhémet-Ali, le sultan Mahmoud avait organisé son divan en deux sections, qui discutaient et préparaient tous les projets de loi et toutes les grandes résolutions politiques, qu'elles soumettaient ensuite à la sanction définitive du monarque.

Malgré les principes de fatalisme consacrés par l'Alcoran, Mahmoud avait ordonné l'établissement d'une quarantaine contre la peste dans Constantinople; cet essai devait servir de base par la suite, dans tout l'empire, aux moyens préservatifs qu'il avait l'intention d'établir contre la marche de ce fléau destructeur.

Ce prince, ferme et inébranlable dans ses résolutions, a été représenté par quelques écrivains comme cruel et sanguinaire. Beaucoup de sang a été répandu durant son règne, mais ce fut plutôt par les ordres et les conseils de ses ministres que par sa propre impulsion. Loin de se plaire dans le sang, comme les Néron et les Tibère, on le vit ordonner de cesser les massacres et défendre d'avoir recours à des mesures rigoureuses toutes les fois que les intérêts de sa politique le lui permettaient.

Il n'avait d'autre idée que d'affranchir son autorité souveraine, afin d'être en état de faire le bonheur de ses peuples. Il espérait rendre à la Turquie son ancien éclat et améliorer le sort de ses sujets en les admettant à jouir des avantages de la civilisation européenne.

Il avait les intentions grandes et généreuses de son cousin Sélim III; mais il lui était bien supérieur sous les rapports de la fermeté du caractère et de sa persévérance inébranlable dans ses résolutions.

Il a opéré de grandes et utiles réformes; mais il est bien loin d'avoir complété et consolidé son ouvrage comme Pierre le Grand qui fut le régénérateur ou plutôt le créateur de la Russie. Isolé, sans éducation, et menacé

dans son existence personnelle, le monarque russe s'était élevé par la seule force de son génie et par l'énergie inébranlable de sa volonté au premier rang parmi les monarques bienfaiteurs de leurs sujets, au bonheur desquels il avait sacrifié son propre sang.

Menacé par les strélitz et par les prêtres, Pierre le Grand avait su abattre les premiers; il avait obligé les autres à ramper servilement sous son autorité souveraine.

Mahmoud avait réussi également à écraser et à abolir les janissaires. Mais son ouvrage est resté imparfait, parce que les oulémas, rivaux constants de l'autorité de leur souverain, conservent encore leurs droits, leurs richesses et leur ascendant sur le peuple.

Le plus grand éloge que nous puissions faire de Mahmoud est de dire que, quoique chef d'une nation mahométane, quoique calife, il avait fini par connaître que l'empereur des deux Turquies doit être le père de tous ses sujets et n'avoir aucun égard aux différences des croyances religieuses.

On assure que dans les dernières années de son règne Mahmoud avait coutume de dire : « Je veux qu'il n'existe aucune distinction entre mes sujets de toute classe. Je veux répandre sur eux d'une manière égale ma protection et mes faveurs.

» Mes intentions sont que les musulmans ne soient considérés comme tels que dans leurs mosquées, et que, sous le même point de vue, les chrétiens ne soient chrétiens que dans leurs églises, et que les israélites ne soient israélites que dans leurs synagogues. Je veux que, hors de ces lieux, où tous rendent également hommage à la divinité, ils jouissent uniformément des mêmes droits politiques et de ma protection paternelle. »

Ces paroles suffisent pour classer le sultan Mahmoud parmi les monarques les plus sages et les plus éclairés de son époque : car c'est dans cet amalgame hétérogène de nations subordonnées les unes aux autres par suite de leurs opinions religieuses qu'existe la principale cause de la faiblesse actuelle de la Turquie.

Le sultan Mahmoud avait une belle et noble figure avec des yeux noirs et une barbe épaisse. Sa stature était moyenne ; mais, son buste étant long, il paraissait, à cheval, posséder une haute taille. Sa poitrine était forte et bien développée. Peu de ses sujets pouvaient tendre l'arc qu'il pliait avec facilité dans ses exercices à l'Okmédan ou champ des flèches, près de Constantinople. Sa voix forte inspirait l'obéissance et devenait terrible et caverneuse dans ses moments de colère.

CHAPITRE LXXVII.

PREMIÈRES OPÉRATIONS DU NOUVEAU SULTAN ABDUL-MEDGID. DÉFECTION DU CAPITAN-PACHA AHMED, QUI QUITTE SANS AUTORISATION LE CANAL DES DARDANELLES AVEC SA FLOTTE POUR SE RENDRE EN ÉGYPTE, OU IL LA LIVRE A MÉHÉMET-ALI.

Mahmoud, avant sa longue agonie, avait recommandé de persévérer dans le système de la réforme. Toute déviation à cet égard aurait ressuscité les espérances des partisans du régime aboli, et ne pouvait guère manquer d'aliéner les sympathies de l'Europe.

Le nouveau sultan Abdul-Medgid avait été élevé par son père dans les principes qui avaient dicté les derniers changements. La sultane Validé, tendrement attachée au sultan son maître, admirait tout ce qu'il avait fait.

Tous les membres actuels du divan, entre autres Khosrew-Pacha, Halil-Pacha, Réouf-Pacha, Saïd-Pacha, et Nourry-Effendi, qui, dans les fonctions de reis-effendi, remplaçait provisoirement Reschid-Pacha, alors en mission en France et en Angleterre, devaient leur fortune aux faveurs du sultan Mahmoud et à la réforme des anciennes institutions.

Khosrew, qui, dans les dernières années du règne de Mahmoud, présidait le conseil des ministres, crut devoir proposer de rétablir l'ancienne dignité supprimée de grand-visir, parce que ce dernier titre assurait à celui qui l'occupait la direction suprême des affaires du gouvernement et le commandement des armées.

Le premier acte du nouveau sultan fut de conférer,

avec les sceaux de l'empire, les fonctions de grand-visir à ce même Khosrew, qui, depuis près de quarante ans, avait rempli successivement les premiers emplois de l'état, et avait donné des preuves nombreuses d'intelligence et de fermeté.

La question de l'Egypte était trop importante pour être perdue de vue dans ces moments critiques. — Ce fut d'après la proposition du grand-visir que le divan décida que les hostilités cesseraient contre les Egyptiens, et que l'on travaillerait à régler pacifiquement le différend actuel de la Porte avec Méhémet-Ali.

Akif-Effendi fut désigné pour porter au vice-roi d'Egypte des paroles de paix, pour faire cesser partout les hostilités, et pour donner l'ordre au capitan-pacha, qui était resté avec sa flotte aux Dardanelles, de quitter son mouillage actuel, et de rentrer dans le Bosphore.

Ce n'était que le 4 juillet qu'on avait appris à Alexandrie la nouvelle de la bataille de Nézib. Au lieu de se livrer à des réjouissances extraordinaires, Méhémet-Ali, qui craignait l'intervention des étrangers, et particulièrement celle des Russes, se montra sage et modéré, et s'empressa, d'après la demande de M. Cochelet, consul général de France en Egypte, d'envoyer l'ordre à son fils Ibrahim de ne pas franchir les limites de la Syrie.

Le nouveau sultan attendait avec impatience le retour de sa flotte, dont l'apparition à Constantinople devait coopérer, avec les autres mesures, à conserver l'ordre et la tranquillité publique.

Mais les vaisseaux de cette flotte ne paraissaient pas; on ne recevait d'eux aucun avis, quoique le capitan-pacha Ahmet eut dû déjà avoir mis à la voile pour retourner à Constantinople d'après les ordres qui lui avaient été transmis par Akif-Effendi. Ayant appris à la

fois la nouvelle de la mort du sultan Mahmoud et celle de la nomination de Khosrew-Pacha au rang suprême de grand-visir, et ajoutant foi au bruit courant que Tahir-Pacha (1) allait reprendre ses anciennes fonctions de capitan-pacha, Ahmet éprouva le sentiment de la terreur. Il regardait l'ordre du rappel de sa flotte à Constantinople et la mission pacifique d'Akif-Effendi comme étant pour lui, en sa qualité d'ancien partisan de la guerre, un pronostic de destitution et peut-être même de mort. Le sultan Mahmoud était le seul appui qu'Ahmet eût à Constantinople. Mahmoud étant mort, Ahmet se trouvait isolé et livré sans défense aux ministres vindicatifs, ses anciens rivaux, devenus ses maîtres.

Plongé dans les plus cruelles inquiétudes, Ahmet écouta avec plaisir la proposition qui lui fut faite par son contre-amiral, Osman, de rechercher l'amitié de Méhémet-Ali, et de se mettre avec toute sa flotte sous la puissante protection de ce pacha victorieux.

Après un colloque entre le capitan-pacha et le contre-amiral Osman, le signal fut fait à la flotte le 14 juillet de quitter les Dardanelles pour entrer dans la mer Egée. — Le capitana-bey ou vice-amiral, qui était âgé de 80 ans, ne prit aucune part à cette résolution; mais il suivit sans remontrance les ordres de son général en chef. — Les officiers et les équipages croyaient généralement que leur sortie des Dardanelles et le mouvement ordonné avaient lieu par suite d'un ordre spécial du gouvernement.

L'intention des grandes puissances était d'empêcher toute collision entre les flottes ottomane et égyptienne.

(1) Ahmet avait succédé à Tahir dans les fonctions de capitan-pacha.

Afin de faciliter l'exécution de cette mesure, la France avait envoyé une escadre sous les ordres de l'amiral Lalande, qui avait l'ordre de se tenir à l'entrée du canal des Dardanelles. Cependant l'Angleterre, qui avait annoncé les mêmes intentions, tenait alors sa flotte dans le canal entre Malte et la Sicile, bien loin de l'Egypte et de l'Hellespont.

Chargé de surveiller la flotte turque, l'amiral Lalande n'avait pas reçu d'autre instruction que d'empêcher un combat. — Puisqu'on voulait éviter que les deux flottes rivales ne vinsent aux prises, il aurait été plus simple de les empêcher de sortir, l'une des Dardanelles, et l'autre d'Alexandrie. Mais les deux amiraux français et anglais n'avaient reçu de leurs cours aucune injonction relative à cette mesure de précaution.

Dans la même journée où la flotte ottomane quittait les Dardanelles, l'amiral Lalande, qui croisait près du cap Baba avec *l'Iéna* et *le Triton*, fut averti par le brick *le Bougainville*, placé en observation, du nouveau mouvement opéré par les vaisseaux turcs. Il vit sortir le lendemain, 5 juillet, du canal entre la Troade et l'île de Ténédos, d'abord le vaisseau anglais *le Vanguard*, et ensuite toute la flotte du capitan-pacha. Cette dernière se dirigeait, vent arrière, sur l'île de Métélin.

Dans le moment où l'amiral français saluait le pavillon du capitan-pacha, un bateau à vapeur turc s'approcha de lui pour entrer en communication. L'amiral Lalande venait d'apprendre, avant cette rencontre, par une lettre de M. Battus, vice-consul de France aux Dardanelles, que le sultan Mahmoud était mort, et que son fils Abdul-Medgid lui avait succédé.

Inquiet de cette nouvelle, et ne s'attendant pas à la sortie de la flotte turque, l'amiral français, devenu impa-

tient, quitta son propre bord et se rendit sur le bateau à vapeur turc, afin de recevoir plus tôt les renseignements qu'il attendait. Il était accompagné du prince de Joinville, qui remplissait alors auprès de lui les fonctions de chef d'état-major.

Arrivé sur le bateau à vapeur, l'amiral français y trouva le contre-amiral Osman, ainsi que Avédik-Chaoün, interprète du capitan-pacha.

Après de grandes et longues doléances sur la mort du sultan Mahmoud, le contre-amiral Osman entra en explication sur la position critique des affaires de l'empire ottoman et sur les causes du mouvement actuel de la flotte turque. Il commença par vouloir faire entendre que Khosrew-Pacha et Halil-Pacha, qu'il disait être vendus au parti russe, impatients de s'emparer du pouvoir, avaient hâté par le poison la fin du sultan Mahmoud, que ces ministres trouvaient trop lente. « Ayant » réussi, ajouta-t-il, dans leur criminel projet, Khos- » rew s'est emparé de la dignité de grand-visir, et Halil » de celle de séraskier et de ministre de la guerre.

» Ces deux hommes, vendus à la politique de la Rus- » sie, devaient travailler, suivant l'opinion d'Osman, » dans l'intérêt de cette puissance et causer bientôt la » ruine du jeune sultan et de tout l'empire. Ils devaient » commencer par éloigner et faire périr tous les fidèles » amis du sultan Mahmoud et recommencer la guerre » avec plus de fureur que jamais contre le vice-roi d'É- » gypte. Cette lutte prolongée ne tarderait pas à fournir » aux Russes des motifs pour pénétrer et s'établir dans » l'empire ottoman.

» Afin de déjouer ces coupables projets, le capitan- » pacha avait pris la résolution, disait Osman, de se » concerter avec Hafiz-Pacha, général en chef des ar-

» mées ottomanes en Asie, et avec Méhémet-Ali, vice-
» roi d'Égypte, pour faire cesser la guerre actuelle, et
» pour former entre eux, par une alliance solide, une
» grande confédération qui, par la force et l'adhésion
» compacte de ses parties, suffirait pour mettre un ter-
» me à l'ambition des Russes et pour faire tomber les
» intrigants qui venaient de s'emparer du pouvoir.

» Le capitan-pacha espère, ajoutait Osman, que,
» puisque son projet a pour but de rétablir la paix dans
» toute la Turquie, et d'assurer par ce moyen la tran-
» quillité générale de l'Europe, aucun obstacle ne sera
» opposé à sa marche par les deux flottes française et
» anglaise. »

Ce discours du contre-amiral Osman était adroit et insidieux. Mais l'amiral Lalande ne pouvait s'empêcher de penser que le capitan-pacha Ahmet, et Hafiz-Pacha, général en chef de la grande armée ottomane en Asie, lesquels parlaient actuellement d'arrangements pacifiques avec Méhémet-Ali, étaient les mêmes hommes qui avaient toujours excité le sultan Mahmoud à la guerre contre le vice-roi d'Egypte, et que ce monarque avait choisis pour commander ses forces de terre et de mer. Il avait trop de sagacité pour ne pas reconnaître à l'instant que l'intérêt de la Turquie et du jeune sultan se trouvait sacrifié à des motifs de haine et de rivalités personnelles.

Chargé de surveiller la flotte turque, mais ne pouvant pas arrêter sa marche, l'amiral Lalande se contenta de donner quelques conseils, dont le but était d'empêcher une nouvelle effusion de sang entre les Turcs et les Égyptiens.

Cependant, le contre-amiral Osman ayant déclaré que le capitan-pacha avait l'intention de se rendre immédia-

tement dans l'île de Candie pour y commencer ses négociations avec le vice-roi d'Égypte, l'amiral Lalande ne manqua pas de lui représenter que cette démarche serait une grande faute, puisque l'île de Candie était alors au pouvoir de Méhémet-Ali.

« Si vous êtes repoussés à coups de canon des ports » de Candie, disait l'amiral Lalande, vous ranimerez » la guerre que vous voulez terminer; si, au contraire, » vous êtes reçus amicalement, on ne manquera pas de » vous accuser d'avoir manqué à vos devoirs et d'être » coupables de trahison envers le sultan. »

Interrogé par l'amiral Osman sur ce qu'ils avaient de mieux à faire dans leur position embarrassante, l'amiral Lalande leur conseilla d'aller s'établir à Rhodes ou à Marmorizza, et de commencer dans ces lieux, appartenant au Grand-Seigneur et peu éloignés de l'Égypte, leur négociation avec Méhémet-Ali.

Cet avis était très sage; aucune objection raisonnable ne pouvait lui être opposée. Osman répondit à l'amiral français qu'on suivrait ses conseils. Cette réponse fut confirmée le lendemain par le capitan-pacha lui-même, que l'amiral Lalande crut devoir visiter à son bord.

La flotte turque continua sa marche vers le sud. L'amiral français, se fiant à la parole du capitan-pacha, se contenta de donner l'ordre au commandant du brick *le Bougainville* de suivre les vaisseaux turcs et de ne pas les perdre de vue. Il expédia en même temps auprès de l'ambassadeur de France à Constantinople son sous-chef d'état-major, M. Guyot, pour l'informer de son entrevue avec le capitan-pacha et des résolutions qui avaient été prises.

La flotte ottomane, favorisée par le vent, au lieu de

se diriger sur Candie ou de s'arrêter à Rhodes ou à Marmorizza, suivant la promesse faite à l'amiral Lalande, se porta immédiatement sur Alexandrie. Ce fut le 13 juillet qu'elle fit son entrée dans ce port égyptien.

C'est ainsi qu'au lieu des combats terribles qu'on craignait entre les vaisseaux turcs et égyptiens, on vit les deux escadres se répondre mutuellement par des saluts d'honneur et d'amitié. Ahmet-Pacha fut reçu à bras ouverts, avec une haute distinction et avec les égards les plus affectueux, par le vice-roi d'Egypte, qui lui conserva son titre de commandement, en le retenant à Alexandrie. — Toute la flotte ottomane entra dans le vieux port.

Cette défection sera une honte éternelle pour Ahmet-Pacha. Les annales de la Turquie n'ont jamais été salies par un fait semblable. Cet homme, craignant la vengeance de ses rivaux personnels, n'avait pensé qu'à lui-même. Il avait sacrifié à cette considération pusillanime ses devoirs, sa gloire, les droits de son prince et les intérêts de son pays. Il avait voulu sauver ses jours; mais il était devenu l'hôte et l'humble serviteur de Méhémet-Ali, dont, malgré le riche cadeau qu'il lui apportait, il devait craindre les intrigues ambitieuses et l'abandon.

On était très inquiet à Constantinople depuis quelques jours sur le compte de la flotte ottomane, lorsque le bateau à vapeur français *le Papin*, expédié par l'amiral Lalande, arriva dans le Bosphore le 7 juillet et en donna les premières nouvelles. Celles-ci furent communiquées aussitôt à la Porte par l'ambassadeur de France. Ce n'était que deux jours auparavant que le divan ottoman avait appris le funeste résultat de la bataille de Nézib.

Ces deux nouvelles, arrivées presque simultanément

à Constantinople, furent un coup terrible pour les ministres turcs. Cependant on ne connaissait pas encore dans cette capitale la remise des vaisseaux turcs entre les mains de Méhémet-Ali. Mais le départ du capitan-pacha malgré l'ordre formel qui rappelait sa flotte à Constantinople, et sa déclaration que, de concert avec Hafiz-Pacha, il allait lui-même négocier les conditions de la paix avec le vice-roi d'Egypte, était un acte hostile contre le ministère ottoman. Celui-ci avait lieu d'être très alarmé.

Mais l'Europe entière, qui désirait le rétablissement de la paix dans le Levant, était intéressée à soutenir le nouveau sultan et son ministère, surtout depuis que la bataille de Nézib avait considérablement affaibli l'armée ottomane en Asie et porté la démoralisation parmi les autres corps militaires.

La défection d'Ahmet-Pacha, qui avait enlevé à la Porte toutes ses forces navales, pour les remettre au vice-roi d'Egypte, était une grande calamité pour le jeune sultan. Ce monarque se trouvait livré à la merci de son redoutable vassal.

Il y avait lieu de craindre que, conformément au traité de Hunkiar-Skelessi, la Russie ne fût bientôt appelée à défendre la Sublime-Porte contre ses ennemis intérieurs.

Comme la remise de la flotte par Ahmet-Pacha entre les mains de Méhémet-Ali n'était pas encore connue, le divan crut que, pour s'assurer la fidélité de ce grand amiral et dissiper ses inquiétudes, il était prudent de lui envoyer un khatty-chérif qui le confirmait dans ses fonctions, en lui donnant l'ordre de revenir immédiatement à Constantinople.

L'ambassadeur de France, sentant combien il impor-

tait au repos général que ce khatty-chérif parvînt le plus tôt possible entre les mains d'Ahmet-Pacha, mit à la disposition du divan le même bateau à vapeur *le Papin*, qui avait apporté les dépêches de l'amiral Lalande.

On expédia par la même occasion à Méhémet-Ali un autre khatty-chérif pour lui offrir l'hérédité du pachalik d'Égypte. C'était remettre en question les difficultés qui avaient amené la guerre, puisque cette concession restreinte à l'Égypte et offerte en 1837 par e sultan Mahmoud avait été repoussée par le vice-roi.

Méhémet-Ali attribua ce dernier khatty-chérif à la haine que Khosrew-Pacha lui témoignait depuis longtemps et jura de s'en venger.

La flotte ottomane venait à peine de faire son entrée dans le port d'Alexandrie, lorsque les consuls généraux, d'après l'esprit des instructions qu'ils avaient reçues de leurs gouvernements respectifs, insistèrent auprès du vice-roi sur le renvoi et la restitution des vaisseaux turcs que la trahison venait de lui amener.

M. Cochelet, assisté par M. de Lurde, secrétaire de l'ambassade française à Constantinople, demanda avec chaleur le renvoi des vaisseaux ottomans et représenta au vice roi que sa gloire et son propre intérêt exigeaient que cette restitution fût immédiate. Ils ne furent pas écoutés.

Au lieu d'acquiescer aux demandes pressantes des consuls, le vice-roi leur adressa son ultimatum, qu'il les pria de transmettre à leurs ambassadeurs auprès de la Sublime-Porte. Il déclarait dans cet ultimatum qu'il ne rendrait la flotte turque qu'après avoir obtenu l'hérédité de tous ses gouvernements actuels et après que le grand-visir Khosrew aurait été éloigné des affaires.

Vouloir retenir une flotte que la trahison seule lui

avait fait acquérir, et exiger le renvoi du nouveau grand-visir, étaient un acte très condamnable et une grande faute politique. C'était abandonner la conduite prudente qu'il avait suivie jusque alors en se tenant sur la défensive; c'était commettre une injure et un acte d'hostilité contre son nouveau souverain, dont il devait respecter et défendre la jeunesse et la débilité; c'était manquer d'égards envers les puissances européennes, qui exigeaient péremptoirement le renvoi des vaisseaux turcs; c'était compliquer les difficultés de sa position personnelle et se trouver dans l'isolement et en opposition à l'égard de l'Europe entière et du gouvernement ottoman; c'était enfin se constituer le maître absolu de l'empire, en demandant le renvoi du lieutenant du Grand-Seigneur.

En se laissant aveugler par ses succès, et en persistant dans ses propositions imprudentes et injustes, Méhémet-Ali commença à perdre dès lors la haute considération dont il jouissait, et prépara sa propre ruine.

15.

CHAPITRE LXXVIII.

COMME CHEF DE L'EMPIRE, LE SULTAN ABDUL-MEDGID REÇOIT DANS LA MOSQUÉE D'EYOUB, A CONSTANTINOPLE, LE SABRE DU COMMANDEMENT, LE 11 JUILLET 1839. — QUERELLE DU GRAND-VISIR ET DU MUPHTI A CE SUJET. — INTERVENTION DIRECTE DES CINQ GRANDES PUISSANCES, LA FRANCE, L'ANGLETERRE, L'AUTRICHE, LA RUSSIE ET LA PRUSSE, AU SUJET DES ARRANGEMENTS A PRENDRE POUR METTRE UN TERME AUX PRÉTENTIONS DU VICE-ROI D'ÉGYPTE, ET CONSOLIDER LA PAIX GÉNÉRALE EN EUROPE.

Ce fut au milieu de ces embarras, qui menaçaient l'empire ottoman d'une prochaine dissolution, et qui pouvaient amener une conflagration générale en Europe, que l'inauguration du jeune sultan Abdul-Medgid eut lieu le 11 juillet, et que ce prince, à l'instar de ses ancêtres, reçut dans la mosquée d'Eyoub, à Constantinople, le sabre du commandement.

Sans entrer dans des détails sur cette cérémonie, déjà décrite par plusieurs historiens, nous nous contenterons d'observer qu'une question sérieuse embarrassa le divan ottoman la veille du jour où le jeune sultan devait se mettre en marche pour se rendre à la mosquée d'Eyoub.

Le nouveau monarque serait-il sacré avec le turban sur la tête ou avec le fez que son père avait adopté? Le muphti déclara qu'il n'assisterait pas à la cérémonie si le jeune sultan ne s'y montrait pas avec le turban. Le grand-visir Khosrew se prononça pour le fez. La querelle fut violente entre ces deux grands dignitaires. — Elle

avait pour principe la rivalité entre les anciennes traditions et la nouvelle réforme.

Réouf-Pacha, président du conseil suprême de justice, s'interposa avec sagesse et modération dans cette discussion, qui pouvait avoir des suites très graves. Il fit observer que le turban paraîtrait au peuple le signe du retour à l'ancien régime, et serait un attentat à la mémoire du dernier sultan. Le muphti répliqua que le sultan Mahmoud lui-même avait été sacré avec le turban, et qu'il serait impossible aux musulmans de reconnaître l'héritier de la majesté sainte des califes sous un fez, qu'il nommait un *chapeau*, et même un *vilain* chapeau.

Le grand-visir Khosrew aurait pu lui répondre que les premiers sultans de la dynastie ottomane ne portaient ni le turban ni le fez (1). Mais, n'écoutant que sa colère, il s'écria en lançant sur le muphti des regards foudroyants : « Vous serez présent au sacre de Sa Hautese, qui aura le fez sur la tête, ou bien, dès cette nuit, je vous fais destituer. »

Connaissant la sévérité cruelle du grand-visir, le muphti céda, et le jeune monarque se montra dans la cérémonie du sacre avec le fez, signe extérieur de la réforme opérée par son père.

Ce fut le 24 juillet que revint d'Alexandrie Akhif-Effendi, que la Porte avait envoyé auprès du vice-roi d'Egypte. Les dépêches dont il était porteur furent communiquées le lendemain par le grand-visir aux représentants de la France, de l'Angleterre, de la Russie, de l'Autriche et de la Prusse. Méhémet-Ali, dans ces dépêches, annonçait qu'il avait signifié à son fils Ibrahim

(1) Ces princes portaient le bonnet tartare.

l'ordre d'arrêter sa marche. Déclinant la proposition de l'hérédité exclusive de l'Egypte, il réclamait la concession à perpétuité à sa famille de toutes les provinces soumises alors à son gouvernement. L'arrivée de la flotte ottomane n'était pas mentionnée dans ces écrits; il gardait à ce sujet un silence absolu. Il terminait sa lettre au grand-visir en lui représentant que, puisque le sultan Mahmoud lui avait envoyé Sarim-Effendi pour lui annoncer qu'il lui accorderait à perpétuité les pachaliks de Seyd et de Tripoli avec celui de l'Egypte, il devait être très étonné que le nouveau gouvernement, après les derniers événements arrivés en Syrie, ne lui concédât uniquement que l'hérédité de l'Egypte.

Attribuant à Khosrew tous les désagréments qu'il éprouvait, Méhémet-Ali lui fit une guerre ouverte. Non content d'écrire contre lui à la sultane Validé, à la sultane Esma, au muphti et à Halil-Pacha, il chercha à organiser contre le nouveau grand-visir une ligue de tous les pachas de l'empire. Mais tous ses efforts furent vains; personne n'embrassa sa querelle personnelle. On aimait peu Khosrew, mais on redoutait l'ambition effrénée de Méhémet-Ali.

Craignant d'un côté les mouvements hostiles d'Ibrahim-Pacha, et de l'autre l'intervention de la Russie, les ministres turcs se réunirent le 27 juillet dans un divan extraordinaire, qui fut présidé par le grand-visir et par le muphti. Il y fut décidé que les concessions à faire au vice-roi d'Egypte seraient élargies, et qu'on lui accorderait à perpétuité l'Egypte et la Syrie, moins le district d'Adana, en conservant à la Porte le droit d'administrer les quatre villes saintes de Damas, Jérusalem, le Mecque et Médine. Le tribut annuel était fixé à 30 millions de piastres turques, ou 7 millions 500 000 francs.

Mais, au moment où les envoyés désignés pour porter ces propositions à Alexandrie allaient se mettre en route, les premiers drogmans de France et d'Autriche vinrent présenter à la Porte l'invitation de leurs ambassadeurs de suspendre tout arrangement avec Méhémet-Ali et de ne prendre aucune détermination sans le concours des cinq grandes puissances, qui offraient leur médiation.

Ce fut le 28 juillet que les ambassadeurs des cinq puissances médiatrices remirent eux-mêmes au reis-effendi la note collective ci-après.

« Les cinq ambassadeurs soussignés, conformément » aux instructions reçues hier de leurs cours respecti- » ves, se félicitent d'avoir à annoncer aux ministres de » la Sublime-Porte que l'accord des cinq puissances tou- » chant la question orientale est certain, et ils prient la » Sublime-Porte, en attendant les fruits de leurs dispo- » sitions bienveillantes, de ne décider absolument rien » sur la susdite question d'une manière définitive sans » leur concours. » Constantinople, ce 28 juillet 1839.

Cette médiation fut aussitôt acceptée par le divan ottoman. Le grand-visir annonça qu'il allait suspendre le départ de deux envoyés qui devaient se rendre auprès de Méhémet-Ali.

Le prince de Metternich avait pris l'initiative dans cette mesure. Depuis long-temps la cour de Vienne se repentait d'avoir consenti à omettre la Turquie dans le congrès et les conférences qui avaient eu lieu à Vienne en 1815. Placé sous la garantie des plus grandes puissances de l'Europe, l'empire ottoman aurait probablement évité la révolution et l'émancipation de la Grèce, les campagnes de 1828 et de 1829 contre les Russes et le traité d'Unkiar-Skelessi.

La Russie, qui, par ce dernier traité, avait obtenu le protectorat exclusif de la Turquie, ne pouvait pas, sans exciter la jalousie et le mécontentement général, s'opposer à ce que l'empire turc fût garanti par un protectorat commun.

Comme l'Europe entière, en cas de résistance, aurait fait face à la Russie, le prince de Metternich pensait que l'empereur Nicolas était trop sage et trop modéré pour se mettre à dos tous les cabinets européens dans une affaire où la protection collective des principales puissances devait donner plus de force et de stabilité à la Turquie, en liant ensemble les souverains signataires par des devoirs et des intérêts communs.

L'archichancelier autrichien ne s'était pas trompé dans son opinion sur l'empereur Nicolas; la Russie donna son adhésion à la déclaration relative à l'intégrité de l'empire ottoman. L'Angleterre fit de même; lord Clanricarde, son ambassadeur à Vienne, déclara, le 27 juillet, au nom de sa cour, « qu'elle était résolue à maintenir l'intégrité et l'indépendance des deux Turquies sous la dynastie actuellement régnante, et qu'elle ne chercherait à profiter de l'état actuel des choses ni pour accroître ses possessions ni pour acquérir une influence exclusive. « Mon gouvernement espère, ajoutait cet ambassadeur anglais, que sa déclaration sera adoptée par les autres cours de l'Europe, ses amies et ses alliées. »

La Prusse suivit l'exemple de la Russie et donna son adhésion au nouvel arrangement qui devait consolider l'état politique de la Turquie.

La France, qui était la plus ancienne alliée de la dynastie ottomane, montra dans cette affaire autant de zèle et d'empressement que l'Autriche, et partagea avec celle-ci l'honneur d'avoir pris l'initiative.

En accepiant la médiation offerte par les cinq premières puissances de l'Europe, Khosrew n'ignorait pas qu'une question soumise au jugement de cinq arbitres dont les vues et les intérêts étaient très différents ne pouvait obtenir sa solution qu'après beaucoup de difficultés et de retards. Mais il espérait trouver dans cette occasion le moyen de rendre au nouveau sultan une force qui, quoique étrangère, lui était alors indispensable, et il voulait faire punir par l'Europe son rival, qui, constant dans sa haine, venait de demander officiellement sa destitution.

Dans une conférence des cinq ambassadeurs, qui fut tenue chez le grand-visir le 30 juillet, Nourry, alors reis-effendi, leur déclara, au nom du gouvernement ottoman, « que la Porte, se trouvant sans armée, sans flotte, et hors d'état de résister, attendait son salut de l'Europe, et qu'elle remerciait les cinq puissances de leur intervention amicale. Il ajoutait que, comme premier gage de cet intérêt généreux, la Porte réclamait d'elles que la Syrie lui fût conservée. »

Lord Ponsomby, ambassadeur d'Angleterre, et M. de Sturmer, internonce d'Autriche, se prononcèrent pour le retour de cette province à la souveraineté immédiate du sultan. L'amiral Roussin et M. de Boutenieff insistèrent, au nom de la France et de la Russie, pour que les quatre pachaliks syriens fussent avec l'Egypte concédés à Méhémet-Ali à titre héréditaire. M. de Kœnigsmark, au nom de la Prusse, en se prononçant pour l'une ou l'autre opinion, formait nécessairement la majorité et entraînait la solution de cette question importante.

Comme la Prusse faisait depuis long-temps cause commune avec la Russie, on était disposé à croire que le

représentant de la cour de Berlin se déclarerait pour l'opinion émise par M. de Boutenieff. Contre toute attente, la Prusse donna sa voix à l'opinion autrichienne.

Les événements qui ont eu lieu en 1840 et le changement de résolution du cabinet de Saint-Pétersbourg à l'égard de la Syrie ont donné lieu de supposer que le vote de M. de Kœnigsmark dans cette occasion avait été combiné avec M. de Bouttenieff, afin de faire naître des retards et de jeter de l'incertitude dans les délibérations des représentants des cinq cours médiatrices.

L'amiral Roussin aurait pu protester contre la résolution de la majorité, mais sa protestation aurait rompu immédiatement le congrès des cinq puissances. M. de Boutenieff ne présenta aucune objection contre le vote des trois ambassadeurs qui exigeaient la rétrocession de la Syrie.

La conduite de l'ambassadeur de France a été vue avec déplaisir à Paris. — On aurait voulu qu'au lieu de laisser passer le vote de la majorité de ses collègues, il eût insisté pour la conclusion d'un arrangement définitif direct entre la Porte et Méhémet-Ali. Mais, en agissant ainsi, l'ambassadeur français aurait mis une fin immédiate à l'accord de la France avec les autres puissances européennes, et aurait rejeté la question d'Orient dans les embarras de sa position primitive.

Jaloux de poursuivre le développement de la première note et des résolutions auxquelles elle avait donné naissance, le prince de Metternich proposa qu'au lieu de suivre à Constantinople les négociations commencées, un congrès fût tenu à Londres ou à Vienne pour régulariser l'intervention européenne dans les affaires d'Orient et pour couvrir la Turquie d'une protection permanente.

M. Huzard, secrétaire-interprète de la cour impériale d'Autriche, fut envoyé à Constantinople pour aider l'internonce, M. de Sturmer, dans les démarches qui devaient être faites auprès des ministres ottomans, afin de les engager à demander la détermination de leurs affaires dans un congrès européen.

Mais le projet de l'Autriche n'eut pas le succès qu'elle en attendait; la Porte désirait éviter tout ce qui pouvait alors offusquer la Russie. Le cabinet de Saint-Pétersbourg refusait d'entrer pour un tel sujet dans une conférence européenne; le cabinet français ne se souciait pas de soumettre sa politique au scrutin des puissances médiatrices assemblées en congrès; l'Angleterre, très mécontente alors de la Russie, ne se fiant pas trop à l'Autriche, et regardant le cabinet de Berlin comme étant dans un état de dépendance absolue à l'égard de celui de Saint-Pétersbourg, refusa son assentiment à la proposition de M. de Metternich.

Le gouvernement russe répondit que sa position de vicinité et ses engagements particuliers ne lui permettaient pas de laisser soumettre à un congrès la nature et la fixation de ses rapports avec l'empire ottoman. Mécontent de la démarche du prince archichancelier de l'Autriche, l'empereur Nicolas fit sentir à ce dernier, en termes pleins de franchise et d'énergie, que sa proposition lui paraissait déraisonnable et déplacée.

Repoussé dans son attente et traité sans beaucoup de ménagement, M. de Metternich interrompit ses démarches. Tombé malade, il se rendit aux eaux de Bohême; il ne revint à Vienne qu'au bout de plusieurs semaines, pendant lesquelles il avait été remplacé provisoirement dans ses fonctions de ministre des affaires étrangères par le général baron de Fiquelmont. Ce mi-

nistre intérimaire, qui avait été employé auparavant comme ambassadeur d'Autriche à Saint-Pétersbourg, reconnut bientôt la difficulté de s'entendre avec les autres puissances médiatrices.

La France et l'Angleterre avaient cherché à combiner ensemble les moyens de terminer, non seulement par la correspondance, mais encore par l'emploi des voies coercitives, la question entre la Porte ottomane et Méhémet-Alí.

Dans cette affaire épineuse, il fallait trouver le moyen de contenir la Russie et l'Égypte, parce que cette première se trouvait prête à agir et à faire marcher ses colonnes aussitôt que les troupes égyptiennes auraient fait un mouvement au delà des frontières de la Syrie.

L'envoi des deux flottes combinées d'Angleterre et de France et leur stationnement dans le canal des Dardanelles paraissaient aux deux gouvernements français et anglais le moyen le plus sûr d'empêcher l'apparition des Russes à Constantinople et de contenir en même temps les armées égyptiennes en dedans de la ligne de leurs limites.

Mais l'Angleterre, qui voyait alors également de mauvais œil la Russie et l'Égypte, parlait de n'avoir aucun ménagement ni pour l'une ni pour l'autre, et d'employer la force pour les contenir. C'était principalement contre Méhémet-Ali que le cabinet de Londres, et surtout lord Ponsomby, son représentant à Constantinople, manifestait des intentions malveillantes.

La France pensait, comme l'Angleterre, qu'il était nécessaire d'arrêter la Russie dans sa marche envahissante; mais elle avait conçu l'idée que Méhémet-Ali, traité favorablement par son souverain, pouvait devenir un puissant appui pour ce dernier, et que dans les cir-

constances actuelles il serait imprudent de l'affaiblir, de l'obliger à quitter la Syrie, et de faire rétrograder ses armées jusque dans le bassin du Nil.

Ces dissidences d'opinion empêchèrent l'Angleterre et la France de s'entendre sur l'envoi simultané de leurs deux flottes à l'entrée des Dardanelles, et d'insister avec une inébranlable énergie pour qu'elles fussent admises dans l'intérieur de ce canal, d'où elles auraient pu, suivant les circonstances, s'avancer au secours de Constantinople, soit contre les Russes, soit contre les Égyptiens.

Décidé à maintenir le traité de Hunkiar-Skelessi, le gouvernement russe envoya vers le Bosphore, dans les premiers jours de septembre, un bateau de guerre à vapeur, qui, mis à la disposition de M. de Boutenieff, devait servir à son embarquement et à son départ aussitôt que la flotte anglo-française se serait montrée dans les eaux des Dardanelles et de la Propontide.

Ne voulant pas s'écarter de la politique russe dans ces circonstances difficiles, le prince de Metternich fit signifier aux cabinets de Londres et de Paris que, si la flotte anglo-française passait le détroit, l'Autriche, ne voulant pas que la paix de l'Europe fût compromise, se séparerait aussitôt de l'alliance.

La Porte, dont les ambassadeurs de France et d'Angleterre avaient demandé le consentement pour l'entrée des deux escadres combinées dans le détroit de l'Hellespont, et auprès de laquelle l'amiral anglais sir A. Stopford s'était rendu en personne pour obtenir plus promptement une réponse précise, retomba dans ses craintes et ses irrésolutions habituelles en apprenant la détermination de la Russie et la déclaration officielle de l'Autriche.

Non contente de donner aux ambassadeurs français et anglais une réponse négative, la Porte ne cessa pas, après le départ de l'amiral Stopfort, de leur demander l'éloignement des deux escadres combinées, qui étaient mouillées dans la baie de Beschika, à l'entrée des Dardanelles.

Méhémet-Ali, de son côté, montrait une obstination aussi tenace que celle des ministres de la Porte. Ceux-ci, se voyant soutenus par les principales puissances de l'Europe, avaient complétement oublié leurs dernières propositions. Khosrew, aux yeux du vice-roi d'Égypte, était le principal instigateur de toutes les menées dirigées contre lui.

Cependant, ayant appris que les ambassadeurs d'Angleterre, d'Autriche et de Russie, s'étaient formellement opposés au renvoi de Khosrew, et avaient regardé les demandes répétées du vice-roi d'Égypte à ce sujet comme une démarche attentatoire à l'autorité souveraine du sultan Abdul-Medgid, il avait pris le sage parti de ne plus en parler et d'abandonner ses poursuites.

Durant ces discussions entre Méhémet-Ali et les ministres de la Porte, un aventurier osa se présenter à lui comme ayant des droits légitimes au trône ottoman, en sa qualité de fils du sultan Moustapha IV, et comme étant le plus âgé des princes actuels de la maison ottomane. Méhémet-Ali aurait pu se servir de ce prétendant pour rendre encore plus difficile la position actuelle du gouvernement turc; mais il traita avec mépris cet imposteur et se contenta de lui faire offrir un secours de 500 piastres turques ou 125 francs comme à un misérable.

CHAPITRE LXXIX.

MÉSINTELLIGENCE ENTRE LES MINISTRES DU DIVAN OTTOMAN. LE REIS-EFFENDI RESCHID-PACHA SE DÉCLARE CONTRE LE GRAND-VISIR KHOSREW. — UN ORDRE DU CABINET DES TUILERIES EST ADRESSÉ A L'AMIRAL LALANDE POUR LUI ENJOINDRE DE NE PRENDRE AUCUNE PART AUX HOSTILITÉS CONTRE LE PACHA D'ÉGYPTE SI ELLES AVAIENT LIEU. — LA FRANCE DÉSIRE QUE LA SYRIE ENTIÈRE SOIT CONCÉDÉE HÉRÉDITAIREMENT A MÉHÉMET-ALI. — L'ANGLETERRE NE LUI ACCORDE QUE LA PARTIE MÉRIDIONALE DE CETTE PROVINCE. — CE MANQUE D'ACCORD N'ÉCHAPPE PAS A LA RUSSIE, QUI EN PROFITE AVEC SON HABILETÉ ORDINAIRE. — ARRIVÉE A LONDRES DU BARON DE BRUNOW, DIPLOMATE RUSSE. — RALENTISSEMENT DANS LES NÉGOCIATIONS. — KHATTY-CHÉRIF DE GULKHANÉ.

Reschid-Pacha, après avoir rempli diverses missions importantes comme ambassadeur extraordinaire tant à Londres qu'à Paris, était arrivé à Constantinople au commencement des nouvelles négociations relatives à l'Égypte. Il avait été long-temps l'ami et le partisan du nouveau grand-visir. Mais, ayant acquis la conviction que ce dernier, devenu jaloux de son mérite, avait cherché à lui enlever, sous le prétexte de son absence, le ministère des affaires étrangères, pour le donner à Nourry-Effendi, il devint l'ennemi secret de Khosrew. Sans cesser de le flatter par ses manières obséquieuses, il commença dès lors à travailler sourdement à le renverser.

La restitution de la flotte ottomane qu'Ahmet-Pacha avait livrée entre les mains de Méhémet-Ali était l'objet principal des désirs et des sollicitations de la Porte auprès des ambassadeurs de France et d'Angleterre. Lord Ponsomby, tout en demandant l'introduction de la flotte

anglo-française dans le canal des Dardanelles, avait fait entendre que, dans le cas où le vice-roi d'Égypte s'obstinerait à refuser d'obtempérer aux justes demandes de la Porte au sujet de cette restitution, les mêmes vaisseaux anglais et français se porteraient vers l'Égypte et feraient le blocus d'Alexandrie.

Mais cette dernière mesure, qui aurait été un acte d'hostilité directe contre le vice-roi d'Égypte, ne convenait pas au gouvernement français. Le cabinet des Tuileries, tout en désirant réconcilier ce puissant pacha avec son souverain, ne voulait pas s'aliéner Méhémet-Ali, qui n'avait jamais cessé de montrer pour la France les plus grands égards et une entière confiance.

Un bateau à vapeur, *le Ramier*, vint apporter, le 18 septembre, à l'amiral Lalande, dont la flotte était encore mouillée dans la baie de Beschika, l'ordre de ne prendre aucune part à des actes d'hostilité contre Méhémet-Ali. Cette décision fit connaître aussitôt aux autres puissances médiatrices que le plus parfait accord ne continuait plus à exister entre la France et l'Angleterre.

On reprit les négociations. Mais les divers accidents que nous venons d'exposer avaient fait changer l'attitude des cinq puissances. L'Autriche, dont le projet de convocation d'un congrès avait été rejeté, résolut d'agir d'après les principes d'une politique expectative. La Prusse s'engagea à accepter le plan que les autres puissances reconnaîtraient unanimement comme étant le meilleur, à condition toutefois que les conditions faites au pacha émaneraient de la volonté du sultan. La Russie, qui voyait de mauvais œil l'intervention et qui avait refusé de prendre part au congrès proposé par le prince de Metternich, déclara, comme la Prusse, qu'elle ne s'opposerait pas aux résolutions qui seraient prises de con-

cert et avec le libre assentiment du sultan ; mais qu'elle craignait que la Porte, qui possédait encore des ressources de salut, ne fût exposée à périr par l'agitation intempestive que quelques puissances paraissaient avoir l'intention d'exciter.

On paraissait vouloir laisser à l'Angleterre et à la France la solution de cette grande question. L'Angleterre proposait de concéder à Méhémet-Ali l'Égypte à titre héréditaire, en l'obligeant à restituer à la Porte toutes les autres provinces soumises à sa domination ; il devait commencer par rendre la flotte ottomane. Dans le cas où le pacha refuserait d'acquiescer à ces conditions, le gouvernement anglais proposait d'employer la force pour le contraindre à obéir.

La France demandait de son côté que Méhémet-Ali conservât à titre héréditaire non seulement l'Égypte, mais encore la Syrie. Les districts d'Adana et de Tarsous devaient rester entre les mains du pacha jusqu'à sa mort, époque où ils feraient retour à la Sublime-Porte. La France consentait en outre à ce que le vice-roi, continuant à rester sous la dépendance souveraine de la Porte, à qui il paierait un tribut annuel, ne pût exercer dans ses provinces aucun des droits inhérents à la souveraineté.

L'Angleterre refusa d'accepter en entier les propositions de la France. Cependant elle annonça que, voulant donner à la nation française un témoignage de ses égards, à cause de l'alliance qui unissait les deux peuples, elle proposerait d'abandonner à Méhémet-Ali, à titre héréditaire, l'Égypte, et une portion méridionale de la Syrie jusqu'à la hauteur de Saint-Jean-d'Acre exclusivement.

Le cabinet de Paris combattit cette dernière proposi-

tion. Il représenta qu'il serait injuste d'enlever à Méhémet-Ali toutes ses conquêtes, et de lui refuser, après le gain de la bataille de Nézib, les pachaliks de Tripoli et de Saint Jean-d'Acre, que le sultan Mahmoud lui avait offerts lui-même avant le commencement des dernières hostilités.

Il ajoutait qu'il n'acceptait pas pour son propre compte les concessions que l'Angleterre ne prétendait faire qu'à sa considération; qu'entièrement désintéressé dans cette question, il n'était guidé que par le seul désir de concilier les intérêts de l'Orient et d'assurer la paix de l'Europe, et qu'il pensait qu'il fallait ménager à Méhémet-Ali une part assez large pour lui ôter tout motif de marcher sur Constantinople et de provoquer par là l'intervention immédiate de la Russie.

L'Autriche et la Prusse ne présentèrent en leur nom aucune proposition spéciale, mais elles déclarèrent officiellement qu'elles se rangeraient à l'opinion de celui des deux cabinets français ou anglais qui ferait au sultan la part la plus large.

On pouvait déjà inférer de ces déclarations que le projet de l'Angleterre finirait par obtenir la préférence.

Voyant la résistance persévérante du gouvernement français, lord Palmerston, ministre des affaires étrangères de la Grande-Bretagne, changea ses batteries, et proposa de couvrir Constantinople contre les entreprises hostiles des Egyptiens en opérant près de cette capitale un rassemblement de troupes, lequel serait composé de contingents fournis par les cinq cours médiatrices. C'était admettre de nouveau les Russes dans cette ville, où, à cause de leur voisinage d'Odessa et de la Crimée, leur contingent pourrait être renforcé en peu de jours et surpasser la somme totale des autres contingents euro-

péens avant que ceux-ci pussent recevoir de leurs pays les renforts et les secours que les circonstances rendraient nécessaires.

La France s'empressa de repousser cette proposition, et fit entendre que dans cette circonstance le gouvernement anglais n'avait pas agi avec la prévoyance et la sagesse qui ont coutume de caractériser ses opérations.

Les dissentiments progressifs des cabinets de Paris et de Londres n'avaient pas échappé à la vigilance intelligente du cabinet de Saint-Pétersbourg. Il s'était abstenu, avec sa prudence ordinaire, de prendre une part active dans le grand pourparler des cabinets européens, parce que l'alliance de la France et de l'Angleterre l'offusquait. Mais, apercevant des principes de désunion entre ces deux puissances amies, il résolut d'en profiter pour assurer son protectorat exclusif sur la Turquie, et pour reprendre son ascendant dans les affaires européennes.

M. le baron de Brunow arriva à Londres dans le mois de septembre 1839, comme envoyé extraordinaire de la Russie. Insinuant et habile, il apportait les propositions de sa cour. L'Angleterre aurait eu toute liberté d'agir contre l'Egypte, et en cas de besoin elle aurait reçu l'assistance de la Russie. Cette dernière puissance aurait été autorisée à débarquer une armée, non dans le voisinage de Constantinople, mais à Sinope, d'où les troupes russes se seraient portées contre Ibrahim-Pacha dans le cas où ce dernier aurait fait un mouvement pour marcher sur la capitale de la Turquie. L'entrée du canal des Dardanelles devait continuer à être interdite aux vaisseaux de guerre européens.

Malgré les dangers de l'intervention armée de la Russie, que l'Angleterre avait cherché à empêcher jusque

alors, lord Palmerston se montra disposé à adopter ces propositions insidieuses, qui laissaient au cabinet de Londres la liberté d'agir comme il le jugerait convenable contre le pacha d'Egypte.

Mais l'opinion de la nation anglaise, qui tenait alors beaucoup à l'alliance de la France, et qui redoutait l'ambition du cabinet de Saint-Pétersbourg, se montra tellement hostile à toute coopération avec la Russie, qu'elle força lord Palmerston à repousser le projet russe en représentant au baron de Brunow que l'annulation du traité de Hunkiar-Skelessi devait précéder toute reprise de négociation entre les deux cours relativement aux affaires d'Orient.

Ce fut à cette époque que l'amiral Roussin, d'après ses demandes répétées, fut rappelé de son ambassade de Constantinople. Quoique favorable aux intérêts de Méhémet-Ali, il avait cru, avec sa franchise loyale, devoir déclarer qu'avant tout la France devait travailler à maintenir son ancienne influence sur le divan ottoman.

Cet ambassadeur fut regretté à Constantinople, tant par ses compatriotes que par les Turcs, à cause de sa sagesse, de sa loyauté, et de son caractère ferme et énergique.

Ce fut le 17 octobre que l'amiral Roussin quitta le Bosphore. Remplacé provisoirement par M. le comte de Lurde, premier secrétaire de l'ambassade, il eut cinq jours après pour successeur définitif M. de Pontois, ancien ministre de France aux États-Unis. Ayant représenté la France à Rio-Janeiro pendant que que lord Ponsomby y remplissait les fonctions d'envoyé de la Grande-Bretagne, et ayant entretenu de très bonnes relations avec ce difficile diplomate, on pensait qu'il par-

viendrait facilement à raviver à Constantinople entre la France et l'Angleterre une harmonie que la froideur de l'amiral Roussin dans ses rapports avec l'ambassadeur anglais paraissait avoir compromise.

D'après les instructions de son gouvernement, M. de Pontois s'occupa d'abord de produire un rapprochement entre Khosrew, Reschid-Pacha et Méhémet-Ali. — Le premier de ces hommes d'état était regardé comme partisan de la Russie; le second se montrait favorable à l'Angleterre, quoiqu'il s'exprimât sans cesse d'une manière flatteuse à l'égard de la France et du gouvernement français.

Le crédit acquis par M. Cochelet, consul général de France, sur l'esprit de Méhémet-Ali, avait amené ce pacha à se désister de son dernier ultimatum adressé à la Porte. Il ne faisait plus de la destitution de Khosrew une condition de son arrangement avec le divan, et se montrait même disposé à renoncer à Adana, pourvu qu'on en concédât le gouvernement à vie à un de ses enfants. La demande de la rétrocession de l'île de Candie l'avait peu chagriné; il désirait seulement qu'on lui en laissât la jouissance viagère.

Mais les négociations relatives à tous les nouveaux arrangements ne furent plus suivies avec l'activité qui leur avait été imprimée dans les premiers temps. Une torpeur complète, à laquelle on a donné le nom de *statu quo*, laissa languir dans un état d'irrésolution les affaires d'Orient depuis le départ de l'amiral Roussin jusqu'au mois de juillet 1840.

Ce fut durant cet intervalle d'hésitation et de repos que Reschid-Pacha, convaincu que la réforme seule commencée par le sultan Mahmoud pouvait sauver la Turquie, et qu'il était nécessaire de lui donner

un plus grand développement, travailla avec zèle, et parvint à faire adopter par le sultan régnant, par le scheick-islam, et par le divan de Constantinople, l'acte important qui fut connu sous le nom de khatty-chérif de Gulkhané (1).

On réunit le 3 novembre 1839, dans une vaste cour de l'intérieur du sérail attenant au kiosque de Gulkhané, un grand nombre de dignitaires appartenant au ministère, au corps des oulémas et aux diverses divisions de l'armée. On y appela les patriarches des églises grecque et arménienne, et les chefs de toutes les communautés religieuses des rayas de l'empire.

On invita les représentants de l'Europe à assister, avec les officiers de leurs légations, à cette assemblée.

Le khatty-chérif, transmis des mains du sultan dans celles de Reschid-Pacha, fut lu par ce dernier d'une voix forte et distincte.

Rappelant le souvenir des anciennes institutions de l'empire et les principes religieux du Coran, le khatty-chérif avait pour base fondamentale les trois points suivants :

1° Garantir à tous les sujets de l'empire, sans distinction, leur vie, leur honneur et leur fortune.

2° Etablir un mode uniforme et régulier d'asseoir et de prélever les impôts.

3° Régulariser par des dispositions légales la levée des soldats et la durée de leur service militaire.

On supprima par ce khatty-chérif les monopoles, ainsi que les malikianés. On déclara que l'administration

(1) Cette dénomination vient du pavillon de Gul-Khané ou Maison des Roses, près duquel fut lu, dans l'intérieur du sérail, la nouvelle décision du gouvernement ottoman.

civile et financière de chaque province ne serait plus livrée à l'ambition d'un seul homme. On établit le principe que chaque sujet de l'empire (musulman ou chrétien) ne serait taxé pour ses contributions qu'en raison de sa fortune, et que rien au delà ne pourrait être exigé de lui.

On stipula que les dépenses des armées de terre et de mer seraient fixées et limitées par des lois spéciales.

On reconnut la nécessité de régler par des lois le contingent que chaque localité devait fournir en soldats pour le service de l'empire: La durée du service militaire fut réduite à cinq ans.

On arrêta que la cause de tout prévenu serait jugée publiquement suivant les lois religieuses et civiles, et que sans un jugement prononcé à la suite d'enquêtes et d'examens aucun sujet ottoman ne pourrait être mis à mort.

On déclara que tous les sujets de l'empire posséderaient leurs propriétés en toute liberté et avec une parfaite sécurité, et pourraient en disposer librement;

Que les héritiers innocents d'un criminel ne seraient pas privés de leurs droits légaux de succession, et que les biens d'un condamné ne seraient plus confisqués;

Que ces concessions impériales s'étendaient à tous les sujets de la Porte de quelque religion ou secte qu'ils fussent, et qu'ils en jouiraient sans aucune exception;

Que, conformément au texte sacré de l'*Alcoran*, une sécurité parfaite serait accordée par la présente loi à tous les habitants de l'empire, dans leur vie, leur honneur et leur fortune;

Qu'un conseil de justice serait établi pour préparer les lois réglementaires qui serviraient à diriger l'exécution des dispositions actuelles;

Que des peines sévères seraient appliquées à toutes les personnes qui se rendraient coupables d'une infraction quelconque aux présents statuts, et qu'on code spécial serait fait et publié à ce sujet.

Ce khatty-chérif finissait par cette observation importante que, loin d'être une innovation aux lois de l'empire, il n'était qu'une simple rénovation des anciens usages, et qu'il avait pour but de détruire tous les abus qui s'étaient successivement introduits dans l'administration publique.

Cette dernière phrase avait disposé les oulémas à approuver le khatty-chérif impérial et à l'appuyer par leur sanction religieuse. Elle empêcha qu'aucune plainte ni aucun murmure n'éclatât dans le sein de la population musulmane à l'époque de sa publication. Cependant ce khatty-chérif, qui fut considéré comme la charte constitutionnelle de l'empire ottoman, n'était simplement qu'une déclaration de principes et de droits. Il laissait au pouvoir supérieur toute sa puissance législative, et remettait à de nouvelles lois, qui seraient faites et publiées par la suite, l'application des principes qu'il consacrait.

Les lois et les dispositions réglementaires qui devaient servir à l'application du khatty-chérif de Gulkhané sont encore à faire. Cette œuvre, qui devait régénérer la Turquie, n'est encore qu'une déclaration et une ébauche incomplète.

Traduit en français et communiqué aux ambassadeurs étrangers résidant alors à Constantinople, le khatty-chérif de Gulkhané fut répandu dans toute l'Europe. Les journaux en parlèrent avec enthousiasme ; on le regarda comme devant préparer et assurer la régénération de la Turquie.

Revenu à Constantinople dans les derniers jours du mois de septembre, Hafiz-Pacha, qui avait été battu à Nézib par Ibrahim-Pacha, fut mis en jugement devant une cour martiale sous la prévention d'avoir attaqué l'armée égyptienne avant d'en avoir reçu l'ordre officiel. Le séraskier produisit, pour sa justification, un ordre autographe du sultan Mahmoud, dont les ministres n'avaient eu aucune connaissance.

Il fut démontré que le sultan défunt avait trompé par ses déclarations pacifiques les ambassadeurs étrangers et ses propres ministres, et qu'il avait ordonné lui-même de commencer les hostilités, pendant qu'il faisait des protestations pour la conservation de la paix. Acquitté à l'unanimité, Hafiz-Pacha conserva son titre de chark-séraskier ou maréchal de l'empire, et obtint le gouvernement d'Erzeroum, un des plus importants de la Turquie.

Une des créatures du grand-visir Khosrew fut chargée de remplacer Hafiz dans le gouvernement de Sivas et dans le commandement des débris de l'armée ottomane. Celle-ci, après sa défaite et après son long et difficile rallîment, avait pris position auprès de la ville de Malatia, sur le Mélas, affluent de l'Euphrate.

CHAPITRE LXXX.

NOUVELLE TENTATIVE DE MÉHÉMET-ALI POUR SE RÉCONCILIER AVEC LA PORTE SANS LA MÉDIATION DES PUISSANCES ÉTRANGÈRES. — IL ÉCHOUE DANS CE PROJET. — ARRIVÉE A CONSTANTINOPLE DU PRINCE SERVIEN MICHEL, FILS DE MILOCH, POUR Y RECEVOIR L'INVESTITURE DE LA PRINCIPAUTÉ DE SERVIE. — NOUVELLES PROPOSITIONS DU PRINCE DE METTERNICH AU SUJET DES AFFAIRES D'ORIENT. — MÉHÉMET-ALI ABANDONNE VOLONTAIREMENT L'ARABIE. — A L'IMITATION DE NAPOLÉON, IL ORGANISE LA GARDE NATIONALE EN ÉGYPTE, ET SOUMET AU RÉGIME MILITAIRE LES OUVRIERS DE SES MANUFACTURES. — ESSAI INFRUCTUEUX DU REIS-EFFENDI (RESCHID-PACHA) POUR ÉTABLIR UNE FORME DE GOUVERNEMENT REPRÉSENTATIF EN TURQUIE. — CE MINISTRE FAIT DONNER A SON AMI FETTHY-PACHA LE MINISTÈRE DU COMMERCE, ET OBTIENT POUR LUI LA MAIN D'UNE SOEUR DU SULTAN RÉGNANT.

Convaincu du mauvais vouloir de la majorité des puissances européennes, Méhémet-Ali chercha à rétablir les négociations par un arrangement direct avec la Porte. Mais ses démarches à ce sujet déplurent à quelques unes des puissances médiatrices, entre autres à l'Autriche, qui lui fit connaître son mécontentement par son consul général, M. Laurin.

Ne pouvant traiter avec les ministres ottomans, le vice-roi chercha à influencer la volonté du sultan par le moyen des dames du sérail. On vit arriver de nouveau, le 19 novembre, à Constantinople, la belle-fille de Méhémet-Ali, l'adroite Zahra Kadune, dont le retour dans cette capitale était motivé en apparence par la nécessi-

té de recueillir l'héritage de Arit-Bey, son père, qui venait de mourir. Quoique conduite avec zèle et habileté, la mission de Zahra Kadune n'eut pas le succès que le vice-roi en attendait. Les ministres ottomans montrèrent à cette occasion une vigilance stimulée par la crainte.

Ce fut dans ces mêmes circonstances qu'on vit arriver à Constantinople le nommé Évadik-Chiaoun, qui avait servi d'interprète auprès du capitan-pacha Ahmet dans sa dernière conférence avec l'amiral Lalande. Cet Arménien, voulant éloigner tout danger de sa personne et espérant une récompense, osa accuser l'amiral Lalande d'avoir consenti à la défection de la flotte turque en faveur de Méhémet-Ali.

M. de Pontois s'empressa de défendre avec une chaleureuse énergie la conduite honorable et mesurée que l'amiral Lalande avait tenue en cette circonstance, et reprocha vivement à Reschid-Pacha d'avoir pu mettre en parallèle l'assertion mensongère d'un drogman levantin, habitué aux plus basses intrigues, avec la déclaration franche et loyale d'un général français.

La Perse était tiraillée à cette époque par les protections rivales de la Russie et de l'Angleterre. Désirant connaître l'état réel de ce pays et renouer avec lui les anciennes relations politiques et commerciales, la France envoya à Téhéran une ambassade temporaire et nombreuse dont M. de Sercey était le chef, avec le titre d'envoyé extraordinaire et de ministre plénipotentiaire.

Dans cette même époque critique, signalée par tant d'événements intéressants, on vit arriver à Constantinople le prince servien Michel, fils de Miloch. Il venait recevoir des mains du sultan Abdul-Medgid l'investiture

du gouvernement de la Servie. Devenu prince et chef de la nation servienne par la cession de son frère aîné Milaus, que son état débile et maladif avait forcé à renoncer à l'administration des affaires, le jeune Michel eut beaucoup de peine à accepter le fardeau qu'on lui imposait, et à quitter son père Miloch, retiré à Bukarest depuis son abdication.

Parfaitement accueilli par le sultan Abdul-Medgid, le jeune Michel retourna dans son pays natal avec des dispositions très favorables à l'égard du gouvernement ottoman.

Voyant dans les premières conférences entre lord Palmerston et le baron de Brunow une tendance à un rapprochement intime entre l'Angleterre et la Russie, et craignant de n'avoir préparé dans la note collective du 27 juillet 1839 qu'un moyen dont ces deux puissances pourraient se servir pour tenir l'empire ottoman dans leur dépendance immédiate, le prince de Metternich essaya de modifier ce qui avait été fait. Il fit présenter le 20 novembre, aux ambassadeurs des cinq puissances à Vienne les propositions suivantes, qui devaient être communiquées à la Turquie et à l'Égypte.

La première de ces propositions consistait à déclarer qu'aucune des puissances ne s'opposerait à un arrangement direct entre la Porte et le pacha d'Égypte. La seconde avait pour but de prendre des mesures collectives pour arrêter Ibrahim-Pacha dans le cas où il marcherait en avant. Ces deux propositions étaient bien loin de se trouver en harmonie avec celles que la cour de Vienne avait présentées auparavant sur lès affaires d'Orient.

Le traité de Hunkiar-Skelessi, que la cour de Russie voulait maintenir, avait fait rompre les premières négo-

ciations entre lord Palmerston et le baron de Brunow. Le gouvernement russe sentit qu'il devait faire quelques concessions à ce sujet.

Renvoyé une seconde fois à Londres, le baron de Brunow communiqua à lord Palmerston les propositions suivantes : 1° La faculté serait accordée à la France et à l'Angleterre d'introduire chacune trois vaisseaux de ligne dans une partie désignée de la mer de Marmara. 2° La Russie occuperait et défendrait Constantinople et ses environs, dans le cas où Ibrahim-Pacha marcherait sur cette capitale.

La Russie accédait en même temps à l'emploi des moyens qui seraient jugés nécssaires pour expulser Ibrahim de la Syrie, dans le cas où cette expulsion deviendrait convenable. L'Angleterre était autorisée à faire agréer par le gouvernement français ces propositions, que la cour de Saint-Pétersbourg avait adressées exclusivement au cabinet anglais.

Cette communication par ricochet faite à la France était une dérogation aux égards que les grandes puissances se doivent entre elles.

Apprenant les négociations liées à Londres par le baron de Brunow et ne comptant guère sur l'assistance de la France, Méhémet-Ali sentit que sa principale ressource consistait dans ses propres troupes de terre et de mer, et dans son énergie personnelle. Il retira les premières concessions qu'il avait faites d'après le conseil du gouvernement français.

Comme sa domination en Arabie lui coûtait environ dix-huit millions de francs par an, il ne fit aucune difficulté de restituer à la Porte, d'après sa demande, les villes saintes de la Mecque et Médine, ainsi que les districts qu'il occupait dans la vaste péninsule arabique.

C'était livrer de nouveau ces pays aux ravages de la secte fanatique des Wahabis, que lui seul avait pu vaincre et contenir. Cette secte voyait avec une égale horreur les musulmans orthodoxes et les chrétiens. Mais les Wahabis avaient été tellement battus et affaiblis dans leur lutte contre les Égyptiens, que depuis cinq ans ils n'ont fait aucune tentative pour obtenir leur ancien ascendant, soit à cause de leur faiblesse, soit parce qu'ils ont manqué de chef pour les soulever et les conduire.

Le corps égyptien qui occupait le Nedgid, dont les eaux du golfe Persique baignent la limite orientale; celui qui contenait dans le devoir la population de la province de l'Yémen, dans laquelle est comprise la place importante d'Aden, dont les Anglais avaient réussi à s'emparer, et les troupes cantonnées dans l'Hedjaz, quittèrent simultanément l'Arabie, par ordre du vice-roi, pour rentrer, les unes dans la vallée du Nil et les autres en Syrie.

Le grand-schérif de la Mecque, que par prudence Méhémet-Ali tenait depuis quatre ans dans la captivité, fut rendu à la liberté et rentra dans les villes saintes pour y exercer un pouvoir absolu et indépendant.

Afin de pouvoir disposer librement de toutes ses troupes régulières, Méhémet-Ali, prenant toujours Napoléon pour modèle sous les rapports militaires, créa la garde nationale des villes et soumit à la discipline et à l'obligation de l'instruction militaire tous les ouvriers de ses nombreuses fabriques.

Le littoral maritime de l'Égypte fut couvert de batteries de côte. Des corps de troupes régulières et de bédouins soldés furent placés dans le Delta, de manière à pouvoir se porter avec célérité sur tous les points menacés d'une attaque.

Mais il ne prit pas des dispositions également sages

pour la défense des côtes maritimes de la Syrie. Les villes situées sur la mer, et même la place importante de Saint-Jean-d'Acre, restèrent faibles et presque ouvertes du côté de la Méditerranée.

Pendant que le vice-roi d'Égypte s'occupait de ces dispositions militaires, la Sublime-Porte était devenue un foyer d'intrigues et de réactions ministérielles. Craignant l'alliance qui existait alors entre Khosrew et Halil, et voulant se fortifier contre eux, le reis-effendi d'alors, Reschid-Pacha, parvint à faire entrer dans le ministère son ami Ahmet-Fethy-Pacha, qui avait été en dernier lieu ambassadeur à Londres et à Paris.

Nommé ministre du commerce, Ahmet-Fethy y remplaça Saïs, qui fut chargé des fonctions de capitan-pacha.

Comme Halil, en sa qualité de gendre du dernier sultan, avait conservé une grande influence dans le sérail, Reschid travailla et réussit à obtenir pour son ami Ahmet-Fethy la main d'une des sœurs du sultan actuel.

La suppression des iltizams et quelques modifications dans la perception du kharadge, furent les seuls résultats heureux du khatty-chérif de Gulkhané. Consistant dans la concession annuelle de plusieurs revenus de l'état aux plus offrants enchérisseurs, les iltizams étaient exploités au détriment de l'empire par les plus hauts fonctionnaires et par des sérafs ou banquiers qui avançaient les sommes nécessaires aux acquéreurs, et cautionnaient leur solvabilité. Quant au kharadge payé, d'après les lois du Prophète, par les sujets non musulmans de l'empire, on rendit sa perception facile, et non tyrannique, en chargeant les communautés de percevoir cet impôt parmi leurs coreligionnaires, et d'en répondre au gouvernement.

Reschid-Pacha, ayant vu en Angleterre et en France le régime constitutionnel d'un roi et de deux chambres législatives, avait cru que c'est à cette forme compliquée de gouvernement que ces grandes nations doivent leur prospérité et leur état avancé de civilisation. Il eut l'idée singulière d'établir en Turquie des institutions à peu près semblables.

Au lieu de penser que ce régime ne peut convenir qu'à un peuple très civilisé, il tomba dans l'erreur de croire que la civilisation provenait de ce régime.

Deux conseils composés d'hommes choisis, non par la nation, mais par le sultan, se réunirent dans une des plus grandes salles du sérail, au mois de mars 1840. Le monarque leur fit un discours d'ouverture en exposant d'une manière sommaire les relations politiques du pays à l'extérieur et ses besoins intérieurs. Une adresse en réponse au discours de la couronne fut discutée et adoptée. La réponse du monarque à cette adresse fut également rendue publique.

La session fut très courte. Signalées par des discours sans vues utiles, et gâtées par l'emphase orientale, les discussions des deux chambres ne produisirent aucun résultat important. Elles excitèrent plutôt la pitié que l'intérêt. On renonça, après cette triste expérience, au projet de renouveler chaque année cette ridicule comédie.

Constante dans ses vues, l'Autriche renouvela en janvier 1840 ses propositions pour la formation d'un congrès au sujet des affaires d'Orient. Mais au lieu d'un congrès, dont l'action aurait été plus favorable et plus régulière, les puissances médiatrices décidèrent, vers le milieu de février, que des conférences seraient ouvertes à Londres sur cette importante question. La France,

qu'on accusait de travailler à proroger indéfiniment la solution des affaires d'Orient, consentit à prendre une part immédiate et directe aux conférences de Londres ; mais elle exigea qu'un ambassadeur spécial, envoyé par la Turquie, fût admis aux délibérations qui devaient décider du sort de l'empire ottoman.

Le ministère français, sous la présidence du maréchal Soult, avait réussi, par sa conduite prudente, et par les efforts adroits de ses agents dans le Levant, à conserver la paix dans cette partie du monde, et à entretenir les dispositions pacifiques des autres puissances médiatrices. Mais les ministres français du 1er mars, que les souverains de l'Europe voyaient avec inquiétude à cause de leurs discours imprudemment favorables aux principes révolutionnaires, donna à son intervention dans les affaires d'Orient une marche plus active et plus décisive, sans chercher à concilier leurs dispositions avec celles des autres cabinets européens. Trompé par des rapports exagérés, il s'était fait une trop haute idée de la puissance militaire et des ressources financières de Méhémet-Ali, et de son influence politique sur les deux Turquies

Voyant que le divan de Constantinople, paralysé par la crainte, cédait à toutes les impulsions, et n'avait aucun plan, les ministres français crurent devoir se tourner du côté de Méhémet-Ali, qui montrait plus de consistance dans sa conduite, dans ses idées politiques et dans ses opérations.

Ce pacha affichait alors un grand éloignement pour la Russie, dont les secours effectifs avaient arrêté en 1832 la marche des troupes égyptiennes sur Constantinople. Il avait donné des preuves de son peu de bienveillance pour l'Angleterre, qui aurait voulu, à cette époque,

faire des établissements pour entretenir, à travers l'Égypte et la Syrie, une correspondance plus courte et plus active avec l'Indostan.

Si les ministres français avaient considéré qu'en accordant à Méhémet-Ali une protection spéciale, ils déplaisaient aux cabinets de Londres et de Saint-Pétersbourg sans avoir l'espoir d'être soutenus par ceux de Vienne et de Berlin, ils auraient évité de montrer pour le pacha d'Égypte une partialité trop marquée qui ne pouvait que rompre les nœuds de la conférence européenne sur les affaires d'Orient, et nuire à la fois aux intérêts de la Porte et à ceux du vice-roi d'Égypte.

Connaissant les mauvaises intentions de la majorité des membres de la conférence à son égard, Méhémet-Ali avait fait de nouvelles instances auprès du divan ottoman pour le disposer à traiter directement avec lui. Sa belle-fille Zahra Kadune s'était donné beaucoup de mouvement, tant dans le sérail qu'auprès de Khosrew-Pacha, pour engager la Porte à rejeter l'intervention étrangère. Mais le vice-roi ne voulait rien céder de ses possessions syriennes, et il exigeait que les ministres turcs rejetassent l'appui des puissances européennes, que leur position les forçait à regarder alors comme leur principale ressource.

Dans la crainte d'une collision probable, Méhémet-Ali enleva aux travaux de l'agriculture une portion assez considérable de la population de l'Égypte, qu'il envoya grossir ses divisions de la Syrie, et donna un plus grand développement à l'organisation de la garde nationale des villes et des principales communes, afin de conserver la paix et le bon ordre dans toute la vallée du Nil.

Mais, négligeant le matériel de ses places fortes, Mé-

hémet-Ali ne fit presque rien pour mettre Seyde, Beyrouth, Saint-Jean-d'Acre, Tripoli et Jaffa, en état de pouvoir résister aux attaques des vaisseaux de guerre et aux entreprises hostiles des troupes de débarquement. Rien cependant n'aurait été plus facile, car on sait, par l'expérience des guerres de la révolution française, que des batteries de côte placées à 30 ou 40 pieds au dessus du niveau de la mer (1) sont plus que suffisantes pour repousser des vaisseaux de guerre, même avec une artillerie très inférieure.

Toujours imbu de la fausse idée qu'une grande force militaire existait entre les mains de Méhémet-Ali, et désirant cependant éviter une rupture entre les puissances médiatrices, les ministres français renouvelèrent leurs instances auprès de la conférence de Londres au sujet de la Syrie. Mais l'Angleterre insistait pour que les pachalicks de Damas, de Tripoli, d'Alep, d'Adana, et leurs dépendances, cessassent de rester sous la domination de Méhémet-Ali.

Tout ce qu'on put obtenir du ministère anglais fut que la place de Saint-Jean-d'Acre serait annexée à la partie méridionale qu'il consentait à laisser, dans la Syrie, à la disposition du vice-roi d'Égypte, sous la condition spéciale que cette concession n'appartiendrait pas, comme l'Égypte, à titre de droit héréditaire, à la famille du vice-roi actuel.

La Russie, l'Autriche et la Prusse, donnèrent leur assentiment à cette dernière concession.

(1) Quand elles sont plus basses, l'artillerie des vaisseaux les domine; si elles se trouvent dans une position plus élevée, leurs feux deviennent trop fichants. — On vit en Corse, en 1794, deux vaisseaux anglais de 74 être obligés de se retirer avec de grandes pertes, après une heure de combat contre une batterie française de six pièces de 24.

Le gouvernement français refusa de l'approuver, sous le prétexte que Méhémet-Ali, irrité de la faible part qu'on lui laissait, se porterait probablement à un parti extrême et causerait la conflagration qu'on voulait éviter.

La conférence de Londres, paralysée par des prétentions rivales, demeurait dans une complète inertie, lorsque Nourry-Effendi, ambassadeur à Paris, lui fit remettre, dans le courant d'avril 1840, une note par laquelle le gouvernement ottoman réclamait la restitution de la Syrie entière. Mais les membres de la conférence reçurent cette pièce avec indifférence et n'eurent aucun égard à la demande qu'elle renfermait.

L'Autriche proposa alors de régulariser le *statu quo*, et d'aider la Porte à organiser une nouvelle armée de 30 à 40 000 hommes qui serait chargée d'arrêter les premiers mouvements offensifs d'Ibrahim-Pacha, tandis qu'un corps russe couvrirait Constantinople et que la flotte anglaise entrerait dans le Bosphore.

C'était une singulière manière d'assurer la paix de l'Orient et la tranquillité générale de l'Europe que d'avoir recours à de telles mesures belliqueuses.

Le gouvernement français insistait de son côté pour l'adoption de ses premières propositions, et se refusait à l'emploi des moyens violents qui devaient obliger le pacha d'Égypte à se soumettre aux décisions de la conférence de Londres.

Si la question n'avait pas été d'une si haute importance, on n'aurait pas pu s'empêcher de rire en voyant les cinq premières puissances de l'Europe se débattre pendant un an à l'occasion d'une province qu'on voulait concéder, tantôt dans son entier, tantôt par fractions, tantôt héréditairement, tantôt viagèrement, sans pou-

voir s'arrêter à une décision conforme au but qu'on s'était proposé.

Pendant que la division s'établissait parmi les membres de la conférence de Londres, des querelles fondées sur des causes de rivalités personnelles avaient séparé en deux partis opposés les principaux ministres du divan ottoman. Khosrew, Halil et Reschid, travaillaient à se nuire mutuellement. Halil fut renversé, Khosrew conserva difficilement ses hautes fonctions de grand-visir; Reschid, au contraire, acquit un plus grand crédit, tant auprès du souverain que du divan de l'empire.

Ayant triomphé de ses rivaux, Reschid-Pacha déploya une grande énergie pour assurer l'exécution du khatty-chérif de Gulkhané. Plusieurs hauts fonctionnaires qui s'étaient rendus coupables de la violation des nouveaux règlements furent mis en jugement et destitués. On exila Akif-Pacha; on destitua Nafiz, pacha d'Andrinople; Halil, beau-frère du sultan, perdit le poste éminent de séraskier, et fut remplacé par Moustapha-Nourry, pacha de Janina, un des adversaires de Khosrew.

Que devait-on penser du khatty-chérif de Gulkhané, puisque les principaux agents de l'autorité souveraine se montraient contraires à son exécution, et affichaient leur mépris pour cette ordonnance impériale au point de devoir être punis d'une manière éclatante?

La politique européenne à l'égard de l'Orient continuait à être basée sur le *statu quo*. Méhémet-Ali ne voulait rien céder. La France travaillait à lui assurer la Syrie et l'Égypte. Les quatre autres puissances médiatrices pensaient qu'avec la Syrie entière, le vassal, dévoré par une ambition insatiable, ne se tiendrait pas tranquille, et ne tarderait pas long-temps à chercher à

s'agrandir aux dépens de son souverain, et que par ses agressions il nécessiterait inévitablement l'intervention directe de la Russie.

Il fallait cependant mettre un terme à ces longues et pénibles négociations. Le cabinet de Saint-Pétersbourg, qui désirait depuis long-temps rompre l'alliance anglo-française, offrit au cabinet de Londres de se désister des prétentions qu'il avait le droit de faire valoir par suite du traité de Hunkiar-Skelessi, et présenta en perspective les avantages qui devaient résulter, dans l'intérêt de la Grande-Bretagne et de la Russie, d'un accord intime entre ces deux puissances.

CHAPITRE LXXXI.

TRAITÉ DU 15 JUILLET 1840, CONCLU ET SIGNÉ SANS L'INTERVENTION DE LA FRANCE ET A SON INSU.—LA NOUVELLE DE CE TRAITÉ PRODUIT L'ÉTONNEMENT GÉNÉRAL ET LE MÉCONTENTEMENT DU GOUVERNEMENT FRANÇAIS. — DISPOSITIONS PRISES PAR LA FRANCE A CE SUJET.

Irrité contre l'obstination inébranlable de Méhémet-Ali, fatigué de l'appui persévérant que le gouvernement français accordait aux prétentions de ce pacha, et ayant reçu l'avis que des mouvements insurrectionnels avaient éclaté dans le nord de la Syrie et parmi les montagnards du Liban, lord Palmerston se laissa égarer et consentit à signer le 15 juillet, sans la participation et à l'insu de la France, un traité par lequel la Russie, l'Autriche, la Grande-Bretagne et la Prusse, s'obligeaient à soutenir et à défendre l'intégrité de l'empire ottoman, à assurer la paix de l'Europe, et à employer la force pour contraindre Méhémet-Ali à céder à la Sublime-Porte la Syrie entière, moins la partie qui comprenait l'ancienne Palestine.

La place de Saint-Jean-d'Acre n'était plus comprise dans la portion laissée au vice-roi d'Égypte.

Lord Palmerston est généralement considéré comme ayant agi dans cette circonstance avec une légèreté imprévoyante et avec un oubli complet des véritables intérêts de son pays.

La France et la Grande-Bretagne étaient amies depuis 1815; la révolution française de 1830, qui, dans son principe et ses résultats, avait beaucoup d'analogie avec

la révolution anglaise de 1688, avait établi une alliance intime entre les deux nations; les anciennes haines nationales de ces deux puissants voisins s'affaiblissaient tous les jours et n'étaient pas éloignées du terme où elles devaient disparaître entièrement; un traité de commerce, dont on s'occupait alors, allait par des intérêts commerciaux accroître et cimenter les liens d'amitié des deux peuples; la France, qui ne possédait alors qu'un petit nombre de colonies peu importantes, n'avait plus à l'égard de son ancienne rivale les motifs qui avaient donné naissance à tant de désunions et de guerres pendant le cours du 18e siècle. L'union entre ces deux gouvernements constitutionnels était de nature à former avec les autres états régis constitutionnellement un faisceau qui devait garantir la paix générale de l'Europe.

Mais ces considérations puissantes furent sans force dans l'esprit de lord Palmerston, qui sacrifia les intérêts de son pays et sa propre gloire à l'idée vaniteuse que par sa seule entremise, et sans l'assistance de la France, il allait obtenir l'annulation du traité de Hunkiar-Skelessi. Il ne considéra pas qu'une alliance entière et sincère entre les deux cabinets de Paris et de Londres suffisait pour enlever à la Russie tous les résultats utiles que cette dernière puissance prétendait tirer de cette transaction politique.

Le traité du 15 juillet ne pouvait avoir d'autre conséquence que d'affaiblir la Turquie, puisque, en enlevant la Syrie au pacha d'Égypte, c'était la livrer à l'anarchie, comme l'événement l'a démontré, et puisque, en obligeant Méhémet-Ali à rétrograder vers le bassin du Nil, c'était l'éloigner des positions importantes où, en temps de guerre de la Porte avec la Russie, il aurait pu servir

utilement les intérêts et la défense de la monarchie ottomane (1).

Ce fut par l'effet d'une imprévoyance également inexcusable que lord Palmerston entraîna la Grande-Bretagne, à cette même époque, dans des hostilités avec les populations belliqueuses qui habitent l'Afghanistan, le Candahar et le Caboulistan, situés près des sources de l'Indus, et qu'il détruisit, dans ces régions montueuses, l'idée de l'invincibilité des troupes anglaises.

La nouvelle du traité du 15 juillet fut un coup de foudre pour le ministère français, dont M. Thiers était alors le chef. Il avait cru jusque alors que l'Angleterre ne se séparerait pas de l'alliance française, laquelle, depuis dix ans, était pour elle et pour la France, un moyen de force et de stabilité. C'était dans cette grande conviction que le président du ministère français avait fait quelques jours auparavant, à la tribune de la chambre des députés, un exposé brillant des avantages résultants de cette union politique, et un éloge pompeux des ministres de la Grande-Bretagne.

Mais la conclusion du traité du 15 juillet, duquel la France se trouvait formellement exclue, changea tout

(1) Le traité du 15 juillet 1840 a été le triomphe de la diplomatie russe. Il a affaibli l'alliance politique de la France et de la Grande-Bretagne. Il a rompu le faisceau de l'union des états constitutionnels; il a porté en Syrie une anarchie complète; il a ruiné son commerce, qui commençait à prospérer sous la protection puissante de Méhémet-Ali; il a fait rétrograder dans la vallée du Nil les forces égyptiennes, qui, placées sur le Taurus, auraient pu coopérer utilement à la défense de l'Asie-Mineure contre les Russes. La ruine complète des provinces syriennes et l'état de désolation où elles se trouvent sont devenus pour l'Angleterre un obstacle insurmontable relativement à ses projets d'établir par l'Euphrate une communication directe et prompte avec ses possessions de l'Indoustan.

à coup la conduite de M. Thiers et de ses collègues à l'égard de l'Angleterre.

Le traité fut représenté comme une insulte très grave contre la dignité de la France. On insinua que les quatre puissances qui l'avaient signé s'étaient entendues, non pour conserver la paix générale, mais pour satisfaire des vues ambitieuses, dont le partage de la Turquie serait probablement le résultat définitif.

Les journaux libéraux s'accordèrent tous à représenter les quatre puissances qui avaient signé le traité du 15 juillet comme formant une nouvelle coalition contre la France. Ils parlèrent avec chaleur de venger l'honneur national, qui avait été outragé, et ils ne manquèrent pas de trouver de nombreux échos au milieu d'une nation belliqueuse qui était bien loin d'avoir perdu le souvenir des douleureux sacrifices que lui avaient imposés les traités de 1814 et de 1815.

Des dispositions furent prises à l'instant pour accroître considérablement les forces navales de la France, et pour mettre l'armée française sur le pied de guerre. Sous le prétexte de couvrir nos frontières, on ordonna de mettre toutes les places fortes dans un bon état de défense, et on profita de cette occasion pour commencer à exécuter, d'après les opinions puissantes de Vauban et de Napoléon, la sage et prudente mesure de fortifier Paris.

Des dépenses considérables furent ordonnées et aggravèrent les charges du trésor public. Mais ces dépenses avaient pour but d'augmenter la force militaire de la France, et de réparer la négligence qui, fondée sur les plaintes économiques des chambres législatives, avait laissé trop affaiblir le matériel de la cavalerie, de l'artillerie, et celui des places de guerre.

Ces mesures étaient sages. L'attitude belliqueuse de la France ne pouvait pas manquer d'avoir une grande influence sur les résolutions des puissances signataires du traité du 15 juillet. Une nation de 35 millions d'âmes, pouvant, sans de grands efforts, porter à 1500 millions de francs son revenu annuel, était faite pour donner des inquiétudes sérieuses aux autres états, et même à la Grande-Bretagne, dont les revenus ne surpassent pas en totalité ceux de la France, et dont les finances sont obérées par le paiement annuel de 700 millions de francs pour les seuls intérêts de sa dette nationale. La charge qui pèse sur la France, sous ce dernier rapport, est trois fois plus faible que celle qui accable le gouvernement britannique.

Quelques orages passagers pouvaient inquiéter le gouvernement français. Mais aucune résolution solide et durable ne pouvait être conclue en Europe sans l'intervention directe de cette nation valeureuse, opulente et éclairée.

Une démonstration apparente de guerre de la part de la France devait seule suffire dans ces circonstances critiques pour conserver la paix. Le gouvernement français, tout en excitant l'enthousiasme de sa nation, sut le contenir. Il aurait agi follement si, pour un intérêt étranger et pour assurer à un pacha plus que septuagénaire une puissance précaire et sans solidité, il avait porté les choses au point d'exciter une guerre générale contre la France.

Le roi des Français et ses ministres étaient trop sages pour ne pas le sentir. Sans cesser de parler en faveur de Méhémet-Ali et de représenter que c'était une singulière manière de conserver la paix dans le Levant que de faire la guerre en Syrie, ils évitèrent de prendre part à

cette collision dont le résultat pouvait devenir funeste aux agresseurs. Ils n'envoyèrent aucun secours d'hommes et d'argent au pacha d'Égypte, et donnèrent l'ordre à leur flotte du Levant de se tenir dans les mers de la Grèce, immobile et dans l'attente, loin des côtes maritimes de la Syrie, où la lutte devait avoir lieu.

L'Autriche, fatiguée de la longueur des négociations relatives aux affaires d'Orient, et mécontente d'avoir vu repousser ses propositions, avait embrassé le parti de mettre un terme aux discussions diplomatiques en employant des moyens coërcitifs contre le pacha d'Egypte.

La Prusse, quoique moins intéressée que les autres puissances dans cette affaire, adopta l'opinion de la Russie, et désira terminer cette dangereuse négociation, qui, en se prolongeant plus long-temps, pouvait embraser l'Europe.

La Russie se conduisit dans cette affaire avec une profonde habileté. Elle avait profité en 1828 et 1829 de la bataille de Navarin, qui avait anéanti d'un seul coup les marines ottomane et égyptienne. En enlevant au pacha d'Egypte le pachalik d'Adana dans la Caramanie, et les trois pachaliks syriens de Tripoli, d'Alep et de Damas, elle tenait les armées égyptiennes à une grande distance de l'Asie-Mineure, qui devait se trouver sans appui contre les invasions des Russes.

En se rappelant les nombreuses victoires que le pacha d'Égypte avait gagnées sur les armées turques, et en voyant l'accroissement rapide de sa puissance militaire et financière, beaucoup de personnes étaient portées à croire qu'il repousserait de nouveau les attaques des armées ottomanes, dont on n'avait pu former, après la bataille de Nézib, que des noyaux faibles, isolés et démoralisés, et que son fils Ibrahim rejetterait dans la mer

les troupes ennemies qui tenteraient de débarquer sur les côtes maritimes de la Syrie.

Mais Méhémet-Ali avait traité les Syriens avec aussi peu de ménagement que les Egyptiens, sans considérer la différence des positions et des caractères de ces deux peuples. Ses efforts pour soumettre les Druses, les Mutualis de la secte d'Ali, et les chrétiens du mont Liban, à son système de conscription militaire et de taxation oppressive, avaient irrité au plus au degré ces fiers montagnards. Craints et courtisés par les pachas turcs depuis plusieurs siècles, les habitants du Liban avaient presque toujours joui d'une indépendance presque absolue.

Quelques insurrections partielles, que les généraux égyptiens étaient parvenus à étouffer, annonçaient un grand mécontentement qui pouvait éclater tout à coup et devenir une révolte générale.

CHAPITRE LXXXII.

DISPOSITIONS MILITAIRES ADOPTÉES PAR LES ÉGYPTIENS POUR LA DÉFENSE DE LA SYRIE. — ATTAQUE DES PLACES MARITIMES DE CETTE PROVINCE PAR UNE FLOTTE ANGLAISE DE SIX VAISSEAUX DE LIGNE, ASSISTÉS DE DEUX FRÉGATES AUTRICHIENNES ET D'UNE PETITE ESCADRE TURQUE. — AUCUNE DISPOSITION N'EST PRISE PAR IBRAHIM-PACHA POUR EMPÊCHER LES DÉBARQUEMENTS OU POUR ATTAQUER AVEC SUCCÈS LES TROUPES MISES A TERRE PAR L'ENNEMI. — LES MONTAGNARDS DU LIBAN SE DÉCLARENT CONTRE LES ÉGYPTIENS.

Le généralissime de l'armée égyptienne avait fait la faute de disséminer ses forces avec l'intention de mieux couvrir ses frontières; il se trouvait par conséquent faible sur tous les points. Un corps égyptien était placé aux défilés d'Issus et aux pyles ciliciennes, du côté de la Caramanie; un autre corps plus considérable se trouvait entre Bir et l'Euphrate, et s'étendait en deçà et au delà de ce fleuve, en s'appuyant d'un côté à Aïntab, et de l'autre à Jaffa. Ces deux corps ne communiquaient entre eux que par des chemins très difficiles au pied du versant méridional des monts Taurus et Amanus.

Le principal corps, sous les ordres immédiats d'Ibrahim-Pacha, avait été placé à Balbek, dans la partie supérieure de la vallée profonde de la Célésyrie, au pied du mont très élevé qui joint la chaîne du Liban à celle de l'Anti-Liban. Cette dernière position avait été judicieusement choisie, parce que, placé au milieu des Druses et des Maronites, Ibrahim pouvait plus facilement les contenir, et parce que, de ce point dominant,

il était à même de se porter avec célérité, soit à l'est dans les plaines d'Alep et de Damas, soit à l'ouest vers les places maritimes de la Syrie.

La défense des côtes de la mer de Syrie avait été confiée à Soliman-Pacha, qui n'avait pas acquis des notions très profondes dans l'art de défendre les places fortes.

Le nombre des troupes mises à la disposition de cet officier général n'était pas proportionné à la tâche difficile qu'il avait à remplir.

Les ingénieurs militaires que Méhémet-Ali employait dans ses armées n'eurent pas à leur disposition les ressources dont ils avaient besoin. Ils s'étaient contentés de réparer les murailles en maçonnerie de quelques tours, et celles des batteries bases et rasantes, destinées à défendre la côte maritime. C'était les soumettre au feu dominant des vaisseaux attaquants; c'était les exposer à l'action destructive, non seulement des projectiles ennemis, mais encore des fragments de pierres et des décombres détachés des épaulements maçonnés.

Cette faute, semblable à celle que les Mexicains avaient commise dans leur fameux château de San-Juan-d'Ulloa et à la Véra-Cruz, fit triompher la marine anglaise, et causa la chute rapide de toutes les places maritimes de la Syrie.

Lorsque une ville de guerre est dans le cas de subir un siége, on a coutume de disperser les poudres dans plusieurs magasins, et on a ordinairement la sage précaution de blinder ces bâtiments avec de fortes poutres et de les couvrir de terre. Cette précaution préservatrice ne fut prise dans aucune des villes maritimes de la Syrie. Les poudres de chacune de ces places restèrent entassées dans un ou deux grands magasins, dont les voûtes légères n'avaient pas l'épaisseur convenable. Aucune pré-

caution de blindage et de recouvrement en terre ne fut employée pour mettre les poudres à l'abri des effets incendiaires des bombes, des autres projectiles creux, et des fusées à la congrève.

Comme on ignorait ces circonstances, on s'attendait en Europe à une longue et noble résistance de la part des Egyptiens, d'autant plus que les armées ottomanes de la Caramanie et de la vallée de l'Euphrate n'étaient pas en état de commencer de sitôt leurs mouvements offensifs.

Parmi les quatre puissances signataires du traité du 15 juillet la Russie offrit de garder une attitude passive, en se tenant prête à marcher contre les Egyptiens dans le cas où ils s'avanceraient vers l'Asie-Mineure. Elle consentit à ne prendre aucune part immédiate et active dans les attaques dirigées du côté de la Syrie. La Prusse, qui n'avait pas à sa disposition des forces navales, s'obligea à assister la Russie par ses troupes de terre, si les circonstances l'exigeaient.

L'Angleterre prit exclusivement sur elle-même la principale direction des attaques qui seraient faites, tant par terre que par mer, de concert avec les Turcs, contre le littoral maritime de la Syrie. L'Autriche, qui est devenue une puissance maritime depuis qu'elle a acquis les états de l'ancienne république de Venise, s'engagea à renforcer par trois ou quatre navires de guerre et plusieurs transports la flotte britannique du Levant et à coopérer à ses entreprises contre Méhémet-Ali.

La France, qui avait déclaré qu'elle ne prendrait aucune part aux opérations offensives dont le but serait d'expulser les Égyptiens de la Syrie, se contenta de jouer le rôle de spectateur inactif de ces grands mouvements militaires. Une simple déclaration ministérielle annon-

çait qu'elle regarderait comme un *casus belli* une attaque directe contre Alexandrie pour enlever l'Égypte à la domination de son vice-roi actuel.

Un délai très court était accordé à Méhémet-Ali pour faire connaître aux grandes puissances ainsi qu'à la Porte son approbation ou son refus relativement à la décision prise dans la conférence de Londres. Ce vieillard, à qui ses victoires obtenues sur les Turcs avaient inspiré une très grande confiance, repoussa les propositions contenues dans le traité du 15 juillet et laissa écouler le délai de rigueur qui lui avait été accordé.

Les mouvements insurrectionnels des montagnards du Liban avaient été un des motifs de la signature du traité du 15 juillet. C'était en vain que les généraux de Méhémet-Ali les avaient temporairement comprimés. La cause de ces soulèvements avait continué à exister.

Lorsque les quatre cours alliées eurent pris une décision définitive, rien ne fut négligé par elles pour exciter les populations syriennes à secouer le joug de leurs nouveaux tyrans et à demander à rentrer sous la protection du Grand-Seigneur avec l'entière jouissance de leurs anciens priviléges.

Ces machinations fomentées par des agents secrets (1), eurent un grand et prompt succès. Les montagnards du Liban se montrèrent partout prêts à éclater contre le vice-roi d'Égypte.

Ibrahim-Pacha avait cru gagner par des faveurs et par de nombreux témoignages de confiance et d'un vif inté-

(1) M. Wood, employé autrefois comme interprète à l'ambassade d'Angleterre à Constantinople, et actuellement consul anglais à Damas, était alors le plus actif de ces agents. Il partageait la haine de l'ambassadeur de la Grande-Bretagne contre le vice-roi d'Égypte.

rêt l'émir Beschir, chef des Druses et des Maronites.

Mais cet astucieux montagnard, tout en se montrant en apparence soumis et reconnaissant envers le vice-roi d'Égypte, cachait sous un masque de faux dévoûment les sentiments jaloux et haineux qu'il portait dans son cœur contre les nouveaux maîtres du pays, beaucoup plus puissants et par conséquent plus incommodes que leurs prédécesseurs.

Comme le plus grand danger pour les Égyptiens devait provenir des Druses et des Maronites, Ibrahim-Pacha avait eu la sagesse, comme nous l'avons dit plus haut, de se placer à Balbek, au centre de leurs montagnes. Soliman-Pacha, qu'Ibrahim regardait comme devant être habile dans la défense des places fortes, avait été spécialement chargé de repousser les attaques du côté de la mer et de défendre les villes les plus importantes du littoral maritime.

Ibrahim-Pacha n'avait avec lui que 8 à 9000 hommes dans la vallée de Balbek. Un nombre égal de soldats égyptiens était chargé de défendre Beyrouth, Seyd, Tyr, Tortose, Tripoli et Saint-Jean-d'Acre.

Les 16 à 17 000 soldats égyptiens réunis près des lieux qui devaient être les premiers objets des attaques de la part des Anglais et de leurs alliés formaient à peine la quatrième partie de la totalité des forces que le vice-roi d'Égypte entretenait alors dans la Syrie et dans le pachalik d'Adana.

Si, au lieu d'imiter les mauvais généraux qui s'affaiblissent sur tous les points en voulant tout garder, Ibrahim-Pacha avait porté 30 à 40 000 hommes sur les points immédiatement menacés, il aurait facilement contenu les populations mécontentes, et il aurait promp-

tement écrasé les troupes ennemies qui auraient tenté un débarquement sur la côte.

Ce fut vers le milieu de septembre, c'est-à-dire deux mois après la signature du traité du 15 juillet, qu'informée officiellement du refus positif de Méhémet-Ali de se soumettre à la décision des quatre puissances signataires, la flotte britannique, accompagnée de quelques vaisseaux turcs et autrichiens, se présenta devant la place maritime de Beyrouth.

Cette flotte, composée de six vaisseaux de ligne, de deux frégates, de deux corvettes et de quatre bâtiments à vapeur, était sous les ordres du vice-amiral sir Robert Stopfort. Le commodore Napier, renommé par son extrême audace et par son activité intelligente, était spécialement chargé, sous les ordres de l'amiral Stopfort, de diriger toutes les entreprises hasardeuses d'attaque et de débarquement.

L'escadre autrichienne consistait en deux frégates de 50 canons, en une corvette de 18 et en vingt-trois transports. L'amiral Bandiera commandait cette faible réunion de vaisseaux de guerre. Une des deux frégates (*la Guerrière*) avait pour capitaine un prince de la famille impériale d'Autriche, l'archiduc Charles-Frédéric.

L'escadre turque, qui, venant de l'île de Chypre, rejoignit devant Beyrouth la flotte anglaise, était composée d'un vaisseau de ligne, de deux grandes frégates, de deux corvettes et de vingt-quatre transports. Elle avait à bord 5573 soldats de débarquement, dont Sélim-Pacha était le chef.

Une innovation extraordinaire se faisait remarquer dans cette flotte ottomane. L'amiral qui la commandait était un chrétien nommé Walker, qui, à cause de ce

commandement, avait reçu la dénomination de Walker-Pacha.

Cette circonstance, qui a fixé à peine l'attention des journalistes européens, était un événement d'un très haut intérêt.

Les Turcs jusque alors n'avaient jamais consenti à confier à des chrétiens le commandement de leurs armées et de leurs flottes, à cause de leurs préjugés religieux soigneusement entretenus par les oulémas. L'exemple donné par les Russes, qui doivent à des hommes habiles étrangers à leur religion et à leur pays une grande partie de leurs succès militaires, l'amélioration progressive de leur administration intérieure, et l'habileté qu'ils montrent dans leurs négociations diplomatiques, n'avait pu vaincre l'orgueil et le fanatisme des Osmanlis. A peine le gouvernement ottoman avait-il pu faire admettre dans ses armées, sous le simple titre d'instructeurs et sans aucun commandement direct, quelques officiers européens.

Telle est la principale cause de la marche rétrograde de l'empire ottoman depuis la fin du 17e siècle. Elle a produit les nombreux revers des Turcs dans le 18e siècle et durant les quarante premières années du siècle actuel.

Étrangers aux progrès des sciences militaires et des arts industriels, les Turcs ne trouveraient que très difficilement chez eux des hommes capables de travailler utilement à leur régénération. Des étrangers habiles, placés à la tête de leurs armées, de leurs flottes, de leur diplomatie et de leur administration intérieure, pourront seuls les faire sortir de leur état actuel de faiblesse et de décadence.

La nomination de Walker-Pacha au poste important

de commandant d'une flotte turque serait un motif d'espérer que les préjugés fanatiques des Ottomans commencent à être vaincus, si l'on ne réfléchissait pas que les équipages des bâtiments appartenant à la Sublime-Porte se composent presque entièrement de matelots chrétiens, et que les officiers et sous-officiers, chargés des manœuvres nautiques, sont généralement grecs, provençaux ou italiens.

Il est à craindre que, tant que l'influence des oulémas dans les affaires de l'état et leur ascendant sur le peuple ne seront pas affaiblis ou contenus, le Grand-Seigneur ne se trouve réduit à faire commander ses armées par des généraux aussi présomptueux qu'ignorants, à livrer l'administration de ses provinces à des gouverneurs dépourvus de connaissances administratives, et à confier ses affaires extérieures et ses intérêts politiques dans les pays étrangers à des diplomates qui ne possèdent aucune idée de la langue, des lois et des usages des nations auprès desquelles ils sont accrédités.

CHAPITRE LXXXIII.

ATTAQUE DE BEYROUTH ET DU FORT DE DGÉBAÏL. — CE FORT EST ABANDONNÉ PAR SES DÉFENSEURS. — BEYROUTH RÉSISTE PENDANT ENVIRON UN MOIS. — MANQUANT DE VIVRES, SOLIMAN-PACHA ÉVACUE BEYROUTH, ROMPT ET TRAVERSE LA LIGNE DE BLOCUS ET REJOINT IBRAHIM-PACHA A BALBEK. — LES VILLES MARITIMES DE SEYD, DE TORTOSE, DE TYR ET DE TRIPOLI, SE SOUMETTENT A LA PREMIÈRE SOMMATION. — D'APRÈS UN FETFA DU MUPHTI, MÉHÉMET-ALI EST MIS HORS LA LOI. — IZZET-PACHA EST DÉSIGNÉ POUR LE REMPLACER EN ÉGYPTE.

Arrivé devant Beyrouth le 9 septembre, et ayant jeté l'ancre dans la rade de Djourny, au nord et à la vue de cette place, l'amiral sir R. Stopford commença par ordonner au commodore Napier de faire, avec l'assistance de quelques officiers du génie militaire anglais, la reconnaissance complète et exacte du littoral maritime des environs, afin de bien apprécier le point le plus convenable pour opérer son débarquement.

Dans la journée du 10 septembre, les vaisseaux anglais et autrichiens reçurent l'ordre de s'embosser vis-à-vis des batteries de mer de la place de Beyrouth.

Voulant effrayer la garnison, ils commencèrent un feu terrible contre cette ville. Les bombes, tirées en grand nombre, écrasèrent et renversèrent plusieurs édifices. Quelques maisons furent incendiées par les projectiles creux et les fusées à la congrève.

Les maisons consulaires, sur lesquelles flottaient les pavillons de leurs nations respectives, partagèrent les

dommages causés aux autres habitations de la ville par les projectiles ennemis.

Mais les remparts maritimes de l'enceinte irrégulière de Beyrouth furent peu endommagés. Il est vrai que leurs batteries, mal servies et mal dirigées, subordonnées d'ailleurs au commandement des vaisseaux ennemis et non protégées par des voûtes ou par des blindages contre les feux courbes, causèrent peu de mal aux bâtiments de guerre qui les foudroyaient.

Le combat cessa vers le soir sans que la garnison égyptienne montrât la moindre disposition à capituler.

Voyant la résistance des troupes égyptiennes, l'amiral sir R. Stopford et l'amiral autrichien Bandiera, après s'être concertés, écrivirent le lendemain 11 septembre à Soliman-Pacha, gouverneur de Beyrouth, la note suivante :

« Nous, amiraux des escadres anglaise et autrichienne, agissant en vertu des instructions de nos gouvernements respectifs, et dans l'intérêt de Sa Hautesse le sultan, nous croyons de notre devoir de faire connaître notre vif désir de mettre un terme à l'effusion du sang, et de prier Votre Excellence de faire retirer ses troupes de Beyrouth, et de remettre cette ville à nos troupes réunies, qui l'occuperont au nom du sultan. Votre Excellence aura pu voir hier par le feu de nos escadres un petit specimen de la marche que nous serons forcés de suivre.

» Le feu n'a pas été recommencé ce matin, afin que Votre Excellence profitât de cette suspension pour se décider à évacuer la ville et pour épargner aux innocents habitants les inévitables horreurs qui, dans quel-

ques heures, leur sont réservées. Nous prions Votre Excellence de répondre le plus tôt possible.

» 11 septembre 1840.

» *Signé* Stopford, Bandiéra. »

Soliman-Pacha répondit aussitôt par la note suivante :

« Le général Soliman-Pacha a l'honneur de présenter ses salutations à MM. les amiraux des escadres anglaise et autrichienne, et en même temps il les prévient que, ne sachant pas lire la langue anglaise, il lui est impossible de répondre, à moins que la communication qui lui a été adressée ne soit traduite en français, en arabe ou en langue turque.

» Beyrouth, 11 septembre 1840. »

Reconnaissant que le simple effet de l'artillerie des vaisseaux, malgré les désastres qu'elle avait occasionnés dans les maisons et parmi les habitants de Beyrouth, ne suffisait pas pour obtenir l'évacuation de cette place, l'amiral Stopford résolut d'opérer un débarquement, tant pour menacer la garnison égyptienne du côté de terre que pour établir une communication prompte et directe avec les Druses et les Maronites, qui occupaient les montagnes voisines.

Ce n'était que par l'assistance de ces montagnards que l'expédition pouvait réussir. Sans eux, la canonnade et le bombardement des places maritimes ne devaient pas procurer des résultats utiles et décisifs.

Le commodore Napier, chargé d'opérer le débarque-

ment et de diriger les attaques du côté de terre, fit passer les troupes turques et les soldats anglais sur les bâtiments à vapeur et s'avança vers la baie de Djourny, pendant que plusieurs vaisseaux et frégates cherchaient à détourner l'attention des Egyptiens par une attaque directe contre les remparts de Beyrouth.

Djourny est une baie spacieuse. Un promontoire qui s'avance considérablement l'abrite du côté de la mer. Dans la partie septentrionale de cette baie, à trois lieues au nord de Beyrouth, on voit le village et la forteresse de Dgébaïl, qui couvrent cette partie du littoral de la Syrie et qui dominent à très peu de distance la route directe de Beyrouth à la montagne.

Les troupes débarquées tant dans le voisinage immédiat de Beyrouth que vers la forteresse de Dgébaïl s'élevaient à 1800 soldats et marins anglais, à 250 soldats autrichiens, et à 6900 Turcs, avec 12 pièces de canon. C'était près de 9000 hommes. Ibrahim-Pacha avait dans la proximité de ses ennemis 8000 Egyptiens disponibles, et il pouvait y faire venir en peu de temps, sans changer son attitude et sa position défensive, un renfort de 15 à 20000 hommes.

Devant un ennemi aussi formidable le commodore Napier n'avait rien de mieux à faire que de couvrir par de bons retranchements les camps occupés par les troupes alliées. Il mit la plus grande célérité dans ses travaux défensifs, et, pour mieux encourager ses soldats, il paya d'exemple, mit bas son habit et mania la pioche comme le dernier des ouvriers.

Les troupes alliées débarquées près de Beyrouth et de Dgébaïl ne tardèrent pas à être couvertes par des retranchements susceptibles d'une bonne défense.

Les débarquements avaient été opérés sans obstacles sous la protection des feux de plusieurs vaisseaux de guerre. Les Egyptiens ne se présentèrent pas en force suffisante pour les empêcher, et ils laissèrent les ouvriers faire tranquillement leurs retranchements dans les lieux occupés par les troupes ennemies.

Le camp des Anglo-Turcs devint bientôt le rendez-vous des montagnards du Liban. Impatients de se délivrer des Egyptiens, et cachant leurs vues secrètes, les chefs venaient de prendre avec Ibrahim-Pacha quelques arrangements qui semblaient annoncer la soumission du pays. Mais plusieurs montagnards, s'étant rendus au camp anglais, y reçurent des armes et de l'argent.

L'accueil fait à ces premiers venus attira un grand nombre d'habitants du Liban. Plusieurs restèrent avec leurs nouveaux amis; les autres se retirèrent dans les montagnes, où ils harcelèrent les Egyptiens par de fréquentes escarmouches, attaquèrent leurs convois et entravèrent leurs communications.

Cependant les premières tentatives des Anglais contre la forteresse de Dgébaïl n'avaient eu aucun succès. Ils avaient trouvé peu de résistance en avançant à travers des vignes, des mûriers et des figuiers, et sur un terrain coupé par des terrassements successifs, depuis la mer jusqu'au pied de la forteresse. Mais, arrivés auprès des murs, ils furent assaillis par un feu couvert et meurtrier qui sortait des nombreux créneaux des parties basses des murailles. Obligés de s'arrêter, ils cherchèrent des abris derrière des rochers et les arbres du voisinage.

Ayant perdu beaucoup de monde et n'ayant pas des pièces de grosse artillerie pour battre en brèche les remparts de Dgébaïl, les Anglais se retirèrent à leur camp

et laissèrent derrière eux les Syriens avec ordre d'arrêter les Égyptiens dans le terrain fortement accidenté qui se trouvait entre la forteresse et la mer.

Cette dernière précaution fut inutile, car les Albanais, qui, au nombre de 300, avaient défendu avec succès la citadelle de Dgébaïl, l'abandonnèrent pendant la nuit. Le bruit courut dans le pays que les défenseurs de ce château avaient été gagnés par l'or et les promesses des agents de l'Angleterre.

Le pavillon du Grand-Seigneur flotta, dans la matinée du 12 septembre, sur la plus haute tour de la citadelle de Dgébaïl. Sa vue électrisa les habitants des montagnes voisines. On les vit accourir en foule au camp des alliés pour demander des armes et obtenir de l'argent.

L'insurrection des Druses et des Maronites ne tarda pas à être complète. A leur haine contre les Égyptiens ils joignirent des sentiments de défiance et de mépris pour leur chef principal, l'émir Beschir, qui, dans ces dernières circonstances, avait montré de l'indécision dans les résolutions à prendre et avait donné des preuves de sa fausseté envers tous les partis. Se voyant mal vu par ses compatriotes et regardé avec méfiance par les Égyptiens et par les alliés, l'émir Beschir sentit que, pour se sauver, il devait s'éloigner du théâtre de la guerre. Il demanda aux Anglais à quitter la Syrie pour se retirer à Malte; ces derniers s'empressèrent d'acquiescer à sa proposition, et lui fournirent, le 12 octobre, les moyens d'exécuter ses projets de retraite.

Les camps retranchés de Beyrouth et de Djourny et la forteresse de Dgébaïl restèrent entre les mains des alliés, sans qu'Ibrahim-Pacha fît aucune tentative pour les leur enlever.

Depuis le 12 septembre jusqu'au 8 octobre, la garnison égyptienne de Beyrouth fut peu tourmentée par les attaques des alliés. Durant cet espace d'environ un mois, quelques bombardements faits à d'assez longs intervalles achevèrent de ruiner les maisons de cette malheureuse ville, sans avoir d'influence sur ses défenseurs.

Ce fut dans ce temps que la plupart des consuls étrangers, voyant leurs maisons détruites par les bombes et l'incendie, résolurent de quitter Beyrouth et purent le faire sans obstacles.

Le consul de France, M. Maxime Desméloizes, qui s'était tenu long-temps à son poste avec courage et persévérance durant les premières attaques, fut obligé de quitter sa résidence lorsque l'hôtel du consulat fut presque entièrement détruit par les bombes et par les autres projectiles des Anglais. Il se rendit par terre à Seyd.

M. Reynard, capitaine de la corvette *la Prévoyante*, montra dans ces circonstances une grande énergie et rendit des services utiles aux négociants français établis à Beyrouth.

Le concours des Syriens pour combattre les troupes de Méhémet-Ali fut si grand, leur réunion auprès de Beyrouth fut si considérable, surtout après un échec éprouvé par le général égyptien Mahmoud-Bey, qui, avec des forces insuffisantes, avait tenté de secourir et de ravitailler Beyrouth, que Soliman-Pacha, se voyant bloqué par terre et par mer, et redoutant la famine dans une ville non approvisionnée, prit la résolution de l'évacuer.

Non empêché par les troupes alliées, qui restèrent immobiles dans leur camp, et n'ayant à combattre que le

cordon des Syriens qui s'étaient établis entre Beyrouth et les montagnes, Soliman-Pacha sortit, le 8 octobre, avec toute sa garnison, passa sur le ventre des montagnards du Liban, et alla rejoindre dans la vallée de Balbek son chef Ibrahim.

Les villes de Latakié, de Tortose, de Tripoli, de Seyd et de Tyr, ne tardèrent pas à subir le même sort que Beyrouth.

Les nombreux revers éprouvés par les Égyptiens depuis le commencement des hostilités eurent un effet funeste sur les soldats d'Ibrahim-Pacha. Découragés par leurs défaites et mécontents de n'avoir reçu que de faibles à-compte sur leur solde arriérée, ils écoutèrent les conseils des nombreux espions qui s'étaient introduits au milieu d'eux et désertèrent en grand nombre les drapeaux du vice-roi. Ce fut principalement parmi les Syriens que la désertion fut considérable. On vit des bataillons entiers, composés de soldats de cette nation, qui se dirigèrent vers les montagnes et s'incorporèrent aussitôt dans les troupes du Grand-Seigneur.

Au commencement des hostilités, la Sublime-Porte, ayant appris par Rifaat-Bey que Méhémet-Ali se refusait à tous les arrangements qui n'avaient pas pour base la concession d'un pouvoir héréditaire pour lui et ses descendants dans toutes les provinces alors soumises à son autorité, convoqua un divan général à Constantinople, pour statuer sur les mesures qu'il convenait de prendre, tant pour détruire ce pacha rebelle que pour changer son système administratif et remplacer ses agents.

D'après l'opinion émise par le scheik-islam et les oulémas, Méhémet-Ali fut déclaré firmanli et mis hors la loi. Izzet-Pacha fut désigné pour le remplacer en Egypte.

La formation d'une armée de 45 000 hommes fut ordonnée par le divan. Elle devait marcher contre les troupes égyptiennes stationnées dans le pachalik d'Adana et pénétrer ensuite dans la Syrie.

CHAPITRE LXXXIV.

LA COUR DE RUSSIE ENVOIE LE COMTE DE LIÉVEN A CONSTANTINOPLE POUR OFFRIR AU SULTAN UN CORPS DE 60 000 HOMMES QUI MARCHERAIT CONTRE MÉHÉMET-ALI, DANS L'ASIE-MINEURE. — INTRIGUES DANS L'INTÉRIEUR DU SÉRAIL. — CHUTE DE KHOSREW-PACHA. — RIOUF-PACHA EST NOMMÉ GRAND-VISIR. — HONTEUSE CONDUITE DE LA GARNISON ÉGYPTIENNE DE SAINT-JEAN-D'ACRE. — CETTE PLACE EST ABANDONNÉE APRÈS UNE SIMPLE CANONNADE DE TROIS HEURES ET DEMIE. — LES TROUPES ANGLO-TURQUES Y FONT LEUR ENTRÉE LE 5 NOVEMBRE.

Chargé d'une mission spéciale et arrivé à cette époque à Constantinople, le comte de Liéven proposa à la Sublime-Porle, au nom de l'empereur de Russie, d'envoyer dans l'Asie-Mineure un corps de 60 000 Russes, lequel marcherait contre les Égyptiens dans le cas où Ibrahim-Pacha franchirait la ligne du Taurus. Les ministres turcs acceptèrent cette offre en faisant des vœux secrets pour que la conduite d'Ibrahim ne donnât pas lieu à la marche d'un corps aussi considérable de soldats russes dans les provinces regardées comme les plus importantes de l'empire ottoman.

Au lieu d'être unis comme les circonstances devaient l'exiger, les ministres turcs se faisaient entre eux une

guerre active, en s'appuyant, tantôt sur les ambassadeurs des puissances signataires, et tantôt sur les personnes les plus influentes du sérail.

La sultane Validé, qui ne pouvait pas manquer d'avoir un grand ascendant sur un très jeune monarque, dont le caractère était doux et affectueux, dirigeait en chef et presque exclusivement les intrigues du sérail.

Khosrew-Pacha, qui depuis quarante ans avait fait presque constamment partie du ministère ottoman, tomba à cette époque dans une complète disgrâce. Reschid-Pacha, qui avait été long-temps un de ses amis, se mit au nombre de ses adversaires. On accusait Khosrew de concussion.

Cette accusation peut être portée avec raison contre la plupart des ministres turcs, dont la coutume a toujours été de compenser par l'acceptation de cadeaux de tout genre l'insuffisance de leurs traitements réguliers.

Mis en jugement pour concussion, Khosrew-Pacha reconnut lui-même franchement et sans rougir une partie des fautes qu'on lui reprochait. Il fut condamné à trois années d'exil et à sept mois de stricte surveillance et déclaré indigne d'occuper aucun emploi public. On l'obligea en outre à restituer l'argent qu'il avait extorqué et à rendre toutes les sommes qu'il avait obtenues sous un faux titre d'emprunt.

La chute de Khosrew-Pacha aurait dû être un triomphe pour le vice roi d'Égypte, qui avait demandé long-temps avec instance son renvoi des fonctions de grand-visir. Mais, à l'époque de la condamnation de Khosrew, Méhémet-Ali se trouvait lui-même en disgrâce, et son remplaçant Izzet-Pacha venait de se mettre en route, comme gouverneur de l'Égypte. On avait déjà choisi les

pachas qui devaient succéder au vice-roi d'Égypte dans les commandements de l'île de Candie, de la province d'Adana et des quatre pachaliks de la Syrie.

Après la condamnation de Khosrew-Pacha, Riouf-Pacha fut désigné pour remplir les fonctions de grand-visir. Loin d'être reconnaissant envers Reschid-Pacha, ministre des affaires étrangères, qui avait beaucoup contribué à sa nomination, Riouf commença, dès les premiers jours de sa gestion, à travailler sourdement contre son ancien ami, dont l'ascendant l'offusquait, et il parvint plus tard à le faire éloigner des affaires.

Ce ne fut qu'environ un mois après la prise de possession de Beyrouth que les escadres alliées s'approchèrent de Saint-Jean-d'Acre, pour en entreprendre le siége. Des renforts considérables en infanterie et en artillerie avaient été envoyés par la Sublime-Porte. Des réunions nombreuses de Syriens, parmi lesquels on comptait des Druses, des Maronites, des Mutualis et des Naplousins, avaient pris position devant Saint-Jean-d'Acre pour en faire le blocus du côté de terre.

Saint-Jean-d'Acre, qui avait résisté avec succès aux attaques d'une partie de l'armée française d'Orient en 1799, et qui, en 1832, s'était défendue avec opiniâtreté pendant quatre mois contre Ibrahim-Pacha, passait en Asie et en Europe pour une place très forte et très importante. Ses fortifications avaient été améliorées du côté de terre par des contre-gardes bastionnées et par des ouvrages avancés. Mais les travaux commencés dans cette partie de l'enceinte n'étaient pas entièrement achevés à l'époque du siége.

Quant aux ouvrages défensifs de cette place du côté de la mer, ils consistaient dans une seule et longue murail-

le en ligne droite, sans aucun flanquement. Ses batteries, trop basses, n'étaient pas abritées contre l'action des feux courbes.

Un architecte grec étranger à l'art de la guerre et des fortifications avait été chargé de tracer et de construire ce mur défensif, dont la maçonnerie, faite en moellons et sans parements intermédiaires, n'avait aucune solidité.

Mais le plus grand défaut de cette longue muraille était de présenter un angle oblique relativement à la ligne d'embossage que les vaisseaux ennemis devaient prendre pour l'attaque. Cette obliquité était telle, que, dans toute sa longueur, ce mur pouvait être enfilé et même pris à revers par des bâtiments ennemis placés en dedans de son prolongement.

M. Schultz, ingénieur polonais avec rang de colonel, était entré, après la défaite et la dispersion des armées polonaises, au service du vice-roi d'Égypte. Celui-ci l'envoya à Saint-Jean-d'Acre, au mois de mars 1840, pour mettre cette ville dans un bon état de défense. Déjà cet officier supérieur avait proposé à Ibrahim-Pacha en 1836 un projet pour améliorer les fortifications de cette ville, tant du côté de terre que vers la mer. Ibrahim avait approuvé ce projet; mais, avec la réponse ordinaire des principaux fonctionnaires turcs, *bakalum*, *nous verrons*, il en avait ajourné indéfiniment l'exécution.

Pressé par le temps, le colonel Schultz activa les ouvrages bastionnés commencés du côté de terre et fit établir dix grandes traverses le long du mur maritime, afin de le garantir intérieurement contre les feux de ricochet et d'enfilade des vaisseaux attaquants. Il avait commencé la construction d'un haut et spacieux cavalier, qui

aurait eu un commandement avantageux sur les navires ennemis. Mais cet ouvrage était à peine ébauché lorsque la flotte alliée se présenta devant Saint-Jean-d'Acre.

Poussés d'abord avec activité, les nouveaux travaux défensifs auraient pu être achevés dans les premiers jours de novembre, si Ibrahim-Pacha, qui avait mis, dans les premiers temps, trois régiments égyptiens à la disposition du colonel Schultz, n'en avait bientôt retiré deux pour grossir son armée du côté de Beyrouth. La garnison de Saint-Jean-d'Acre se trouvait réduite à 1500 hommes.

Schultz était cependant parvenu à construire et à armer deux batteries aux extrémités de *la muraille* de mer, à la fin du mois d'octobre; mais il avait fait la faute de ne pas insister sur la dispersion des poudres de guerre en plusieurs endroits et sur la nécessité de blinder les magasins et de les couvrir de terre.

L'armement de Saint-Jean-d'Acre, dans les premiers jours de novembre, consistait en 72 canons de 24, de 16 et de 12, et en 13 mortiers à bombes. On n'avait pas pensé à l'emploi utile des boulets rouges contre les vaisseaux attaquants, et on n'avait pas établi des grils et des fourneaux à réverbère, pour tirer parti de cet excellent moyen de défense.

La flotte alliée destinée à agir contre Saint-Jean-d'Acre se composait de sept vaisseaux de ligne, quatre frégates, quatre corvettes, un brick et quatre bâtiments à vapeur. Son armement total était de 478 canons, presque tous d'un très gros calibre, et d'un grand nombre de mortiers à bombes.

Arrivés devant Saint-Jean-d'Acre le 2 novembre, les vaisseaux alliés commencèrent l'attaque le lendemain,

à une heure trois quarts de l'après-midi. Leur feu dura jusqu'à cinq heures et demie du soir.

Ce fut à quatre heures de la même journée qu'un magasin où l'on avait enfermé une grande partie des poudres de la place sauta en l'air, et tua ou blessa, par son explosion, 350 hommes de la garnison égyptienne. Cet accident démoralisa complétement les troupes chargées de la défense, et leur fit demander à grands cris l'abandon de la place.

Le commandant de la garnison voulut en vain s'opposer à cette honteuse résolution. Les soldats, égarés par la peur, étaient devenus indociles. Ils n'attendaient que les ombres de la nuit du 3 au 4 novembre pour évacuer Saint-Jean-d'Acre par détachements isolés.

Cependant les canons de la flotte ennemie n'avaient causé que de faibles dommages aux remparts de la ville. Quatre embrasures seulement des deux batteries latérales du front de mer avaient été un peu endommagées.

Entraîné par ses soldats, qui n'écoutaient plus aucun ordre, le malheureux colonel Schultz, dont un bras avait été cassé, pendant la canonnade, par un éclat de bombe, sortit de la place avec le dernier détachement.

Mais les Égyptiens, se retirant successivement et sans ensemble, n'avaient aucune force de consistance à opposer aux montagnards syriens, qui bientôt parvinrent à les envelopper de toutes parts. Les Égyptiens qui résistèrent furent tués; ceux qui avaient échappé d'abord périrent plus loin. Les deux tiers de la garnison et le malheureux Schultz lui-même furent ramenés comme prisonniers de guerre dans la place qu'ils venaient d'abandonner.

Les troupes anglo-turques entrèrent dans Saint-Jean-d'Acre le lendemain matin 5 novembre. Leur entrée

eut lieu avec beaucoup de désordre et sans aucune des précautions ordinaires. Les Turcs et les montagnards syriens se répandirent de toutes parts pour se livrer au pillage. Ils furent punis de leurs excès par l'explosion d'un autre magasin à poudre qui, prenant feu par l'effet de la négligence ou par accident, fit périr un grand nombre d'entre eux.

C'est ainsi que tomba la place célèbre de Saint-Jean-d'Acre, sur laquelle Méhémet-Ali avait fondé ses plus chères espérances. A l'exception des canonniers égyptiens, dont plusieurs périrent dans l'intérieur de leurs batteries et près de leurs pièces, les soldats de cette nation se sont couverts d'une honte ineffaçable dans cette circonstance.

Les ministres français durent sentir alors qu'ils avaient agi bien sagement en évitant de se compromettre par des actes hostiles à l'égard des quatre puissances signataires pour conserver aux troupes égyptiennes la domination de la Syrie, dont elles ont eu la lâcheté d'abandonner la principale forteresse, quoiqu'elles n'eussent devant elles que des forces navales, qui, sous le rapport de leur composition et de leur nombre, devaient être considérées comme peu formidables contre des murailles défendues par des soldats réguliers.

CHAPITRE LXXXV.

LE COMMODORE NAPIER SE PRÉSENTE DEVANT ALEXANDRIE DANS LES DERNIERS JOURS DE NOVEMBRE. — IL ENTRE AUSSITÔT EN NÉGOCIATIONS AVEC MÉHÉMET-ALI. — CONVENTION D'ALEXANDRIE, PAR LAQUELLE LE VICE-ROI D'ÉGYPTE CONSENT A ÉVACUER LA SYRIE. — L'ÉGYPTE LUI EST CONSERVÉE AVEC LA CONDITION DE L'HÉRÉDITÉ DE CE GOUVERNEMENT DANS SA FAMILLE.

Cependant la saison ordinaire des orages approchait. Il aurait été dangereux aux escadres alliées de rester pendant les mois d'hiver dans les parages de la Syrie et de l'Égypte, où, à l'exception d'Alexandrie, les ports sont extrêmement rares et presque tous dangereux. Les vents dominants d'ouest et de nord-ouest tendent par leur violence et leur durée dans cette saison à jeter les vaisseaux à la côte.

Il était donc très urgent pour les escadres alliées de terminer la question d'Egypte.

Le commodore Napier, qui, dans les attaques des places maritimes de la Syrie, avait montré une activité judicieuse et un caractère extrêmement entreprenant, fut chargé, vers la fin de novembre, de se présenter devant Alexandrie avec une escadre formidable, d'établir, par le fait, le blocus de cette ville et de tout le littoral égyptien, et d'entrer, s'il y avait moyen, en négociation directe avec le vice-roi d'Egypte.

Loin de repousser la négociation qui lui était offerte, Méhémet-Ali, démoralisé par ses derniers revers, char-

gea Boghos-Bey (1), son ministre des affaires étrangères, d'entrer immédiatement en correspondance avec le commodore Napier.

La négociation entre ces deux personnages se termina par une convention qui a servi de base à la solution de la question d'Orient.

Comme les lettres écrites de part et d'autre renferment des détails explicatifs sur les événements récemment arrivés en Syrie, et sur la position réelle des deux partis, nous allons présenter une analyse de ces écrits.

Première lettre du commodore Napier
à Son Excellence Boghos-Bey.

A bord du *Powerful*, devant Alexandrie, 25 novembre 1840.

« La présente vous sera remise par le capitaine Mansell, qui se trouve être une ancienne connaissance de Méhémet-Ali. Je l'ai chargé de dire à Son Altesse de renvoyer tous les émirs et les scheiks du Liban qui ont été transportés à Alexandrie par ordre des autorités égyptiennes de la Syrie. Tous ces malheureux devaient leur arrestation aux instigations et aux intrigues de l'émir Beschir, qui a fini par se détacher de la cause du vice-roi d'Egypte.

» Méhémet-Ali connaît sans doute la volonté des puissances européennes de lui assurer le gouvernement héréditaire de l'Egypte. Si Son Altesse veut permettre à un vieux marin de lui indiquer un moyen facile de se ré-

(1) Boghos-Bey, qui depuis trente ans jouissait de l'entière confiance de Méhémet-Ali, était Arménien et chrétien. Il a conservé ses emplois jusqu'à sa mort, arrivée en 1843.

concilier avec le sultan et avec les puissances alliées, il lui dira de consigner franchement, promptement et sans imposer aucune condition, la flotte ottomane, et de retirer ses troupes de la Syrie, car alors les malheurs de la guerre cesseraient entièrement.

» Son Altesse aura, dans ses dernières années, une ample et satisfaisante occupation en cultivant les arts et en jetant les fondements de la restauration du trône des Ptolémées. D'après ce qui a eu lieu en Syrie, Son Altesse peut prévoir ce qu'on peut faire dans un pays dont les habitants sont mécontents de leur gouvernement.

» En un mois de temps, 5000 Turcs et une poignée de soldats anglais ont pris Beyrouth et Seyd, défait les troupes égyptiennes, fait perdre à l'armée d'Ibrahim-Pacha 10 000 hommes et occupé les villes maritimes de la Syrie, ainsi que les défilés du Liban.

» Acre, la clef de la Syrie, est tombée après un bombardement de trois heures.

» Si Son Altesse veut continuer les hostilités, elle me permettra de lui demander si elle est bien sûre de l'Egypte.

» Je suis un grand admirateur de Son Altesse et je voudrais plutôt être son ami que son ennemi. Dans le premier cas, je prendrai la liberté de faire observer à Son Altesse que ce n'est que pour bien peu de temps qu'elle peut espérer de conserver l'Egypte, si elle refuse de se réconcilier avec la Sublime-Porte.

» L'expérience a démontré que l'armée égyptienne en Syrie est très mécontente, que tous les habitants de cette contrée se battent contre les troupes du vice-roi, et que, si Ibrahim-Pacha vient à être attaqué par les forces supérieures qu'on attend, et qui sont déjà en marche, il sera obligé de mettre bas les armes.

» Si, d'un autre côté, Son Altesse jette les yeux sur l'Egypte, elle verra que tous les habitants et les marchands sont très mécontents. La défection a commencé à se manifester dans la flotte et parmi les troupes.

La solde des militaires égyptiens est arriérée. Ils tournent avec chagrin leurs yeux vers leurs familles désolées, auxquelles ils ne peuvent pas donner du pain.

» Les soldats égyptiens qui ont été envoyés à Constantinople comme prisonniers de guerre, et qui se sont empressés d'entrer dans les armées du Grand-Seigneur, sont bien vêtus, parfaitement nourris, et reçoivent journellement leur solde.

» Je désire que Son Altesse réfléchisse sérieusement sur les dangers qui l'environnent.

» Ceux qui disent que l'Egypte est invulnérable se trompent. Alexandrie peut être prise très promptement comme l'a été Saint-Jean-d'Acre. Son Altesse, qui en ce moment peut fonder une dynastie nouvelle, est dans le cas d'être réduite, si la guerre continue, à devenir un simple pacha sans pouvoir, sans richesses et très malheureux.

» *Signé* CH. NAPIER. »

Cette lettre, peu conforme au style diplomatique, mais écrite avec une rude franchise et beaucoup d'énergie, fit une forte impression sur l'esprit de Méhémet-Ali. L'illusion produite par ses anciennes victoires s'était dissipée. La vérité se montrait à lui dans toute son affreuse nudité; il sentit que, n'ayant eu en vue que sa grandeur personnelle, il avait mécontenté ses peuples, et qu'il ne pouvait plus compter sur leur dévoûment.

Trop habile pour ne pas connaître la grandeur du

danger qui le menaçait, trop sage pour laisser échapper l'occasion de se tirer d'affaire, Méhémet-Ali s'empressa de profiter de l'ouverture qui lui avait été faite, et chargea son ministre des affaires étrangères, l'Arménien Boghos-Bey, de répondre au commodore Napier « que, sauf quelques légères modifications indispensables, il acceptait les propositions qu'on venait de lui adresser ».

Loin de combattre les assertions contenues dans la lettre du commode Napier au sujet des événements arrivés dans la Syrie et des dispositions actuelles des populations syriennes et égyptiennes, le ministre Boghos-Bey envoya le même jour au commodore Napier la réponse suivante de la part du vice-roi.

« *A monsieur le commodore Napier.*

» Je me suis empressé de mettre sous les yeux du vice-roi votre lettre de ce jour. Me conformant à ses ordres, je réponds aux différents paragraphes qu'elle renferme.

» En ce qui concerne les chefs druses, je vous répète, M. le commodore, que ceux d'entre eux qui habitaient le Caire sont déjà partis pour la Syrie.

» Quant à ceux qui se trouvent encore en Nubie, l'ordre pour assurer leur retour est déjà expédié, ainsi que j'ai eu l'honneur de vous le dire, et je vous réitère l'assurance qu'au moment de leur arrivée en Egypte, ils seront parfaitement libres de se rendre dans leur pays.

» Pour ce qui concerne la flotte ottomane, Son Altesse voit avec un grand plaisir que vous adhérez à la proposition qu'elle a faite d'en offrir la restitution aussitôt

que la décision des puissances lui sera officiellement notifiée.

» Son Altesse partage avec sincérité le désir que vous montrez d'arrêter l'effusion du sang humain et s'est décidée à mettre fin aux hostilités.

» Mais vous n'ignorez pas que les transports par mer d'une armée avec son matériel offre de grandes difficultés et peut entraîner des délais. Désireux de mettre un terme aux malheurs de la guerre, le vice-roi va expédier l'ordre à son fils Ibrahim de concentrer ses troupes et de se replier avec elles sur l'Égypte. Cet ordre sera porté en Syrie par un officier égyptien qui sera accompagné, si vous le jugez à propos, par un officier anglais accrédité par vous. »

Le commodore Napier fit observer, dans sa réponse du 26 novembre, que les troupes égyptiennes se trouvaient déjà concentrées sous les ordres de leur chef, et que par conséquent rien ne devait s'opposer à leur sortie de la Syrie aussitôt que la décision officielle des puissances serait connue. Il offrit de mettre à la disposition du vice-roi un bâtiment à vapeur pour porter à Beyrouth l'officier égyptien qui, accompagné d'un officier anglais, se rendrait au quartier général d'Ibrahim-Pacha et lui remettrait les dépêches de son père. Cette démarche, ajoutait le commodore Napier, est indispensable pour engager le commandant en chef des forces britanniques à suspendre les hostilités.

Après deux autres lettres explicatives sur quelques difficultés peu importantes qui s'étaient présentées, une convention fut arrêtée et signée le 27 novembre 1840 par le commodore Napier d'une part, et par Boghos-Bey de l'autre, ce dernier agissant au nom et d'après l'autorisation du vice-roi d'Egypte.

Cette convention, qui devait amener la fin de la guerre et la solution de la question d'Orient, était ainsi conçue :

« Art. 1er. — Le commodore Napier, commandant les forces navales de Sa Majesté Britannique devant Alexandrie, ayant en sadite qualité porté à la connaissance de Son Altesse Méhémet-Ali que les puissance alliées avaient recommandé à la Sublime-Porte de le réintégrer dans le gouvernement de l'Egypte, en rendant ce gouvernement héréditaire dans sa famille, et Son Altesse voyant dans cette concession une circonstance favorable pour mettre un terme aux calamités de la guerre, elle s'engage à ordonner à son fils Ibrahim-Pacha de procéder à l'évacuation immédiate de la Syrie. Son Altesse s'engage en outre à restituer la flotte ottomane aussitôt qu'elle aura reçu la notification officielle que la Sublime-Porte lui accorde le gouvernement héréditaire de l'Égypte, laquelle concession est et demeure garantie par les quatre puissances signataires du traité du 15 juillet.

» Art. 2. — Le commodore Napier mettra à la disposition du gouvernement égyptien un bateau à vapeur pour porter en Syrie l'officier qui, désigné par Son Altesse le vice-roi, devra remettre à S. A. Ibrahim-Pacha l'ordre d'évacuer la Syrie. Le commandant en chef des forces britanniques, sir Robert Stopfort, nommera de son côté un officier pour veiller à l'exécution de cette mesure.

» Art. 3. — En conséquence de ce qui précède, le commodore Napier s'engage à suspendre les hostilités contre Alexandrie et contre toute autre partie du territoire égyptien. Il autorisera en même temps la libre navigation des bâtiments destinés au transport des blessés, des malades, et de toute portion de l'armée égyptienne que

le gouvernement d'Égypte désirerait faire rentrer dans ce pays par la voie de mer.

» Art. 4. — Il est bien entendu que l'armée égyptienne aura la faculté de se retirer de la Syrie avec son artillerie, ses armes, ses chevaux; ses munitions, et en général tout ce qui constitue son personnel et son matériel.

» Fait double comme dessus. »

» *Signé* Ch. NAPIER, BOGHOS YOUSOUF. »

Cette convention, basée sur les instructions transmises à l'amiral sir R. Stopfort et communiquées par celui-ci au commodore Napier, procurait aux cours alliées plus qu'elles ne demandaient par le traité du 15 juillet, puisque la partie méridionale de la Syrie rentrait sous la domination de la Porte. La guerre, dont on craignait la continuation pendant l'hiver, à cause des dangers de la navigation dans ces parages maritimes durant cette saison rigoureuse, cessait entièrement et dissipait toutes les inquiétudes.

Méhémet-Ali, rentré en Égypte, devait cesser de menacer par sa force militaire et surtout par les positions de ses troupes le repos de la Turquie et l'autorité du Grand-Seigneur.

Mais, en retirant de la Syrie, du pachalik d'Adana (1)

(1) La retraite des troupes égyptiennes, en évacuant le pachalik d'Adana et la Syrie, fut faite avec peu d'ordre. Aucune disposition n'avait été prise par les généraux de Méhémet-Ali pour garantir les populations des campagnes et des villes contre les attaques des brigands. La ville de Tarsous aurait été pillée et complétement ruinée par les Turcomans, si le consul de

et de l'île de Candie, le gouvernement fort, quoique tyrannique, qui les tenait sous le frein, c'était livrer ces pays à tous les maux de l'anarchie ; c'était mettre des entraves aux grandes transactions commerciales qui étaient entretenues par les caravanes. Celles-ci, n'ayant plus la perspective de sécurité que leur offrait le gouvernement égyptien dans leur traversée de la Syrie, devaient être moins nombreuses et moins importantes.

Le souvenir de la lutte qui, durant la guerre de l'insurrection de la Grèce, avait mis les armes à la main aux deux portions rivales, presque égales en nombre, des musulmans et des chrétiens dans l'île de Candie, ne pouvait guère manquer de reparaître aussitôt après le départ des forces égyptiennes, qui seules y tenaient tous les partis dans la soumission et le repos.

On devait s'attendre à voir reparaître la secte fanatique des Wahabis et leurs incursions dévastatrices, après l'abandon de l'Arabie par les troupes égyptiennes.

Il fallait, en augmentant les possessions directes du gouvernement ottoman, organiser ses moyens de force et le mettre en état de se faire obéir et respecter dans les provinces qui lui étaient rendues.

Si, ayant égard aux demandes des ministres de la Porte, les puissances signataires avaient consenti à dépouiller Méhémet-Ali de son pachalik d'Égypte, cette mesure aurait été un acte impolitique et aurait détruit toutes les sages institutions de ce prince, sans faire disparaître les abus existants ; elle aurait anéanti tous ses

France en Caramanie, M. Eustache Juchereau de Saint-Denys, ne s'était concerté avec les autorités locales et celles des environs pour empêcher les hordes turcomanes de pénétrer dans cette cité florissante, ainsi que dans celle d'Adana.

établissements industriels ; elle aurait paralysé les relations commerciales, devenues très importantes, de l'Égypte avec les nations étrangères, et elle aurait mis fin aux rapports nouvellement établis entre la vallée inférieure du Nil et les parties supérieures nubienne et abyssinienne du bassin de ce grand fleuve.

A l'exception de cette masse avide de courtisans qui entouraient le trône du sultan Abdul-Medgid et qui se partageaient déjà entre eux en perspective les dépouilles et les richesses de Méhémet-Ali, personne, en Europe, n'était intéressé à enlever l'Égypte à l'habile régénérateur qui en avait tiré un parti si utile.

Aucune puissance européenne ne se trouvait alors en position d'ajouter à ses possessions cette province si riche et si heureusement située, sans causer le mécontentement de toutes les autres. Ne pouvant s'en emparer ni la diviser, et ne voulant pas la livrer à l'anarchie et consommer bientôt sa ruine, dont l'Europe entière n'aurait pas manqué de ressentir les funestes effets, tous les souverains signataires s'entendirent pour laisser l'Égypte entre les mains de Méhémet-Ali.

La France, qui avait été au moment de se compromettre pour favoriser ce pacha, ne put qu'applaudir à cette sage résolution.

Mais la décision prise par les grandes puissances européennes au sujet du vice-roi d'Egypte déplut beaucoup au divan de Constantinople. Avides et préparés à la curée, les ministres turcs et leurs amis avaient déjà partagé entre eux les dépouilles de Méhémet-Ali.

—

CHAPITRE LXXXVI.

LES MINISTRES DE LA PORTE PRENNENT DES DISPOSITIONS POUR RENDRE VAINE ET ILLUSOIRE LA CONCESSION DE L'HÉRÉDITÉ DU GOUVERNEMENT DE L'ÉGYPTE DANS LA FAMILLE DE MÉHÉMET-ALI. — RESCHID-PACHA TOMBE EN DISGRACE ET PERD LES FONCTIONS DE REIS-EFFENDI.

Cédant, malgré eux, à la décision des grandes puissances, les membres du divan décrétèrent d'abord que l'Égypte resterait à Méhémet-Ali ; mais ils ajoutèrent que son autorité sur cette province serait seulement égale à celle de tous les autres pachas de l'empire.

Le droit d'hérédité ayant été accordé au nom de l'Angleterre dans la convention d'Alexandrie, et toutes les autres puissances signataires ayant approuvé cette condition, la Porte se trouva obligée d'abroger son dernier khatty-chérif contre Méhémet-Ali. Elle dut, à son regret, concéder à ce pacha, relativement à l'Égypte, le privilége de la gouverner héréditairement. Cette concession faisait sortir cette grande province de la ligne de tous les autres pachaliks de la Turquie.

Mécontents d'avoir été trompés dans leur attente, et pleins de haine et de rancune contre le vice-roi d'Egypte, les ministres turcs rédigèrent un nouveau khatty-chérif, basé sur le principe de l'hérédité. Mais ils cherchèrent à rendre cet avantage tout à fait illusoire pour Méhémet-Ali et sa descendance directe en réservant au Grand-Seigneur le droit de choisir les successeurs du vice-roi parmi tous les membres de sa famille, sans avoir

égard au droit de primogéniture. Ce même khatty-chérif restreignait à un cercle très étroit le nombre de ses troupes de terre et de mer, et lui ôtait le privilége de nommer les officiers au dessus du grade de capitaine. On ne lui laissait qu'une portion insuffisante des revenus de l'Égypte.

La concession de l'hérédité d'un tel gouvernement, avec de semblables restrictions, devenait une faveur dérisoire, surtout pour un homme qui, depuis plus de trente ans, avait joui en Égypte d'un pouvoir absolu. C'était le mettre sous la surveillance continuelle des agents de la Porte ; c'était l'obliger à abandonner toutes les institutions et les établissements industriels sur lesquels reposait la prospérité de l'Égypte ; c'était le réduire à ne pouvoir plus servir utilement son souverain, comme auxiliaire, dans le cas d'une nouvelle guerre avec les étrangers.

Les réclamations de Méhémet-Ali à ce sujet furent appuyées par les puissances signataires, parce qu'elles leur parurent justes et conformes à l'intérêt général de l'Europe.

La Porte se vit contrainte à faire un nouveau pas rétrograde et à revenir sur la décision qu'elle avait prise.

Comme on attribuait au reis-effendi Reschid-Pacha les dispositions de ces khatty-chérifs successivement abandonnés, les ennemis de la réforme, et principalement ceux des nouvelles institutions proposées par ce ministre, profitèrent de l'occasion pour le desservir auprès du jeune sultan, et le représentèrent comme ayant compromis, dans cette circonstance, l'honneur et la dignité de l'empire ottoman.

Le nouveau grand-visir, Riouf-Pacha, se joignit aux ennemis personnels de Reschid, et, avec l'assistance de

quelques personnages puissants dans le sérail, il parvint à faire tomber ce ministre des affaires étrangères. Sa disgrâce entraîna celle de Ahmet-Fethy-Pacha, ministre du commerce et beau-frère du sultan.

Cette révolution ministérielle causa la plus vive joie parmi les partisans de l'ancien régime et donna lieu aux autres de craindre un entier changement dans le système de gouvernement, ainsi que l'abandon des principes sur lesquels les nouvelles institutions avaient été basées.

Mais le retour au régime que le sultan Mahmoud avait aboli aurait fait reparaître avec une nouvelle force, fondée sur la réaction, tous les abus et les malheurs qu'il avait produits. Les amis de la Turquie, qui avaient l'espoir de la voir renaître sous un régime qui lui permettait de prendre part aux progrès de la civilisation européenne, et de développer sa force et ses ressources naturelles, devinrent inquiets à la vue du danger où elle allait tomber, si elle retournait à ses anciennes erreurs.

Des remontrances amicales furent faites à ce sujet aux ministres de la Porte; on leur fit entrevoir que les puissances qui protégeaient les Ottomans s'éloigneraient d'eux en les voyant reprendre les idées et les principes de leur ancienne barbarie, cause première de leur rapide décadence.

Effrayés à la vue de l'abyme où ils allaient tomber, les membres du divan ottoman s'arrêtèrent, et annoncèrent à leurs peuples et à l'Europe, par des déclarations publiques, que des changements seuls de personnes avaient été opérés dans le ministère ottoman, mais que les sages et utiles principes de la réforme seraient conservés sans altération, et que, dans l'intérêt national, on s'oc-

cuperait de leur donner tous les développements dont ils sont susceptibles.

Un nouveau khatty-chérif impérial au sujet du mode d'hérédité dans le gouvernement de l'Egypte adopta le droit de primogéniture pour servir de base à la succession du pouvoir dans la famille de Méhémet-Ali. D'autres khatty-chérifs modifièrent ou plutôt réduisirent presque à rien les restrictions qui devaient affaiblir la puissance militaire et les ressources du pacha héréditaire de l'Égypte.

La Porte ne doit pas perdre de vue que, pour que le vice-roi actuel de l'Egypte et ses descendants deviennent pour elle des auxiliaires utiles, il faut qu'ils soient puissants par leurs forces de terre et de mer, par leurs relations commerciales et par la prospérité de leurs administrés.

Quant au tribut annuel, il est juste qu'il soit beaucoup plus considérable que celui que payaient les Mamelouks, puisque l'Egypte est dix fois plus riche qu'elle n'était avant l'administration de Méhémet-Ali. Si ce dernier, oubliant de nouveau sa dépendance et ses devoirs, cherchait à s'agrandir aux dépens de son souverain, les grandes puissances européennes, qui garantissent son existence et sa position actuelle, ne manqueraient pas probablement de l'arrêter.

CHAPITRE LXXXVII.

DE NOUVEAUX TROUBLES ÉCLATENT EN 1841 DANS LA TURQUIE D'EUROPE. — DES CHRÉTIENS S'INSURGENT CONTRE L'AUTORITÉ DE LA PORTE EN BULGARIE, EN MACÉDOINE, EN THESSALIE, ET DANS L'ÎLE DE CANDIE. — CES DÉSORDRES SONT CALMÉS PAR LES PROMESSES DE LA PORTE ET PAR LA MÉDIATION DES PUISSANCES ÉTRANGÈRES.

Mais la conservation de l'intégrité de l'empire ottoman venait à peine d'être proclamée par les grandes puissances de l'Europe, que la Turquie se trouva livrée de nouveau aux plus terribles convulsions intérieures.

Les chrétiens de Candie s'étaient mis en insurrection contre l'autorité du Grand-Seigneur, et faisaient une guerre cruelle aux musulmans qui habitent cette île. Les chrétiens bulgares, ayant également levé l'étendard de la révolte, s'étaient portés en force dans la partie la plus montueuse qui confine à la Servie. Ils étaient devenus en peu de temps assez formidables pour couper les communications entre Belgrade et Constantinople.

Les chrétiens de la Macédoine et de la Thessalie avaient annoncé par des mouvements très sérieux leur intention de secouer le joug des musulmans. Dans leur projet d'insurrection ils avaient choisi le mont Athos, le mont Olympe, le mont Pélion et le mont Ossa, comme les points d'appui de leurs opérations insurrectionnelles.

Les Albanais, suivant leur fréquente coutume, avaient commis de nouveaux actes de rébellion contre l'autorité du sultan.

La différence des croyances religieuses et le souvenir des injures reçues étaient la principale cause de ces désordres intérieurs.

Instruit par les événements et par les résultats de la guerre de l'insurrection de la Grèce et de la Servie, le sultan Mahmoud avait senti que, comme souverain de la Turquie, et quoique calife, il devait traiter avec une égale faveur ses sujets chrétiens et ses sujets musulmans. Mais l'orgueil fanatique des Osmanlis, et l'influence des oulémas, qui veulent dominer d'une manière absolue l'empire et leur souverain, s'opposeront *long-temps* à cette fusion, sans laquelle il n'y a pas de salut pour la Turquie.

Les chrétiens de la Turquie d'Europe, qui sont aux musulmans dans le rapport de 5 à 3, ont été obligés de rentrer dans le devoir. Ils peuvent de nouveau éprouver des revers, des pertes, et être temporairement vaincus et subjugés; mais, aussi braves et plus nombreux que leurs oppresseurs, et exaspérés par la vengeance, ils finiront par triompher si on ne change pas leur état politique.

Il est à craindre que leur triomphe n'ait lieu que lorsque les provinces turques de l'Europe auront été ruinées et dépeuplées, et que leur surface sera couverte de décombres.

Ce sera alors peut-être que, par un sentiment de pitié et sous le prétexte de ramener l'ordre et la paix dans ces pays désolés, on parlera de démembrer l'empire ottoman, et de le partager suivant les vues et les intérêts

de quelques unes des grandes puissances européennes.

Ce démembrement serait la plus grande calamité qui pourrait affliger l'Europe, puisqu'il deviendrait une cause active et continuelle de jalousie, de désunions et de guerres parmi les puissances qui prendraient part à ce partage.

La disparition de la Pologne est un mal dont l'Europe s'est ressentie et se ressentira encore long-temps; mais cette Pologne, assez mal cultivée, peu productive, sans industrie et presque sans commerce, était bien loin de valoir la Turquie, qui occupe une des plus belles parties du monde, et qui est susceptible, par la nature et la variété de ses produits, de devenir un des états les plus riches et les plus florissants de l'univers.

CHAPITRE LXXXVIII.

OBSERVATIONS SUR LES MOYENS QUI PARAISSENT LES PLUS PROPRES A TIRER L'EMPIRE OTTOMAN DE SA POSITION ACTUELLE ET A OBTENIR ET CONSOLIDER SA CONSERVATION.

Dans le tableau historique des événements qui ont eu lieu en Turquie depuis 1792 jusqu'en 1844, il est facile de reconnaître les causes principales des guerres et des révolutions qui ont agité cet empire pendant les cinquante-deux dernières années, et qui ont amené l'état de faiblesse et de décadence où il se trouve.

On verra que ces causes principales d'affaiblissement et de ruine sont :

1° Les entraves qu'opposaient sans cesse à l'action du gouvernement l'indocilité et les dispositions factieuses des janissaires;

2° Les prétentions ambitieuses des oulémas, qui sont à la fois prêtres, magistrats, commentateurs des lois civiles et religieuses, et dont les premiers dignitaires sont appelés à prendre part à toutes les grandes délibérations du divan de Constantinople ;

3° Les fréquentes révoltes des pachas, qui, après avoir commencé à servir utilement la Sublime-Porte, finissaient souvent par la combattre ;

4° Les abus du régime des finances, qui enlèvent au gouvernement une grande partie des revenus des contributions publiques et des propriétés nationales ;

5° Les dispositions inquiètes et turbulentes des principales parties de la population, qui, au lieu d'être assimilées entre elles et de diriger leurs efforts vers le but commun du bonheur et du repos public, se regardent avec jalousie et se détestent cordialement à cause des différences qui existent dans leur position politique;

6° La prééminence que s'arrogent et qu'exercent les Osmanlis, qui, en leur qualité d'anciens conquérants de cet empire, prétendent avoir le droit de posséder tous les emplois, et de dominer toutes les autres fractions de la population;

7° Les vices de l'administration de la justice, par lesquels le moindre cadi juge en premier et en dernier ressort et sans appel, sur la simple déclaration de témoins souvent corrompus, toutes les causes soumises à sa décision, et par lesquels les rayas n'ont pour la protection de leurs propriétés particulières que le jugement arbitral de leurs dignitaires ecclésiastiques.

Tant que ces abus existeront, la Turquie doit être considérée comme portant dans son sein les germes de sa ruine et de sa prochaine dissolution.

Les janissaires ont disparu. Mais l'autorité souveraine a peu gagné par leur abolition. L'influence politique dont ils jouissaient a été absorbée, en grande partie, par les oulémas, qui la partageaient autrefois avec cette sodatesque indisciplinée.

Quelques modifications importantes dans l'administration des finances avaient été faites par le sultan Mahmoud. Mais elles ont disparu depuis sa mort devant l'insatiable avidité des courtisans.

L'administration de la justice est restée avec tous ses abus. — Le seul avantage que les sujets de l'empire

aient obtenu pour la sûreté de leurs personnes est que, par une décision spéciale du sultan Mahmoud, aucune condamnation à mort ne peut être exécutée qu'après l'approbation du souverain.

Les oulémas ont plus que jamais une action puissante sur les opérations du gouvernement; ils entravent la marche des affaires et s'opposent à toutes les réformes utiles. — Ils sont devenus les plus fermes appuis des prétentions des Osmanlis.

Il est de l'intérêt du monarque ottoman de mettre fin à tous ces abus, qui sont la cause des malheurs et de la décadence rapide de son empire. Mais pour obtenir ce résultat ce prince a besoin d'avoir entre ses mains une force suffisante et l'appui spécial d'une armée régulière qui lui soit entièrement dévouée, et qui, par sa composition, soit tout à fait étrangère aux vues intéressées des corporations sur lesquelles la réforme doit porter.

Après la chute des janissaires, le sultan Mahmoud avait créé une armée régulière pour défendre la Turquie contre ses ennemis intérieurs et extérieurs. Mais cette armée, conservée par le sultan Abdul-Medgid, est bien loin de convenir au système des réformes dont le salut de l'empire ottoman exige la prompte adoption.

L'armée actuelle est composée exclusivement d'Osmanlis; tous ses officiers et soldats sont Osmanlis; tous les généraux et principaux chefs sont Osmanlis; aucun chrétien n'y est admis ni comme chef de corps ni comme simple officier.

Une armée ainsi constituée ne peut pas être regardée comme l'appui de l'autorité souveraine, mais plutôt

comme la protectrice et le soutien des priviléges abusifs usurpés par les oulémas et les Osmanlis.

Comment peut-on espérer qu'une armée uniquement composée d'Osmanlis consente à protéger des opérations qui auraient pour but d'enlever à ceux-ci les avantages privilégiés dont ils jouissent, et de mettre sur un pied de parfaite égalité toutes les classes de la population de l'empire !

Il convient sans doute que les soldats ottomans soient armés, disciplinés et instruits comme les troupes étrangères qu'ils peuvent être appelés à combattre; mais il est indispensable pour la régénération et le repos de la Turquie que la nouvelle armée nationale soit composée d'éléments appartenant à toutes les classes de la nation.

L'exemple de Pierre le Grand est celui que les Turcs doivent suivre pour éviter les dangers qui les menacent. Ce monarque, dont les sages principes ont été suivis scrupuleusement jusqu'ici par ses successeurs, faisait entrer dans la composition de ses armées, non seulement ses propres sujets, mais encore des étrangers de toute nation et de toute croyance. C'est dans cette dernière classe que ce czar, véritable bienfaiteur de sa patrie, choisissait de préférence, dans les commencements de son règne, les généraux destinés à commander ses armées et les principaux chefs ou directeurs des services publics.

L'exemple utile et les instructions de ces serviteurs expérimentés, dont le dévoûment personnel au monarque russe était entier et absolu, ne tardèrent pas à mettre les troupes de cette nation au rang des meilleures armées de l'Europe, et régularisèrent le service dans

les grandes administrations de manière à les faire toutes concourir à la grandeur et au bien-être général de la Russie.

Afin de parvenir aux mêmes résultats, le sultan Abdul-Medgid n'a rien de mieux à faire que d'imiter la conduite du glorieux réformateur de l'empire russe.

L'ignorance et l'inexpérience actuelle des généraux turcs, et des principaux chefs des services publics, lui font un devoir de choisir des étrangers pour diriger ses armées et pour organiser et conduire ses administrations, jusqu'à l'époque, probablement prochaine, où les Ottomans pourront fournir des hommes assez expérimentés et assez habiles pour commander les troupes et pour prendre la direction de toutes les *affaires administratives* et diplomatiques.

Des règles d'avancement fixes, indépendantes des intrigues du sérail, devront être adoptées, pour exciter parmi les nouvelles troupes ottomanes une constante et utile émulation. Réunis et confondus dans les mêmes corps, et soumis au frein d'une discipline sévère, les musulmans et les chrétiens finiraient par s'entendre et par vivre fraternellement ensemble, comme font, dans les armées indigènes soldées par la compagnie anglaise des Indes orientales, les disciples du christianisme avec ceux de l'islamisme, du bouddisme et du fétichisme (1).

(1) « La différence de religion ne cause aucun trouble dans les troupes de la Compagnie des Indes. La jalousie qui existe entre elles est paisible et fait la sécurité du pouvoir. Si un complot venait de s'ourdir, l'un des deux partis donnerait bientôt l'éveil et le ferait échouer. » (Voyez *Mémoires relatifs à l'expédition anglaise* partie du Bengale, en 1800, pour combattre en Égypte l'armée française d'Orient, par le comte de Noé, pair de France.

Ce fut sous la conduite de quelques généraux européens que les Marattes purent résister long-temps avec succès contre les attaques des troupes anglaises de l'Indostan.

Nous avons vu dans le cours de cette histoire que dans sa campagne de 1829 le maréchal Paskewitch avait sous ses ordres des corps d'infanterie et de cavalerie entièrement composés de musulmans, qui servirent la cause de la Russie avec dévoûment et fidélité, et qui se rendirent utiles par leur bravoure dans plusieurs attaques contre les troupes ottomanes.

La création d'une telle armée régulière, prise dans toutes les classes de la nation, est une mesure extrêmement urgente pour le gouvernement ottoman, car cette armée est nécessaire pour servir de base et d'appui à toutes les réformes indispensables.

Si cette opération était en ce moment au dessus des forces du ministère turc, peut-être conviendrait-il que les vrais amis de la Turquie, parmi les souverains de l'Europe, s'entendissent pour fournir à la Sublime-Porte, pendant la durée de ses réformes militaires, l'assistance matérielle dont elle aurait besoin. Ces secours étrangers seraient soldés par le Grand-Seigneur pendant leur présence sur le territoire ottoman.

Le plus grand obstacle que la Sublime-Porte aura à vaincre dans l'exécution de ses réformes proviendra probablement des oulémas, qui, à moins d'être réduits à une complète impuissance, ne manqueront pas d'employer tous les moyens qui seront en leur pouvoir pour arrêter ou entraver le gouvernement dans l'exécution de ses opérations réformatrices. Ils veulent continuer à diriger les destinées de cet empire. Dans leur résistance

ils soutiendront, par intérêt, les priviléges des Osmanlis, comme ils soutenaient autrefois ceux des janissaires (1).

Nous avons indiqué plus haut, dans nos considérations générales, un moyen puissant d'affaiblir tout à coup l'influence politique du corps des oulémas. Nous insistons sur l'utilité de cette mesure, et nous croyons devoir entrer à ce sujet dans quelques détails explicatifs.

Lorsque Pierre le Grand, qui sera toujours le meilleur modèle à suivre dans de pareilles circonstances, forma la résolution de faire dans ses états les réformes fondamentales auxquelles la Russie a dû sa régénération et sa force, il avait à combattre un clergé redoutable, dont le chef, qui était le patriarche de Moscou, exerçait sur les peuples une immense influence et un pouvoir égal à celui du souverain. Soutenu par une armée bien dévouée, qui était commandée par deux généraux étrangers, le monarque réformateur commença par écraser les strélitz, aussi indociles et aussi factieux que les janissaires turcs, et abattit ensuite le pouvoir colossal du patriarche et du clergé. Il assura la soumission de ce corps ecclésiastique en lui enlevant une grande partie de ses propriétés foncières, qui furent annexées aux domaines de la couronne.

Le sultan Abdul-Medgid n'a pas à craindre les janissaires, qui n'existent plus depuis dix-huit ans. En sa qualité de successeur des califes, il possède à l'égard

(1) Les oulémas ne se déclarèrent contre les janissaires que parce que ceux-ci étaient devenus odieux à toutes les classes de la nation. Les janissaires, dans les derniers temps, ne respectaient plus rien : ils attaquaient les personnes et les propriétés. Ils avaient fini par haïr les oulémas, et les poursuivaient par leurs sarcasmes.

des oulémas un avantage que n'avait pas Pierre le Grand vis-à-vis du clergé russe. Il a le droit, comme chef de la religion, de changer à volonté tous les membres du corps des oulémas depuis le scheik-islam ou grand muphti jusqu'au dernier iman des mosquées.

Comme le corps des oulémas contient, dans sa masse hétérogène, deux parties, dont les droits ne sont pas les mêmes, et dont les fonctions sont tout à fait distinctes, quoiqu'elles soient l'une et l'autre sous la direction et l'autorité du grand muphti, le sultan Abdul-Medgid peut rendre cette séparation complète en donnant un chef particulier à la classe des prêtres, et un autre à celle des magistrats. Ces deux branches, qui, par leur amalgame, forment actuellement une masse très forte, présenteraient bientôt deux corps rivaux et ennemis qu'on pourrait opposer l'un à l'autre.

Cette division, que la raison approuve, et qu'une sage politique réclame, existait dans les premiers temps de la monarchie. Elle a disparu, comme nous l'avons dit plus haut, par la négligence des sultans, et par les empiétements successifs des muphtis et des cadis.

On pourrait profiter de ces changements pour produire quelques améliorations dans l'administration de la justice. Les mollas et les cadis continueraient à juger les affaires relatives aux musulmans. Les causes litigieuses entre les rayas seraient, comme auparavant, soumises à la juridiction de leurs dignitaires religieux, ou à des tribunaux spéciaux qui seraient établis à ce sujet.

Mais ces jugements de première instance, au lieu d'être décisifs et irrévocables, pourraient être modifiés ou révoqués par des tribunaux d'appel. Que de décisions injustes on éviterait par cette mesure !

Les tribunaux d'appel pourraient être divisés en sections, dans lesquelles on admettraient des magistrats pris dans les différentes croyances religieuses.

Ces sections judiciaires se réuniraient lorsque des hommes de culte différent seraient intéressés dans la même affaire.

Les magistrats turcs seraient soudoyés par l'état sur les revenus des propriétés des mosquées. Les mêmes fonds serviraient à payer les traitements des prêtres musulmans.

Après ces dépenses, le surplus des revenus considérables des mosquées serait versé dans les caisses publiques par les agents du gouvernement. Ces agents, comme c'est le cas actuellement en Egypte, seraient chargés de l'administration des revenus des mosquées et du recouvrement de leurs produits en tout genre.

En attendant que le sort du clergé chrétien et des rabbins israélites soit fixé par de nouvelles dispositions législatives, ces ministres religieux continueraient à obtenir leurs moyens d'existence par les voies qui sont actuellement en vigueur. Ils administreraient les biens de leurs églises et recevraient les cotisations qui leur sont légalement accordées.

Des propriétés communales et une subvention spéciale que la Porte accorderait aux divers cultes professés par les rayas pourraient être désignées pour améliorer la position des dignitaires et des desservants des églises et des synagogues, pour la réparation des bâtiments consacrés au culte, pour l'entretien des hospices, et enfin pour diminuer le fardeau qui pèse exclusivement, à ce sujet, sur les populations non musulmanes.

L'administration des finances est la partie la plus dé-

fectueuse du service public. Une grande portion des revenus de l'état est détournée de sa destination légale par l'avidité des chefs et des principaux employés du gouvernement, surtout dans les provinces.

Indépendamment des extorsions nombreuses arrachées au peuple par des voies tyranniques, les plus puissants des serviteurs du sultan osent porter une main avide sur les revenus de leur souverain. — Les malikianés ou fermages des produits des principaux impôts sont obtenus par les pachas et par les premiers dignitaires dans les enchères publiques, où personne n'ose se présenter pour lutter avec eux.

Instruit par l'expérience et voulant rendre son trésor impérial cette branche avantageuse des revenus de l'empire, le sultan Mahmoud avait résolu d'abolir le système abusif de la vente des malikianés au profit des pachas et des commandants des villes, et avait ordonné la suppression de ce monopole. Mais depuis la mort de ce sultan énergique des courtisans avides ont trouvé le moyen de faire rétablir l'ancien régime de la vente des malikianés.

Les revenus publics devraient être administrés exclusivement par des agents directs, nommés par le sultan sur la proposition du terfterdar. Des inspecteurs du trésor parcourraient chaque année tous les districts financiers de l'empire, feraient connaître dans leurs rapports tous les agents infidèles et les prévaricateurs de toute classe qui auraient osé porter la main sur les revenus de l'état, et appelleraient sur eux des châtiments sévères de la part du gouvernement.

L'intérêt de l'état exige que la perception des impôts reste entre les mains des conseils municipaux des communes. Ce système règne depuis un temps immé-

morial dans toute la Turquie. Les contribuables qui ne sont pas vexés en sont contents. Ils paient rarement au delà du taux proportionnel correspondant à leur fortune particulière. Les membres des conseils municipaux sont chargés, sous leur responsabilité, de verser directement dans les caisses publiques le montant des contributions. Cette mesure est bonne à conserver.

Il serait enjoint à tous les pachas et à tous les commandants civils et militaires de traiter avec égard et de protéger avec énergie tous les employés de l'administration des finances, et de ne se mêler jamais, sous aucun motif, de leurs opérations administratives.

Nous croyons qu'il serait utile, parmi les réformes à opérer, de changer entièrement les *dénominations* actuelles des pouvoirs, parce que, suivant l'effet des habitudes et des préjugés parmi les hommes, les anciens noms rappellent et conservent les anciens abus.

Mais toutes ces institutions seraient incomplètes et n'auraient pas un effet utile à l'intérêt général de l'empire si on laissait subsister une cause perpétuelle de discorde en négligeant d'assimiler, sous les rapports des droits politiques et civils, les rayas aux Osmanlis.

Convaincu de la nécessité de cette assimilation, le sultan Mahmoud manifestait publiquement, surtout dans les derniers temps de son règne, son intention formelle de ne faire à l'avenir aucune distinction entre ses sujets chrétiens et ses sujets musulmans, et de les traiter tous avec une égale sollicitude paternelle.

C'est sur ce principe qu'a été basé le khatty-chérif de Gulkhané, qui garantissait les droits des rayas ainsi que ceux des Osmanlis. Mais, combattu par les oulémas, qui d'abord l'avaient approuvé par crainte, et repoussé par la masse des Osmanlis, qui veulent conserver pour eux

seuls les emplois et les privilégés dont ils jouissent, ce khatty-chérif n'a pas reçu d'exécution, et ne peut être considéré que comme une simple déclaration de principes, dont l'application, ajournée, ne pourra avoir lieu que lorsque les circonstances deviendront favorables.

Trompés dans leurs espérances, et peut-être plus injuriés et plus persécutés qu'auparavant, les rayas mordent en frémissant le joug qui leur est imposé, et sont toujours prêts à s'insurger contre l'autorité qui ne sait pas les protéger, et à se venger de leurs tyrans, qui les oppriment en les insultant.

Mais comme l'intérêt du monarque ottoman n'est pas le même que celui d'une classe particulière de sa nation, on doit espérer qu'aussitôt qu'il sera délivré des entraves qui le retiennent, le sultan Abdul-Medgid s'empressera de protéger ses sujets opprimés, et achèvera le travail d'émancipation commencé par son père.

Ce n'est qu'en adoptant et en exécutant avec une inébranlable persévérance les réformes indiquées ci-dessus que le monarque ottoman pourra parvenir à détourner de ses états l'orage destructeur qui les menace, et que la Turquie sortira de sa position malheureuse, et reparaîtra en Europe avec le rang et la force qui lui appartiennent, et dont l'anarchie empêche le développement.

Mais nous ne saurions trop répéter que sans l'affaiblissement de l'influence politique des oulémas, et surtout sans la création d'une armée dévouée, étrangère à toutes les factions religieuses, il sera impossible à ce monarque d'effectuer les changements essentiels sans lesquels l'existence de cet empire sera sans cesse menacée et compromise.

Lorsque les rayas n'auront plus à craindre les persécutions qui les oppriment, et se trouveront sur un pied de parfaite égalité avec les Osmanlis, ils cesseront de penser à s'insurger contre l'autorité de la Sublime-Porte, et deviendront pour elle des sujets soumis et des producteurs utiles à cause de leur activité industrielle dans l'agriculture, les manufactures et le commerce.

Les Osmanlis, dépouillés de leur suprématie injuste et des privilèges dont le monopole leur était réservé, se montreront mécontents et ne manqueront pas de murmurer. Mais, n'ayant plus l'appui des oulémas et des anciens corps militaires, qui étaient composés exclusivement d'Osmanlis; contenus par une *armée régulière*, dans laquelle des chrétiens seraient amalgamés avec des Turcs, et ayant à redouter la force numérique des rayas, autrefois leurs subordonnés et maintenant leurs égaux; obligés, par devoir et par crainte, d'obéir aux ordres du Grand-Seigneur, ils ne tarderaient pas probablement à prendre le parti de la soumission, et à se résigner tranquillement à leurs nouvelles destinées.

Les insurrections des peuples doivent toujours leur origine et leurs progrès à des hommes supérieurs ou à des corporations puissantes qui les excitent, les secondent et les dirigent. Les Osmanlis, ayant devant eux de grands obstacles à vaincre, ne trouveraient pas dans leur sein, après la destruction du pouvoir des oulémas, des hommes forts qui pussent les diriger et les soutenir: car dans la classe des Osmanlis il n'existe aucune famille qui ait un nom distinctif, des droits héréditaires et une influence transmissible à ses descendants.

A l'exception de quelques pachas devenus assez puissants temporairement par usurpation pour être impunément rebelles, on ne voyait et on ne voit encore dans cet empire que des fonctionnaires qui n'ont de force et de richesses que par la seule volonté du souverain.

La famille ottomane est la seule qui, comme nous l'avons déjà dit plus haut, existe dans l'exercice du pouvoir par le droit héréditaire. Elle est par principe la source de toute autorité : tout lui appartient, tout dépend d'elle, tout retourne à elle. La faiblesse prolongée d'une série de sultans sans caractère a affaibli successivement l'action de la puissance souveraine, et l'a mise dans l'état actuel d'embarras et de gêne, d'où il lui est encore possible de sortir.

D'après les considérations précédentes, nous croyons qu'en suivant la marche que nous avons indiquée, l'assimilation politique de toutes les classes de la nation, sans avoir égard à la différence des croyances religieuses, pourrait avoir lieu assez facilement et assez promptement, et que, par cet heureux résultat, on verrait entièrement disparaître la cause principale des divisions et de la faiblesse actuelle de ce vaste empire.

CHAPITRE LXXXIX.

SUITE DES OBSERVATIONS SUR LES MOYENS LES PLUS PROPRES A OBTENIR ET A CONSOLIDER LA CONSERVATION DE L'EMPIRE OTTOMAN. — PROJET DE FORMATION D'UNE CONFÉDÉRATION OTTOMANE POUR MIEUX GARANTIR SON INTÉGRITÉ.

Ayant égard aux dispositions remuantes de plusieurs provinces de la Turquie d'Europe, et convaincus que la faiblesse progressive des Turcs provient en grande partie de la trop vaste étendue de cet *empire* et de la nature hétérogène de sa population, quelques politiques profonds qui, après avoir bien étudié les institutions de cette monarchie, sont parvenus à apprécier avec exactitude sa situation réelle et ses besoins, pensent que le gouvernement ottoman devrait anticiper les résultats probables de nouvelles luttes qui, en répandant beaucoup de sang, ne feraient qu'accroître l'exaspération des peuples. Ils disent que la Porte agirait avec sagesse si elle appliquait dès à présent aux provinces de la Bulgarie, de la Bosnie, de l'Albanie, de l'Épire, de la Macédoine, de la Thessalie, et à l'île de Candie, la faveur qu'elle a accordée à la Servie, et si elle leur permettait de s'établir en principautés distinctes et séparées, dont chacune serait gouvernée par un prince héréditaire. Ces chefs, sans cesser de reconnaître le Grand-Seigneur comme leur souverain, se soumettraient à l'obligation de lui payer un tribut annuel, et de l'assister, en

cas de guerre, par des contingents proportionnels de troupes entretenues à leurs frais.

Ces provinces, ainsi séparées en principautés distinctes, cesseraient d'être inquiétantes et redoutables à la Sublime-Porte; elles accroîtraient les revenus généraux de l'empire par leurs tributs annuels, et elles donneraient un plus grand développement à sa puissance par leurs contingents militaires.

Comme les habitants de la Syrie ne parlent que la langue arabe et sont considérés et traités sur le même pied que les rayas non musulmans, et comme la tyrannie des mandataires de la Porte, toujours choisis parmi les Osmanlis, a pesé sur la Syrie encore plus cruellement que sur les provinces européennes, une grande animosité règne parmi les populations des deux versants du Liban contre le gouvernement turc. Ce sentiment s'est accru par les nombreuses et cruelles vexations que ces peuples ont éprouvées dans ces derniers temps.

Les hommes d'état qui proposent, dans l'intérêt du repos et de la prospérité de l'empire ottoman, de créer sept principautés héréditaires dans la Turquie d'Europe, voudraient que, pour des motifs semblables, la Syrie fût divisée en quatre parties distinctes, dont chacune serait gouvernée par un prince héréditaire, qui serait vassal et tributaire du Grand-Seigneur.

Ces principautés syriennes pourraient avoir à peu près les mêmes limites que les quatre pachalicks actuels d'Alep, de Damas, de Tripoli et de Saint-Jean-d'Acre.

Jérusalem serait le chef-lieu de la principauté héréditaire de Saint-Jean-d'Acre, laquelle pourrait reprendre son ancien nom de Palestine.

Comme Jérusalem, qui est appelée par les Arabes *Kadous* ou Sainte, intéresse à la fois au plus haut degré les chrétiens, les musulmans et les israélites, des dispositions spéciales seraient prises pour assurer son repos et sa prospérité, et pour garantir les personnes et les propriétés des nombreux pèlerins ou autres voyageurs que la piété attire dans ces lieux vénérés par trois croyances religieuses, dont l'unité de Dieu est le principe fondamental.

L'Europe chrétienne obtiendrait ainsi par des moyens pacifiques des avantages que la voie sanglante des croisades n'avait pas pu lui procurer.

Le choix des princes appelés à gouverner héréditairement ces nouvelles principautés d'Europe et d'Asie devrait être fait par le peuple et sanctionné par le Grand-Seigneur.

Si la Servie, qui a déjà obtenu sa séparation politique, était prise pour modèle, le premier chef de chacune de ces dynasties princières serait élu par une assemblée générale des habitants notables de la province. Ce choix serait soumis à l'approbation du monarque ottoman. C'est dans le sein de ces assemblées nationales que devront être discutés et arrêtés les statuts constitutifs de ces principautés.

Dans l'intérêt du repos de ces principautés héréditaires, il serait à désirer que le choix du prince tombât sur des personnes recommandables qui seraient étrangères à la province, afin d'éviter les effets funestes des rivalités de familles et de localités.

Il serait également à désirer que les électeurs imitassent la sagesse des Hellènes, qui, éclairés par l'expérience, appelèrent à les gouverner, en 1827, non un des chefs puissants de la Grèce, mais un étran-

ger, le comte Capo-d'Istria, dont l'expérience, les vastes connaissances et la prudence consommée, ont été si utiles à sa patrie adoptive. De grandes qualités personnelles, démontrées par l'expérience, un rang honorable dans la société, une fortune indépendante ou de grands services rendus déjà à la province, devraient servir à motiver le choix des assemblées électorales.

La différence des croyances religieuses ne devrait pas être pour elles un motif d'exclusion. Ayant à gouverner des populations composées en grande partie de musulmans et de chrétiens du rit grec, le prince qui ne professerait ni le mahométisme ni les principes de l'église d'Orient, loin de devoir être repoussé, nous paraîtrait, dans beaucoup de cas, être très propre à mériter la préférence.

Le premier devoir de chacun de ces princes héréditaires devrait être d'organiser dans sa principauté une armée disponible, proportionnée aux ressources et à la population du pays. Cette armée, composée d'hommes de toute croyance et commandée par des officiers sur lesquels le prince pourrait compter, servirait à contenir les habitants dans la soumission, et à frapper avec une promptitude rigoureuse tous les perturbateurs de l'ordre et du repos public.

On pourrait opérer en tout ou en partie dans chacune de ces principautés, sous les rapports des institutions judiciaires, administratives et financières, les changements que nous avons indiqués pour la régénération centrale de l'empire ottoman. Chacun des chefs des croyances religieuses dans chaque province résiderait auprès du prince héréditaire, et devrait re-

noncer, mais seulement sous le rapport politique, à toute dépendance à l'égard des premiers dignitaires des mêmes cultes, tant à Constantinople que dans d'autres lieux situés hors des limites de la principauté.

Si la division d'une partie de la Turquie d'Europe en sept principautés héréditaires, et de la Syrie en quatre parties semblables, était adoptée, si l'on y ajoutait la Servie et l'Égypte, déjà gouvernées héréditairement, si on donnait un caractère héréditaire aux princes qui administrent la Valachie, la Moldavie et l'île de Samos, si le Grand-Seigneur conservait, pour son administration immédiate et directe, la Thrace, l'Asie-Mineure, la Haute-Asie ottomane, tout le bassin de l'Euphrate, et l'Arabie (1), la Turquie ne perdrait pas son intégrité actuelle, et aurait une grande analogie avec la confédération des états germaniques.

(1) La portion que nous avons indiquée comme devant rester sous l'administration immédiate et directe du Grand-Seigneur est la plus importante des deux Turquies. Sa surface est plus considérable que celle de la plupart des grandes monarchies de l'Europe. Son climat est sain et tempéré; son sol est remarquable par sa fertilité et par l'abondance et la variété de ses produits; les grandes caravanes de la Perse et de l'Indostan la traversent; elle renferme le Bosphore, la Propontide et l'Hellespont, et plusieurs des plus grands cours d'eau de cet empire.

Elle aurait pour frontières et pour appui, au nord, les Balkans, la mer Noire et la Caucasie russe; à l'est, la Perse et le golfe Persique; au sud, la Syrie, la mer Rouge, l'océan Pacifique et la Méditerranée; au sud-ouest, les monts Pangéens, qui séparent la Thrace de la Macédoine; à l'ouest, le Pinde depuis son union avec le Rhodope jusqu'à sa jonction avec le mont Hémus.

Ses frontières extérieures seraient naturellement fortes et faciles à défendre; ses ports maritimes seraient nombreux; sa situation au milieu des trois grands continents, de l'Europe, de l'Asie et de l'Afrique, la rendrait propre à faire naître et à entretenir le commerce le plus riche et le plus florissant.

Mais la confédération ottomane présenterait un ensemble plus homogène, plus uniforme et plus compacte que la confédération germanique. Devant tous leur origine au choix de leurs concitoyens et à l'approbation du monarque ottoman, étant soumis à payer au gouvernement turc un tribut annuel, et tenus de lui fournir, en cas de troubles intérieurs ou de guérre étrangère, un contingent militaire proportionné à la population et aux ressources financières de leurs principautés, les princes héréditaires de la nouvelle confédération turque se trouveraient plus unis et plus dépendants à l'égard de la Sublime-Porte que ne le sont les princes allemands envers le chef de leur union politique.

Un calme apparent règne en ce moment en Turquie. Quelques bandes de brigands dévastent le pays; mais aucune province n'est insurgée. Cependant les hommes sages considèrent ce calme comme le précurseur des tempêtes.

Tant que les diverses parties de la population de cet empire ne seront pas complétement assimilées dans la jouissance de leurs droits politiques, tant que le corps des oulémas conservera sa composition actuelle et son influence prépondérante, tant que le pouvoir du Grand-Seigneur, absolu en apparence, sera continuellement entravé dans ses opérations, tant que le gouvernement turc n'aura pas à sa disposition une armée docile, disciplinée, devouée, et étrangère aux factions religieuses et politiques, tant que les finances de l'état n'auront pas reçu une organisation régulière et propre à faire entrer dans les caisses publiques tous les produits des impôts et des propriétés nationales, tant que des provinces mécontentes et naturellement disposées à

l'insurrection continueront à être attachées, malgré elles, au tronc principal par le même système d'administration oppressive, la Turquie doit être considérée comme portant dans son sein le principe de sa ruine et de sa complète dissolution.

Il paraîtrait que les ministres ottomans et les classes les plus élevées de la population des Osmanlis ne savent pas apprécier toute l'étendue de leurs dangers et s'endorment à la vue des calamités qui les menacent, puisque, loin de donner suite aux sages réformes commencées par le sultan Mahmoud, ils adoptent des mesures rétrogrades qui ne peuvent pas tarder long-temps à amener une catastrophe décisive.

Nous croyons devoir répéter ici que les puissances qui sont intéressées à la conservation de l'empire ottoman, et principalement celles qui ont adopté le principe de son intégrité politique, doivent coopérer par leurs conseils et par leur assistance à faire persévérer les Turcs dans le système régénérateur commencé par le sultan Mahmoud, et à leur faire adopter les changements et les mesures qui peuvent produire leur salut.

Nous croyons aussi que, par amour de la paix et pour éviter à cet empire les désordres et les bouleversements dont il est menacé, il conviendrait que ces mêmes puissances appuyassent et garantissent les nouveaux arrangements politiques que nous avons indiqués ci-dessus, tant pour la création de quelques principautés héréditaires qui formeraient une confédération politique sous la souveraineté du Grand-Seigneur que pour assurer à ce prince la jouissance souveraine et le gouvernement direct et exclusif de la Thrace, de l'Asie-Mineure, des provinces situées dans le bassin de l'Euphrate, et de toute la péninsule arabique.

Ces moyens sont à nos yeux les seuls qui peuvent sauver la Turquie et garantir pour long-temps la paix générale de l'Europe.

Les remèdes indiqués dans cet ouvrage pour obtenir le salut et consolider l'existence de l'empire ottoman ne sont pas basés sur des considérations illusoires et sur de vaines utopies : ils ont pour appui l'histoire de ces peuples et une connaissance certaine et approfondie de leurs lois, de leurs usages, des abus qui ont dénaturé les institutions anciennes, ainsi que des dispositions actuelles des diverses parties de cette nombreuse et hétérogène population.

NOTE ADDITIONNELLE

SUR LES PROVINCES DE VALACHIE ET DE MOLDAVIE.

Pierre le Grand avait conclu avec Démétrius Cantemir, en 1711, un traité spécial qui fixait les limites de la Moldavie. Reconnus libres et indépendants par le czar de Moscovie, les Moldaves s'obligeaient à tenir, en temps de guerre, à la disposition de ce prince, un corps de 10000 soldats qui devaient être soudoyés par la Russie.

Un arrangement semblable avait été arrêté à la même époque entre ledit monarque et le prince de Valachie.

Les Valaques et les Moldaves furent les premiers à abandonner ces traités et devinrent la cause des échecs éprouvés par Pierre le Grand et des résultats funestes de la position malheureuse où ce monarque aventureux, enveloppé par l'armée ottomane, se trouva réduit, près des rives du Pruth, en 1714.

Les peuples de ces deux principautés avaient joui jusque alors, à quelques exceptions près, du droit de choisir les princes qui devaient les gouverner. N'ayant plus à craindre en leur faveur l'appui de la Russie, et mécontents des troubles, quelquefois sanglants, que les élections des hospodars avaient coutume de produire dans ces deux provinces, la Sublime-Porte détruisit définitivement les anciens usages, en-

leva aux Valaques et aux Moldaves le privilége de choisir les princes qui devaient les gouverner, et remplaça les candidats indigènes par des sujets ottomans, nés chrétiens, et appartenant aux principales familles grecques qui habitaient le faubourg dit *le Fanar*, à Constantinople.

Vus avec jalousie par leurs compatriotes et souvent par leurs propres parents, les hospodars fanariotes de Valachie et de Moldavie n'avaient, en général, qu'un règne précaire, agité, malheureux, et souvent terminé par un dénoûment tragique. Il était rare qu'ils occupassent leurs gouvernements plus de deux à trois ans. — La Porte avait le droit de leur appliquer le principe politique qui l'autorise à révoquer ou à renouveler chaque année les chefs des pachaliks de l'empire.

Mais le traité de Yassy, signé le 9 janvier 1792, entre la Sublime-Porte et la Russie, fixa à sept années la durée légale des pouvoirs des hospodars de Valachie et de Moldavie. Si, avant ce terme, le gouvernement ottoman voulait changer les princes régnants, il ne pouvait le faire qu'après avoir obtenu l'assentiment de la cour de Saint-Pétersbourg.

Mécontents de la conduite des princes Morosi et Hypsilanti, qui s'étaient montrés exclusivement dévoués aux intérêts de la Russie, et ayant perdu toute confiance à l'égard des familles princières du Fanar de Constantinople, par suite de l'insurrection générale des Grecs en 1821, le sultan Mahmoud résolut de rétablir l'ancien usage, et rendit aux habitants de la Valachie et de la Moldavie le privilége d'être gouvernés par des princes de leur propre nation.

Grégoire Ghika fut choisi alors par la Porte pour gouverner la Valachie; Jean Stourdza obtint l'hospodarat de la Moldavie. Cet arrangement déplut à la Russie. Mais elle n'eut rien de plausible à répondre lorsqu'il lui fut représenté que le Grand-Seigneur pouvait rendre à ses sujets des droits dont ils avaient déjà joui, et qui leur avaient été enlevés pour des motifs qui n'existaient plus.

Mais, après avoir donné son consentement aux changements qui venaient d'être opérés, la Russie demanda et obtint plus tard, dans le traité d'Akerman, qu'au lieu d'être choisis par le sultan ottoman, les hospodars de Valachie et de Moldavie seraient élus par les assemblées générales de leurs compatriotes. Cependant, conformément au traité de Yassy, ces gouverneurs pouvaient être destitués, après un exercice de sept ans, par la Sublime-Porte avec l'approbation du cabinet de Saint-Pétersbourg.

Par ce même traité, les hospodars étaient astreints à avoir égard, dans les principales opérations de leur administration, aux représentations de l'agent de la Porte et à celles du consul de Russie. — Ce consul devint, à l'égard de ces princes, un moyen puissant de contrôle et un grand obstacle dans leur action.

Le traité de paix signé à Andrinople en 1829 stipula que les hospodars de Valachie et de Moldavie seraient considérés comme étant élus à vie. Ils ne pouvaient plus être destitués que pour des cas graves et par suite d'une décision spéciale arrêtée de concert par la Sublime-Porte et la Russie.

Dans les élections qui eurent lieu en 1834, la Russie crut devoir intervenir, et intervint directement, avec

le consentement de la Porte, dans le choix des nouveaux hospodars.

Grégoire Ghika fut remplacé par Alexandre Ghika dans la Valachie. Jean Stourdza eut Michel Stourdza pour successeur dans la Moldavie.

Dans leurs premières capitulations avec la Turquie les deux provinces de Valachie et de Moldavie avaient stipulé qu'elles conserveraient le droit de faire la paix ou la guerre, et qu'à cet effet elles entretiendraient des armées soudoyées par elles. Mais, dans le traité de Bukarest en 1812, le gouvernement russe fixa les limites de la force de ces armées, et fit décider que les deux principautés ne pourraient entretenir que le nombre de soldats reconnu strictement nécessaire au service public, et que l'effectif des troupes employées dans les places fortes serait fixé d'une manière invariable par la Sublime-Porte, agissant de concert avec le gouvernement russe.

Depuis un temps immémorial les deux principautés avaient joui du privilége de posséder des assemblées législatives pour faire les lois et pour diriger les hospodars et les surveiller. Ces assemblées se composaient de députés élus par la noblesse et le clergé.

Mais, assujetties au joug ottoman et contrôlées par des hospodars jaloux de leurs pouvoirs, ces assemblées législatives étaient tombées à peu près en désuétude, et ne jouissaient d'aucune force et d'aucune indépendance politique lorsqu'elles étaient convoquées.

Voulant flatter l'amour propre des habitants des deux principautés, les Russes ont demandé et exigé que les assemblées législatives fussent conservées et convoquées à des époques régulières.

Ne devant guère leur existence qu'à la protection du gouvernement moscovite, les assemblées législatives agissent uniquement d'après l'impulsion et sous la direction des deux consuls russes, tant à Bukarest qu'à Yassy.

Sous le rapport de l'indépendance et de la dignité nationale, ainsi que de la protection et de la défense des intérêts politiques et civils des habitants, ces assemblées législatives peuvent être considérées comme des institutions inutiles.

Mais elles servent à combattre et à contrôler la marche gouvernementale des hospodars, et deviennent par conséquent une cause de faiblesse pour les deux principautés, parce que leur action est plus stimulée par les considérations d'un intérêt étranger que par celles de l'intérêt national.

Dans les provinces russes limitrophes de la Valachie et de la Moldavie, les marchandises ne sont soumises, à leur entrée et à leur sortie, qu'à un droit moyen de cinq à six pour cent de leur valeur. — Mais dans les deux principautés moldavo-valaques, qui sont considérées comme faisant partie de l'empire ottoman, toutes les marchandises importées ou exportées paient un droit de douanes de neuf pour cent, conformément au traité de tarif conclu, il y a peu d'années, entre la Sublime Porte et plusieurs des principales puissances de l'Europe. Il résulte de cette disposition financière qu'attirés par cette différence, les négociants étrangers aiment mieux acheter ou vendre dans les possessions de la Russie les denrées qu'ils allaient se procurer ou débiter autrefois directement dans les ports ou dans les villes frontières des deux principautés. — Ce changement de direction dans les

opérations du commerce étranger est devenu extrêmement préjudiciable aux intérêts des Valaques et des Moldaves, et a pour tendance de disposer ces peuples à désirer leur entière séparation politique de la Turquie.

Tourmentés par les intrigues des agents de la Russie, mal gouvernés par des princes qui sont eux-mêmes entravés dans leur action par l'opposition et les menées des mêmes mandataires du gouvernement russe, ne recevant aucune protection utile de la Sublime-Porte, qui n'est pas état de se protéger elle-même, il est démontré que les habitants des deux principautés désireraient que leurs institutions et leur sort politiques fussent garantis, non seulement par le gouvernement ottoman et le cabinet de Saint-Pétersbourg, mais encore par l'Autriche, dont les possessions les touchent et les enveloppent de toutes parts, ainsi que par la Grande-Bretagne et la France, qui entretiennent en ce moment avec ces peuples des relations commerciales d'une très haute importance.

FIN DU QUATRIÈME ET DERNIER VOLUME.

TABLE DES MATIÈRES

CONTENUES DANS LE TOME IV.

FIN DE LA TABLE DU TOME IV.


3 2044 010 439 990

